

CONSTRUCTION POLITIQUE ET SOCIALE DES TERRITOIRES

CAHIER n°5

Penser la fabrique de la ville en temps de crise(s)

Rencontres franco-italiennes de géographie sociale



– Janvier 2016 –

Ces Cahiers ont pour objectif de diffuser les résultats de travaux de recherche et d'activités scientifiques réalisés au sein de l'équipe Construction politique et sociale des territoires de l'UMR 7324 CITERES (CNRS-Université de Tours).

Cette équipe pluridisciplinaire regroupe une vingtaine d'enseignants-chercheurs : anthropologues, géographes, sociologues, spécialistes de l'aménagement et de l'analyse des politiques publiques, des sciences de l'information et de la communication. Ses travaux interrogent l'apparent paradoxe entre les tendances à la « déterritorialisation » et l'importance renouvelée du territoire pour les pratiques sociales, pour l'action politique, collective et publique.

Responsable de l'équipe CoST

Alain THALINEAU

Comité de rédaction

Hélène BERTHELEU, Julie GARNIER, Marie-Pierre LEFEUVRE,
Héloïse NEZ, Françoise SITNIKOFF, Hovig TER MINASSIAN

Coordination du numéro

Hovig TER MINASSIAN

Conception, réalisation et mise en ligne

Muriel HOURLIER (UMR 7324 CITERES)

Disponible en ligne : <http://citeres.univ-tours.fr>

ISBN : 979-10-95552-01-7

Photos de couverture :

- Photo en haut à gauche : *Cupar Way, à l'ouest de la ville (Belfast)*. ©Adèle Schar, août 2013
- Photo en haut à droite : *Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: La MEM (Mediateca del Mediterraneo)*. ©Fonte: <http://www.cagliariturismo.it>
- Photo en bas à gauche : *Villanova (Cagliari), quartier en suspens*. ©Memoli, 2014
- Photo en bas à droite : *La casa è di chi l'abita/La maison c'est à qui y habite*. ©Silvia Ughetto

TABLE DES MATIÈRES

<u>AVANT-PROPOS : La fabrication de la ville en temps de crise(s)</u> <i>Nora Semmoud, Hovig Ter Minassian</i>	5
1^{ère} partie : Les effets de la crise sur les politiques urbaines	
• <u>Le projet urbain à Belfast : une fabrication de la ville entre crise et conflit</u> <i>Adèle Schar</i>	7
• <u>Baisser le pavillon ? Biens militaires et aménagement urbain à Cagliari</u> (Sardaigne, Italie) <i>Carlo Perelli, Giovanni Sistu</i>	17
• <u>Alimenter la résilience urbaine. Des nouvelles perspectives vers un Plan</u> <u>Territorial de la Nourriture pour la Ville de Turin</u> <i>Egidio Dansero, Giacomo Pettenati, Alessia Toldo</i>	31
2^e partie : De la crise à l'urbanisme néo-libéral	
• <u>Les politiques néolibérales à l'épreuve du local. Le cas du quartier de Villanova</u> <u>à Cagliari</u> <i>Maurizio Memoli, Alberto Pisano, Matteo Puttilli</i>	45
• <u>Néolibéralisme et développement urbain dans l'Italie du Sud: le modèle</u> <u>« IBM smart city » dans la ville de Syracuse</u> <i>Arturo Di Bella, Luca Ruggiero</i>	61
• <u>Les transformations du paysage urbain comme réponse à la crise : ambitions,</u> <u>discours et instrumentalisation de la culture à Cagliari</u> <i>Raffaele Cattedra, Marcello Tanca</i>	71
3^e partie : Vivre la ville en temps de crise et réponses par le bas	
• <u>L'encadrement des activités informelles des biffins à Paris :</u> <u>une réponse à la crise ?</u> <i>Hélène Balan</i>	91
• <u>L'habitat participatif en France : une alternative sociale à la « crise » ?</u> <i>Sabrina Bresson</i>	107

- Marginalité liée au logement et réponses par le bas. Résistance ou résilience ?
Le cas de Turin
Elisabetta Rosa..... 121

- Mobilisations citoyennes pour le territoire : analyse de discours des réseaux sociaux et des communications institutionnelles
Mary Fraire, Francesca Sessa, Sabrina Spagnuolo, Serenella Stasi, Sonia Marino 135

AVANT-PROPOS

La fabrique de la ville en temps de crise(s)

Le présent numéro des *Cahiers de CoST* fait suite au colloque franco-italien de géographie sociale « Penser la fabrique de la ville en temps de crise(s) » organisé à Tours les 16 et 17 juin 2014 par les équipes EMAM et CoST du laboratoire CITERES¹. Il s'inscrit dans la continuité d'une série de manifestations scientifiques annuelles, regroupant depuis 2008 des chercheurs italiens et français qui confrontent leurs regards autour des débats scientifiques dans le champ de la géographie sociale².

1 Le colloque a reçu le soutien du Conseil Scientifique de l'Université de Tours et du Conseil Régional du Centre.

2 La première rencontre a été conjointement organisée par l'université de Caen-Basse-Normandie, la MRSH de Caen, l'université de Parma (département de sciences sociales), la société italienne de géographie, le centre italien des études historiques et géographiques et l'université franco-italienne, sur le thème « Aider à comprendre le monde : l'enjeu de la géographie « sociale » aujourd'hui » (Parme, 2008). Depuis, cette rencontre s'est tenue annuellement sur les thèmes suivants : « La société entre espace et territoire » (Naples, 2009) ; « Géographie sociale, le temps, le paysage » (Caen, 2010) ; « Géographie sociale et démocratie » (Rome, 2011) ; « L'individu spatial » (Nantes, 2012) ; « Justice spatiale, marginalité, isolement et citoyenneté » (Cagliari, 2013).

La thématique proposée pour l'édition 2014 était issue des questionnements de chercheurs du laboratoire et de leurs partenaires italiens sur la fabrique de la ville dans un contexte où la question de la crise paraît omniprésente dans les discours dominants. Dans le cadre de ce colloque, la crise, que celle-ci soit environnementale, politique, urbaine ou économique, a été envisagée à la fois comme un élément de contextualisation et un facteur qui pèse sur la fabrique de la ville actuelle. Il ne s'agissait donc pas tant de s'interroger sur la réalité d'une crise ou de ses effets, mais plutôt de questionner la manière dont celle-ci pouvait être invoquée pour justifier ou au contraire disqualifier un modèle de gouvernance, un projet urbain ou une stratégie d'aménagement. Que fait-on et que fait-on faire dans les villes contemporaines au nom de la crise ?

Le colloque a ainsi été l'occasion de saisir comment en Italie et en France les géographes travaillant sur la production et sur les pratiques des espaces urbains intègrent la notion de crise dans leurs travaux. Pour cela, trois pistes de réflexion avaient été proposées :

- il s'agissait d'abord de traiter des effets des références à la crise économique et urbaine sur les productions d'une géographie sociale qui s'attache à construire une critique des formes d'urbanisme « néo-libérales » ;

- ensuite de discuter l'hypothèse d'une crise de l'action publique urbaine qui se manifesterait par la multiplication des situations de blocage de projets d'aménagement et d'infrastructures par des conflits locaux ;

- et, enfin, d'analyser des situations dans lesquelles la perspective ou l'invocation par certains acteurs d'une crise environnementale ou de situations d'urgence pèse sur les façons de concevoir la production et le fonctionnement des villes.

Une grande partie de ces débats se retrouve dans les contributions du présent numéro des *Cahiers de CoST*, mêlant chercheurs italiens et francophones, jeunes chercheurs et universitaires plus chevronnés, et proposant des terrains d'étude aussi divers que Belfast en Irlande du Nord, Turin et Falcognana en Italie, Syracuse en Sicile, Cagliari en Sardaigne, Paris, Strasbourg et Grenoble en France, et enfin Burgos en Espagne³.

Les trois premiers textes du numéro (respectivement d'Adèle SCHAR ; de Carlo PERELLI et Giovanni SISTU ; d'Egidio DANSERO, Giacomo PETTENATI et Alessia TOLDO) portent sur les effets de la crise sur les politiques urbaines. Ils montrent comment les conséquences, réelles ou fantasmées des crises politiques, économiques ou environnementales, contribuent en discours et en actes, à la reconfiguration de l'action publique locale dans des domaines aussi divers que l'aménagement urbain, les politiques foncières ou alimentaires.

Les textes suivants (respectivement de Maurizio MEMOLI, Alberto PISANO et Matteo PUTTILLI ; d'Arturo DI BELLA et Luca RUGGIERO ; de Raffaele CATTEDRA et Marcello TANCA) proposent un questionnement croisé sur l'articulation entre crise et urbanisme néo-libéral. En

³ Nous souhaitons ici remercier particulièrement Claudia Cirelli et Fabrizio Maccaglia qui ont apporté leur aide pour échanger avec nos collègues italiens non francophones.

se livrant chacun à leur manière, à une critique des politiques de gentrification et de revalorisation économique et culturelle des espaces urbains, ils s'interrogent sur le virage néo-libéral des politiques urbaines contemporaines et leurs effets ségrégatifs.

Enfin, les derniers textes du présent numéro (respectivement d'Hélène BALAN ; de Sabrina BRESSON ; d'Elisabetta ROSA ; de Mary FRAIRE, Francesca SESSA, Sabrina SPAGNUOLO, Serenella STASI et Sonia MARINO) portent sur comment vivre la ville en temps de crise et réponses par le bas. Prenant le contrepied des textes précédents, ils s'interrogent, non sur les effets de la crise sur les politiques urbaines, mais sur les stratégies d'adaptation, de régulation voire de mobilisation des habitants et des usagers face à la crise. Ces contributions montrent ainsi que les pratiques urbaines en temps de crise, plus ou moins informelles, plus ou moins organisées, que ce soit dans le domaine de la récupération de déchets, du logement ou des mobilisations sociales, contribuent tout autant à la fabrique de la ville que les politiques urbaines dans lesquelles elles prennent place.

*Nora Semmoud,
Université de Tours, UMR 7324 CITERES,
équipe EMAM*

*Hovig Ter Minassian,
Université de Tours, UMR 7324 CITERES,
équipe CoST*



Le projet urbain à Belfast : une fabrique de la ville entre crise et conflit

Il progetto urbano di Belfast: un processo di urbanizzazione fra crisi e conflitto

Adèle SCHAR

*Doctorante en aménagement de l'espace et urbanisme
Laboratoire Mosaïques/LAVUE (UMR CNRS 7218)
Université Paris Ouest Nanterre La Défense*

Résumé : *Cet article interroge la fabrique de la ville et la position des différents acteurs de l'aménagement. Il s'appuie sur un contexte urbain et social particulier en proposant une étude de Belfast. Capitale de l'Irlande du Nord, Belfast est en pleine mutation : entre reconversion industrielle et crispations identitaires, les élus et aménageurs doivent faire face à une situation complexe, dans laquelle les notions de crise et conflit s'entremêlent. Les solutions urbaines globalisées se heurtent souvent, au niveau local, aux tensions latentes relatives à un conflit communautaire territorialisé, producteur d'espace spécifique. Les politiques urbaines peinent donc à se mettre en place tandis que le conflit légitime et justifie les modes d'action des aménageurs. Peut-on alors parler d'une crise des modalités de production, de gestion de la ville ?*

Mots-clefs : crise, conflit communautaire, politiques urbaines, Belfast, Irlande du Nord

Riassunto: *Questo articolo chiama in causa il processo di urbanizzazione della città e la posizione dei diversi attori della pianificazione urbana. Esso si appoggia su un contesto urbano e sociale particolare proponendo uno studio su Belfast. Capitale dell'Irlanda del Nord, Belfast è in piena trasformazione: fra riconversione industriale e tensioni identitarie, la classe politica e gli urbanisti devono far fronte ad una situazione complessa nella quale le nozioni di crisi e di conflitto s'intrecciano. Le soluzioni urbane globalizzate spesso si scontrano, a livello locale, con le tensioni latenti relative ad un conflitto comunitario territorializzato, produttore di un ambiente specifico. Le politiche urbane, dunque, fanno fatica ad affermarsi mentre il conflitto giustifica e legittimizza le modalità d'azione degli urbanisti. Possiamo quindi parlare di una crisi delle modalità di produzione, di gestione della città?*

Parole chiave: Crisi, conflitto comunitario, politiche urbane, Belfast, Irlanda del Nord

L'étude de la fabrique urbaine amène à s'interroger : comment la ville est-elle pensée, produite par les différents acteurs ? Il faut assurément prendre en considération l'environnement urbain, mais surtout interroger ses effets, puisqu'il conditionne les actions des politiques et des aménageurs, amenant ainsi à des décisions légitimées - parfois différenciées - en fonction des espaces urbains à repenser. D'autant que la ville elle-même produit des dysfonctionnements puisqu'elle encourage la possibilité et le développement de tensions du fait de la concentration d'un potentiel d'effets négatifs sur un espace restreint (Jacquier, 1991) : ces dysfonctionnements recouvrent des réalités multiples, que certains auteurs nomment « crise urbaine », « désordres urbains », « maux de la ville » ou encore « pathologies urbaines » (Voldman, 1999 ; Rangeon, 1997 ; Marec, 2005). La ville et le développement urbain seraient donc créateurs de dualité urbaine – intrinsèque à la ville¹.

Dans ce cas, comment les acteurs prennent-ils en compte les dysfonctionnements que l'on peut observer dans l'espace urbain ? Il s'agit dans cet article de proposer un travail empirique récent, qui dévoile ce qui accompagne les choix d'urbanisation des décideurs politiques dans un contexte urbain particulier, en prenant pour étude de cas la ville de Belfast, capitale de l'Irlande du Nord. Car Belfast est en pleine mutation. Suite au déclin de ses activités traditionnelles, la ville s'est engagée dans le processus d'une nécessaire reconversion. Dans les années 1980, des plans d'aménagement ont permis de redynamiser certains quartiers stratégiques, notamment le centre-ville et les berges de la rivière Lagan. Aujourd'hui, pour assoir le poids de la capitale régionale, les dirigeants misent sur le tourisme, la culture, l'attraction d'entreprises... Néanmoins, Belfast reste marquée par une forte histoire identitaire, aujourd'hui encore source de tensions et de crispations communautaires et aux répercussions spatiales certaines. Si le conflit opposant catholiques et protestants s'exacerbe à l'époque industrielle, de nos

jours, les quartiers périphériques restent très majoritairement mono-confessionnels, souvent séparés par des murs qui délimitent les territoires communautaires.

À Belfast, les dysfonctionnements sont donc multiples et de différente nature et les décideurs politiques doivent faire face à une situation complexe : ils tentent de résoudre les effets des différentes crises qui ont touché la capitale nord-irlandaise (déclin industriel, perte de population...) en proposant des solutions globalisées (revitalisation du centre, réhabilitation des quais...). Cependant, appliquées au niveau local, ces stratégies se heurtent aux tensions latentes relatives à un conflit communautaire territorialisé, producteur d'espace(s) spécifique(s). Les politiques urbaines peinent donc à se mettre en place, les espaces homogènes restant hermétiques à certaines décisions du fait des revendications communautaires et de la difficulté des aménageurs à proposer des dispositifs prompts à satisfaire à la fois catholiques et protestants. Dans la capitale nord-irlandaise, les autorités semblent d'ailleurs devenues réactives plutôt qu'initiatives ; elles tentent de fonctionner dans un environnement donné. Cette situation a une double répercussion : les opérations des aménageurs sont conditionnées, tandis qu'en même temps la neutralité recherchée par les acteurs continue d'entretenir un certain *statu quo*. D'une certaine manière, le conflit conditionne et influe sur les actions des décideurs qui tentent également, par ailleurs, de résoudre les effets de la crise industrielle en proposant des solutions standardisées. Peut-on alors parler d'une crise des modalités de production, de gestion de la ville ?

Dans une première partie seront étudiés le contexte historique nord-irlandais et ses répercussions socio-spatiales à Belfast ; ensuite seront discutées les principales difficultés concernant la mise en place de politiques d'aménagement dans un espace urbain complexe, à la fois conflictuel et en reconversion ; sera enfin exposée en fin d'article l'idée que les acteurs de l'urbain doivent appréhender à Belfast une véritable crise des modalités de production de la ville.

1 L'utilisation de la notion de « crise » par les politiques et les acteurs de l'urbain depuis le début du siècle contribue, de fait, à considérer le dysfonctionnement comme intrinsèque à l'espace urbain (Voldman, 1999).

Belfast : quand crise et conflit dessinent la ville

Le contexte nord-irlandais et plus précisément Belfast, espace urbain complexe, fournissent un laboratoire particulièrement riche pour étudier la mise en place de politiques de la ville. Un retour sur l'histoire de la ville et son urbanisation est nécessaire pour comprendre les dynamiques dans lesquelles doit aujourd'hui s'inscrire le projet urbain.

Tout d'abord, Belfast est encore fortement marquée par un conflit communautaire qui oppose catholiques et protestants². Les origines de cette division remontent à la colonisation de l'île d'Irlande par l'Angleterre au 17^e siècle. Durant la même période prend place la révolution religieuse que connaissent les îles britanniques (Guiffan, 2006). Le conflit, national et identitaire prend dès lors une dimension religieuse : s'oppose la population locale, irlandaise et catholique, aux colons anglais et écossais protestants³. Après la partition de l'île d'Irlande en 1921, les tensions communautaires se concentrent dans la province d'Irlande du Nord, sous autorité du Royaume-Uni. La dimension confessionnelle recoupe de fait un sentiment d'appartenance identitaire qui divise ceux qui souhaitent rejoindre l'Irlande – devenue République en 1937 – et les défenseurs de la souveraineté britannique.

Belfast apparaît ainsi comme l'expression urbaine de ce conflit. La forme actuelle de la ville émerge d'ailleurs dès l'époque industrielle. En effet, le regroupement communautaire des populations dans des quartiers d'habitat homogènes – soit catholiques, soit protestants – a progressivement dessiné une fabrique urbaine qui s'est traduite par l'établissement de quartiers mono-confessionnels⁴.

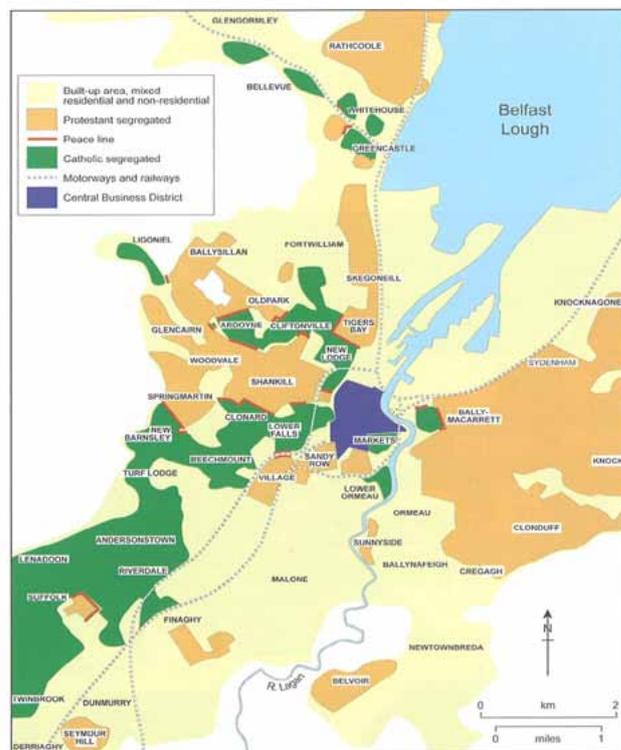
2 Le conflit nord-irlandais, ses origines comme les questions de vocabulaire sont complexes : cet article ne peut qu'exposer les grandes lignes nécessaires à la compréhension du contexte historique.

3 Les termes « catholiques » et « protestants » seront ici préférés pour désigner les communautés.

4 Ce regroupement s'opère en particulier lors de l'exode rural des catholiques à Belfast, en partie développée par les colons britanniques. Plus récemment, d'autres regroupements ont lieu, notamment lors de la période de guerre civile – les *Troubles* (1969-1998) : les populations ont parfois fui le centre-ville pour se réfugier

Aujourd'hui, bien que le processus de paix soit engagé en Irlande du Nord depuis 1998, les quartiers péricentraux restent majoritairement communautaires⁵. Surtout, en plus d'une division spatiale toujours prégnante, il existe de nombreuses barrières physiques entre les différents quartiers communautaires – les *peacelines* ou « murs de paix » – véritables marqueurs de cette ségrégation résidentielle⁶.

Divisions religieuses entre les quartiers catholiques (en vert) et protestants (en orange) ainsi que les principales peacelines à Belfast, en 2000



Source : Boal, 2006, 75

dans les enclaves catholiques et protestantes de Belfast. Brendan Murtagh (2002) note qu'entre 1969 et 1973, cette mobilité aurait concerné 60 000 personnes.

5 En effet, « plus de la moitié de la population de Belfast vit dans des quartiers homogènes à 90 % » (Ballif, 2001, 53).

6 Selon les sources, le nombre de *peacelines* varie à Belfast. L'organisation *Belfast Interface Project* en dénombre environ cent (2011). Depuis les années 1970-1980, la construction des murs s'est paradoxalement accentuée. Pour plus de détails, voir Ballif (2012a) : l'auteur parle de « provisoire qui dure ».

Cupar Way, à l'ouest de la ville : une peaceline de plusieurs mètres de haut sépare le quartier catholique de Falls de celui protestant de Shankill



Source : Adèle Schar, août 2013

Le contexte communautaire posé, il convient de rappeler qu'en parallèle, Belfast est également rentrée dans une ère de transition, puisque la ville n'échappe pas aux restructurations qui apparaissent nécessaires après la crise industrielle qui marque l'Europe depuis la deuxième moitié du 20^e siècle. Les industries qui constituaient le cœur économique de Belfast – textile, construction navale, métallurgie, ingénierie – ont connu un important déclin⁷. Ainsi, avec la crise économique émergent les problématiques liées à la désindustrialisation : les sites industriels, anciennement dynamiques, sont désormais vacants. Les élus doivent donc envisager une solution d'aménagement urbain pour ces espaces.

Pour résumer, Jörg Plöger (2008) souligne qu'à Belfast, la « crise urbaine », soit un déclin de la ville (qui atteint son paroxysme dans les années 1980) peut se décliner en trois grandes catégories⁸ :

- désindustrialisation (la perte des emplois industriels) ;
- crise politique (le conflit communautaire et ses répercussions spatiales, en particulier la mobilité et la ségrégation) ;
- problèmes sociaux (taux de chômage, quartiers défavorisés...).

7 Entre le début des années 1970 et le début des années 2000, l'emploi industriel a chuté de 76 % à Belfast (Plöger, 2013).

8 On pourrait ajouter les questions de perte de population et d'étalement urbain, liées à ces mêmes considérations.

Les dysfonctionnements sociaux découlent en partie des contextes économique (en particulier la désindustrialisation) et historique (le conflit communautaire). Belfast est donc marquée par ces deux influences. Les décideurs politiques comme les aménageurs opèrent ainsi dans ce contexte urbain particulier en proposant des solutions en termes de politiques de la ville censées résoudre les différents dysfonctionnements de l'espace urbain.

Quelles politiques d'aménagement pour des espaces différenciés ?

Dans la capitale nord-irlandaise, les décideurs politiques ont donc à charge de proposer des solutions pour une crise urbaine protéiforme, à la temporalité et à la spatialité diverses. Ils doivent, entre autres, passer d'une ville en déclin, socialement et spatialement divisée, à une ville post-industrielle dynamique et attractive. Observe-t-on alors une cohérence dans les politiques urbaines, qui pourrait satisfaire la mise en place d'un projet urbain harmonieux ?

Premièrement, comment fabrique-t-on des espaces dans une ville marquée historiquement, socialement et spatialement par un conflit communautaire ? Il apparaît que les espaces communautaires, dans lesquels s'observe la division, restent difficiles à aménager. Les aménageurs, par soucis d'impartialité, conçoivent des projets en fonction de ce contexte en respectant – voire entretenant – la division confessionnelle, tandis que les usages et les perceptions des habitants dépendent de cet héritage urbanistique.

Pour comprendre les difficultés des autorités à fabriquer la ville et penser l'aménagement dans un contexte d'instabilité latente et de ségrégation résidentielle, l'exemple du bailleur social est représentatif. Créé en 1971, le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) est l'organisme public en charge de la gestion des logements sociaux ; il opère en lien avec le *Department for Social Development*, organisme gouvernemental en charge de différentes questions telles que le logement, le développement du secteur communautaire ou la régénération urbaine.

Le NIHE est le plus grand propriétaire de logements sociaux de tout le Royaume-Uni et est responsable d'un tiers du stock total des logements en Irlande du Nord. Il est à l'origine de la construction de 36 000 habitations dans la ville de Belfast (Bollens, 2000). De nos jours, la proportion du logement social à Belfast atteint 26 %, soit plus que la moyenne nationale, qui est de 14,9 % (recensement 2011, cité par NIHE, 2013). Plus généralement, la situation du logement social reflète la division communautaire, puisqu'à l'échelle de l'Irlande du Nord, plus de 70 % des logements sociaux sont occupés par des communautés homogènes à 90 % (Knox, 2011).

Dans les années 1980, le NIHE fut accusé de partialité et de discrimination quant à l'attribution des logements sociaux. Depuis, il prend garde à ne pas modifier la géographie confessionnelle⁹. Les fonctionnaires du NIHE opèrent par secteurs spécifiques : ils étudient les besoins en logements sociaux dans les quartiers, en respectant la division communautaire, proposant de construire ou de réhabiliter des logements dans des quartiers homogènes, à savoir catholiques ou protestants (entretien avec Robin Hawe¹⁰, janvier 2014). L'idée est donc de rester le plus impartial possible. Il en va de même lors de l'attribution de logements sociaux. Le choix des candidats quant à l'endroit où ils souhaiteraient habiter est pris en compte par le NIHE : les demandeurs ont en effet la possibilité de choisir deux quartiers de préférence, quartiers qui correspondent très exactement à des espaces mono-confessionnels. En définitive, en choisissant tel ou tel quartier, les habitants savent quel espace communautaire – catholique ou protestant – ils pourraient intégrer à la suite d'une attribution de logement social. Les opérations de rénovation et la politique des acteurs de l'urbain conduisent ainsi au « compartimentage » de l'espace urbain, pour reprendre les termes de Florine Ballif (2012b). C'est donc réellement par souci d'impartialité que les fonctionnaires du NIHE maintiennent, malgré eux, un certain *statu quo*. L'urbaniste anglo-saxon Scott A. Bollens

⁹ Voir à ce sujet le cas de Manor Street en 1985, étudié par Florine Ballif (2001) : des émeutes ont eu lieu après que le NIHE a attribué à des catholiques des maisons vacantes situées du côté protestant.

¹⁰ *Belfast Regional Planner* (NIHE).

(2000) souligne que cette politique de neutralité a démontré l'incapacité des élus et aménageurs à répondre aux besoins – différents – des deux communautés¹¹.

Finalement, comme le montre cet exemple, la difficulté qu'ont les élus et les aménageurs à mettre en place des politiques urbaines est réelle à Belfast – du moins est-elle particulièrement visible dans les quartiers communautaires. La géographie particulière de ces espaces et les tensions latentes conditionnent et influent sur les actions des acteurs : le conflit communautaire pèse sur la façon de voir le fonctionnement urbain, légitime et justifie les modes d'actions des différents acteurs et alimente les situations de *statu quo* – ou de blocage – dans des espaces localisés.

En parallèle de ces considérations qui s'expriment dans les quartiers ségrégués, Belfast est également une ville en reconversion suite au déclin de ses activités industrielles traditionnelles. Car, comme le note Jörg Plöger, « *Economic restructuring is an ongoing process (...), affecting industrial and other sectors failing to remain competitive* » (2013, 207). À partir des années 1980, l'objectif est donc de revitaliser ces espaces à l'héritage industriel – les quais, principalement. Dans une ville marquée par un conflit communautaire aux répercussions urbaines significatives, ces anciens sites dégagés suite à la crise industrielle et devant être réhabilités offrent la possibilité aux autorités nord-irlandaises de proposer des espaces qui ne porteraient pas les traces du conflit. À Belfast, comme dans d'autres métropoles, les élus misent ainsi sur le tourisme, valorisant le patrimoine historique et culturel de la ville et encourageant une politique d'attraction d'entreprises pour dynamiser le tissu et l'activité économique urbains¹².

Les projets d'aménagement sont ainsi proposés dans le but de dépasser les

¹¹ Florine Ballif rappelle que « la dynamique de ces territoires est inégale. Sur le plan démographique, la population catholique est croissante et la population protestante vieillissante. En termes de mobilité intra-urbaine, les protestants s'installent en périphérie tandis que les catholiques restent dans l'*inner city* » (2012b, 73).

¹² On rejoint ici le constat de David Harvey sur les mutations de la vie urbaine (2011).

tensions qui restent bien présentes dans les espaces urbains ségrégués. Car les anciens espaces industriels ainsi revitalisés ne sont pas pensés par les acteurs de l'urbain de la même manière que les quartiers d'habitat ségrégués : ils sont au contraire aménagés selon des standards, des modèles de lieux déconnectés des temps du conflit. Ils permettent finalement aux élus nord-irlandais de faire la promotion d'une ville à la fois « sortie de crise » et « sortie du conflit », puisque sont mis en avant les nouvelles opportunités offertes par une capitale qui souhaite dépasser l'époque des *Troubles* et de la conflictualité engendrée par les revendications communautaires.

Par exemple, la redynamisation du Titanic Quarter¹³ est en ce sens représentative. Il s'agit de l'un des projets de régénération portuaire les plus importants à l'échelle européenne. Cette ancienne friche industrielle – 75 hectares – offre pour les dirigeants politiques une très grande opportunité en termes de régénération et de renouveau urbain. Elle vise à construire un quartier attractif et dynamique, dans une perspective différente de l'identité communautaire, très présente dans les quartiers ségrégués de Belfast. On rejoint une nouvelle fois l'idée que grâce à ce genre de projets, les politiques et les aménageurs nord-irlandais souhaitent dépasser les aspects négatifs d'une ville longtemps associée au conflit communautaire¹⁴.

Belfast est donc, comme d'autres métropoles en Europe, concernée par les questions de compétitivité – et de *place branding*¹⁵. Les urbaniste et politologue Christelle Morel-Journal et Gilles Pinson voient d'ailleurs dans la notion de « ville compétitive » l'idée d'un tournant dans les politiques urbaines, qui cherchent à « créer un climat de tolérance et à concentrer dans les villes des populations qui œuvreront pour que l'environnement et le patrimoine

13 Le nom du quartier fait référence au paquebot, puisque le Titanic fut construit à cet endroit par la compagnie Harland & Wolff.

14 Voir également Schar (2014).

15 Comme le souligne Philip Boland, qui analyse comment des projets-clefs en matière d'aménagement ont contribué à changer Liverpool, « *local stakeholders re-image their cities into investment locations, spaces for events, centres of consumption and places to inhabit* » (2013, 52).

fassent l'objet de toutes les attentions. Ainsi, la ville compétitive est aussi *eco-, gay- et ethnic-friendly* » (2012-2013, 53). Ceci prend place dans la politique globale de *reimaging* proposée par les élus pour la ville de Belfast (Neill, Fitzsimons et Murtagh, 1995) : les projets d'aménagement sont utilisés dans le but d'attirer les investissements économiques, mais également d'améliorer l'image projetée par la capitale et le sentiment de bien-être des populations locales. Cette idée est résumée par Brendan Murtagh : « *For a city whose recent image has been built on violence, peace lines and fear, the formation of low risk, glitzy and speculator investments sites has been a vital strategy in normalization and place marketing* » (2008, 9).

La rénovation des quais à Belfast : nouveaux appartements de standing (à gauche), hôtel Hilton, sièges d'entreprises et centre de conférence (à droite)



Source : Adèle Schar, mai 2014

En définitive, à Belfast, suivant le contexte urbain donné, les acteurs de l'urbain semblent penser leurs politiques de manière différenciée. Le projet urbain apparaît donc difficile à mettre en place à l'échelle de la ville, puisque suivant les zones d'action, les opérations sont formulées dans des optiques globales ou locales. De ces considérations découlent un questionnement : l'aménagement, décidé « à la carte » selon qu'il concerne les anciennes friches ou les quartiers communautaires ne met-il pas en évidence une crise de la fabrique urbaine ? Car la mise en avant par les élus de la ville à la fois post-industrielle et post-*Troubles* est surtout visible dans les anciens espaces industriels repensés, et plutôt évincée dans les quartiers d'habitat mono-confessionnels où la réalité communautaire est encore très prégnante.

Une crise des modalités de production de la ville ?

À Belfast, si le conflit a dessiné la ville, la crise industrielle et la désindustrialisation qui ont suivi ont permis aux élus nord-irlandais de développer des opportunités de projet urbain. Comme cela a été vu, les politiques urbaines peinent à se mettre en place dans les espaces résidentiels homogènes, qui restent hermétiques à certaines décisions du fait des revendications communautaires et de la difficulté des aménageurs à proposer des dispositifs prompts à satisfaire les deux communautés. Par contre, dans les anciens espaces industriels, les décisions en matière d'aménagement s'orientent plus facilement vers des projets de revitalisation. Cet écart et ces difficultés ne soulignent-ils pas une crise de production, de gestion de la ville ?

L'idée de « crise » permet d'interroger les dimensions temporelle, sociale et spatiale du phénomène urbain. Mais faire fonctionner la ville, c'est également « gérer » les rapports entre les individus (Bourdin, 2006). Un des impératifs est donc de travailler conjointement avec les populations locales, pour proposer des solutions adaptées en matière de développement urbain. Aujourd'hui, on observe une certaine intégration des habitants dans les processus décisionnaires à Belfast. Scott A. Bollens (2000) insistait d'ailleurs déjà sur la nécessité d'une approche plus participative, afin que les habitants des quartiers de Belfast se sentent écoutés et que les décideurs offrent des solutions d'aménagement répondant aux besoins spécifiques de chaque communauté. Dans le cas du NIHE, les responsables soulignent qu'un gros effort est fait sur la mise en place de tables rondes¹⁶ pour débattre des projets qui touchent aux quartiers et aux besoins des citoyens en logements sociaux (entretien avec Robin Hawe, janvier 2014). Cette étape semble indispensable pour résoudre cette crise de modalités de gestion de la ville, puisqu'à Belfast – comme dans d'autres villes – les habitants doivent être intégrés au processus décisionnaire, comme le soulignent Hilary Silver, Alan Scott

16 Elles regroupent notamment les représentants du NIHE, des architectes, les représentants des communautés, les *housing associations* chargées de la construction de logements sociaux, etc.

et Yuri Kazepov : « *The synergistic benefits of local participation may again transform the urban context into a social laboratory within which increased freedom for the grassroots to experiment encourages social innovation in complex and diversified societies* » (2010, 456).

À Belfast, en tant qu'acteurs du projet urbain, les populations locales peuvent contribuer à promouvoir une politique urbaine qui s'adapterait à ces espaces spécifiques que sont les quartiers communautaires. Cependant, pour revenir au NIHE, le problème reste, comme il a été évoqué plus haut, que les réhabilitations tiennent compte des divisions territoriales, et ne se déroulent quasiment que par petits zonages, dans les quartiers homogènes, afin de ne pas modifier la structure confessionnelle. Comme cela fut exprimé par des fonctionnaires de NIHE (entretiens avec David Murphy¹⁷ et Robin Hawe, janvier 2014), il existe un « idéal de mixité » chez les dirigeants de cette institution. C'est-à-dire qu'ils souhaiteraient encourager la mixité dans les quartiers, entre les communautés catholique et protestante, mais ils doivent faire face à une réalité moins idyllique où les négociations et les rapprochements entre communautés peinent à se mettre en place. Comme l'a noté Florine Ballif, les *peacelines* et leur construction s'opposent à cet idéal (2012b) : les urbanistes ne semblent donc pouvoir faire autrement. En définitive, la situation est toujours délicate dans les quartiers où le sentiment d'appartenance communautaire est fort ; on retombe alors à nouveau sur des prises de décisions qui mènent, du fait de l'impartialité recherchée par le NIHE, à un certain *statu quo*.

Ainsi, à Belfast, la politique n'est-elle pas « devenue essentiellement *réactive* », comme le propose la philosophe Myriam Revault d'Allonnes (2012, 14) ? En effet, dépassée par les mutations, la politique perd son côté initiateur. Dans le cas de Belfast, n'observerait-on pas un désarroi des autorités, qui, en matière de politiques urbaines, seraient essentiellement « réactives » aux questions posées par un environnement donné – à savoir, la situation spécifique de la ville, notamment le conflit

17 Deputy Head of Development Programme Group (NIHE).

communautaire ayant pour conséquence une importante ségrégation résidentielle dans une partie des espaces péri-centraux ? La crise de production de la ville à Belfast correspond peut-être bien à une « crise de la projection dans le futur », pour reprendre l'expression de la philosophe (p. 14-15). Si l'on poursuit l'idée que la ville est réceptrice de différentes crises globales qui ont des impacts significatifs à l'échelle du système urbain, d'une manière générale, il n'existe pas de villes ou de sociétés invulnérables : chaque ensemble urbain est ainsi soumis à des phénomènes de crise. Or, il est possible d'aller plus loin sur la manière de les appréhender : « à n'en pas douter, la crise urbaine est aussi une crise institutionnelle qui appelle une manière profonde des manières de gérer la ville » (Jacquier, 1991, 34).

S'il est certain que les aménageurs éprouvent de réelles difficultés à mettre en place des politiques urbaines à l'échelle de la ville entière, on peut néanmoins rappeler que l'Irlande du Nord, et en particulier Belfast, a vu sa situation s'améliorer. En ce qui concerne les politiques urbaines et leur traduction en termes de projets, des avancées peuvent être constatées, surtout lorsque l'on remet en perspective la temporalité : les accords de paix ont été signés il y a (seulement) une quinzaine d'années. Les acteurs de l'urbain, parmi lesquels les aménageurs, semblent constamment rattrapés par ce poids historique : « *We are very hard on ourselves here. People are very critical* » note l'un d'eux, James Hennessey¹⁸ (entretien de mai 2015). Cependant, s'ils donnent parfois l'impression de faire face à une situation qui leur est difficile de gérer, certains auteurs restent très critiques, comme William J. Neill : « *The strategic urban-planning response to the dual city that is Belfast in the year 2002 is a retreat to a position where the elephant in the living room is virtually ignored* » (2004, 214). Autrement dit, à vouloir rester neutre, le problème de fond n'est pas abordé.

Le politologue François Rangeon (1997) souligne que le phénomène urbain a toujours eu tendance à produire des villes à deux vitesses. Un groupe rassemblant les populations qualifiées bénéficierait de

¹⁸ *Urban Designer and Landscape Architect* (The Paul Hogarth Company).

la croissance économique, tandis que les individus fragiles se concentreraient dans des quartiers défavorisés. L'urbaniste et architecte Marc Gossé voit quant à lui dans cette dualité un échec des politiques de développement – pas uniquement dans sa dimension économique, qui serait restrictive, mais également dans sa dimension culturelle (1991 ; 2000). La crise urbaine est donc « avant tout une crise des modèles urbains », l'auteur précisant que « toute crise de modèles est en fait une crise culturelle » (1991, 110)¹⁹.

Conclusion

À Belfast, les conséquences socio-spatiales d'un conflit communautaire et celles de la crise industrielle ont dessiné un paysage urbain particulier. Ces différents aspects apparaissent donc définitivement comme des éléments de contextualisation à Belfast, mais principalement des composants décisifs qui jouent sur la production urbaine : les élus politiques et les aménageurs doivent proposer des solutions pour des espaces urbains différenciés. Dans un espace urbain spatialement marqué par le conflit en ce qui concerne certains quartiers, la reconversion des friches portuaires est au centre de nouveaux enjeux et offre des opportunités de projets.

Dans un tiraillement entre aller de l'avant et subir le poids du passé, la configuration urbaine particulière de la capitale nord-irlandaise influe sur les décisions en matière de politiques de la ville. Elle détermine ce qui « fait ville » et conditionne la fabrique urbaine à Belfast. Le conflit est, en quelque sorte, marginalisé et relégué en périphérie, tandis que des méthodes normées sont appliquées dans les anciens espaces en déclin. Il s'agit d'une contradiction non résolue, qui illustre l'idée d'une crise de gestion de la ville. Puisque, « à l'évidence, une politique de développement des quartiers doit être couplée à une politique globale à l'échelle de la ville. Il ne suffit pas de traiter les problèmes là où apparemment ils se posent, il faut chercher à maîtriser les

¹⁹ Dans ses travaux, il fait état d'une certaine inadéquation dans l'application de modèles occidentaux – dans les Suds, notamment – qualifiant cette démarche de « fonctionnaliste » et « techniciste » (2000, 90).

mécanismes qui fabriquent cette ségrégation urbaine » (Jacquier, 1991, 51-52).

En conclusion, à Belfast, y aurait-il, en ce sens, des « gagnants » et des « perdants » en ce qui concerne la gestion du conflit et la fabrique de la ville ? On rejoint ici le postulat de Claude Jacquier, qui précise que peut-être les élus recherchent une stigmatisation de certains quartiers urbains, dans le but de « sacrifier un morceau de ville » (1991, 55) afin que le reste de la ville fonctionne correctement. Les élus proposeraient donc des politiques urbaines qui dessineraient les bases d'une ville sortie du conflit, et surtout d'une ville compétitive²⁰. Hors, Christelle Morel-Journel et Gilles Pinson soulignent que la ville compétitive, malgré ses apports positifs, doit être nuancée puisqu'elle « relègue à la périphérie les groupes sociaux incapables d'y trouver une place du fait de l'emballement des marchés immobiliers – groupes sociaux qui n'ont d'ailleurs pas leur place dans les stratégies de positionnement des villes » (2012-2013, 53).

Ces rapports de force et enjeux politiques s'observent à Belfast : les autorités proposent des politiques urbaines globalisées pour les espaces vacants et à reconverter ; dans les espaces péricentraux, les décisions sont difficiles à prendre et l'échelle locale est privilégiée. La méfiance des acteurs de l'urbain envers toutes modifications de ce *statu quo* – que les pouvoirs publics entretiennent malgré eux –, du fait d'un environnement sensible, peut ainsi apparaître comme une « adaptation » à un système de crise : n'est-ce pas, d'une certaine manière, la marque d'un certain échec des politiques ? Cette situation, qui régit les décisions en termes d'aménagement dans les quartiers communautaires de Belfast devrait encourager un débat sur l'action publique.

Il faut noter que c'est le cas, puisqu'en 2015, une réforme gouvernementale entre en vigueur pour décentraliser une partie des décisions en matière de politiques de

20 Enda Murphy et Lisa Fox-Rogers, dans leur travail sur la République d'Irlande, font état de ce lien sous-jacent entre aménagement et lois du marché : « *the new neoliberal common sense has succeeded in persuading the planning system that what is deemed to be 'good' is invariably associated with market-led notions of development.* » (2015, 237).

la ville²¹. Une des grandes mesures est le développement du *community planning* : « *Public services will work together with communities to deliver real improvements for local people. We will lead the community planning process and work with a wide range of partners (...) to develop a long-term plan to improve the social, economic and environmental wellbeing of the city.* » (Belfast City Council). Ruth McAlister énonce bien toute la complexité qui va découler d'un passage au *community planning* : « *In addition to institutional structures evolving, political and cultural barriers must also be overcome* » (2010, 542). La question est maintenant de savoir ce que va réellement donner cette réforme ; pour l'instant, les acteurs interrogés, s'ils semblent optimistes, ne visualisent pas encore très bien comment va se faire l'articulation entre les différentes instances gouvernementales et le *Belfast City Council*. Surtout, ce transfert de pouvoirs aux autorités locales va re-politiser les questions urbaines dans une ville où se sont appliquées depuis les *Troubles* des décisions centralisées, à cause d'un contexte politique et social conflictuel. À voir si la réforme apporte des éléments de solutions à la crise de la fabrique urbaine de Belfast.

BIBLIOGRAPHIE

Ballif F. (2012a), « Les *peacelines* de Belfast : le provisoire qui dure », *Hermès*, n°63, 116-119.

Ballif F. (2012b), « Artefacts sécuritaires et urbanisme insulaire : les quartiers d'habitat social rénovés à Belfast », *Espaces et sociétés*, n°150, 67-84.

Ballif F. (2001), « Belfast : vers un urbanisme de paix ? Les recompositions spatiales au sortir de la guerre civile », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°91, 53-60.

Belfast City Council. <http://www.belfastcity.gov.uk>

Belfast Interface Project (2011), *Belfast interfaces : security barriers and defensive uses of*

21 En effet, l'Irlande du Nord est en pleine réforme : les questions d'aménagement – qui sont réparties entre plusieurs organismes gouvernementaux – vont être transférées à la municipalité – le *Belfast City Council*. Le transfert est en cours depuis avril 2015, avec un délai de plus ou moins un an en fonction des services concernés.

- space. <http://www.belfastinterfaceproject.org/sites/default/files/publications/Belfast%20interfaces.pdf>
- Boal F. W. (2006), « Big processes and little people : the population of metropolitan Belfast 1901-2001 », in Boal, F. W. et Royle, S. A. (dir.), *Enduring city : Belfast in the twentieth century*, Belfast, Blackstaff Press Limited, 57-83.
- Boland P. (2013), « Sexing up the city in the international beauty contest : the performative nature of spatial planning and the fictive spectacle of place branding », *Town Planning Review*, vol. 84, n°2, 251-274.
- Bollens S. A. (2000), *On narrow ground : urban policy and ethnic conflict in Jerusalem and Belfast*, Albany : State University of New-York Press.
- Bourdin A. (2006), « Mutations des villes, fragilités et crises urbaines », *Habitat et société*, n°43, 43-52.
- Gossé M. (2000), « La crise mondiale de l'urbanisme : quels modèles urbains ? », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°86, 85-91.
- Gossé M. (1991), « Les enjeux de la crise urbaine : les modèles urbains au Maghreb », *Espaces et sociétés*, n°65, 109-122.
- Guiffan J. (2006), *La Question d'Irlande*, Bruxelles : Complexe.
- Harvey D. (2011), *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris : Éditions Amsterdam.
- Jacquier C. (1991), *Voyage dans dix quartiers européens en crise*, Paris : L'Harmattan.
- Knox C. (2011), « Cohesion, sharing, and integration in Northern Ireland », *Environment and Planning C : Government and Policy*, vol. 29, n°3, 548-566.
- McAlister R. (2010), « Putting the "community" into community planning : assessing community inclusion in Northern Ireland ». *International journal of urban and regional research*, vol. 34, n°3, 533-547.
- Marec Y. (dir.) (2005), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII^e - fin XX^e siècle)*, Paris : Créaphis.
- Morel-Journel C. et Pinson G. (2012-2013), « Comment les villes ont appris la compétition ? », *M3 : Société urbaine et action publique*, n°4, 51-53.
- Murphy E. et Fox-Rogers L. (2015), « Perceptions of the common good in planning », *Cities*, vol.42, 231-241.
- Murtagh B. (2008), « New spaces and old in "post-conflict" Belfast », *Divided cities/Contested States*, working paper n°5. http://www.conflictincities.org/PDFs/WorkingPaper5_10.9.08.pdf
- Murtagh B. (2002), *The politics of territory : policy and segregation in Northern Ireland*, Houndmills : Palgrave.
- Northern Ireland Housing Executive (NIHE) (2013), *Belfast district housing plan & local housing strategy 2013/2014*. http://www.nihe.gov.uk/belfast_district_housing_plan_2013.pdf
- Neill W.J.V. (2004), *Urban planning and cultural identity*. London : Routledge.
- Neill W.J.V., Fitzsimons D.S. et Murtagh B. (dir.) (1995), *Reimagining the pariah city : urban development in Belfast and Detroit*, Avebury : Ashgate Publishing.
- Plöger J. (2013), « Comeback cities? Urban recovery approaches in European industrial cities », in Zimmermann, C. (dir.), *Industrial cities : history and future*, Frankfurt-on-Main : Campus Verlag.
- Plöger J. (2008), *Case Study 5 : Belfast's Gasworks employment matching service, CASE, rapport n°54*.
- Rangeon F. (1997), « Désordres urbains », in CURAPP, *Désordre(s)*. Paris : Presses Universitaires de France, 137-144.
- Revault D'Allonnes M. (2012), *La crise sans fin : essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris : Seuil.
- Schar A. (2014), « Au-delà du conflit nord-irlandais : la reconversion d'un espace portuaire », *Urbanités*. <http://www.revue-urbanites.fr/chroniques-au-dela-du-conflit-nord-irlandais-la-reconversion-dun-espace-portuaire>
- Silver H., Scott A. et Kazepov Y. (2010), « Participation in urban contention and deliberation » *International journal of urban and regional research*, vol. 34, n°3, 453-477.
- Voldman D. (1999), « Sur les "crises" urbaines », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°64, 5-10.



Baisser le pavillon ? Biens militaires et aménagement urbain à Cagliari (Sardaigne, Italie)¹

Ammainare le bandiere ? Beni militari e pianificazione urbana a Cagliari

Carlo PERELLI

CRENoS, Centro Ricerche Economiche Nord-Sud, Université de Cagliari et Sassari (carlo.perelli@crenos.unica.it)

Giovanni SISTU

Département de Sciences sociales et des institutions, Université de Cagliari (sistug@unica.it)

Résumé : *L'évolution des forces armées et de la géopolitique en Europe a conduit à une sous-utilisation ou à un abandon d'un nombre important de sites militaires. Le paysage urbain montre des vides urbains et des espaces abandonnés, dans l'attente d'un réinvestissement par des activités urbaines contemporaines. L'aménagement urbain oscille ainsi entre le souci d'en faire des espaces publics et partagés ou bien de transformer les sites militaires en de véritables projets immobiliers. À partir du cas de Cagliari (Sardaigne), l'article décrit l'évolution historique des zones militaires à l'intérieur de la ville, les processus formels de planification, les pratiques informelles de lobbying et les efforts de la communauté locale pour convertir ces sites sous-utilisés en nouveaux espaces communs productifs.*

Mots clés : zones militaires, espace public, vide urbain, planification urbaine, Italie

Riassunto : *Le mutate esigenze delle Forze Armate in Europa hanno portato al sotto utilizzo o alla dismissione di un consistente numero di siti, anche se spesso essi non sono sottratti al controllo dell'amministrazione che ne aveva la titolarità. La dismissione degli spazi militari e la rifunzionalizzazione conseguente costituiscono un elemento strategico nell'ampio dibattito sulla relazione tra spazio urbano e militarizzazione, nel quale può riconoscersi un processo a bassa materialità di controllo dello spazio di fruizione collettiva. In Sardegna l'incidenza delle aree e dei manufatti militari ha un effetto dirompente specialmente in alcune aree rurali, ma anche nel tessuto urbano di Cagliari emerge un complesso mosaico di aree militari, micro isole delimitate da filo spinato, anche solo virtuale, che nel complesso coprono oltre il 3% del territorio comunale. L'ipotesi sulla quale si basa il presente lavoro è che, all'interno della città, accanto ai processi di pianificazione formale (sia essa "regolativa" o "contrattata"), emergono dinamiche parallele di tipo informale per condizionare, e in parte limitare, il percorso di rifunzionalizzazione degli spazi militari.*

Parole chiave : Aree militari dismesse, Spazi pubblici, Vuoti urbani, Pianificazione Urbana, Italia

¹ Bien que l'article soit le fruit d'une réflexion commune, il conviendra d'attribuer à C. Perelli les trois premiers paragraphes et à G. Sistu les quatrième et cinquième paragraphes.

Dans le processus de redéfinition de l'aménagement urbain initié en Europe et en Italie à partir des années quatre-vingt, un rôle stratégique est donné aux zones définies dans la géographie urbaine comme des « vides de seconde génération » (Pedrocco et *al.*, 2011 ; Dansero et Govema, 2003), c'est-à-dire des espaces urbains dont les fonctions initiales mutent et dans lesquels la continuité du processus d'aménagement formel de la part des collectivités locales s'arrête. La cession des immeubles de propriété publique à usage militaire rentre également dans ce débat (Bagaeen, 2006). Les exigences changeantes des Forces Armées en Europe (pour le cas français, par exemple, voir Dubois-Maury, 1998) ont eu pour conséquence une sous-utilisation ou la cession d'un nombre conséquent de sites, même si leur contrôle reste souvent le fait des administrations qui avaient compétence en la matière.

En arrière-plan de ce processus de cession, le débat portant sur la maîtrise des transformations des espaces urbains s'est souvent focalisé sur l'opposition théorique entre aménagement global et projets individuels (Bobbio, 1999), ou encore entre urbanisme « réglementé » et urbanisme « négocié », selon une expression d'Edoardo Salzano (2011). Dans l'action des collectivités locales et des institutions, la prééminence de négociations directes dans le cadre de projets individuels laisse entrevoir l'émergence de politiques urbaines néolibérales, à l'intérieur desquelles le rôle prédominant du rendement immobilier s'étend aux nouveaux et aux anciens « vides » urbains.

La question environnementale a été pointée du doigt comme étant un des problèmes les plus importants dans la reconversion des sites militaires inopérants, du fait de coûts provenant des opérations de revalorisation, à charge totale de l'appareil d'État (Hansen, 2004). Cet aspect précis revêt depuis peu une importance particulière, en raison du caractère central donné aux perspectives de développement durable, sous toutes ses déclinaisons, dans les opérations du domaine urbain (Wei Zheng et *al.*, 2014). La même tendance se dessine pour la récupération du quartier militaire Vauban à Fribourg

(Bagaeen, 2006 ; Kasioumi, 2011) dans lequel ont été prises en compte, à travers un processus d'aménagement participatif, des exigences liées à la cohésion sociale, à l'efficacité énergétique, à la mobilité, aux logements sociaux et à l'intégration des fonctions résidentielles et productives.

La cession des bâtiments et espaces militaires et la refunctionalisation qui en découle constituent un élément stratégique également dans le débat plus général de la relation entre espace urbain et militarisation. Il convient de rappeler, en effet, que les pratiques de militarisation des espaces urbains et la normalisation consécutive des systèmes de représentation de l'entité militaire non seulement perdurent mais aussi, souvent en lien avec les pratiques de « mise en sécurité » de la ville, ont porté certains critiques à parler de l'émergence d'un *new military urbanism* (Graham, 2012) et d'un processus de basse matérialité de contrôle de l'espace de jouissance collective.

Sur le territoire de la Sardaigne, les zones et bâtiments militaires altèrent l'intégrité en particulier de certaines zones rurales, mais également dans le tissu urbain de Cagliari, où l'on relève un patchwork complexe de zones militaires, îlots délimités par du fil barbelé ou seulement de manière virtuelle qui, dans leur ensemble, couvrent plus de 3 % du territoire de la commune.

L'hypothèse de départ du présent travail est que, à l'intérieur de la ville, parallèlement aux processus d'aménagement formels (que celui-ci soit « réglementé » ou « négocié »), apparaissent des dynamiques de type informel visant à conditionner et, en partie, à limiter le processus de refunctionalisation des espaces militaires.

Le cadre théorique auquel nous faisons référence est celui élaboré par Foucault (1977), repris pour la géographie politique dès le début des années quatre-vingt par Raffestin (1980). L'idée est que toute relation entre des sujets sociaux implique des rapports déséquilibrés de pouvoir et donc met en jeu des stratégies politiques (Painter, Jeffrey, 2011 ; Rossi, Vanolo, 2010 ; Governa, Memoli, 2011). Ceci est particulièrement évident dans les rapports de type institutionnel et formel, mais aussi dans

ceux impliquant des groupes informels qui cherchent à promouvoir des changements de la société à travers des instruments très souvent non conventionnels. De telles actions tendent à faire apparaître l'espace urbain aussi bien comme une arène où se déroulent des confrontations (Castells, 1974) que comme produit de celles-ci.

En outre, même si l'on ne peut invoquer directement les chercheurs des pays du Sud (Al Sayyad et Roy, 2004 ; Roy, 2009), qui considèrent le caractère informel comme quelque chose d'autre qu'un secteur économique non régulé, nous rejoignons leur point de vue en voyant en celui-ci une forme de production de l'espace qui rentre dans les objectifs de l'État et qui est pleinement sous son contrôle. Une forme de souveraineté à laquelle il est fait appel en fonction des attentes des stratégies politiques formelles : « L'État a le pouvoir de déterminer le moment à partir duquel la suspension [des normes] doit prévaloir, ce qui est informel et ce qui ne l'est pas, sous quelles formes le caractère informel prospérera et quelles sont les formes qui disparaîtront » (notre traduction, Roy, 2005, 149).

En ce sens, le système urbain de Cagliari constitue une réalité significative par la multiplicité des situations identifiables, qui montrent l'existence d'actions « historiques », fruit d'actions sociales subjectives confirmées, mais aussi de nouvelles initiatives, qui sont liées à l'évolution récente de la composition de la société locale. Dans le premier cas, le caractère informel est devenu élément structurant de certaines parties de la ville et sa présence constitue un point de repère pour des initiatives institutionnelles formelles. Dans le second cas, d'un côté on peut observer une sorte de tolérance institutionnelle envers des initiatives qui soutiennent l'économie informelle, de l'autre on assiste à la multiplication d'activités de nouveaux groupes sociaux, tels que ceux formés par les étrangers, ou à la mise en action de composantes de la société civile, qui agissent pour des raisons idéales (associationnisme), ou actions vouées à la « production » d'espaces (Lefebvre, 1978) qui satisfassent les demandes d'amélioration de la qualité de

vie urbaine, en termes d'environnement, de santé et de loisirs.

En ces termes, l'on cherche à indiquer que, comme cela a déjà été souligné dans une contribution précédente sur l'aménagement informel à Cagliari (Sistu et Stanzione, sous presse), les stratégies urbaines de construction de la ville de l'après-guerre, fût-ce à travers des opérations et des comportements se distinguant les uns des autres, ont recouru à des processus ne prenant pas en compte la « décolonisation » des espaces militaires, jamais introduits dans le circuit d'une logique d'aménagement global, également pour affirmer ou pour renforcer de visibles hiérarchies de pouvoir politique.

Face à de tels processus, deux positions se démarquent sur la question des zones devenues stratégiques et de grande valeur.

D'un côté celle des fauteurs d'une absence de jouissance publique de tels lieux, destinés à une utilisation récréative mais aussi, par exemple, au développement de parcs agricoles urbains. Prenons en considération, en effet, que l'absence d'accord sur la délivrance de biens à des fins de cession et l'état de semi-abandon qui en a résulté de la part des mêmes acteurs a eu paradoxalement pour effet inattendu de jouer un rôle de préservation spontanée d'un patrimoine environnemental significatif.

Figure 1 : La ville entourée des espaces militaires verdoyants a « décoloniser ».

Au premier plan le Monte Urpinu et à l'arrière-plan les zones militaires Sella del Diavolo et Sant'Elia - Calamosca



©Perelli, Juin 2015

De l'autre côté les responsables de la non-réinsertion des sites militaires en cession dans le cycle de patrimonialisation immobilière, selon une dynamique fonctionnelle de soutien aux fluctuations positives du marché. Le parcours de recherche reconstruit l'évolution dans le temps du débat autour de ces biens et la mutation des rapports de pouvoir qui s'est opérée entre les acteurs institutionnels et non institutionnels au cours d'étapes fondamentales pour le développement urbain et l'histoire institutionnelle de la ville. Il vise en outre à souligner, à treize ans d'une précédente analyse (Lai et Sistu, 2002), l'état des lieux des biens en termes de cession effective ou leur réemploi avéré ou potentiel.

Territoire et biens militaires : un développement soumis à conditions

Dans de nombreux pays industrialisés, on assiste à une relation vertueuse entre valorisation du patrimoine issu d'une industrialisation passée et relance de la compétitivité territoriale. D'ailleurs, les mêmes éléments immatériels du savoir localisé avec difficulté prennent la valeur de « fondement territorial d'une identité collective particulière » (Dansero et Governa, 2003, 12) et donc d'élément structurel des potentiels endogènes du territoire (Perelli et *al.*, 2011). L'analyse des dynamiques de patrimonialisation et de territorialisation des zones concernées par des installations militaires pose également problème. Dans ce cas, la même fonction des biens en question marque plus nettement encore l'espace intérieur et extérieur, décalage symbolisé par l'importance des appareils de scission physique de l'espace, qui rompent la trame des structures en réseau du territoire préexistantes et introduisent des éléments de division infranchissables. Comme cela a déjà été remarqué pour l'activité extractive (Boggio et *al.*, 2003), même la fonctionnalisation militaire porte avec elle des mécanismes d'extraterritorialité et de reterritorialisation qui marginalisent les composantes sociales du système territorial, appelé à l'inverse à se redéfinir sur les nouvelles fonctions institutionnelles.

La réduction de la fonction stratégique et institutionnelle militaire génère souvent

une longue phase d'inertie et de difficulté de la part des autorités militaires en vue de l'acceptation de la fin de l'exclusivité du contrôle du territoire et, de la part des administrations locales, en vue de redéfinir leur propre rôle dans le processus de patrimonialisation et dans les pratiques de participation (Ponzini et Vani, 2014).

Dans le contexte italien, ce sujet a soulevé un vif débat au fil du temps sur les solutions possibles au problème (Pollo, 2012). Deux éléments se révèlent comme étant particulièrement problématiques aussi bien au niveau normatif que des politiques urbaines. L'incertitude dans l'attribution de responsabilités de gestion aux différents niveaux de l'administration et, avec elle, l'évaluation incorrecte en termes de valeur de marché du patrimoine de domaine public, facteur qui annihile dès le départ toute tentative de catalogage et de définition des priorités d'action.

Dans le contexte global du pays, la question de la valorisation du patrimoine immobilier public a trouvé un nouvel essor grâce à l'introduction du Fédéralisme domaniale (décret législatif n°85 de 2010). À l'inverse, si l'on réfère à la Sardaigne, l'article 14 du Statut spécial de 1948 prévoit déjà que « reviennent à la Région, au niveau de son territoire, les biens et droits patrimoniaux de l'État de nature immobilière et les biens et droits domaniaux, à l'exclusion du domaine maritime. Les biens et droits liés à des services de compétence étatique et aux monopoles fiscaux restent à l'État, tant que dure cet état de fait ». Son interprétation, tout au moins à première vue, ne semble laisser de place à aucun doute que ce soit : tous les biens qui, à la date d'entrée en vigueur de l'État, étaient considérés du domaine de l'État restaient dans cette condition-là ; dans le cas contraire ils auraient dû devenir propriété de la Sardaigne. On ne peut pas affirmer que cela soit ce qui est advenu. Selon la norme, ce sont les organismes publics, dans notre cas l'administration militaire qui, par un acte volontaire, décide de retirer un bien donné du service auquel il était initialement affecté. La cessation de l'utilisation dans le domaine public se traduit par le passage à la catégorie des biens patrimoniaux. Ceci ne s'est pas produit et, au contraire, de nombreux biens, tout en étant désormais privés du moindre

intérêt militaire et se situant essentiellement dans des zones stratégiques de la ville et du territoire, sont devenus avec le temps des vides que les collectivités locales n'ont pu intégrer dans les programmes d'aménagement urbain et de requalification territoriale. Cela a débouché sur une exacerbation de leur état d'isolement, voire de dégradation, en comparaison avec l'état du territoire alentour.

Figure 2 : Des anciens dépôts militaires de carburant inutilisés en pleine ville



©Perelli, Juin 2015

Après des années de silence, grâce à l'action institutionnelle revendicative qui s'est initiée par la première conférence régionale sur les servitudes militaires (Ministère de la Défense, 1981), une commission mixte État-Région est créée en 1986. Dans cette instance, les représentants du ministère, bien qu'informés sur les contenus du Statut régional, proposent une cession des biens soumise à condition de permutation. La commission décide de démarrer une enquête ayant pour but de mettre en place une liste unique d'immeubles cessibles ou pouvant être substitués par d'autres, où seront inscrits 161 biens sur la totalité de la région.

Malgré de multiples protestations et d'éphémères actions institutionnelles, la situation reste inchangée jusqu'en juin 2005 lorsque le Conseil régional approuve un ordre du jour sur la question de la servitude militaire et pour la réduction globale de la présence militaire en Sardaigne, demandant l'application des accords n'ayant pas été suivis d'actes jusqu'au moment de la requête. Dans les cinq mois qui suivront, la réorganisation de la présence militaire sur l'île est décidée.

Au terme de cette période, le ministre de la Défense M. Parisi remet au président de la région M. Soru la liste des immeubles du domaine public militaire situés sur le territoire de la commune de Cagliari et pour lesquels « les procédures de cession en faveur de la région Sardaigne sont immédiatement mises en place »¹ [Notre traduction]. Il faudra attendre la signature de l'accord opérationnel avec l' *Agenzia del demanio* (Agence de gestion du domaine public) du 7 mars 2008 pour que soient publiées les listes des biens opérationnellement cessibles sur le territoire de l'île tout entière². Mais le passage des biens de l'aire urbaine de Cagliari se concrétisera de manière limitée à la législature suivante, parce que les conditions de l'accord seront considérées comme trop onéreuses par la nouvelle junte régionale³.

En mai 2014, avec la prise de fonction de la nouvelle junte présidée par Francesco Pigliaru, la question des servitudes militaires revient au cœur de l'agenda politique régional. En s'appuyant sur la position exprimée précédemment en 1981 par le président de la région Mario Melis, à l'occasion de la seconde Conférence nationale sur les servitudes militaires de juin 2014, le président de la région a refusé l'accord cadre commun aux autres régions pour demander l'ouverture de négociations bilatérales. Les raisons d'une telle décision ont été explicitées en soulignant l'extraordinaire intensité des servitudes militaires en Sardaigne, où sont concentrées environ 65 % du total de la superficie nationale et trois polygones de tir au cap Frasca, au cap Teulada et au Salto di Quirra, les deux derniers étant les plus vastes d'Europe. Il est apparu nécessaire de rééquilibrer le rapport entre impacts et bénéfices pour les territoires concernés, même à travers un plan d'évaluation, de pilotage, de cession et de revalorisation, particulièrement lorsque les zones sujettes à la servitude militaire sont frontalières de zones protégées ou de parcs.

En parallèle, le nouveau gouvernement régional a trouvé, en juillet 2014, un accord

1 <https://www.regione.sardegna.it/j/v/25?s=33673&v=2&c=3696&t=1>.

2 <https://www.regione.sardegna.it/j/v/25?s=75220&v=2&c=3696&t=1>.

3 <http://www.regione.sardegna.it/j/v/25?&s=190614&v=2>.

avec la municipalité de Cagliari pour le transfert d'immeubles et de zones d'intérêt public, parmi lesquelles l'aire de Monte Urpinu, déjà citée, avec le dépôt pour carburants inutilisé de l'Aéronautique et de la Marine.

À l'intérieur des murs : Cagliari et les implantations militaires

Chef-lieu dans un cadre régional encore fortement polarisé (Ortu, 2004), Cagliari compte aujourd'hui plus de 155 000 habitants répartis dans quatre quartiers historiques (Castello, la Marina, Stampace, Villanova), une municipalité détachée (Pirri) située dans les zones d'expansion qui ont précédé la Seconde Guerre Mondiale ou qui ont succédé à la reconstruction de l'après-guerre et, enfin, dans les ensembles résidentiels qui remplissent les espaces interstitiels à l'intérieur ou en bordure des cinq pôles indiqués. Les dynamiques de l'urbanisation n'ont eu pour résultat ni une ville fermée ni un noyau particulièrement dense et, en l'état actuel, Cagliari présente des parties ouvertes aussi bien en direction de la mer que vers l'ensemble de l'agglomération, à l'intérieur de laquelle se rejoignent de nombreux centres urbains, formant un continuum urbanisé. Dans sa globalité, il s'agit là d'une banlieue composée des communes de première ceinture qui s'est renforcée à partir des années soixante-dix environ.

Au cours des siècles, la configuration et la forme urbaine de Cagliari ont été conditionnées avant tout par son rôle de place forte, exerçant une influence déterminante sur son développement dans son ensemble (Pirinu, 2013). En 1866, Cagliari fut retirée de la liste des places fortes et, à partir de ce moment-là, il est fait cession progressive des murs de fortification qui deviendront, par la suite, propriété de la commune et seront petit à petit abattus. Le fait de savoir si ce processus a été réellement fonctionnel dans le passage de Cagliari de cité « médiévale » à ville bourgeoise « moderne » fait encore débat à l'heure actuelle (Rassu, 2003).

Le régime fasciste renonça à tout ingérence sur la question militaire par l'intermédiaire d'une loi de 1932 qui conférait les pleins pouvoirs en matière de

servitude à l'autorité militaire, excluant les autorités locales, mode de gouvernance qui resta quasiment inchangé jusqu'en 1976. Durant l'entre-deux-guerres et à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, desquels le système urbain et sa population sont sortis décimés du fait des bombardements intenses des Alliés de février et mai 1943, Cagliari fut en réalité une ville « sans projet d'aménagement » qui se caractérisa par une croissance urbaine spontanée (Sistu et Stanzione, sous presse).

Après les murs : le faible baisse le pavillon

Durant la phase de première reconstruction de l'après-guerre, de 1945 à 1947, les concessions militaires réduisent légèrement leur présence dans le centre habité tandis que le débat sur la récupération de la valeur du patrimoine historique et sur les modalités de reconstruction des quartiers historiques prend de l'ampleur. Plusieurs aires présentant un intérêt historique, pendant longtemps destinées à une utilisation militaire, retombent dans le domaine public (Rassu, 2013).

En 1962 le Plan régulateur général de la ville de Cagliari voit le jour (approuvé en 1965), l'objectif étant d'identifier un plan d'aménagement urbain qui garantisse « (...) une distribution rationnelle de toutes les infrastructures nécessaires à la vie du territoire, lesquelles, dans le cas particulier de la ville de Cagliari, dépassent parfois le strict intérêt local pour acquérir davantage de sens au niveau de la programmation régionale » [notre traduction]. Le plan d'aménagement réserve à l'expansion urbaine la portion de territoire comprise entre les pentes nord de Sant'Elia et les extrémités du complexe du Molentargius, jusqu'à la ville de Quartu Sant'Elena, sans pour autant qu'il soit prévu de toucher à la présence militaire ni au domaine dans les zones indiquées. Il faut attendre 1979 pour voir s'ouvrir par cession au domaine de jouissance publique la zone peut-être la plus importante et significative, l'ex-Arsenal royal, qui s'étend sur 8 000 m². Cédée à l'Université de Cagliari, cette vaste structure est repérée comme étant le siège le plus approprié pour l'actuelle *Citadelle des Musées*. Le cas du col et du château de Saint-

Michel, de longue date sous gouvernance militaire, n'en sont pas moins intéressants. Aujourd'hui, toute la zone est un parc public, doté de structures fixes de musée, même si la totalité du domaine n'est pas encore passée comme patrimoine de la Région. Malgré cela, Cagliari a été et est encore une des villes qui comprend le plus grand nombre de zones militaires sur son propre territoire, comme cela est facilement observable dans le tab. 1, qui donne un aperçu des biens en utilisation par les trois forces armées (Armée de l'air, Armée de terre, Marine) en 2001.

Tableau 1 : Biens utilisés par les différentes forces armées et leur pourcentage en proportion du territoire de la commune de Cagliari

Force armée	Superficie biens utilisés (ha)	Part relative (%)	Proportion du territoire communal (%)
Armée de l'air	176,01	6,63	0,21
Armée de terre	1 166,92	43,96	1,37
Marine	1 311,82	49,41	1,54
Total	2 654,74	100,00	3,12

Résultats obtenus à partir des données Ancitel

Une vue d'ensemble représentative des opportunités qui proviennent de la seule réacquisition dans le domaine public, avec contrôle par la communauté des biens jugés comme immédiatement transférables aux collectivités locales par l'accord Soru-Parisi de 2008, peut être fournie par la comparaison entre l'utilisation actuelle qui en est faite, celle envisagée par le plan local d'urbanisme pour les zones adjacentes et ce qui est ressorti du débat sur leur valorisation (fig. 1). Il est possible d'observer comment, sur le lieu même de rédaction du Plan d'Urbanisme de la Commune, se manifeste un défaut de faculté de proposition, souligné par les notes descriptives des sous-zones GM – Aires destinées aux appareils militaires⁴

4 Identifie les aires du domaine militaire dans lesquelles sont en vigueur les prescriptions pour les opérations destinées à la Défense. En vertu des dispositions en vigueur, ce classement des zones urbaines n'est pas modifié par le présent plan local d'urbanisme. Cependant, dans la mesure où l'ensemble des zones dont dispose actuellement l'autorité militaire constitue une ressource territoriale conséquente pour le renforcement de la ville sur le plan environnemental et pour le développement du tourisme, le plan d'aménagement considère lesdites zones comme des

et GM* – Aires destinées aux appareils militaires avec cession prévue⁵.

Figure 3 : Biens utilisés par les différentes forces armées sur le territoire de la commune de Cagliari



Source : Résultats obtenus à partir des données de la Région autonome de Sardaigne. Graphique d'A. Pirinu.

Légende :

- 1 - Périmètre médiéval ;
- 2- Fortifications historiques (15^e-17^e siècles) ;
- 3 - Domaine militaire

On observe un renoncement formel à planifier même pour les zones militaires qui contiennent des bâtiments de valeur historique ou esthétique particulièrement élevée, comme l'hôpital militaire dans le quartier du haut Stampace ou le col de saint Ignace avec le fortin du même nom construit en prévision de l'attaque française de 1793 et la tour aragonaise adjacente, située aux abords du phare placé sous le contrôle de la marine militaire et dont elle avait l'usage. Sur ce sujet, des propositions de mise en valeur touristique qui prennent en compte les zones militaires à proximité de la côte et des plages resurgissent épisodiquement dans l'actualité, avec un intérêt tout particulier pour les lieux historiques plutôt que pour la cession des casernes en service (GISA, 1989).

aires de transformation, renvoyant de ce fait la mise à jour de la question à un programme de cession établi en accord avec les collectivités et les administrations concernées.

5 En lien avec l'alinéa précédent, le sigle désigne les aires du domaine militaire pour lesquelles le plan local d'urbanisme reconnaît des raisons d'ordre urbain et, par conséquent, des raisons d'urgence pour la cession et la réintégration dans l'utilisation civile et sociale. Pour ces domaines, c'est le cadre réglementaire qui définit les orientations du changement. Les nouvelles destinations d'utilisation urbaine prendront effet au terme de la cession effective des biens en question.

D'autant plus qu'en 1997, le document traitant du problème dans le plan local d'urbanisme de l'époque soulignait l'opportunité que cela représentait en termes d'« interventions radicales de requalification et de valorisation à des fins touristiques, également (à travers) la réutilisation des aires de domaines public et de celles soumises à servitude militaire » (Corti, 1997, 45). Mais l'apparente inévitabilité du cadre formel freine toute volonté d'approfondissement. Paradoxalement, c'est la collaboration entre citoyens, associations environnementales (*Amici delle Terra* et *Gruppo d'intervento giuridico*) et institutions militaires (le Commandement militaire autonome de Sardaigne et le Commandement militaire maritime autonome de Sardaigne) qui a amené à se réapproprier plusieurs aires de haute valeur naturelle. Le sentier naturel et archéologique de la *Sella del Diavolo* est justement ouvert depuis 2003 et a accueilli depuis lors environ dix mille randonneurs.

Dans le passé récent, la seule action significative ayant eu lieu dans ce domaine est liée au plus grand parc urbain de la ville, à savoir celui du mont Urpinu, avec la cession définitive de deux zones militaires qui hébergeaient un ancien dépôt de carburants de la marine militaire et un autre de dimension importante appartenant à l'Armée de l'air, relié d'un côté aux quais militaires et de l'autre à l'aéroport militaire, situé à dix kilomètres du centre urbain, par un oléoduc traversant de part en part les principaux quartiers de la ville.

Les perspectives de valorisation de ces aires constituent un exemple significatif d'urbanisme « négocié » : à la fin de l'année 2013, la junte régionale⁶, sans avoir opéré le moindre dialogue avec le Conseil Municipal, en avait confié l'usage partiel à une organisation de produits agricoles pour y effectuer de la vente directe, tandis que l'administration locale souhaitait y mener la première expérience d'horticulture urbaine, élément de première importance dans son programme électoral. Ce n'est que récemment, comme évoqué précédemment, qu'un nouveau dialogue a été instauré et devrait aboutir à un accord sur la destination d'usage.

⁶ NB : équivalent du Conseil Régional.

Le caractère « négocié » des accords pour des groupes d'acteurs restreints réapparaît si l'on se penche sur le cas du parcours d'obstacles hippique Generale Rossi, depuis de nombreuses années inaccessible aux civils. Il s'agit de plus de six hectares de parc naturel et d'installations sportives multifonctionnelles placées au cœur de la ville, dans un quartier n'ayant aucune infrastructure civile de même type. Sur ce sujet, aucune action concrète n'a été rediscutée.

On observe la même fragilité institutionnelle concernant le banc de sable du Poetto, qui avait déjà été exclu du parc régional du Molentargius-marais salants en raison des nombreuses unités d'habitation présentes, objet par la suite d'un malheureux ressablage. Sur ce cas, la présence historique d'établissements balnéaires militaires, en bordure de reliquats d'habitations civiles, constitue un invariant territorial pouvant conditionner la réglementation du Plan d'utilisation des littoraux et conduire à la nécessité de repenser le zonage, en intégrant la catégorie des plages urbaines (non soumises aux normes limitatives de protection des autres écosystèmes côtiers) ayant les plus grands espaces exploitables. Une nouvelle forme implicite de négociation par groupes visant à maintenir les opportunités d'exploitation privilégiée du littoral et qui ne semble pas privilégier la voie de la réutilisation par la communauté des biens immobiliers.

Ainsi, si les zones soumises à la servitude militaire restent pendant une longue durée « en suspens » dans les règlements formels de programmation, leur potentiel est bien présent lorsque l'axe d'analyse change. Si l'on place au centre de l'attention les éléments historiques des groupes de pouvoir à échelle locale – que, dans un de ses écrits, A. Statera (2007) définit comme les quatre M (médecine, franc-maçonnerie, bâtiment et armée, soit *medicina, massoni, mattoni e militari* en italien) – il est possible de mieux comprendre comment les zones militaires ont pu constituer au fil des années non pas un élément unitaire à prendre en compte dans la programmation de l'aménagement du territoire de l'agglomération ou de la province mais plutôt une mosaïque d'intérêts à agencer sur plusieurs plans autour d'initiatives ponctuelles à l'intérieur

du programme d'aménagement urbain ou de la construction de l'image exogène de la ville.

On peut rappeler que Cagliari, en 2006, apparaissait comme faisant partie des villes les plus vertes d'Italie selon L'ISTAT, notamment grâce à la dimension imposante des aires militaires non urbanisées, qui ont donc joué un rôle stratégique dans la promotion de la ville comme « capitale de la Méditerranée » ou « capitale en Méditerranée » (Cattedra et Memoli, 2014) par le Conseil à la tête de la Municipalité à ce moment-là. Et tout cela bien que ces aires ne soient physiquement exploitables et que, à la même période, le plan d'aménagement urbain de 2001 ait rendu constructibles à hauteur de 75 % les zones résultant des lotissements durant les dizaines d'années précédentes, auparavant destinées à être zones urbaines vertes équipées (zones BC 3*).

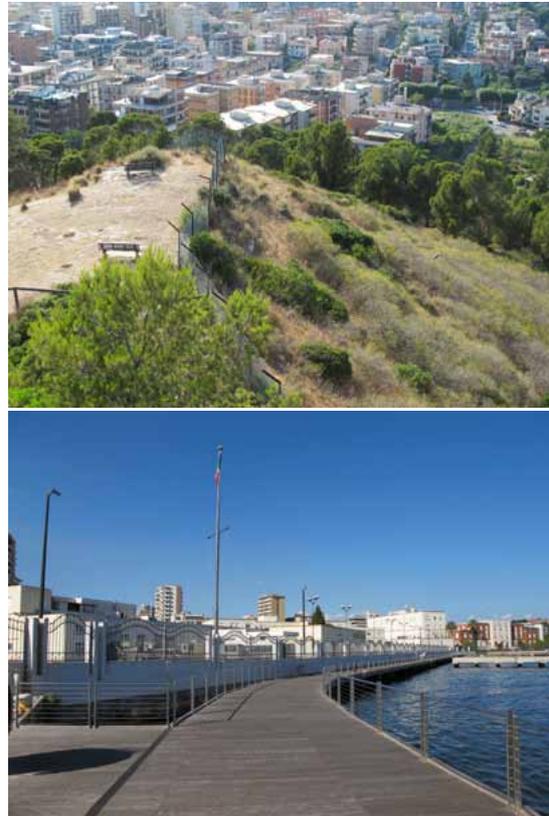
Déjà auparavant, c'était le président du plus grand groupe immobilier de la ville (et conseiller municipal durant la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix) qui avait proposé la création, à l'intérieur de la zone urbaine, de quatre terrains de golf sur une superficie totale de plus de 500 ha, s'étendant à cheval entre l'actuelle zone militaire du cap Sant'Elia-Calamosca et le parc régional de la zone humide du Molentargius. Un puissant aimant touristique, selon son promoteur⁷, et, en même temps, un élément transversal permettant de justifier, justement par les retombées économiques potentielles, la profonde transformation de l'écosystème en zones ayant un haut niveau formel de protection environnementale⁸. Mais face à la liesse provoquée par les cessions possibles de 2006 énoncées par le maire de l'époque (« un moment historique, un virage capable d'ouvrir des scénarios pour le moins extraordinaires. Les sites pourraient être exploités de différentes manières : il est envisageable de créer des centres sportifs et culturels, même si l'un des projets pilotes tourne sans aucun

7 <http://www.unionesarda.it/articoli/articolo/186934>.

8 L'exploitation du promontoire de Sant'Elia est limitée par sa qualité de bien paysager (décret ministériel du 26 avril 1966) ; des sites d'importance communautaire ont été identifiés sur la zone (ITB042242 « Tour du Poetto », ITB04243 « mont Sant'Elia, cala Mosca et cala Fighera ») qui est elle-même indiquée comme réserve naturelle, en vertu de la loi régionale n°31/89.

doute autour de l'usage touristique qui sera fait des zones dont nous prendrons possession »⁹ [notre traduction]), aucun acte concret de la part du Conseil Municipal ne fait écho.

Figure 4 : Cohabitation en centre ville entre espaces de loisir et espaces militaires



©Perelli, Juin 2015

À une échelle plus grande, l'urbanisme « régulateur » n'a débouché sur aucune proposition efficace en la matière. Il suffit de penser, par exemple, à l'expérience de l'élaboration de la programmation stratégique à l'échelle municipale et intercommunale de Cagliari, démarrée avec le processus de définition (de 2007 à 2009) du Plan stratégique de Cagliari (Boggio et al., 2008) et poursuivie, dans le prolongement de l'approbation du Plan stratégique intercommunal en 2012, par une révision et une adaptation du Plan stratégique de Cagliari à la fin de l'année 2012¹⁰.

Le document, qui intègre les priorités d'aménagement des 16 communes de l'agglomération de Cagliari, a abordé la

9 <http://www.altravoce.net/oldsite/2006/11/12/stelletta.html>.

10 Tous les documents sont disponibles sur Internet : www.comune.cagliari.it.

question de la disponibilité d'immeubles affectés à usage d'habitation de fait en s'appuyant sur un déséquilibre entre l'offre et la demande dans le domaine du logement à Cagliari et sur les conséquences d'une telle situation. L'optique de la mobilité intercommunale a avant tout été privilégiée, par rapport à des interventions structurelles qui recouraient à des politiques de logement, et l'objectif s'est déplacé vers le renforcement des infrastructures en faveur de la mobilité motorisée, publique et privée. En ce qui concerne la cession des biens militaires, l'accent est donné sur la possibilité qu'ils fassent office d'espaces destinés aux loisirs, en particulier à l'intérieur de l'axe de projet *Cagliari Citta' dello Sport, del Benessere e dell'Intrattenimento* (Cagliari ville du sport, du bien-être et du loisir).

Dans ce cadre, ce sont encore une fois les actions périphériques qui constituent le contrepoids « par le bas » des choix des groupes dominants. Une association culturelle, MUSA, naît, visant à préserver l'intégrité des terres autour de l'ex-dépôt de carburants de Monte Urpinu et à en favoriser la transformation en un lieu de l'horticulture urbaine. Au même moment dans le milieu universitaire, le projet COSMESE est mis en place « avec pour objectif de coordonner les activités des chercheurs engagés dans l'isolement et la caractérisation des métabolites secondaires d'origine naturelle... sur lesquels baser le développement de nouvelles molécules... utiles en pharmacutique, en herboristerie et en soins de beauté » [notre traduction], notamment en installant un centre de recherche dans le complexe Sant'Elia-Calamosca, dans un contexte de biodiversité élevée, selon les promoteurs. Sur les mêmes portions de territoire naît, en 2010, un comité de coordination entre les familles qui vivent dans les nombreux logements de fonction recensés sur différentes zones de la ville, théoriquement destinées aux militaires en activité mais qui, en réalité, sont occupés dans de nombreux cas par des retraités, constituant une forme de démilitarisation informelle tolérée par toutes les institutions.

L'action formelle des administrations locales s'inscrit dans un cadre où, d'un côté, le nombre d'immeubles neufs invendus croît et, de l'autre, s'installe la peur de ne

pas être capable de faire front au coût de la gestion du nouveau patrimoine en cours de cession. Ce dernier élément apparaît même dans les déclarations les plus récentes de l'administration municipale. Le maire actuel, M. Zedda, déclare devant le conseil municipal : « Il faut être clair que, même si la Région, dans le cadre de ce dont elle est propriétaire, transférerait ses biens à la municipalité, nous nous trouverions en difficulté pour les administrer (...) »¹¹ [notre traduction]. D'autres membres de la majorité actuelle poussent dans le sens de l'acquisition de ces biens pour « qu'(ils) puissent éventuellement être utilisés pour des échanges lors de négociations avec des particuliers, afin de pouvoir "faire donnant-donnant" avec d'autres aires de grande valeur dans l'enceinte de la ville, sur lesquelles les personnes en question peuvent légitimement revendiquer leurs droits »¹² [notre traduction].

En mai 2014, le Haut-Commandement de l'Armée a présenté dans un papier sa propre stratégie de rationalisation et d'aliénation des biens militaires à Cagliari. L'orientation serait celle d'une concentration de la présence militaire en ville dans les sites opérationnels, administratifs et d'entraînement des casernes Ederle, Monfenera, Villasanta et Mereu, outre le maintien du Campo Rossi comme pôle sportif. Cette stratégie unilatérale a été l'objet de désaccords au moment de la seconde Conférence nationale sur les servitudes militaires et, comme cela a été indiqué ci-dessus, a été repoussée par la présidence de la junte régionale.

Les mêmes problèmes qui ont marqué la municipalité à la fin du 19^e siècle se reposent d'une nouvelle manière. Il n'y a plus de murs à démolir et la silhouette de la ville reste conditionnée par l'incapacité de mettre en place une programmation à l'intérieur des zones de domaine public. Le dernier stade de l'urbanisme d'une ville privée d'un minimum de continuité s'éteint sur l'autel de la conditionnalité immobilière.

11 www.comune.cagliari.it/portale/do/.../downloadAllegatoBin.action?serial

12 <http://andreascano.blog.tiscali.it>

Conclusion : vers de nouveaux étendards ?

Le poids excessif des structures militaires pèse sur une ville qui se retrouve à l'étroit entre ce que sont ses frontières naturelles (mer, étangs, zones planes à proximité des étangs) et celles créées de la main de l'homme (zones urbaines et périurbaines appartenant à d'autres communes avoisinantes, zones industrielles et commerciales).

Généralement, dans le débat public, le point de vue qui ressort à propos de ces portions de territoire met en avant la nature du « vide » devant être rempli par les biens en question. En effet, à part pour les bâtiments de haute valeur architecturale du quartier historique, les biens militaires semblent ne pas être considérés comme faisant partie du patrimoine urbain digne d'être valorisé, si ce n'est immobilier. À Cagliari par exemple, la reproduction et l'actualisation d'un paysage du souvenir, de la mémoire militaire n'est pas un phénomène d'importance, malgré la fascination pour le mythe de la Brigata Sassari ces dernières années, et sa récente visibilité croissante même à l'échelle nationale. Il convient d'ailleurs de rappeler que Cagliari n'est pas un lieu quelconque dans la construction de la pensée antimilitariste italienne. Un des pères fondateurs de la pensée non violente en Italie, Aldo Capitini, a contribué à la diffusion d'un débat animé sur le sujet (Catarci, 2013) pendant les années où il enseignait à la faculté de Pédagogie de l'Université (1956-1963). En 1962, Cagliari a accueilli la première Marche pour la paix en Italie et, dans les années à suivre, l'antimilitarisme d'essence catholique et socialiste a donné vie à une activité associative vivace. Il n'est pas resté dans la ville d'aujourd'hui, avec comme probable unique exception les bombardements alliés de 1943, intégrés au processus officiel de reconstruction d'une mémoire partagée par une partie des autorités locales, trace d'un paysage significatif de la mémoire lié au fait militaire (sur le débat autour du paysage militaire, Woodward, 2014).

Ces dernières années, suite à la crise financière mondiale, les effets sur le marché du travail se sont ajoutés à la crise du secteur immobilier, portant au premier

plan la question du logement à Cagliari. Paradoxalement, les jeunes et les catégories à revenu moyen-faible de la ville rencontrent de plus en plus de difficulté pour accéder au premier achat immobilier et, en même temps, la commercialisation des bâtiments nouvellement construits est sans cesse plus difficile, du fait des prix trop élevés. À partir de l'analyse des données sur les dynamiques du marché immobilier à Cagliari au cours de la décennie 1999-2009 (Argiolas et al., 2009), il apparaît que, alors que les prix du logement ont subi une augmentation de 100 %, les ressources financières de la population, en particulier pour les noyaux familiaux à un seul revenu, ont rendu pratiquement impossible l'achat immobilier. Malgré la réduction générale de la capacité d'achat, les prix des immeubles tardent à se réajuster (Ingaramo et al., 2011). Selon les données de la municipalité de Cagliari, le recensement d'octobre 2011 relevait sur le territoire municipal 5 090 logements vides.

Dans un système urbain dans lequel les « vides » représentent un espace rebut du territoire, un pourcentage de plus de 3 % de zones et immeubles destiné à des structures et utilisations militaires est résolument excessive. S'il ne fait pas l'ombre d'un doute que la présence de concessions militaires a représenté un frein pour la croissance incontrôlée du bâtiment dont Cagliari a été l'objet à partir de l'après-guerre et jusqu'aux années quatre-vingt, leur persistance dresse un obstacle à la réalisation d'un plan local d'urbanisme qui puisse s'intéresser à la totalité du territoire.

Jusqu'à maintenant, il a manqué, à part les quelques tentatives évoquées, une revendication claire, précise, étayée de projets pouvant réellement être mis en place, de ce que l'on aurait voulu faire sur les terrains du domaine public récupérés en vue d'une utilisation civile. Il nous semble que c'est justement à travers la mise au centre du débat d'une idée « égalitaire » de l'espace public et de ses fonctions que le projet de ville pourrait récupérer, en ces temps de crise, ses trois dimensions fondamentales indissociables que sont *urbs*, *civitas* et *polis*, l'espace physique, l'espace de la société et l'espace de gouvernance du fait urbain (Salzano, 2009 ; Abis et Saiu, 2013 ; Lai, 2013).

L'indication des possibilités multiples de refonctionnalisation des biens militaires cédés, capables de modifier significativement l'organisation et l'aménagement du système urbain, ne fait qu'accroître la rancœur envers une action politique qui n'a su que modestement saisir l'importance que la réacquisition de ces biens pourra avoir à moyen ou long terme dans les projets de développement territorial.

BIBLIOGRAPHIE

- Abis E., Saiu V. (2013), « Il paesaggio storico urbano tra conservazione e sviluppo sostenibile. Il ruolo del patrimonio pubblico per il progetto di riqualificazione del quartiere Castello », in *Atti della XVI Conferenza Nazionale della Società Italiana degli Urbanisti (Napoli, 9-10 Maggio 2013)*, (<http://www.planum.bedita.net/planum-magazine/siu/xvi-conferenza-nazionale-siu-atelier-3>).
- Al Sayyad N., Roy A. (2004), « Urban Informality: Crossing Borders. », in Al Sayyad N., Roy A. (dir.), *Urban Informality: Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America, and South Asia*, Lexington Books, Lanham, 1-6.
- Argiolas M., Coppola K., Furas V., Meloni S. (2011), « GIS e valori immobiliari: un metodo per l'analisi del rischio d'investimento immobiliare », in *Atti 15a Conferenza Nazionale ASITA (Reggia di Colorno, 15-18 novembre 2011)*, 113-122.
- Bagaeen S. (2006), « Redeveloping Former Military Sites: Competitiveness, Urban Sustainability and Public Participation », *Cities*, 23, 5, 339-352.
- BICC- Bonn International Center for Conversion (1997), *Fostering of Conversion by the European Union-Konver II*, Report 9.
- Bobbio R. (1999), « Riconversione delle aree dismesse: aggiornamento e spunti di riflessione », *Urbanistica Informazioni*, 164, 5.
- Boggio F., Sistu G., Stanzione L. (2003), « Beni culturali e aree minerarie dismesse: il caso del Sulcis-Iglesiente », in Dansero E., Emanuel C., Governa F. (dir.), *I patrimoni industriali. Una geografia per lo sviluppo locale*, Milan, FrancoAngeli, 79-98.
- Boggio F., Memoli M., Rossi U. (2008), « Attori locali e strategie di sviluppo urbano a Cagliari. La contesa sulla portualità », in Sommella R. (dir.), *Le città del Mezzogiorno. Politiche, dinamiche, attori*, Milan, FrancoAngeli, 157-172.
- Castells M. (1974), *La questione urbana*, Padoue, Marsilio Editori.
- Catarci M. (2013), *Il Pensiero disarmato. La pedagogia della nonviolenza di Aldo Capitini*, Rome, EGA-Edizioni.
- Cattedra R., Memoli M. (2014), « Un contro-luogo di urbanità marginale. Il quartiere di Sant'Elia a Cagliari », in Tanca M. (dir.), *Un lungo viaggio nella geografia umana della Sardegna*, Bologne, Pàtron Editore, 159-173.
- Dansero E., Governa F. (2003), « Patrimoni industriali e sviluppo locale », in Dansero E., Emanuel C., Governa F. (dir.), *I patrimoni industriali. Una geografia per lo sviluppo locale*, Milan, FrancoAngeli, 11-42.
- Dubois-Maury Jocelyne (1998), « Impacts urbains des restructurations de l'appareil militaire en France », *Annales de Géographie*, 107, 599, 89-97.
- EPA (2006), *Turning Bases Into Great Places: New Life for Closed Military Facilities*, Washington, EPA.
- FIM-CISL (1986), « Della riconversione. Possibilità e strumenti per la riconversione della produzione bellica in produzione civile socialmente utile », in *Atti del seminario FIM-CISL Lombardia (Palazzo ex Stelline Milano, 7-8 ottobre 1985)*, Fim-Cisl Lombardia.
- Foucault M. (1977), *Microfisica del potere*, Turin, Einaudi.
- G.I.SA. (1989), *Sardegna. Il turismo via del futuro. Un progetto integrato per la riqualificazione e lo sviluppo del Cagliaritano*, Cagliari, Centro Studi e Ricerche Grandi Infrastrutture Sardegna.
- Governa F., Memoli M. (dir.) (2011), *Geografie dell'urbano. Spazi, Politiche, Pratiche della Città*, Rome, Carocci.
- Graham S. (2012), « When Life Itself is War: On the Urbanization of Military and Security Doctrine », *International Journal of Urban and Regional Research*, 36, 2, 136-155.

- Hansen K. N. (2004), *The Greening of Pentagon brownfields: Using Environmental Discourse to Redevelop Former Military Bases*, Lanham, Lexington Books, 2004.
- Ingaramo L., Mussida C., Sabatino S., (2011), « Impatti della crisi sul mercato del lavoro e sul settore immobiliare », in *Il ruolo delle città nella economia della conoscenza. Atti XXXII Conferenza Italiana di Scienze Regionali (Torino, 15-17 settembre 2011)*, Turin, Politecnico di Torino.
- ISTAT (2007), *Indicatori Ambientali Urbani – Anno 2006*, (<http://www.istat.it/it/archivio/42763>).
- Kasioumi E. (2011), « Sustainable Urbanism: Vision and Planning Process Through an Examination of Two Model Neighborhood Developments », *Berkeley Planning Journal*, 24, 1, 91-114.
- Lai M., Sistu G. (2001), « Beni militari dismessi e dismissibili fra abbandono e riuso urbano. Il caso di studio di Cagliari », in *Beni culturali territoriali regionali. Atti del convegno di studi (Urbino, 27-29 settembre 2001)*, Fano, Grapho5, II, 199-206.
- Lai, F. (2013), « Nature and the city: the salt-works park in the urban area of Cagliari (Sardinia, Italy) », *Journal of Political Ecology*, 20, 3, 329-341.
- Le Goff J. (1989), « Costruzione e distruzione delle torri della città murata », in De Seta G. et Le Goff J. (dir.), *La città e le mura*, Rome-Bari, Laterza, 1-10.
- Lefebvre H. (1978), *La produzione dello spazio*, Milan, Moizzi.
- Low S. M., Smith N. (2006), *The politics of public space*, Londres, Routledge.
- Ministero della Difesa (1981), *Atti della Conferenza nazionale sulle Servitù Militari*, Rome, Poligrafico dello Stato.
- Mirtinnen H (2003), *Base Conversion in Central and Eastern Europe 1989-2003*, Bonn, BICC.
- Ortu G. G. (dir.) (2004), *Cagliari tra passato e futuro*, Cagliari, CUEC.
- Painter J., Jeffrey A. (2011), *Geografia Politica*, Turin, UTET Università.
- Pedrocco P., Pupillo F., Cristea I. (2011), « I vuoti urbani e le infrastrutture dismesse. Un'occasione per la classificazione dei beni demaniali sul territorio », *TRIA*, 7, 111-122.
- Perelli C., Pinna P., Sistu G. (2011), « Mining Heritage, Local Development and Identity: The Case of Sardinia », in Conlin Michael V., Jolliffe. Lee, (dir.) *Mining Heritage and Tourism. A Global Synthesis*. Londres, Routledge, 203-213.
- Pirinu A. (2013), *Il disegno dei baluardi cinquecenteschi nell'opera dei fratelli Palearo Fratino. Le piazzeforti della Sardegna*. Firenze, All'insegna del Giglio.
- Pollo R. (2012), « La cessione del patrimonio immobiliare pubblico: la riconversione dei siti militari », *TECHNE*, 3, 3, 216-223.
- Ponzini D., Vani M. (2014), « Planning for military real estate conversion: collaborative practices and urban redevelopment projects in two Italian cities », *Urban Research & Practice*, 7, 1, 56-73.
- Raffestin C. (1980), *Pour une Géographie du pouvoir*, Paris, Litec.
- Rassu M. (2013), *Cantine, Caverne, Bunkers. La protezione antiaerea a Cagliari durante la seconda guerra mondiale*, Cagliari, ARSOM.
- Rassu M. (2003), *Baluardi di pietra: storia delle fortificazioni di Cagliari*, Cagliari, Aipsa.
- Roy A. (2005), « Urban informality: toward an epistemology of planning. », *Journal of the American Planning Association*, 71(2), 147-158
- Roy A. (2009) « The 21st-century metropolis: new geographies of theory », *Regional Studies*, 43 (6), 819-830.
- Rossi U., Vanolo A. (2010), *Geografia politica urbana*, Roma-Bari, Editori Laterza.
- Salzano E. (2009), « Urbs, civitas, polis, le tre facce dell'urbano », in Bonora P., Cervellati P. L. (dir.), *Per una nuova urbanità dopo l'alluvione immobilista*, Reggio d'Émilie, Diabasis.
- Salzano E. (2011), « Vent'anni e più di urbanistica contrattata », in Colloquio *La città venduta. Vent'anni di urbanistica contrattata*, Italia Nostra, Rome, (<http://archivio.eddyburg.it/article/articleview/16826/0/15/>).

Sistu G., Stanzione G. (sous presse), « Il contributo delle pratiche informali alla trasformazione urbana di Cagliari », in *Atti del XXXI Congresso Geografico Italiano (Milano, 11-15 giugno 2012)*.

Soja E. W. (2007), *Dopo la metropoli. Per una critica della geografia urbana e regionale*, Bologne, Pàtron.

Statera A. (2007), « Cagliari sotto assedio tra banche e mattone », *La Repubblica*, 15 marzo 2007, (<http://www.repubblica.it/2007/01/sezioni/politica/inchiesta-citta/potere-cagliari/potere-cagliari.html>).

Vani M. (2008), *La Valorizzazione delle aree militari nei centri storici urbani. Evidenze dall'attuazione del programma Valore Paese nella Regione Emilia Romagna*, Bologne, Ervet-Emilia-Romagna.

Wei Zheng H., Qiping G., Wang H. (2014), « A review of recent studies on sustainable urban renewal », *Habitat International*, 41, 272–279.

Woodward R. (2014), « Military landscapes: Agendas and approaches for future research », *Progress in Human Geography*, 38, 1, 40–61.

SITOGRAFIE

<http://www.bicc.de>

<http://www.epa.gov>

Alimenter la résilience urbaine. Des nouvelles perspectives vers un Plan Territorial de la Nourriture pour la Ville de Turin

Alimentare la resilienza urbana. Nuove prospettive verso un Piano Territoriale del cibo a Torino

Egidio DANSERO, Giacomo PETTENATI, Alessia TOLDO,
Università di Torino

Résumé : *Les sciences territoriales traitent le concept de résilience en particulier pour ce qui concerne les stratégies de réaction des villes ou des régions face à des grands changements structurels. Effectivement, le concept de résilience territoriale peut être considérée dans un sens plus large, comme le niveau dans lequel les territoires ou les villes peuvent résister aux changements, avant de se réorganiser dans un nouveau système des relations, structures et processus. Cela vaut également, et surtout, à l'égard de la question de la nourriture et de la planification alimentaire urbaine (urban food planning).*

La contribution proposée vise donc à examiner les relations entre la résilience et la nourriture dans le récent débat international, et à approfondir d'une façon théorique la perspective de la planification alimentaire, en tenant compte des bonnes pratiques émergentes à l'échelle internationale.

En outre, sur la base des recherches empiriques récentes, la contribution se concentre sur l'analyse des expériences et des projets en cours dans la région métropolitaine de

Turin et sur la possibilité de construire un plan alimentaire local pour améliorer l'action d'une pluralité d'acteurs publics et privé, en créant des réseaux, sans réduire leur complexité, ambiguïté et redondance, qui représentent des facteurs important de la résilience.

Mots-clés : résilience urbaine, alimentation, urban food planning

Riassunto : *Le scienze territoriali si occupano del concetto di resilienza soprattutto per quanto riguarda le strategie di risposta delle città o di regioni di fronte a grandi cambiamenti strutturali. In realtà il concetto di resilienza territoriale può essere considerato in un'accezione più ampia, come il livello in cui i territori o le città sono in grado di sopportare i cambiamenti, prima di riorganizzarsi in un nuovo sistema di relazioni, strutture e processi. Questo vale anche, e soprattutto, per quanto concerne il tema del cibo e della pianificazione alimentare urbana (urban food planning).*

Il contributo proposto intende dunque esaminare le modalità con cui resilienza e cibo sono accostate nel recente dibattito internazionale, per poi approfondire teoricamente la prospettiva dell'urban food planning, considerando le buone pratiche emergenti a livello internazionale. Inoltre, sulla base di recenti ricerche empiriche, il contributo si concentra sull'analisi di esperienze e progetti in corso nell'area metropolitana torinese e sulle possibilità di costruzione di un piano locale del cibo che sappia valorizzare l'azione di una pluralità di attori pubblici e privati, riuscendo a metterli a sistema senza ridurre la complessità, l'ambiguità e la ridondanza, elementi che rappresentano un fattore fondamentale di resilienza.

Parole chiave: resilienza urbana, sistema alimentare, urban food planning.

Introduction

La contribution proposée provient de l'identification d'une convergence possible entre deux réflexions très présentes dans le récent débat sur la ville : la première concerne les stratégies de résilience territoriale, la seconde est liée à l'*Urban Food Planning* (ou planification alimentaire urbaine) (Morgan 2009, 2013). Analyser la relation entre les processus d'urbanisation, planification et résilience du système alimentaire est intéressant pour deux raisons ; en premier lieu pour des motifs empiriques, puisque l'augmentation de la résilience est, en général, un des objectifs les plus courantes (cependant encore peu décliné) des politiques alimentaires urbaines (et les politiques alimentaires ont, en puissance, d'importantes conséquences sur les dynamiques d'urbanisation). Deuxièmement, parce que le thème des politiques alimentaires se prête bien à une réflexion critique sur les applications potentielles de la notion de résilience qui va au-delà de son utilisation dans une forme simplement rhétorique et déclaratoire, comme beaucoup d'autres mot « à la mode » (Davoudi, 2012) qui envahissent le débat sur le développement urbain.

De ce point de vue, même s'il s'agit d'une question très interdisciplinaire et inséparable de ses applications potentielles, la planification alimentaire urbaine et sa relation avec la résilience urbaine et

territoriale est un sujet de grand intérêt pour la recherche géographique et, en particulier, pour la recherche concernant la ville de Turin.

La contribution fournit donc un cadre initial de la relation entre la géographie alimentaire et urbaine et, le phénomène de l'*Urban Food Planning* (paragraphe 1), suivi d'une discussion sur le concept de résilience territoriale (paragraphe 2) Le troisième paragraphe fait le point sur la relation entre la résilience et la nourriture, réfléchissant sur le sens d'un système agroalimentaire plus résilient et sur sa contribution à l'accroissement de la résilience urbaine. Pour faire cela, nous avons utilisé quatre dimensions différentes (métabolisme urbain, réseaux de gouvernance, dynamiques sociales et espace bâti) à partir d'une recherche menée par le réseau *Résilience Alliance*¹. Le quatrième paragraphe applique ces interprétations aux politiques et aux pratiques alimentaires de la ville de Turin, offrant des idées et des réflexions qui seront reprises dans les conclusions.

La ville comme nouvel acteur des politiques alimentaires : l'*Urban Food planning*

Cela fait longtemps que la nourriture se prête à des enquêtes et des réflexions en géographie. La géographie alimentaire a traité, au cours des dernières décennies, une variété de questions liées à la relation entre alimentation, espace et territoire: le rôle de la production alimentaire dans la définition des trajectoires de développement et les modèles de planification territoriale et urbaine (Atkins et Bowler, 2001) ; la création et la diffusion des produits et des habitudes alimentaires (Bell et Valentine, 1997) ; l'analyse des inégalités, fortement spatialisées, de la production et de la consommation alimentaire ; les récentes réflexions sur la déterritorialisation de la production de nourriture, qui caractérise la société mondialisée contemporaine (Morgan et al., 2006).

Brisant l'approche plus traditionnelle de la géographie de l'agriculture, la géographie de la nourriture aborde des questions fortement interdisciplinaires et ses évidentes

¹ *Résilience Alliance* est un réseau de recherche multidisciplinaire sur les questions de la résilience des systèmes socio-écologiques. <http://www.resalliance.org/>

implications pratiques, comme l'accessibilité à la qualité de la nourriture, les décisions des consommateurs, la justice sociale et spatiale, la durabilité, la santé publique, les politiques de développement du territoire, les *foodscapes*² (Gatrell, Reid, Ross, 2011).

Une des réflexions les plus intéressantes, particulièrement en termes applicatifs, concerne la relation nourriture-villes et ses implications de développement social, économique et environnemental. Ce thème a enregistré, dans les quinze dernières années, une attention croissante soit dans les discours de la géographie, soit dans la pratique de la planification urbaine et territoriale.

En réalité, quinze ans représentent un horizon plutôt court par rapport à celui des ressources vitales tels que l'air et l'eau, objets depuis longtemps de la politique urbaine et régionale. Cette paradoxale absence d'intérêt de la part des décideurs et planificateurs est principalement due à une mauvaise interprétation du concept de la nourriture, pensé seulement en termes de production (c'est-à-dire en termes exclusivement rural) et donc délégué à la politique agricole de l'Union Européenne d'une part, ou au marché d'autre part (Pothukuchi et Kaufman, 1999). À cela s'est ajouté, pendant longtemps, la conviction des pays occidentaux d'avoir enfin résolu, grâce à un système alimentaire plus industrialisé et mondialisé, les questions cruciales liées à l'approvisionnement alimentaire (Morgan et Sonnino, 2010).

Dans cette optique, la nourriture a «disparu» des réflexions sur le développement urbain. Cependant, loin d'être résolus, les anciens et nouveaux problèmes liés à la sécurité alimentaire et à la durabilité des chaînes d'approvisionnement (Wiskerke, 2009) ont pris des dimensions mondiales, se concentrant dans les pôles urbains où, depuis 2008, habite plus de la moitié de la population mondiale. Dans les villes, en fait, sont concentrées les questions sociales,

économiques et environnementales connexes à un certain type d'approvisionnement et de consommation, même par rapport à la crise - économique et de la nourriture - toujours en cours (Sonnino, 2009). C'est surtout dans les villes qu'on perçoit fortement les conséquences du paradigme agro-industriel, la séparation des lieux de production et de consommation, la déterritorialisation des filières alimentaires, la non-durabilité des certains processus, aussi en termes de métabolisme urbain. Dans les villes, on a seulement (et peu) la conscience de l'acte de consommer, alors que toutes les autres phases de la filière tendent à se dissoudre: la plupart des citoyens ignorent l'origine des produits, les méthodes de production et, plus en particulier, le sort des ordures et des déchets.

Cependant, dans les quinze dernières années, c'est surtout grâce aux villes et à la population urbaine qui s'est réalisée une véritable inversion de route - particulièrement cruciale dans la transition vers des systèmes alimentaires plus durables et équitables- en termes de choix et du développement d'autres modèles de consommation -comme les *Alternative Food Networks*- AFN (Dansero, Puttilli, 2013) - de la réappropriation du thème par l'acteur public et des politiques d'achat public.

Ces trois éléments (AFN, *public procurement* et stratégies alimentaires urbaines) sont la base de ce que Wiskerke (2009) définit comme l'*Alternative Food Geography* : un nouvel paradigme alimentaire, plus intégré et territorialisé, qui engage le marché, l'administration publique et la société civile (cf. fig. 1) et qui se oppose fermement à la non-soutenabilité du système agro-industriel moderne.

Les *Urban Food Strategies*, en particulier, font partie de ces initiatives et expériences que le débat anglo-saxon traduit avec le terme d'*Urban Food Planning* : c'est-à-dire des politiques alimentaires projetées et mis en œuvre par de nombreuses villes, notamment aux Etats-Unis et au Canada, mais aussi en Europe du Nord et visant à construire un système de nourriture plus durable, équitable et résilient. Un premier examen, certainement pas exhaustive, a montré des réalités très différentes : les

² Le terme *foodscape* indique la relation entre la nourriture et son contexte spatiale, dans la forme d'une image caractéristique qui peut être vue et reconnue (Mikkelsen, 2011) ; une plus simple définition de «paysage alimentaire» est suggérée par «les sites réels où on peut trouver la nourriture» (Freidberg, 2010).

villes pionnières de Londres, New York et, en général, les grandes villes canadiennes et américaines, San Francisco, Seattle, Detroit, Philadelphie, Toronto, Vancouver; mais aussi les petites et moyennes villes du Royaume-Uni et des Pays-Bas³. Des outils similaires sont également présents au niveau régional et de villes-régions (MetroVancouver, Greater London, Maine, Vermont, etc.).

Bien que très différentes - en raison des conditions locales -, toutes ces expériences ont en commun une vision holistique de la nourriture qui part de la reconnaissance de son caractère multifonctionnel et des implications et conséquences, directes et indirectes, qu'elle a sur de nombreuses dynamiques urbaines (Moragues et al., 2013). Cette prise de conscience a donné lieu, à des politiques capables d'intégrer différents domaines de la planification, ainsi que la filière alimentaire, dans ses phases de production et transformation, distribution, consommation et post-consommation. Elle intervient dans des moments différents et avec des modalités distinctes le système urbain et la multiplicité de ses acteurs. Dans cette perspective, les politiques et les stratégies alimentaires urbaine poursuivent des objectifs intégrés de :

- *durabilité environnementale* : réduction de la consommation des sols et de la pollution, par la promotion de l'agriculture biologique, des filières courtes, de l'agriculture urbaine et périurbaine ; par la rationalisation du système logistique et distributif; par la réduction de la consommation d'énergie, des émissions et des déchets dans tous les étapes de la filière agro-alimentaire ;
- *développement économique et emploi* : soutiens financiers aux petits producteurs,

3 Au-delà des différences évidentes liées, par exemple, à la taille urbaine, certaines villes, comme Toronto et Vancouver peuvent être considérées comme des pionniers dans le domaine de l'*urban food planning*. D'autres villes, par exemple les moyennes et petites villes anglaises, s'approchent à cette discipline dans des temps plus récents. Par ailleurs certaines stratégies, comme celles de Toronto et Vancouver, sont expressément connotés par le thème de la santé. D'autres, comme celle de New York, sont connotés plus par des thèmes comme le développement économique. On peut approfondir les *urban food strategies*, ses différences et similitudes dans Sonnino (2014).

tourisme œno-gastronomique, appui aux sujets plus vulnérables ;

- *santé publique* : filière courte et produits biologiques dans le politiques d'achat public, éducation nutritionnelle ;
- *qualité de la vie et justice sociale* : lutte contre les déserts alimentaires, pertinence culturelle et religieuse de la nourriture, agriculture multifonctionnel, etc.

Figure 1 : La gouvernance alimentaire de la New Food Géographie



Source : Wiskerke, 2009, 376

2 - La résilience territoriale

Le concept de résilience, utilisé pour indiquer les propriétés des écosystèmes de revenir à une nouvelle condition d'équilibre après avoir subi une perturbation (Colucci, 2012) jouit, depuis plusieurs décennies, d'un rôle progressivement plus important dans les sciences du territoire et de l'organisation.

Dans ce contexte, le terme est généralement utilisé au sens large, comme la capacité d'un système, territorial ou organisationnel, de réagir dynamiquement aux changements, ne s'opposant pas à eux, mais en incorporant et exploitant le potentiel positif (Berkes et al., 2003). Dans ce sens, la résilience ne signifie pas le simple retour à un état initial, mais la restauration des fonctionnalités à travers le changement et l'adaptation.

Rapidement la résilience est devenu le nouveau mot "à la mode" du débat politique et scientifique à côté d'autres buzzwords, comme « durabilité » (O'Hare et White, 2013) ou « smartness ». Dans de nombreux cas, en effet, la résilience est présentée comme le seul moyen capable de s'opposer à l'incertitude qui caractérise le monde contemporain. Comme observé de façon critique par Davoudi, en fait, il n'est pas clair ce qu'être résilient signifie⁴, toutefois tout le monde s'accorde pour dire que c'est une bonne chose (Davoudi, 2012).

Dans cette perspective, le passage conceptuel, méthodologique et pratique de cette notion, du champ de l'écologie et des sciences des matériaux vers les sciences sociales, politiques et de la planification, n'a pas toujours été accompagné par une réflexion suffisante sur le changement de sens et des perspectives qui devraient l'accompagner.

Dans la manière dont elle a été théorisée, c'est à dire la capacité d'un système de réagir à un traumatisme retournant à un état d'équilibre (Holling, 1973), l'idée de résilience présume que l'équilibre d'un système est une condition positive et que dans la plupart des applications pratiques, il existe un état antérieur d'équilibre auquel il faudrait revenir. Dans le domaine des politiques territoriales, cette vision a conduit à ce que Davoudi (2012) définit comme "the bounce-back ability discourse".

En ce qui concerne les territoires et les sociétés, selon Davoudi, il faudrait dépasser cette vision en faveur d'une *evolutionary resilience*, capable de remettre en question l'idée d'un équilibre vers lequel il faut tendre ou revenir, acceptant positivement le changement, indépendamment de l'existence d'une perturbation significative. Dans ce cas, donc, la résilience ne doit pas être conçue comme un retour à un état normal, mais plutôt comme la capacité d'un système socio-écologique complexe de se modifier en réaction aux changements et perturbations différentes (Carpenter et al., 2005).

4 Pour une critique du terme on peut aussi voir l'ouvrage récent de Reghezza-Zitt et Rufat, 2015, en bibliographie.

Dans leurs meilleurs exemples, l'aménagement du territoire et le développement urbain ont effectivement incorporé cette perspective (Gasparini, 2013). Plus encore que la planification et la transformation matérielle du territoire, le concept de résilience a été engagé, avec des hypothèses et des résultats différents, de la part de la planification stratégique liée aux flux et au fonctionnement des territoires : le cas des politiques urbaines alimentaire est, de ce point de vue, l'un des exemples les plus intéressants.

3 - Urban Food Strategies et résilience

La relation entre résilience, nourriture et villes, dans son sens plus large, est intéressante pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, parce que - comme anticipé - la résilience est un des mots clés (avec la durabilité et l'équité) des politiques alimentaires, qui ont un impact important sur la dynamique urbaine. Au cours des dernières années, il y a une grande prise de conscience politique sur l'importance de la conception des systèmes alimentaires locaux plus résistants, même et surtout pour ce qui concerne les différentes formes de crise (économique, alimentaire, énergétique, sociale) que les villes sont en train d'affronter. En ce sens, la grande perturbation de la *New Food Equation* (Morgan et Sonnino, 2010) - la croissance de prix des produits agricoles, la sécurité alimentaire comme problème du niveau national, le changement climatique, l'urbanisation rapide, le *land grabbing*) - ont contribué à révéler la non-durabilité du système moderne de production et de consommation agro-industriels et des pratiques associés. Dans cet esprit, par exemple, les maires des villes de vingt participants au *Resilient Cities Congress*, organisé par l'*International Council for Local Environmental Initiatives* -ICLEI⁵ se sont explicitement engagés à mettre en œuvre des stratégies de résilience et de durabilité en reconsidérant la relation entre l'alimentation et les villes : "We call for the development and implementation of holistic ecosystems-based approaches for city-region

5 ICLEI - *Local Governments for Sustainability* est un réseau international d'autorités locales impliquées dans la définition des politiques de développement durable dans différents domaines, fondée en 1990.

*food systems that ensure food security, contribute to urban poverty eradication, protect and enhance local level biodiversity and that are integrated in development plans that strengthen urban resilience and adaptation*⁶. Dans cette direction vont un grand nombre de stratégies alimentaires urbaines mises en oeuvre par les villes au cours des quinze dernières années. Dans la plupart des documents, en effet, on trouve la résilience comme *l'objectif* à rechercher, tant au niveau du système alimentaire, que des zones urbaines. Toutefois, l'indétermination de ce concept se traduit par une utilisation essentiellement déclarative et surtout peu déterminée en termes opérationnels, avec quelques exceptions, comme les stratégies de la ville de Bristol (Carey, 2011) et de Toronto (Toronto Food Policy City Council, 2012).

A notre avis, les politiques alimentaires sont un domaine privilégié de réflexion pour contrer l'utilisation un peu facile et acritique du concept de résilience. En ce sens, donc, il est nécessaire de se demander ce que la résilience peut représenter dans le contexte de la planification alimentaire urbaine.

Selon ICLEI⁷, pour être considéré résilient un système de la nourriture devrait être :

- *diversifié* : c'est-à-dire caractérisé par des espaces urbains et des filières agroalimentaires diversifiées, capable de rapprocher à l'échelle régionale, l'agriculture urbaine et périurbaine à celle externe à la ville, en renforçant la biodiversité, la conservation des variétés de semences et les services écosystémiques ;
- *distribué* : c'est-à-dire marqué par une production alimentaire distribuée dans différents zones de la ville-région, afin

6 La déclaration a été signée à Bonn en Juin 2013, à l'occasion du Congrès organisé par ICLEI *Resilient Cities*, par les maires des villes suivantes: Baq'a el Garbia (Israël), Bonn (Allemagne), Dar es Salaam (Tanzanie), Tshwane (Afrique du Sud), Cochin (Inde), Vancouver (Chine), Dumangas (Philippines), Kathmandu (Népal), Linköping (Suède), Matale (Sri Lanka), Nantes (France), Tevragh Zeina (Mauritanie), Ouagadougou (Burkina Faso), Pekalongan (Indonésie), Probolinggo (Indonésie), Antwerp (Belgique), Seferihisar (Turquie), Seoul (Corée du Sud) and Shimla (Inde).

7 <http://resilient-cities.iclei.org/bonn2013/program/urban-food-systems-forum/resilient-urban-food-systems-in-brief/>

de renforcer les relations entre la ville et le territoire pour ce qui concerne le flux de nourriture, les produits agricoles, le travail, etc. ;

- *naturel* : le renforcement de l'agriculture à l'intérieur et autour de la ville permet une plus grande maîtrise des besoins du système alimentaire, contribuant à une meilleure gestion des ressources naturelles et de l'eau et en atténuant les impacts des phénomènes climatiques ;
- *innovant* : des solutions innovantes pour la fermeture des cycles du métabolisme urbain peuvent accroître la résilience, avec une variété de réponses sociales, mais aussi en termes de technologie et des projets, etc. ;
- *social* : au centre des systèmes locaux de la nourriture, il y a des gens. Un système résilient devrait maximiser les avantages pour la population, en augmentant les possibilités d'emploi, la gestion durable des ressources locales, le soutien à la sensibilisation des consommateurs plus vulnérables et étendre la conscience des choix alimentaires ;
- *inclusif* : la résilience est renforcée par la participation d'une variété d'acteurs publics et privés et par la participation active de la population.

Une fois clarifié, au moins partiellement, ces principes qui peuvent être les déclinaisons de la résilience à l'égard des systèmes de nourriture qui caractérisent un territoire, il devient naturel de se demander, au-delà du rhétorique, pourquoi un système alimentaire devrait viser à devenir plus résilient. Bien que cet article ne soit pas l'endroit pour des réflexions profondes sur cette question, il est utile de reporter les quatre principaux domaines identifiés par l'ICLEI⁸, dans lesquelles se montrent les effets positifs de l'augmentation de la résilience du système alimentaire :

- *food safety* : amélioration de l'éducation nutritionnelle, possibilité de trouver des aliments sains et frais à un coût

8 <http://resilient-cities.iclei.org/bonn2013/program/urban-food-systems-forum/resilient-urban-food-systems-in-brief/>

raisonnable, réduction des maladies liées à l'alimentation ;

- *food security* : un système diversifié et résilient capable de faire face à une réactivité accrue à la réduction des approvisionnements en nourriture, en raison d'événements climatiques, les conflits, les hausses de prix, etc. ;
- *l'utilisation et la gestion des terres* : la déterritorialisation des systèmes alimentaires a mis en danger les zones agricoles périurbaines, assailli par l'expansion de la ville. La nouvelle répartition de la juste valeur à l'agriculture de proximité peut conduire à une augmentation de la protection des paysages et des territoires productifs ;
- *protection de l'environnement* : la préservation des terres agricoles urbaines et périurbaine peut entraîner une augmentation de l'absorption de gaz à effet de serre, la réduction des effets des îlots de chaleur urbains, un moindre impact des événements météorologiques extrêmes, grâce à l'augmentation de la perméabilité des sols.

Le groupe de recherche international *Resilience Alliance* a défini, dans le rapport "*Urban resilience. Research Prospectus*" (Resilience Alliance, 2007) quatre dimensions dans lesquelles on peut appliquer le concept de la résilience urbaine : le métabolisme urbain, les réseaux de gouvernance, les dynamiques sociale et l'espace bâti. On a cherché de transposer dans ces dimension les éléments de la planification urbaine alimentaire (fig. 2) en soulignant la forte relation qui peut être détectée parmi la résilience territoriale et la planification alimentaire urbaine:

- *les flux métaboliques de la ville*, dont l'agro-alimentaire est l'une des composantes principales, tant pour ce qui concerne l'entrée, qu'en sortie. C'est dans cet esprit que des objectifs comme (i) l'augmentation de la production et de la consommation de nourriture locale (surtout si biologique) dans les ville, (ii) la rationalisation des transports et du secteur de la logistique, (iii) l'éducation nutritionnelle, (iv) la redistribution

des surplus, etc. pourraient avoir des conséquences sur les flux métaboliques au long de toute la filière agro-alimentaire, en termes de réduction des impacts sur l'environnement (air, eau, énergie, terre) qui contribuent au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la consommation des terres agricoles ;

- *les réseaux de gouvernance* dans les nouvelles relations entre les institutions, les producteurs et les consommateurs et sont générées soit en raccourcissant la chaîne d'approvisionnement (par exemple, par les AFN) et la création de réseaux de coopération entre les producteurs (par exemple pour augmenter la masse critique et avoir un plus grand accès au marché), soit, surtout, à travers des outils et des structures créés pour la construction et l'exploitation du système régional de la nourriture, comme les *Food Policy Councils* (Stierand, 2012) ou les *Food Policy Networks* (Carey, 2013) ;
- *les dynamiques sociales* qui peuvent améliorer la mise en réseau et la cohésion sociale grâce à des initiatives d'éducation alimentaire et de santé publique ; le rapprochement et la participation de la population par rapport aux pratiques agricoles et à la production alimentaire (AFN, etc.) ; le soutien aux personnes vulnérables, économiquement et socialement (agriculture sociale, récupération et redistribution des surplus, projets spéciaux avec les prisons, etc.) ; la formation liée aux questions de production et durabilité (jardins urbains, fermes pédagogiques, mais aussi l'éducation supérieure, l'université, etc.) ; la création d'un sentiment de communauté (démonstrations, cuisines de quartier, partage de la nourriture, etc.) ;
- *la relation entre l'espace bâti et les espaces ouverts*, avec le rôle clé de l'agriculture urbaine et péri-urbaine et ses implications en termes de lutte contre la consommation de sol, la production du paysage, la récupération des friches industrielles, etc.

4 - Le cas de Turin : vers un plan d'aménagement de la nourriture

Quelques années plus tard que dans les autres pays, même dans le contexte italien la question de la territorialisation de l'industrie agro-alimentaire a commencé à jouer un rôle de plus en plus crucial. La ville de Pisa, par exemple, a récemment lancé son *Plan Local de la nourriture* avec l'objectif de coordonner les politiques publiques, les initiatives de la société civile et l'activité des entreprises en termes de renforcement de la sécurité et de la durabilité alimentaire (Di Iacovo et al., 2013). La ville de Palerme a signé un protocole d'accord pour la promotion et la préservation des zones urbaines et périurbaines dans son *Plan Stratégique de l'Agriculture*.

Le cas de Turin, cependant, est particulièrement intéressant parce que, à partir du débat théorique et empirique international, la ville essaie de démarrer un processus de construction de la gouvernance du système territorial de la nourriture.

A Turin et en Piémont le thème de l'alimentation joue un rôle historiquement très important : l'œno-gastronomie et la restauration d'excellence représentent un atout important pour la ville, notamment en termes de valorisation territoriale et développement du tourisme. Il suffit de penser aux réseaux des produits de qualité (vin, chocolat, produits de boulangerie) industriels et artisanaux, à la présence des grands marchés, aux compétences et connaissances qui constituent un capital - matérielles et immatérielles - d'une grande importance. Le processus d'auto-reconnaissance de ces caractéristiques, combinée à la présence d'acteurs forts et très actifs, comme Slow Food, a généré un ensemble d'initiatives pour la promotion et la protection des produits et de la production, par les grands événements, comme le *Salon international du goût*, *Terra Madre*, *Ciocolatò*, *Paniera dei Prodotti della Provincia*, *ai Maestri del Gusto* - qui contribuent à renforcer, même à l'étranger, l'image de la ville de Turin comme capitale nationale du goût.

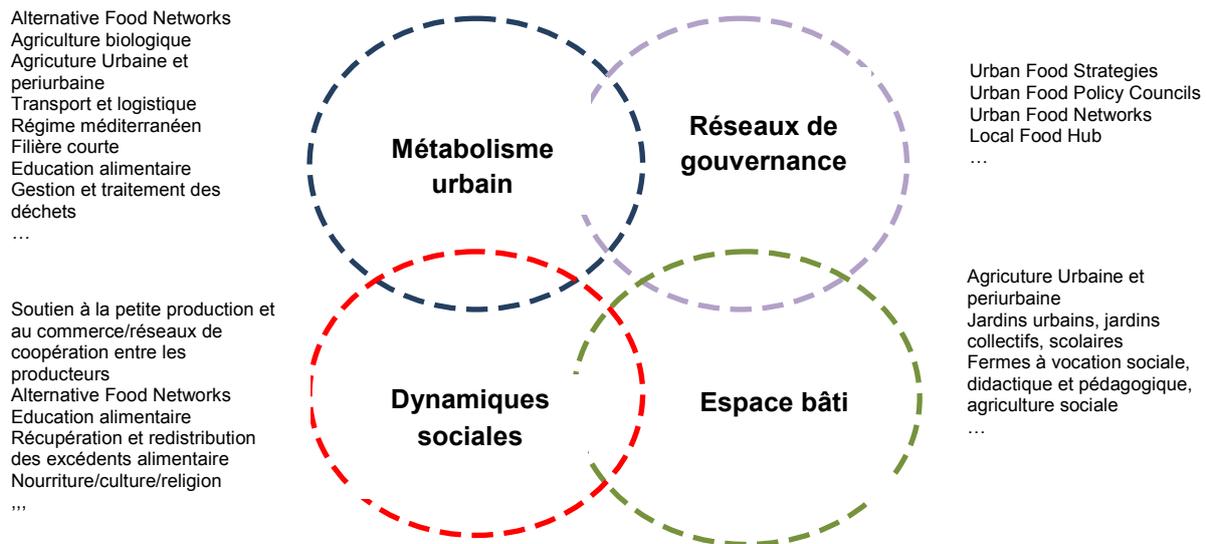
Toutefois, la question innovante (sur laquelle il vaut la peine de penser et d'agir), c'est la récente prise de conscience de la politique et de l'administration publique du caractère multifonctionnel de la nourriture et sur les profondes relations qu'elle entretient avec de nombreux domaines de la vie urbaine. En ce sens, la ville de Turin a commencé à réfléchir sur la relation nourriture-ville, sur la planification alimentaire urbaine, sur la territorialisation de la filière agroalimentaire, ainsi que sur le système de la nourriture locale, et le système local de la nourriture.

Dans cette phase de construction d'une vision stratégique, il est certainement intéressant d'orienter le processus vers une relation plus étroite avec le thème de la résilience urbaine, principalement en raison de certaines caractéristiques de la ville de Turin, métropole postindustrielle qui a toujours maintenu des solides relations avec la production agricole des territoires environnants.

Dans cet esprit, pour une première estimation de la contribution que le système alimentaire fournit à la résilience urbaine dans son ensemble, nous avons analysé la relation entre les politiques et les pratiques alimentaires et les principales dimensions de la résilience, comme identifiées par le réseau *Resilience Alliance*.

Le tableau suivant montre les principales relations que les initiatives individuelles, regroupées en catégories plus larges, ont avec le métabolisme urbain, les réseaux de gouvernance, les dynamiques sociales et l'environnement bâti. Evidemment, comme chaque exercice de lecture et de classification, il tend à simplifier une réalité beaucoup plus complexe. En ce sens, par exemple, bien que les AFN peuvent générer des impacts en termes de gouvernance et d'espace bâti, nous avons choisi de mettre en évidence les relations les plus importantes et avec des impacts directes, par exemple celles liées au métabolisme urbain (filiale courte et agriculture bio par rapport à la réduction de l'impact environnemental) et aux dynamiques sociales (plus d'équité sociale, des relations de confiance).

Figure 2 : La relation entre les axes de la résilience urbaine et le débat sur la relation nourriture-villes



Source : *Élaboré par les auteurs à partir de Résilience Alliance (2007, 10)*

A partir de cette simple classification, on peut souligner plusieurs éléments. Tout d’abord, le tableau montre une certaine richesse d’expériences et de politiques (même si moins nombreuses) qui renvoient vers une grande attention et un dynamisme sur ces questions. Par exemple on a beaucoup de pratiques d’agriculture urbaine et périurbaine, avec ses valeurs environnementales, mais aussi sociale, agrégative; beaucoup de pratiques de santé publique, avec des projets liés à la restauration, de sensibilisation et éducation alimentaire ; de rationalisation des filières courtes; de récupération des surplus alimentaires et, plus généralement, pour accroître la chaîne alimentaire en sens environnementale, sociale et économique, dans toutes ses phases (production, distribution, consommation et gestion des déchets alimentaires).

Dans le détail, on observe, cependant, un certain déséquilibre en termes (i) de dynamiques sociales (plus nombreuses), en raison de la nature sociale des projets soutenus par le public, mais aussi de la forte tradition mutuelle et coopérative de la ville (Dematteis et Toldo, 2010) ; (ii) de métabolisme urbain, même en réponse à les sollicitations de l’Europe, parce que la filière alimentaire, dans toutes ses phases, est l’une des plus percutantes en termes

de flux, matériels et immatériels, dans et hors des villes. Dans cette logique, l’action au niveau de la production (agriculture biologique urbaine et périurbaine), de la distribution, (avec l’efficacité du transport et de la logistique), de la transformation et de la consommation (par exemple, avec des projets de redistribution des excédents de nourriture) a inévitablement un impact majeur sur les flux métaboliques de la ville. Il y avait aussi une forte segmentation des interventions qui, en l’absence d’une vision systémique et une gouvernance alimentaire structurée n’est pas traduite par une véritable politique de la nourriture, mais dans un ensemble encore mal coordonné et intégré d’expériences individuelles.

Tableau 1 : Politiques et pratiques alimentaires et les dimensions de la résilience à Turin

Principales politiques et pratiques alimentaires à Turin	METABOLISME URBAIN	RESEAUX DE GOUVERNANCE	DYNAMIQUES SOCIALES	ESPACE BATI
Règles de planification et réglementation du sol (Piano Territoriale di Coordinamento Provinciale - PTCP, sol agricole et <i>urban sprawl</i> , Piano Regolatore Generale de la ville de Turin).				
Gouvernance alimentaire (Piano Strategico Torino 2020 - Tavolo Torino Capitale del Cibo; Torino SMILE - Torino Smart Mobility, Inclusion, Life & Health, Energy; Nutrire Torino Metropolitana).				
Alternative Food Networks (Groupes d'achat solidaire et collectif: GAC San Salvario, GAS Torino, etc; plates-formes de Food Sharing: Last Minutes Sottocasa, etc, Farmers Markets; vente directe).				
Jardins urbains, jardins collectifs, scolaires (Area verde Tonolli, Bunker, Orti collettivi circoscrizione 8, , Turin Orto, Miraorti, Orti dei centri sociali, Comitato Agri Torino, Parco Agricolo del Sangone, Orto dei ragazzi, Agricoltura sociale del Cottolengo, Orti Generali).				
Projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine; projets de récupération de terres à des fins agricoles (Torino Città da Coltivare – TOCC, Progetto Corona Verde, LIFE, Fitodepurazione Parco Dora)				
Fermes à vocation sociale, didactique et pédagogique, agriculture sociale (Bert, Piemonte, Pellerina, Giaglione, Falchera, Bonafous, Roccafranca, Duc, etc).				
Politiques d'achat collectif: filière courte et agriculture biologique dans la restauration collective/éducation nutritionnelle (Spécifications et conditions de livraisons des repas dans les cantines scolaires, software pour l'empreinte écologique alimentaire, projet "La pietanza non avanza", progetto "Il menù l'ho fatto io", projet lutte contre l'obésité, etc				
Récupération et redistribution des excédents alimentaire (Progetto Buon Samaritano, Banco e Colletta Alimentare, Last Minute Market, Asili notturni, Mensa festiva San Vincenzo, etc).				
Rationalisation du transport et de la logistique alimentaire (projet de mobilité durable MIUR, Pacte des maires, projet Food Hub TO Connect)				
Soutien à la petite production et au commerce/ réseaux de coopération entre les producteurs (Presidi Slow Food e Terra Madre, Maestri del Gusto, Paniere dei prodotti tipici della Provincia di Torino, Strada Reale dei Vini Torinesi, Associazioni via dei Commercianti)				

Conclusions

Dans la première partie de cet article, nous avons proposé une réflexion sur le rôle possible que le concept de résilience - entré de force dans le débat sur l'aménagement du territoire au cours des dernières années - peut jouer dans le champ innovant, dynamique et riche de la planification alimentaire urbaine. Ce qui émerge, d'une part, est l'usage fréquent de ce terme comme un mot rhétorique à la mode ; et d'autre part, une sorte d'aspiration implicite à la résilience territoriale, pas toujours transposée dans la plupart des initiatives liées à la grande portée des politiques alimentaires urbaines (fig. 2).

Dans la deuxième partie de l'article, nous avons réfléchi aux caractéristiques des politiques et des pratiques du système alimentaire à Turin, en soulignant les caractéristiques principales en termes de résilience (tab. 1).

En ce qui concerne le rapport nourriture-ville, Turin est située, à l'heure actuelle, dans une nouvelle phase, qui commence à partir de la reconnaissance de la multitude d'expériences, d'initiatives, projets lancés au cours des dernières années (Dansero, Puttilli, 2013) et se déplace vers un processus plus structuré de *Urban Food Planning*. Emblématique, en ce sens, les réseaux de gouvernance qui prennent forme autour du thème des politiques alimentaires urbaines : en particulier, la table ronde « *Torino Capitale del Cibo* », organisée par l'association *Torino Strategica*, dans le cadre de l'élaboration du troisième plan stratégique « *Torino Metropoli 2025* » et « *Nutrire Torino Metropolitana* », un processus actif de la Ville Métropolitaine dans le cadre d'un projet européen Alcotra 2007/13⁹ et soutenu aussi par l'Université de Turin.

Le premier est inséré dans le processus vaste et complexe de définition d'une vision pour l'avenir de Turin Ville Métropolitaine :

9 Avec le projet ALCOTRA 2007-2013 « Alimentation éco-responsable » le Conseil général de la Savoie en partenariat avec la Province de Turin et les villes de Turin et de Grugliasco, souhaite poursuivre la démarche initiée en 2013 dans le cadre du projet ACCTT (Alimentation, Consommation, Territoire, Transfrontalier), en développant la restauration éco-responsable dans les collèges et les marchés au détail.

dans cet esprit, la nourriture est considérée comme l'une des lignes les plus prometteuses de développement et sur laquelle le territoire a déjà livré une capacité importante. Le troisième Plan stratégique vise son exploitation, à travers la mise en réseau et la promotion des multiples dimensions de l'alimentation - sociaux, économiques, culturels et environnementaux - présents dans Turin et le Piémont, pour en faire une vraie vocation de développement de la ville, reconnue nationalement et internationalement. Le workshop « *Nutrire Torino Metropolitana* » cherchera à étendre et élargir le débat sur les politiques alimentaires dans le but de parvenir à un premier projet de charte de la nourriture, pour donner démarrage, concrètement, au plus complexe processus institutionnel et participatif de construction d'une vraie stratégie alimentaire.

L'autre grande réussite, en termes de gouvernance alimentaire et de résilience du système urbain, est donnée par l'adoption d'un territoire pertinent pas exclusivement urbain, conformément aux théories du métabolisme et de la dépendance de la ville à des territoires beaucoup plus vastes. Dans ce nouveau rapport ville-nourriture, les bornes du territoire pertinent pour l'action se dilatent, en incorporant les municipalités de la première et la deuxième bande autour de la ville, et en dialoguant avec l'épineuse question de la région métropolitaine. Parmi les nombreuses implications que ce changement d'échelle génère, il y en a certaines plus profondément liées à la résilience, en termes d'environnement, mais aussi en termes économique et social. Il suffit de penser au nouveau rôle de l'agriculture urbaine et périurbaine, qui abandonne son caractère interstitielle et peut trouver une nouvelle centralité par rapport à l'utilisation de l'espace et du sol, aux flux de matière, d'énergie et des déchets, mais aussi par rapport à la capacité des citoyens à se préparer à faire face, au moins en partie, à l'actuelle crise économique.

En ce sens, on peut dire que la ville de Turin est prête, en termes de ressources, de compétences, de conscience de ses besoins, à relever le défi et les opportunités liées à un projet systémique d'*Urban Food Planning*. Ce qui manque, mais sur lequel Turin est en

train de travailler, c'est la construction d'un scénario commun, une vision partagée, une stratégie alimentaire qui se concentre sur toutes les politiques urbaines alimentaire grâce à une politique non seulement agricole, non seulement social et éducatif, non seulement environnementale, mais de la nourriture.

BIBLIOGRAPHIE

- Alberti M., Marzluff J.M., Shulenberg E., Bradley G., Ryan C. e Zumbrunnen C. (2003), "Integrating Humans into Ecology: Opportunities and Challenges for Studying Urban Ecosystems", *Bioscience*, 53, 1169-1179.
- Atkins P. e Bowler I. (2001), *Food in Society*, Londra, Arnold.
- Batty M., Barros J. e Alves Junior S. (2004), "Cities: Continuity, Transformation, and Emergence", *Casa Working Paper Series*, 72.
- Bell D. e Valentine G. (1997), *Consuming geographies*, Abingdon, Routledge.
- Berkes, F., Colding J., Folke C. (2003), *Navigating social-ecological systems: Building resilience for complexity and change*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Campanella T. (2008), "Urban Resilience and the Recovery of New Orleans", *Journal of the American Planning Association*, 72(2), 141-146.
- Carey J. (2009), *Who Feeds Bristol? Towards a Resilient Food Plan*, Bristol City Council
- Carpenter, S.R. Westley, F. & Turner, G. (2005), "Surrogates for resilience of social-ecological systems", *Ecosystems*, 8(8), 941-944
- Coaffee J. (2009), *Terrorism, Risk and the Global City: Towards Urban Resilience*, Ashgate, Farnham.
- Colucci A. (2012), *Le città resilienti: approcci e strategie*, Pavia, Polo Interregionale di Eccellenza Jean Monnet.
- Dansero E., Puttilli M. (2013), La realtà degli *alternative food networks* (AFN) in Piemonte. Riflessioni teoriche ed evidenze empiriche, in Giaccaria P., Rota F., Salone C. (a cura di), *Praticare la territorialità*, Roma, Carocci, 77-108.
- Dansero E., Testa C. e Toldo A. (2013), "Verso la smart city, partendo dal cibo", in Santangelo M., Aru S., Pollio A. (a cura di), *Smart City*, Carocci, Roma, 135-149.
- Davoudi, S. (2012), "Resilience: a Bridging Concept or a Dead End?", *Planning, Practice & Research*, 13(2), 299-307.
- Dematteis G., Toldo A. (2010), "Da Capitale a nodo di reti globali", in Santangelo M., Vanolo A. (a cura di), *Di capitale importanza*, Carocci, Milano, 75-100.
- Di Iacovo F., Brunori G. e Innocenti S. (2013), "Le strategie urbane: il Piano del Cibo", *Agriregioni*, 9(32), 9. <http://www.agriregionieuropa.univpm.it/content/article/31/32/le-strategie-urbane-il-piano-del-cibo>
- Freidberg S. (2010), "Perspective and power in the ethical foodscape", *Environment and Planning A*, 42, 1868-74.
- Gasparini C. (2014), "Le città cambiano, gli urbanisti meno. Ragionamenti sul futuro dell'urbanistica", in Russo M. (a cura di), *Urbanistica per una diversa crescita*, Roma, Donzelli.
- Gatrell J, Reid N., Ross P. (2011), "Local food systems, deserts, and maps: The spatial dynamics and policy implications of food geography", *Applied Geography*, 31, 1195-1196
- Holling, C.S. (1973), "Resilience and stability of ecological systems", *Annual Review of Ecological Systems*, 4, 1-23.
- Holling C.S. (2001), "Understanding the Complexity of Economic Ecological, and Social Systems", *Ecosystems*, 4, 390-405.
- Moragues A., Morgan K., Moschitz H., Neimane I., Nilsson, H., Pinto M., Rohrer H., Ruiz R., Thuswald M., Tisenkopfs T. e Halliday J. (2013) "*Urban Food Strategies: the rough guide to sustainable food systems*". Document developed in the framework of the FP7 project FOODLINKS (GA No. 265287).
- Morgan K. (2009) "Feeding the city: the challenge of urban food planning", *International Planning Studies* 14(4), 341-348

- Morgan K. (2013), "The rise of urban food planning", *International Planning Studies* 18(1), 1-4.
- Morgan K., Marsden T., Murdoch J. (2006), *Worlds of Food*, Oxford University Press, Oxford.
- Morgan K. et Sonnino R. (2010), "The Urban Foodscape: World Cities and the New Food Equation", *Cambridge journal of Regions Economy and Society*, 3(2), 209-224.
- Newman P., Beatley T., Boyer H., *Resilient Cities. Responding to Peak Oil and Climate Change*, Island Press, Washington DC.
- O'Hare P. et White I. (2013), "Deconstructing Resilience: Lessons from Planning Practice", *Planning, Practice & Research*, 28(3), 275-279.
- Pothukuchi K., Kaufman J. (1999), "Placing the Food System on the Urban Agenda: The Role of Municipal Institutions in Food Systems Planning", *Agriculture and Human Values*, 16, 213-224.
- Reghezza-Zitt M., Rufat S. (dir), (2015), [Résilience. Sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes](#), ISTE Editions London.
- Resilience Alliance (2007), *Urban Resilience Research Prospectus*, CSIRO- Arizona State University – Stockholm University.
- Sonnino R. (2009), "Feeding the City: Towards a New research and Planning Agenda", *International Planning Studies*, 14(4), 425-435.
- Sonnino R. (2014), "The new geography of food security: exploring the potential of urban food strategies", *The Geographical Journal*, pp. 1-11. <http://dx.doi.org/10.1111/geoj.12129>
- Stierand P. (2012), "Food Policy Councils: Recovering the local level in food policy", in Viljoen A., Wiskerke J.S.C. (a cura di), *Sustainable Food Planning: Evolving Theory and Practice*, Wageningen Academic Press, Wageningen, 67-78.
- Toronto Food Policy City Council (2012), *GrowTO. An Urban Agriculture Action Plan for Toronto*.
- Wiskerke J.S.C. (2009), "On Place Lost and Places Regained: Reflections on the Alternative Food Geography and Sustainable Regional Development", *International Planning Studies*, (14)4, 369-387.



Les politiques néolibérales à l'épreuve du local. Le cas du quartier de Villanova à Cagliari*

*Le politiche neoliberiste messe alla prova dal
basso. Il caso del quartiere Villanova a Cagliari*

**Maurizio MEMOLI, Alberto PISANO
et Matteo PUTTILLI**
Università degli Studi di Cagliari

Résumé : *L'article se concentre sur l'une des opérations urbaines les plus importantes promues par les entrepreneurs et les entreprises locales dans le processus de régénération du quartier historique de Villanova à Cagliari, qui a récemment subi une rénovation en termes d'infrastructures, du bâti et de (partielle) gentrification. Il s'agit d'une intervention soutenue par la politique locale (ville et région) qui semble suivre un profil conforme aux cas contemporains de politiques urbaines néolibérales.*

Mots-clés: régénération urbaine, spéculation foncière, politiques néolibérales, gentrification, Cagliari, Italie

Riassunto : *L'articolo si concentra su una delle più significative operazioni urbane promosse da imprenditori e imprese locali nel processo di rigenerazione del quartiere storico di Villanova di Cagliari, oggetto di un recente intervento di riqualificazione sia dal punto di vista urbanistico, edilizio e di (parziale) gentrificazione. Si tratta di un intervento che trova sostegno nella politica locale (cittadina e regionale) e che sembra assumere un profilo conforme alla casistica generale del rapporto tra politiche neoliberali e città.*

Parole chiave: rigenerazione urbana, speculazione fondiaria, politiche neo-liberali, gentrification, Cagliari, Italia

* Traduit de l'italien par Vincent Gerbe

La ville de Cagliari n'est certainement pas considérée comme un des cas les plus significatifs du point de vue des politiques et des investissements en matière d'urbanisme de modèle néolibéral pour l'aire euro-méditerranéenne, que ce soit par la dimension et la portée de ses projets (proportionnelles, en quelque sorte, à la dimension de la ville, de taille moyenne) ou pour les conséquences en termes d'exclusion socio-spatiale (souvent moins remises en cause par rapport à d'autres cas européens et méditerranéens plus célèbres). Malgré cela, le cas de Cagliari est intéressant dans la mesure où il permet d'observer le développement et la consolidation d'un projet néolibéral urbain géré « en interne », de taille moyenne, mis en pratique par un capitalisme immobilier d'origine essentiellement régionale et en relation avec la classe politique locale.

Dans une perspective théorique, l'attention portée à une réalité comme celle de Cagliari permet de vérifier (et de remettre en cause) un certain nombre d'idées au premier plan dans le débat international sur le néolibéralisme (et en particulier sur ce qui constitue des preuves en matière d'urbanisme). D'un côté, l'idée que le néolibéralisme constitue un ensemble homogène, étendu et structurant de politiques et d'initiatives qui répondent à un type précis d'organisation économique et politique, basé avant tout sur le désengagement du secteur public en faveur du privé, que les différentes réalités locales suivent à la lettre. De l'autre côté, les critiques adressées de manière croissante à cet encadrement théorique, qui soulignent que le paradigme néolibéral se manifeste non seulement par l'imposition aux réalités locales d'un modèle général mais aussi permette l'existence d'une pluralité de formes différentes au sein desquelles s'expriment les différences, les spécificités et l'autonomie de chaque réalité au niveau local.

Ce virage¹ aux multiples facettes a été justement identifié comme la concrétisation de l'utopie du marché se muant en fonctionnement rationnel de fait (Peck, Theodore, Brenner, 2009), en projet hégémonique de caractère politico-économique privilégiant la logique de

1 Pour un exposé plus approfondi sur le virage néolibéral urbain et sur ses conséquences en matière de justice et de marginalité socio-spatiale, nous renvoyons à Aru et Puttilli (2014).

l'accumulation de capitaux (Harvey, 2006), en quelque forme d'antipolitique et de dé-démocratisation (Brown, 2003) dans laquelle l'État est soumis toujours plus aux logiques du marché (Aalbers, 2010).

L'urbain constitue le lieu où les effets des politiques néolibérales sont les plus évidents (Castel, 1995 ; Sager, 2011), et se manifestent sous la forme de stratégies de privatisation, d'entrepreneuralisation et de managérialisation de la ville qui, dans un contexte international sans cesse plus compétitif, font que l'environnement urbain est attrayant pour des opérations de capitalisation et de valorisation économique des espaces publics et privés (Weber, 2002). La littérature sur les processus de gentrification (Peck, 2010 ; Lees, 2012) et sur la ville revanchiste (Smith, 2002) illustre bien de quelle façon les projets et les opérations d'assainissement, de réhabilitation, de valorisation et de mise en tourisme de quartiers et de parties de la ville peuvent faire naître des secteurs d'opportunités pour certaines catégories sociales (en particulier pour la « classe créative », dont l'apparition joue un rôle central sur les discussions autour de la ville néolibérale et postindustrielle) (Peck, 2005), occasionnant par là même une tension toujours plus aiguë entre rente et citoyenneté (Salzano, 2012). La catégorie des villes néolibérales se reconnaît théoriquement aussi à partir de leur forme et du paysage urbain qu'elles constituent : les politiques urbaines orientées vers une requalification, une « relance » et une création d'intérêt autour de zones « déprimées » de la ville produiraient des paysages stéréotypés ou homologués aux traits ressemblants, du moins pour ce qui est de la reproduction des critères de commerciabilité, résidentialité, mise en tourisme et des pratiques de consommation en relation avec l'ordre, l'hygiène et la sécurité.

Si l'on trouve là l'image de la ville néolibérale qui ressort dans le débat international, certaines voix se sont dressées contre cette critique généralisée du néolibéralisme, soulignant comment les politiques néolibérales, ainsi que leurs effets au niveau social et spatial, ne répondaient pas nécessairement à un seul et unique modèle. Dans cette perspective, Peck, Brenner et Theodore (2009) proposent de

parler, plutôt que de néolibéralisme, de processus de néolibéralisation, variables selon le contexte, les politiques et les acteurs concernés. Baptista (2013) relève comment, au niveau local, les politiques néolibérales s'allient souvent à d'autres initiatives dans le domaine du bien-être, de la démocratisation et de la modernisation des villes, et comment elles ne se traduisent pas nécessairement en processus de privatisation des espaces publics et en une plus grande injustice socio-spatiale. Toujours dans cette optique, Robinson et Parnell (2012) soutiennent que, lorsque l'on considère (et dépasse) le paradigme néolibéral, il est nécessaire de déplacer l'angle de vue. Jusqu'à présent, en effet, les études sur le néolibéralisme se sont concentrées sur quelques grandes villes du Nord de la planète (principalement européennes et américaines), considérées comme les contextes d'origine classique des politiques néolibérales et de ce fait, indirectement, comme les cas d'étude les plus significatifs. Cependant, alors que dans ces villes le débat semble s'être partiellement grippé, d'autres réalités moins étudiées (en commençant par celles plus proches de l'Europe, telles que la Méditerranée) montreraient davantage de dynamisme et d'innovation, offrant de nouvelles opportunités de réflexion sur d'autres déclinaisons et impacts socio-spatiaux possibles du modèle néolibéral.

En se référant à cette problématique d'ordre plus général, le but de cette contribution est de vérifier dans quelle mesure le cas de figure cagliaritaïn, avec ses particularités, se retrouve ou non dans les profils et dans les processus du néolibéralisme urbain évoqués dans la littérature, et de quelle façon le projet néolibéral se territorialise dans la ville, mobilisant quels acteurs et générant quels types de processus et de politiques.

La contribution s'attachera tout particulièrement à étudier une des initiatives les plus significatives, à savoir le processus de rénovation du quartier historique de Villanova, objet d'une récente intervention de requalification, aussi bien au niveau de l'urbanisme que du point de vue du bâtiment et de la construction, et qui s'est vu opérer une gentrification partielle. Étant donné son caractère récent

et emblématique, le cas de Villanova permet d'analyser et de reconstruire de près d'un côté les logiques, la genèse et l'évolution des projets concernant le quartier et, de l'autre, leurs conséquences aussi bien du point de vue économique (par exemple, sur les mouvements du marché immobilier local et des activités commerciales) que social, sous forme de nouveaux processus d'inclusion et d'exclusion, ou bien de coexistence et de conflit entre anciens et nouveaux habitants du quartier, ou encore de modification des pratiques urbaines de la part des résidents.

Du point de vue méthodologique, le travail s'appuie sur différentes sources : articles, revues de presse pour la reconstruction chronologique et spatiale du processus de réhabilitation ; données sociodémographiques et d'évolution du marché immobilier (lorsqu'elles étaient disponibles) afin de saisir quelques indices d'un début de processus de gentrification ; observations spatiales et entretiens libres sur place auprès de résidents du quartier (une vingtaine d'interviews environ effectuées auprès de résidents italiens et étrangers) afin de recueillir des témoignages et des documents sur les pratiques concernant les espaces publics aux différents moments de la journée et sur la perception des changements spatiaux en cours.

Un espace « à régénérer » : le quartier historique de Villanova

Villanova est, dans l'ordre chronologique, le quatrième et dernier quartier formant le centre historique de Cagliari à avoir été fondé (fig. 1). La naissance de la « ville neuve » remonte à la même époque que la fondation du couvent San Domenico en 1254 et l'installation d'un premier groupement de constructions à proximité. Pour les frères mendiants comme pour les premiers résidents, la présence rapprochée du bourg fortifié du Castello était synonyme de protection et, surtout, d'accès au commerce et au travail dans la cité murée (Atzeni, 2008). La déclivité collinaire du lieu s'impose comme contrainte d'urbanisation, qui doit par conséquent suivre la géographie des courbes de niveau formées par les axes perpendiculaires à la longue et centrale rue San Giovanni, dessinant ainsi

comme un damier étiré qui s'appuie sur les terrassements, aux petites constructions accolées les unes aux autres, lesquelles avaient à l'origine un double accès : par le haut et par le bas (Mureddu, 1991).

Autour des zones d'influence des édifices religieux de San Giacomo et San Domenico se déploient les places de même nom, espaces publics qui fournissent lumière, air et place au tracé étroit. La forme repliée du quartier, la dimension populaire de ses habitants et la qualité moyenne ou basse du point de vue esthétique et architectural ont conféré à Villanova l'apparence d'un véritable « village dans la ville ». L'enceinte, bien que non fortifiée, l'a protégé et surtout a eu pour effet de délimiter son périmètre², faisant du quartier une zone compacte que l'on peut observer dans de nombreuses cartes où apparaissent sa configuration et l'inévitable expansion vers l'est de l'habitat, contraint à occuper les terrains de la portion plane en aval, encore agricoles jusqu'à la moitié du 19^e siècle (fig. 1).

Figure 1 : Carte de la ville de Cagliari en 1844 et détail du quartier de Villanova



Source : Données obtenues à partir de *Sardinia insula // Calaris Sardiniae caput*, détail page 279, in Sebastian Münster, *Cosmographia Universale*, livre II, *Colonia*, 1575, extrait de : sardegnacultura.it; données provenant de la Commune de Cagliari – Quartiers historiques

² Les murs qui le protégeaient partaient de l'actuelle place de la Costituzione et parcouraient la rue Garibaldi, frôlant l'église San Domenico avant de rejoindre en fin de course l'actuelle église de San Cesello située rue San Giovanni, où se trouvait la porte Cavagna qui marquait l'accès à la plaine de La Vega et à la tour Saint-Panrace.

Figure 2 : Éboulement historique rue Piccioni



©Memoli, 2014

La partie ancienne du quartier est aujourd'hui encore bien reconnaissable dans son périmètre restreint entre le terre-plein du Castello et les rues Garibaldi et Baccaredda, et se distingue surtout par ses constructions simples à un ou deux niveaux, possédant souvent terrasses, jardins et quelques petits potagers masqués par de hauts murs. Comme pour l'ensemble de la ville, la guerre mondiale marqua lourdement le quartier, frappé par les bombardements anglo-américains de février et mai 1943 : quelques-uns des trous provoqués par les bombes demeurent encore visibles, les sites n'ayant jamais été réparés ni reconstruits (fig. 2).

Devant l'urgence de procurer un logement aux citoyens qui en étaient dépourvus, il en découla un plan de reconstruction qui privilégia la construction *ex nihilo* de la partie orientale plutôt que la récupération de bâtiments individuels, laissant de côté un vrai projet d'urbanisme qui aurait donné du sang neuf d'un point de vue organique à la ville à moitié détruite. Le quartier de Villanova, comme tout le reste du centre historique, resta extérieur au projet de rénovation de Cagliari, pâtissant de tous les maux communs aux vieux quartiers : dégradation matérielle, carence de services, vieillissement et appauvrissement de la population.

Le projet de réhabilitation : entre intervention publique et investissements privés

Cet état d'abandon du centre historique dura jusqu'à 2007, lorsque le plan de requalification de la vieille ville du centre historique fut approuvé. Le programme d'assainissement et de valorisation voulu et financé par la mairie a démarré le 11 octobre 2007 avec l'approbation et le financement du projet de « Sistemazione dei sottoservizi e delle pavimentazioni stradali nel quartiere Villanova – 1° Lotto » (remise en état des services de second ordre et de la chaussée des rues dans le quartier de Villanova, premier lot). Financé pour un montant total de 4 238 670 euros, et après maintes vicissitudes³, les travaux commencent en janvier 2009 et se terminent fin octobre 2010.

Grâce au projet de requalification de Villanova, il est possible de remettre en ordre tout le réseau des services secondaires et de refaire les pavements de toutes les rues pour lesquelles, comme pour les autres quartiers historiques du Castello, de la Marina et de Stampace, ont été utilisés des matériaux similaires aux matériaux d'origine (surtout du granit). La rue San Giovanni, artère principale qui parcourt le quartier en long, est pavée en marbre gris, l'éclairage des rues est refait et une partie de la zone historique est rendue piétonnière ; les autres axes principaux de circulation du quartier, comme la rue Piccioni, la rue San Domenico, la rue et la place San Giacomo, la

³ Le calendrier du dossier est le suivant : 11 octobre 2007, le Conseil Municipal approuve le projet définitif des travaux de « Sistemazione dei sottoservizi e delle pavimentazioni stradali nel quartiere Villanova – 1° Lotto », pour un montant total de 4 238 670 euros ; 18 janvier 2008, le responsable du service Urbanisations et mobilité, Sergio Mura, opte pour l'octroi de travaux par procédure ouverte ; 14 mai 2008, la société ISOF S.R.L. de Quartu Sant'Elena remporte l'appel d'offre pour le projet exécutif et l'exécution des travaux, offrant une remise de 18,44 % sur le prix global avec un montant net de 2 921 065,33 euros ; 8 octobre 2008, l'ISOF présente le projet définitif intégrant les modifications en accord avec le service Urbanisations et mobilité ; 16 octobre 2008, le Conseil approuve la proposition de projet présentée par l'ISOF ; 14 janvier 2009, les travaux démarrent et seront terminés à l'automne 2010 (pour plus d'informations, cf. Pisano, 2014).

rue Sulis et une partie de la rue San Giovanni deviennent également piétonnières, ainsi que toutes les petites rues adjacentes. Les couleurs aux tonalités pastel données aux voies principales, les lampadaires en fonte, modernes mais qui ont ce petit côté ancien, font de Villanova un quartier à l'aspect raffiné, élégant et délicat (fig. 3 et 4).

Figure 3 : Exemples de requalification des rues et d'habitations rue Sulis et rue San Giovanni



©Memoli, 2014

Figure 4 : Rue Sulis avant et après les opérations de rénovation



©Cani, 2006 et 2011, flickr.com

L'opération de remise en état des services et de la chaussée dans le quartier représente l'étincelle déclencheur d'une série d'interventions immobilières visant une transformation commerciale et touristique, avec l'objectif de transformer Villanova en un des quartiers « gentrifiés » de la ville. Parmi les premiers à investir à Villanova, on trouve Nicola Grauso, entrepreneur cagliaritaïn actif qui, dans les années quatre-vingt, avait compris le potentiel des nouveaux marchés de la communication en investissant dans les secteurs de l'édition (télévision, radio, journaux, fournisseurs Internet, téléphonie). En 2010, Grauso retourne à la traditionnelle (et rentable) activité immobilière et investit dans le quartier historique des boutiques artisanales, des parvis d'églises, des maisons basses et colorées, des rues étroites et des petits potagers soustraits à la vue, dans l'idée d'éveiller les potentiels cachés du quartier. Comme il le raconte lui-même :

« La rue Sulis était abandonnée depuis des années, décrépie, mélancolique et pourtant magnifique, loin du rythme effréné de la ville. Elle était là, comme un petit œuf de Colomb, il ne fallait pas faire montre de beaucoup d'imagination pour en saisir le potentiel. La faire renaître a été un défi, mais surtout un geste d'amour pour Cagliari, une des plus belles capitales des îles de la Méditerranée » (Percivale, 2012).

Grauso met en place une opération imposante en créant une société sur mesure, dénommée Nova Villa SRL, qui acquiert toutes les habitations disponibles du quartier, les restructure et réalise des appartements ou des locaux commerciaux destinés à la vente ou à la location (Centore, 2011).

Le changement de visage entrepris pour rénover le quartier se rassemble certainement autour du lieu emblématique de la rue Sulis. Faisant partie des rues les plus vieilles et les plus caractéristiques, la rue reliait à l'origine la porte de Villanova avec la place San Giacomo et, parce que plusieurs chaudronneries se trouvaient à proximité de la porte, elle prit le nom de *via dei Calderai*⁴, pour ensuite être dédiée à la mémoire du tribun cagliaritaïn Vincenzo Sulis lors des révisions suivantes de l'index des voies (Scano, 1934).

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que la rue Sulis représente le cœur du projet de revalorisation de l'image voulu par les entrepreneurs locaux dans leurs initiatives et amorcé par la réhabilitation de la voie publique : la transformation de ce qui constituait un lieu sombre et en mauvais état en une zone délibérément chic, en un espace piétonnier où se succèdent les boutiques à la mode, les galeries d'art, les magasins de design, les librairies et les commerces « tendance ». Une fois les traits de connotation populaire remplacés, trouvent leur place à présent des activités commerciales suivant la tendance internationale et dans les domaines de la mode, du design et du mode de vie, en remplacement des petites échoppes d'artisanat (fig. 4).

De cette façon, les conditions ont été réunies à Cagliari (tout comme dans beaucoup de villes européennes) pour une

4 Rue des Chaudronniers (N.d.T.)

nouvelle direction dans l'utilisation des lieux et un renouvellement de la résidentialité, dans un espace central à haute valeur patrimoniale, invitant à de nouvelles pratiques, de nouveaux commerces, un nouveau paysage urbain, de nouveaux habitants et de nouveaux usagers de la ville, au même moment où s'opérait l'expulsion des résidents d'origine et le rejet des logiques en vigueur avant cette nouvelle vague de modernité. Un processus théoriquement lié à l'arrivée d'un nombre toujours plus important d'individus des classes moyennes et hautes, attirés par la position centrale et par des raisons esthétiques, historiques et patrimoniales, outre de nouvelles opportunités sociales et d'autres biais de consommation, par comparaison avec d'autres espaces urbains (Ley, 1994) (fig. 5).

Figure 5 : Images de la rue Sulis : cafétéria, commerces, vidéosurveillance



©Memoli, 2014

Toutefois, les résultats du processus, que Grauso et les investisseurs espéraient voir suivre un cours linéaire, ne se sont pas révélés à la hauteur des attentes suite à l'opération de requalification de Villanova, restant peu perceptibles et douteux. Même s'il n'est pas encore possible d'examiner sous tous ses aspects une réalité qui est encore aujourd'hui en voie de transformation, il est cependant possible d'analyser ses effets selon deux perspectives complémentaires : d'un côté, les résultats du processus en termes de renouvellement des résidents, d'image et de valeur immobilière ; de l'autre, les conséquences du point de vue des

pratiques de résistance, de fréquentation du quartier et de résidentialité par les différentes catégories d'habitants.

Une gentrification inachevée ?

L'opération de commercialisation et de valorisation du parc immobilier dont Grauso est propriétaire commence avec des opérations sur l'image qui visent à souligner la beauté du geste de requalification urbaine et à mettre en exergue l'intérêt que le nouveau quartier peut apporter non seulement à l'échelle locale mais aussi nationale et internationale. À l'occasion d'une présentation à la presse touristique, soutenue par la direction du Développement économique et du tourisme de la mairie de Cagliari en mai 2013, une dizaine de journalistes italiens et étrangers spécialisés dans le secteur touristique sont invités à Cagliari dans le but de valoriser et de renforcer son image de destination touristique, en faisant vivre en direct à ces hôtes du monde de la presse les émotions du chef-lieu sarde. C'est également la première fois que sont invités quelques blogueurs de renom sur la Toile, car capables d'effectuer une lecture plus contemporaine de la ville ainsi imaginée, c'est-à-dire plus moderne et plus attentive. Le quartier de Villanova est proclamé comme étant le plus surprenant de la ville, en plus d'être plus moderne et plus agréable à vivre. Les observateurs, exprimant une vision peut-être un peu stéréotypée, bien que tout à fait compréhensible, du système de production d'images et de lieux adaptés au tourisme, appréciant surtout la dimension à taille humaine et les nouveaux commerces installés dans la rue Sulis récemment réhabilitée (Norfo, 2013).

Conséquemment à sa nouvelle vocation et en raison de sa notoriété potentiellement internationale, Villanova voit fleurir de nouvelles structures d'accueil, en particulier des *bed and breakfasts*. Selon une recherche effectuée par le Centre d'études de la Confcommercio, 138 B&B sont enregistrés en 2010 dans la ville de Cagliari, dont 42 dans le centre historique. Villanova, qui, il y a quelques années à peine était complètement dépourvue de ces structures d'accueil touristique, est désormais en deuxième position (après le quartier de San Benedetto).

Il s'agit là d'un chiffre qui montre combien, dans le courant même de l'année au cours de laquelle les travaux de requalification ont vu leur terme, le quartier offre déjà une capacité importante. Un élément fondamental pour la transformation de l'image du quartier, qui est passée de « résidentielle et dégradée » à « typique et en pleine croissance ».

Mais le marché des structures pour touristes ne se limite pas à la multiplication de B&B : comme cela est très souvent le cas dans les premières phases de mise en tourisme de nouveaux environnements, d'autres ou de nouveaux résidents prennent la décision de s'insérer dans le circuit et louent pour de brefs séjours des chambres ou des logements entiers aux touristes, faisant naître un marché parallèle (très fréquemment non déclaré) où l'échange est réalisé sur Internet par l'intermédiaire de nombreux sites de location chez l'habitant⁵.

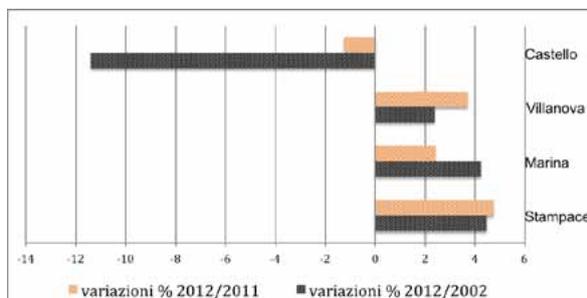
Selon la logique classique des processus de gentrification, les nouveaux résidents qui auraient dû faire le choix de vivre dans les logements réhabilités des rues Sulis, Piccioni et San Giacomo, auraient dû être célibataires ou en couple, plus particulièrement des jeunes attirés par la dimension piétonnière du quartier, de façon à compenser l'abandon progressif des résidents installés de longue date. Effectivement, Villanova enregistre en 2012 une nette augmentation du nombre d'habitants (par rapport au recensement de 2011), avec 228 nouveaux arrivants (3,7 %) (fig. 6)⁶. Toutefois, le profil des nouveaux arrivants est différent de celui attendu. Certes, la croissance de la population est due à l'arrivée de personnes jeunes, pas tant issues d'autres quartiers urbains ou appartenant aux classes moyennes, qu'appartenant au groupe des résidents étrangers. La différence se fait essentiellement par de nouvelles arrivées et par des personnes ayant régularisé leur situation parfois même après le recensement. On retrouve en effet, à Villanova, une large communauté d'immigrés, provenant surtout des Philippines, du Bangladesh et de l'Inde, qui représentent 12,7 % environ des résidents.

5 Une recherche rapide sur le portail airbnb.com effectuée à la date du 15 décembre 2013 permet d'établir plus de 40 offres de logement dans la partie historique de Villanova, nombre qui est amené à croître.

6 Seul le quartier de Stampace, parmi l'ensemble de la ville de Cagliari, connaît pendant la même période une plus grande augmentation, avec 311 résidents en plus (4,7 %).

Une grande partie d'entre eux a choisi de vivre rue San Giovanni, où sont présents également divers commerces gérés par des étrangers (*Atlante demografico di Cagliari*, Commune de Cagliari, 2012).

Figure 6 : Cagliari, variation du pourcentage de la population dans les quatre quartiers historiques



Source : données provenant de l'Atlante demografico, Commune de Cagliari, 2013

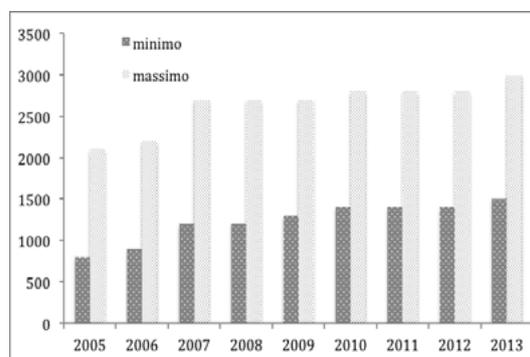
Malgré le faible taux de renouvellement de la population, Villanova arrive en tête en 2011, parmi tous les quartiers de Cagliari, pour le nombre de travaux de réhabilitation des logements. Petits et grands entrepreneurs acquièrent des immeubles dégradés pour les revendre à des prix dépassant toute proportion raisonnable, atteignant des extrêmes au-delà du marché avec des pics à 7 000 € le mètre carré. Mais ceux qui tomberont dans cette bulle spéculative restent peu nombreux : la crise économique et les réticences des établissements bancaires dans l'attribution de prêts provoquent un effondrement des affaires immobilières, ce qui fait que la plupart des vendeurs privilégie l'attente avant de liquider ses biens, espérant que le marché redémarre. Les habitations, les commerces, les bars, les croisements, les façades, les chantiers, les rues du quartier demeurent ainsi, comme suspendues au temps, immobiles et dans l'attente que quelque chose se passe ou survienne.

Néanmoins, l'arrêt brutal du processus de régénération du quartier rend d'autant plus évident le rôle joué par la spéculation immobilière lors des phases de pré- et post-requalification de Villanova, et la façon dont les investissements immobiliers ont contribué à faire monter les prix des logements. Les prix à la vente demeurent à un niveau artificiellement élevé car les promoteurs immobiliers n'ont pas les moyens d'absorber les pertes occasionnées par ces investissements, étant obligés d'attendre

la fin de la phase de récession du marché, alors que le nombre de logements vides croît (qu'ils soient restructurés et en attente d'être vendus, ou délaissés par les anciens habitants et devant être réhabilités). Leur nombre est estimé à un millier réparti sur tout le centre historique, face à une augmentation potentielle de la population d'environ deux mille résidents entre le Castello, Stampace, Villanova et la Marina, tenant compte du fait qu'à Cagliari, en moyenne, le taux moyen d'occupation est de 2,2 personnes par habitation, d'après les données recueillies lors du dernier recensement (Ambu, 2012).

Le cours des prix de l'immobilier à Villanova (relevés par l'Observatoire des prix de l'immobilier de la Chambre de commerce de Cagliari) est aligné sur celui des autres quartiers entre 2001 et le troisième trimestre de 2006, tandis que l'on observe, à partir de ce moment-là, une envolée avec une moyenne de 1 300 €/m² pour une habitation résidentielle ou des bureaux à rénover, ou le double pour du neuf. Au troisième quadrimestre de l'année 2011, les prix moyens au mètre carré pour les mêmes catégories immobilières sont respectivement de 1 500 et 2 700 euros. On note donc de manière évidente une stagnation des prix se référant aux opérations réellement portées à terme, à l'exclusion des extrêmes, dus à des situations particulières ne pouvant être reliées aux mouvements normaux du marché (Observatoire des prix de l'immobilier, 2013) (fig. 7).

Figure 7 : Prix de l'immobilier au m² à Villanova, 2005-2013



Source : Données établies par l'Observatoire des prix de l'immobilier CCIAA

En effectuant une moyenne entre les prix de l'immobilier pour la période de janvier à

mars 2014⁷, on remarque que le prix moyen pour un appartement neuf dans le périmètre de Villanova est d'environ 2 550 €/m² et se place, par conséquent, au-dessus de la moyenne pour la ville, avoisinant les 2 250 €/m². Le prix des appartements n'est pas uniforme même si, dans la plupart des cas, il est compris entre 1 950 €/m² et 3 100 €/m², confirmant la stagnation des prix dans le quartier, alignés sur ceux des autres quartiers de Cagliari et en lien avec la stagnation du marché immobilier.

Un quartier en attente

Dans le cas de Villanova, tout comme dans de nombreux lieux qui ont fait l'objet d'opérations de transformation urbaine, les habitants et les commerçants commencent à ressentir les inconvénients des travaux dès leur mise en route et demandent à ce que les projets soient revus. En octobre 2009, le quartier se révèle comme un immense chantier ouvert en une multitude de sites.

Dans un climat de mal-être qui va croissant, les résidents se plaignent de ne pas avoir été impliqués dans les choix concernant le processus de requalification et, en septembre 2010, constituent le comité *ABtanti di Villanova*⁸ ayant pour but de représenter les résidents pour leurs requêtes et leurs attentes, de protéger leurs intérêts et leurs droits, et d'aider à la transformation du quartier dans le sens d'un espace valorisé dont, en même temps, ils puissent facilement jouir. Grâce à la visibilité offerte par Internet, le comité interagit avec l'extérieur notamment par l'intermédiaire d'un blog au nom emblématique : villanovacrolla.blogspot.it⁹.

En mars 2011, le comité organise une assemblée publique et déclare le plan de requalification du quartier comme « faisant tristement naufrage ».

7 Les données proviennent des bulletins rédigés par l'Observatoire des prix de l'immobilier de la CCIAA Cagliari, par l'*Agenzia delle Entrate* (services de l'administration fiscale nationale), par *Fiavet* et par *Mercato immobiliare*.

8 Jeu de mots sur le nom « ABtanti », dont la prononciation est identique à « habitants » mais qui est homonyme de « Aie tant » (N.d.T)

9 Villanova s'écroule (N.d.T).

Le plan fait naufrage parce qu'aucune vérification et aucun contrôle n'ont été effectués quant au fonctionnement de la zone piétonnière et de la zone à circulation limitée (ZTL), parce qu'il n'y a aucun parking réservé aux résidents, la circulation et le stationnement se font de manière anarchique, parce que les coûteuses chaussées pavées ne sont aucunement respectées, les conteneurs prévus pour les ordures ont été supprimés ou sont dégradés et malodorants. Qu'advient-il lorsque les intentions réelles de l'administration publique seront mises en application ? Comment les citoyens pourront-ils continuer à vivre sereinement alors que la seule loi en vigueur sera celle de la fourrière ? Nous avons droit à des projets clairs et détaillés, ainsi qu'à des solutions sûres (villanovacrolla.blogspot.it).

Et aussi :

Tout en partageant et soutenant le programme de piétonnisation du quartier de Villanova, il est nécessaire de mettre en évidence certaines exigences incontournables des résidents, vouées à fonder le projet en cours dans les conditions de vie du quartier et dans leurs besoins quotidiens (villanovacrolla.blogspot.it).

La délimitation de la zone piétonne et la réduction des droits avec limitation des horaires d'accès (par l'introduction de la zone à circulation limitée – ZTL en italien) sont les principales raisons de confrontation entre la mairie et les résidents¹⁰. À cette réglementation s'ajoute le fait de la piétonnisation de certaines portions du quartier, rendues inaccessibles aux véhicules des non-résidents et d'accès limité aux habitants. Les protestations des résidents se font entendre et la mairie est accusée de vouloir transformer le quartier en une « caserne » dans laquelle tout un chacun n'est plus libre de circuler, notamment les résidents les plus âgés, les enfants et les mères de famille.

10 En réalité, la zone à circulation limitée était déjà en vigueur depuis une date antérieure au 16 avril 2012 mais personne n'en observait les horaires étant donné que les accès au quartier n'étaient pas contrôlés. La mise en fonction des télécaméras de surveillance a rendu opérationnelle la limitation de la circulation de 21h à 7h ainsi que de 15h30 à 17h.

Mais ce sont probablement les commerçants qui, dénonçant une perte immédiate de profits en raison des chantiers ouverts, pâtissent davantage des inconvénients occasionnés et réagissent à cette situation, en venant même à exiger l'exonération des taxes municipales jusqu'au terme des travaux.

L'activité commerciale du quartier historique s'est depuis toujours caractérisée par la présence de boutiques d'artisanat : menuisiers, forgerons, tapissiers, outre de petites entreprises individuelles de dépannage ou dans le secteur du bâtiment. La piétonnisation mène au remplacement de ces activités par d'autres appartenant à des secteurs différents : magasins de vêtements, chaussures, accessoires de mode, jouets, parfums ainsi que d'autres activités de loisir visant à donner au shopping un visage plus proche du passe-temps ou faisant partie du mode de vie. L'attribution de nouvelles destinations commerciales au quartier est encore en cours aujourd'hui : son relooking et la création d'aires piétonnes ont justement été pensés pour favoriser un développement commercial orienté vers les consommateurs de type occasionnel ou usagers de la ville (touristes et classes moyennes-hautes).

Devenu inaccessible aux véhicules n'arborant par le passe pour la zone de circulation limitée, le quartier se vide toutefois brutalement et les commerces situés à l'intérieur du périmètre sont confrontés à une désertion des lieux galopante.

Et de penser qu'à quelques pas de la rue San Domenico se trouve la « commerçantissime » rue Garibaldi qui grouille de monde à toute heure de la journée et dont Villanova apparaît comme une excroissance sous-utilisée. C'est bien là le cœur du problème : la rue Garibaldi s'est développée grâce à un type de commerce composé de magasins de prêt-à-porter, ce qui a contribué à faire d'elle une rue classique consacrée au shopping, tandis que le quartier historique s'est toujours démarqué par des activités artisanales (en nombre modeste) qui ne peuvent retirer de bénéfices d'une piétonnisation de la zone, puisque leur clientèle est sensiblement différente de celle des commerces de la rue Garibaldi ; ce sont des consommateurs qui se rendent dans ce quartier par nécessité, souvent au

pas de course et donc à la recherche d'un emplacement de parking à proximité du négoce souhaité. Les rues de Villanova, pour autant qu'elles aient été embellies et leur pavement changé, n'ont rien à offrir au flâneur en quête d'expériences visuelles, tactiles et émotionnelles (Governà, Memoli, 2011).

En se promenant dans les rues de Villanova, on a l'impression de se trouver dans un petit village de l'intérieur de la Sardaigne. Silencieux, presque ensommeillé, on y croise peu de gens dans les rues : une personne âgée qui rentre chez elle avec ses sacs de courses ou bien un des rares artisans encore présents qui, immobile sur le seuil de sa boutique, attend que quelque client apparaisse. Que ce soit le matin ou l'après-midi, la scène ne varie guère. En soirée d'un jour de semaine, il semble que l'on se trouve dans un quartier fantôme, sinistre et en veille. Les 6 200 résidents, dont 1 500 dans l'aire piétonnière, semblent avoir disparu, les lieux désertés, comme vidés, réduits à l'isolement et dont les possibilités d'échange au niveau social et économique sont réduites (fig. 8).

Figure 8 : Villanova, quartier en suspens



©Memoli, 2014

Le vendredi et le samedi, le quartier s'anime et il est plus facile de voir les restaurants et les bars se garnir de foule, les lieux de croisement s'animer, les places et les tables des cafés accueillir bon nombre de clients, envers lesquels les réactions des habitants du quartier ne manquent pas (fig. 9).

Figure 9 : Graffitis de protestation contre la gentrification à Villanova



©Memoli, 2014

Mais il y a également ceux qui apprécient la dimension à taille humaine du quartier, soutenant que cela permet aux habitants de vivre le quartier, de laisser de l'espace pour que les enfants jouent, et donne aux activités commerciales la possibilité de se développer en phase avec la nouvelle orientation du quartier. « Villanova est revenue à sa beauté antique », affirment certains interviewés qui voient en la piétonnisation le seul mode de préservation du quartier désormais réapparu à la vie (Repeanu, 2012).

Dans le but de valoriser et revitaliser les espaces de la rue Sulis, les propriétaires de négoce se sont réunis en un consortium appelé Novasulis, décidé à s'engager dans l'organisation et la promotion d'événements consacrés à l'art, la mode, la culture, le design, un « chantier de la créativité » comme le définit un des membres. Toujours dans une optique de valorisation du nouvel axe commerçant, il faut également citer l'initiative de Grauso de couvrir la zone par un réseau Internet ouvert, accessible en Wifi, pour tous ceux qui transitent dans le quartier. Une navigation Internet gratuite et disponible pour tous, pour laquelle aucune procédure d'enregistrement et d'authentification n'est

demandée, contrairement aux aires en Wifi gérées par la municipalité.

La rue du luxe contraste avec l'autre facette du commerce à Villanova, face à un petit nombre de boutiques artisanales ont survécu à la requalification et, surtout, à un petit entrepreneariat étranger, de nationalité pakistanaise, indienne et sénégalaise. Les activités commerciales gérées par ces derniers sont diversifiées : des restaurants de cuisine exotique ou internationale aux petites supérettes de produits typiques, des cybercafés aux petits négoce de vêtements.

Cette scission interne au quartier est probablement le résultat le plus marquant du processus de régénération de Villanova. L'homogénéité, qu'elle fût urbanistique, économique ou sociale, qui préexistait dans le quartier, semble avoir laissé place à de nouvelles fractures et à la coexistence, parfois difficile, de réalités différentes : résidents de longue date, nouveaux habitants, immigrés, vieilles boutiques et nouveaux commerces de luxe.

La cohabitation entre les étrangers et les résidents installés depuis des générations est globalement pacifique, même si ces derniers ne manquent pas de manifester leur mécontentement en raison du dérangement causé par le bruit et les dégradations. Certains résidents, soumis à des entretiens non structurés en janvier 2014, se plaignent de certains comportements de la part des immigrés comme l'abandon de vieux réfrigérateurs ou téléviseurs cassés dans la rue, l'habitude constante d'étendre son linge dans la rue, des échauffourées et des situations d'hygiène sanitaire insuffisante.

Les difficultés en matière de logement et le recours à des solutions précaires, ainsi qu'à un usage inapproprié des espaces publics constituent l'élément principal de souffrance des immigrés et la cause la plus récurrente de confrontation avec la population locale. Il faut également signaler que les prix payés à la location par les étrangers sont plus élevés que la valeur du marché (Nedrinj, 2012). Pour amortir ces coûts, il se crée fréquemment des situations de colocation particulièrement dense, autre motif de tensions et de conflits.

Un autre clivage significatif se produit entre les habitants historiques de Villanova et les nouvelles activités commerciales initiées dans le quartier. Une partie des habitants de la zone, opposée à la piétonnisation, considère que le choix de l'administration municipale est un « cadeau » fait aux nouvelles boutiques de luxe. Un des moments de désaccord a eu lieu notamment lors de l'organisation du festival Banda larga dans le quartier, par l'IED (Istituto europeo di design) pendant l'été 2012, avec le soutien du groupement de commerçants de la rue Sulis. Le festival prévoyait quelques soirées d'événements culturels sur la place San Giacomo, afin de faire la promotion du quartier, mais la manifestation n'a pu avoir lieu du fait de l'opposition d'une partie des résidents et, avant tout, du président de l'association culturelle Don Chisciotte, organisatrice d'événements dans le quartier depuis 2004. La raison de discorde se trouvait dans le fait que l'initiative avait pour raison d'être une focalisation excessive sur le développement commercial de la zone autour de la rue Sulis tandis que la promotion culturelle du quartier était reléguée au second plan.

Ce type de conflit, tout comme d'autres, peut être expliqué par la transformation de l'identité du quartier et la disparition des traits « typiques » présumés. Ceci se produit plus particulièrement dans des contextes urbains où les tensions liées à la transformation du lieu sont les plus fortes et se traduisent en affrontements intenses (Cellamare, 2009).

Bien que les pôles de sociabilité de Villanova, à savoir la place San Giacomo et la place San Domenico, ne revêtent plus désormais ce rôle de rencontre et de socialisation qu'ils ont joué historiquement pour les habitants du quartier¹¹, ils restent les lieux où se déroulent toutes les fêtes principales et les principaux événements publics, y compris les assemblées et les discussions publiques. Les événements à dimension sociale du quartier vont des

11 Les raisons doivent être recherchées tout d'abord dans la moindre propension à se retrouver dans des lieux publics urbains : la préférence est donnée aux cafés et aux centres commerciaux plutôt qu'aux places et aux jardins publics ; en second lieu, les deux places symboles de regroupement à Villanova ont depuis longtemps maintenant cédé la place à d'autres lieux.

promenades culturelles organisées par des associations privées aux soirées mondaines et aux manifestations intellectuelles mises en place par le consortium Novasulis. Une association particulièrement active dans le quartier est l'association Don Chisciotte citée précédemment, s'occupant de l'organisation d'initiatives culturelles, parmi lesquelles des concerts sur les places, de la musique en live et des événements pour les enfants. Les fêtes religieuses sont également encore très suivies, probablement du fait de l'âge moyen élevé de nombreux résidents.

Persistent toutefois, quasiment à l'arrière-plan, quelques pratiques traditionnelles de *bixinau*¹², plus précisément de vie du voisinage à rattacher à une tradition encore très vivace en Italie ; il s'agit de l'échange au jour le jour de petites choses, de fêtes ou de dîners entre habitants d'un même lieu, de gestes de solidarité, d'accueil et de protection mutuelle (De Perini, 2010). On peut citer, à titre d'exemple, les nombreuses associations présentes dans le quartier qui opèrent à des fins de solidarité, parmi lesquelles l'association Amici degli artigiani di Villanova¹³ ; ou bien le cas du groupe d'achat solidaire Gas Cagliari circolo aperto, né en 2011 et constitué d'un groupe de Villanoviens qui, pour combattre la crise, ont décidé de s'associer et d'acheter chez les grossistes des produits alimentaires pour se les redistribuer (Carta, 2011b) ; ou encore suffit-il d'observer avec quelle attention un autre groupe de Villanoviens se charge du nettoyage de l'église de San Giovanni Baptista, localisée dans la rue du même nom : un lieu public, appartenant à la communauté, riche de significations symboliques.

Au-delà du morcèlement de Villanova en tant de lieux disjoints, en groupes d'appartenance sans échanges entre eux, existe et résiste, malgré tout, une pratique quotidienne d'entremêlement de relations authentiques, qui s'étend depuis le lieu d'habitation jusqu'au territoire tout entier, de façon telle que le quartier reste vivable, plus à l'écoute des besoins quotidiens et plus accueillant.

12 « Voisinage » en sarde (N.d.T).

13 « Amis des artisans de Villanova ».

Conclusion

L'objectif premier de ce travail sur le quartier de Villanova était de vérifier dans quelle mesure les transformations urbaines à Cagliari, ainsi que leurs conséquences, renvoient aux tendances et aux caractéristiques que la littérature a désormais identifiées (ou, au contraire, se détachent d'elles) dans le cadre d'un projet urbain néolibéral. Bien qu'il ne soit pas possible ni opportun de tirer des conclusions définitives, à la fois en raison du fait que les processus observés sont encore aujourd'hui en évolution rapide et que notre étude, tout autant que les données recueillies, sont de nature clairement fragmentaire, il est certainement possible de développer quelques réflexions aussi bien sur le cas spécifique de Villanova que sur les particularités du cas cagliaritaïn à un niveau plus général.

Du point de vue formel, il n'est pas difficile de reconnaître, dans le cas de Villanova, les signes et les ambiguïtés d'un cas classique de *gentrification*, fût-il à petite échelle : un quartier dégradé mais central, occupé par une population essentiellement âgée et par des immigrés, qui est perçu (en premier lieu par l'administration publique et ensuite par des particuliers) comme un espace à récupérer, valoriser, promouvoir et conquérir. À Villanova, les opérations réalisées sont toutes, assurément, orientées vers l'instauration d'un espace d'élite et pour l'élite en plein centre urbain, à travers des interventions de restauration, commercialisation, marketing, mise en tourisme, etc. Il n'y a là rien d'exceptionnel ou de particulier, par rapport aux standards internationaux, dans la façon dont la requalification de Villanova est imaginée et mise en œuvre.

Ce ne sont que les résultats finaux qui semblent demeurer incertains et le quartier paraît rester en quelque sorte « en suspens », en attente que la gentrification s'achève complètement. Un fait qui peut s'expliquer aussi bien en considérant la période historique au cours de laquelle prend place la transition de Villanova (autrement dit une crise internationale qui frappe de manière appuyée précisément le marché immobilier

et, en particulier, les pays et les régions du Sud de l'Europe) que les caractéristiques et les spécificités du contexte (et du marché) cagliaritaïn, dont les dimensions, peut-être, ne peuvent garantir de satisfaire aussi rapidement la nouvelle offre immobilière. Le résultat actuel est un quartier qui apparaît en suspens, traversé par de nouvelles divisions : une situation que l'on peut retrouver, malgré les différences d'un cas à l'autre, dans de nombreuses autres villes européennes ou au-delà (Ter Minassian, 2013).

Même sur le fond, le cas de Villanova semble reproduire des schémas déjà bien établis, encore qu'ils puissent être de quelque façon atténués dans leur intensité. D'un côté, il est possible d'observer un certain renouvellement des habitants du quartier, mais ce phénomène semble découler surtout de l'afflux de nouveaux immigrés dans les parties les moins réhabilitées du quartier au lieu de voir arriver une nouvelle classe moyenne. Sans doute, de nombreux espaces de Villanova ont vu muer leur vocation commerciale, passant des vieilles échoppes parsemées dans le quartier aux nouvelles boutiques de luxe, toutefois même à ce niveau la transformation de Villanova semble inachevée. Au-delà des espaces de la rue Sulis, la régénération du quartier apparaît suspendue et l'image générale, plus que d'une élite, est celle d'un espace paupérisé, déserté et vide, privé de ses activités traditionnelles (et, par là même, peut-être de son identité).

Les réactions des habitants sont également contradictoires. D'un côté, il y a ceux qui refusent et protestent face à de nouveaux espaces gentrifiés qui apparaissent comme vidés, anesthésiés, et qui semblent défavoriser (plutôt qu'avantager) les résidents du quartier (en particulier les résidents « historiques » et les plus âgés). De l'autre côté, il y a ceux qui tentent de saisir les opportunités, tout au moins potentielles, de la régénération urbaine, investissant dans de nouvelles activités et de nouveaux business (l'augmentation du nombre de B&B en est un exemple).

C'est toutefois en élargissant le regard à la ville de Cagliari tout entière que le cas de Villanova prend un sens plus accompli et que quelques-unes des caractéristiques

du néolibéralisme « made in Cagliari » émergent.

D'abord, le projet néolibéral dans une ville apparaît, la majeure partie du temps, comme l'expression d'un capitalisme d'origine locale (mais pas uniquement confiné au niveau local), qui trouve dans le tissu urbain un espace d'action et d'investissement. Les protagonistes des projets néolibéraux à Cagliari sont des entrepreneurs locaux, d'origine sarde mais qui sont actifs et s'engagent dans des entreprises d'envergure supra-locale et parfois nationale. C'est le cas et de Nicola Grauso, le protagoniste de la gentrification du quartier de Villanova, et d'autres entrepreneurs qui se sont posés comme acteurs d'autres projets immobiliers et commerciaux dans la ville. Sergio Zuncheddu est un de ceux-là, prenant le relais de certaines activités du même Grauso dans le secteur éditorial mais qui est déjà actif, au niveau national, par le biais de l'entreprise Immobiliare Europea. Ou encore le groupe Cualbu, qui intervient dans de nombreuses opérations à l'échelle de la ville (parmi lesquelles l'expansion immobilière déjà nommée au col Tuvixeddu). Même les secteurs dans lesquels les entrepreneurs en question sont engagés se répètent et, parfois, se superposent : Zuncheddu et Grauso sont tous les deux actifs dans le domaine de l'immobilier et de l'édition, de l'information et de la communication (Zuncheddu succède justement à Grauso en tant que propriétaire de l'*Unione sarda*, le principal quotidien de la ville et sarde). Et tous deux entrevoient dans les transformations qui se produisent dans la ville une opportunité d'investissement de leurs propres capitaux. Un capitalisme local d'un tel genre apparaît néanmoins soutenu et facilité par une connexion avec la politique locale qui, en fin de compte, permet et soutient les investissements privés et la transformation de l'espace urbain selon des termes néolibéraux (même si disparités et conflits ne manquent pas). Le cas de Villanova en est justement un exemple flagrant, puisque le projet d'appropriation du patrimoine immobilier de la part de Nicola Grauso est anticipé par une opération de requalification orchestrée par l'administration municipale.

En second lieu, le néolibéralisme cagliaritaïn ne semble pas présenter

ni introduire de caractéristiques particulièrement novatrices, bien au contraire il suit fidèlement les schémas et les axes les plus confirmés et stéréotypés de la « théorie néolibérale urbaine ». Ou plutôt, les épisodes cagliaritains paraissent confirmer l'hypothèse de la contradiction propres à la dimension locale du développement qui, aux dépens de l'identité, des pratiques et de l'urbanité du chef-lieu, s'inspire de (et est poussé vers) l'acquisition des logiques globales des projets et des pratiques de la « circulation internationale de l'idée de ville ». Et ceci, à plus forte raison dans la phase de crise économique qui oblige à se limiter à des opérations de moindre ampleur pour autant qu'elles soient de « plus grande aspiration » (gentrification, espaces de post-modernité, grandes œuvres, promotion immobilière dans des domaines d'intérêt culturel, etc.). Le résultat final de telles opérations, évident pour les deux cas traités, est l'institution d'espaces en quelque sorte en suspens, à mi-chemin entre les lieux et les non-lieux, appartenant au tissu urbain mais en même temps en son dehors, parcourus pour des fonctions précises mais, au même moment, privés d'une identité propre.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles

- Aalbers M.B. (2010), « The revanchist renewal of yesterday's city of tomorrow », *Antipode*, 43, 5, 1696-1724.
- Aru S., Puttilli M. (2014) « Forme, spazi e tempi della marginalità », *Numero monografico del Bollettino della Società Geografica Italiana*, serie XIII, vol. VII, n. 1, Gennaio-Marzo.
- Baptista I. (2013) « The travels of critique of neoliberalism: urban experiences from the borderlands », *Urban Geography*, 34, 5, 590-611.
- Brown W. (2003), « Neoliberalism and the end of liberal democracy », *Theory & Event*, 7, 1, 37-59.
- Castel R. (1995) *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.

- Cellamare C. (2009) « Processi di costruzione delle identità urbane: pratiche, progetto, senso dei luoghi », *Geotema*, 13, 37, 75-83.
- Governa F. (2011), Memoli M., Descrivere la città: metodologie, metodi e tecniche, in Governa F., Memoli M., *Geografie dell'urbano. Spazi, politiche, pratiche della città*, Rome, Carocci, 181-224.
- Harvey D. (2006), « Neoliberalism as creative destruction », *Geografiska Annaler*, 88b, 145-158.
- Lees L. (2012) « The geography of gentrification: thinking through comparative urbanism », *Progress in Human Geography*, 36, 2, 155-171.
- Ley D. (1994), « Gentrification and the politics of the new middle-class », *Environment and Planning D: Society and Space*, 12, 1, 53-74.
- Mureddu D. (1999), *Villanova*, Cagliari, Comune di Cagliari.
- Peck J. (2005), « Struggling with the creative class », *International Journal of Urban and Regional Research*, 29, 4, 740-770.
- Peck J., Theodore N. et Brenner N. (2009), « Neoliberal urbanism: models, moments, mutations », *SAIS Review*, XXIX, 1, 49-66.
- Pisano A. (2013-2014), *Processo di riqualificazione e ipotesi di gentrification del quartiere di Villanova a Cagliari*, Tesi di laurea, Facoltà di Scienze Economiche, Giuridiche e Politiche, Cagliari, Università degli Studi di Cagliari, A.A.
- Robinson J. et Parnell S. (2011), *Traveling theory: embracing post-neoliberalism through Southern Cities*, Bridge G. et Watson S. (dir.), *The New Blackwell Companion to the City*, Oxford, Wiley-Blackwell, UK, 1089-1111.
- Sager T. (2011), « Neo-liberal planning policies. A literature survey 1990-2010 », in *Progress in Planning*, 76, 4, 147-199.
- Salzano E. (2011), *Dualismo urbano. Città dei cittadini o città della rendita*, in Bonora P. (eds), *Visioni e politiche del territorio. Per una nuova alleanza tra urbano e rurale*, « Quaderni del territorio (2) », Dipartimento di Storia Culture Civiltà », Università degli Studi di Bologna, 143-155.
- Scano D. (1934), *Forma Kalaris*, Cagliari, La Zattera.
- Smith N. (2002), « Gentrification and the Rent Gap », *Annals of the Association of American Geographers*, 77, 3, 462-465.
- Ter Minassian H. (2013), *Changer Barcelone. Politiques publiques et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- Weber R. (2002), « Extracting value from the city: neoliberalism and urban redevelopment », *Antipode*, 34, 3, 519-540.

Presse quotidienne en ligne

- Ambu S., « La rinascita del centro storico », *La Nuova Sardegna*, 5 novembre 2012.
- Grauso G., « Cagliari: Villanova, imparare a fare le cose insieme », *Il Punto Sociale*, 6 luglio 2012.
- Carta P., « Contro la crisi gli "acquisti solidali" », *La Nuova Sardegna*, 18 settembre 2011a.
- Carta P., « Villanova, artigiani in crisi e il quartiere perde la sua identità », *La Nuova Sardegna*, 10 settembre 2011.
- Centore G., « Centro storico, blitz di fine Giunta », *La Nuova Sardegna*, 25 gennaio 2011.
- De Perini A., « La cura delle relazioni in riferimento alle pratiche di vicinato », *Magverona.it*, 5 marzo 2010.
- Nedrini V., « Case in affitto, stranieri discriminati », *L'Unione Sarda*, 27 marzo 2012.
- Norfo J., « I blogger stranieri incoronano Villanova: Il vostro quartiere più bello », *Castedduonline.it*, 8 maggio 2013.
- Percivale D., « Cagliari: ma che bel casteddu », *Touringmagazine.it*, ottobre 2012.
- Repeanu P., « Il rione diviso "Noi favorevoli alla Ztl" », *Sardegnaoggi.it*, 5 aprile 2012.

Néolibéralisme et développement urbain dans l'Italie du Sud: le modèle « IBM smart city » dans la ville de Syracuse¹

Transizione neoliberale e rigenerazione urbana nel Mezzogiorno italiano: Il modello 'IBM smart city' nella città di Siracusa

Arturo DI BELLA
Luca RUGGIERO

*Dipartimento di Scienze Politiche e Sociali,
Università di Catania*

Résumé : *Dans cet article, nous traiterons du rôle joué par les nouveaux paradigmes internationaux de développement urbain, qui tendent vers un système de régulation politique et économique néolibéral dans l'Italie méridionale et dans le contexte actuel de crise économique. À travers le prisme des études anglo-saxonnes sur la urban political economy, l'analyse critique du modèle IBM smart city de Syracuse (Sicile) se concentre sur le processus de réduction de l'idée de ville et de citoyenneté, envisagé dans le rapport élaboré par l'équipe d'IBM. Les recommandations proposées pour Syracuse smart city sont interprétées comme autant d'éléments paradigmatiques et problématiques des mécanismes actuels de reproduction du néolibéralisme en milieu urbain.*

Mots-clés : smart city, néolibéralisme urbain, circulation des politiques, Italie du Sud, Syracuse

Riassunto : *Questo articolo discute del ruolo svolto dai nuovi paradigmi internazionali di sviluppo urbano durante la transizione verso un sistema di regolazione politico ed economico neoliberale nell'Italia meridionale e nel contesto della crisi economica. Attraverso le lenti della tradizione anglosassone dell'urban political economy, l'analisi critica del modello IBM smart city per la città di Siracusa (Sicilia) focalizza l'attenzione sul processo di riduzione dell'idea di città e di cittadinanza, prospettato dal rapporto elaborato dal gruppo di consulenti IBM. Le raccomandazioni proposte per Siracusa smart city sono interpretate come esempi di elementi paradigmatici e problematici dei meccanismi attuali di riproduzione del neoliberismo nel contesto urbano.*

Parole chiave : smart city, neoliberalismo urbano, mobilità delle politiche, Sud Italia, Siracusa

¹ Bien que l'article soit le fruit d'un travail commun, Arturo Di Bella est l'auteur des première, seconde, quatrième et cinquième parties et Luca Ruggiero l'auteur de la troisième partie.

A partir de l'étude du modèle IBM *smart city* de Syracuse (Sicile), nous souhaitons offrir une intéressante perspective d'analyse des spécificités qui ont caractérisé la transition italienne vers un système de régulation politique et économique néolibérale et les dilemmes associés à l'émergence des « modèles mobiles » d'aménagement et de gouvernance urbaine dans le Sud de l'Italie et dans le contexte actuel de crise économique.

À travers le prisme de la tradition des études anglo-saxonnes sur la *urban political economy* et les *policy mobilities* la première partie nous offre une brève description des cycles et mécanismes principaux de territorialisation du néolibéralisme urbain. Dans le cadre de la crise économique actuelle, ce processus est lié à l'expérimentation de nouveaux paradigmes internationaux de développement urbain, dont celui de la *smart city* qui a acquis une place centrale dans les agendas politiques nationaux et locaux, ainsi que dans le débat scientifique. La deuxième partie analyse le processus de transformation progressive, dans une perspective néolibérale, de l'aménagement et de la gouvernance de la ville de Syracuse (Sicile). Les troisième et quatrième parties présentent une première analyse du modèle de la *smart city* proposé pour Syracuse, la seule ville italienne sélectionnée en 2012 par IBM pour son projet de *Smart City Challenge*, en expliquant les processus à la base de la mobilité de cette idée de développement urbain et son adoption locale, la configuration locale que cette vision a assumée et le rôle des acteurs impliqués dans sa définition.

L'analyse critique du modèle IBM pour Syracuse se concentre sur le processus de réduction de l'idée de ville et de citoyenneté, envisagé dans le rapport élaboré par l'équipe d'IBM. Ce dernier représente, selon nous, un document initial, mais néanmoins indicatif, permettant de considérer les recommandations proposées pour Syracuse *smart city* comme autant d'éléments paradigmatiques et problématiques des mécanismes actuels de reproduction du néolibéralisme en milieu urbain.

1 - *Smart city* et néolibéralisme urbain

Pendant plus de trente ans, le néolibéralisme a fait l'objet d'analyses et de débats scientifiques. Dans la tradition des études de la *political economy*, le néolibéralisme a été conceptualisé comme un modèle hégémonique du gouvernement de la société et comme une stratégie d'accumulation de capital. Cette interprétation a mis en évidence les processus de transformation qui ont affecté le gouvernement de la société, la reconfiguration des relations entre la société civile, l'État et le marché, et la réification progressive des domaines de la vie sociale qui, auparavant, en étaient restés indemnes. Cette perspective analytique a donné plus de popularité à la distinction établie par Peck et Tickell (2002) entre les deux principales étapes du processus de néolibéralisme.

Une première phase de « *roll-back* » commence à la fin des années 1970 aux États-Unis et en Europe occidentale et est caractérisée par le démantèlement du système de régulation précédent, avec la redéfinition conséquente des sphères d'influence du secteur public et privé.

Durant les années 1990, émerge une nouvelle phase de néolibéralisme définie comme « *roll-out* », caractérisée par la construction et la consolidation de nouvelles formes étatiques et de nouveaux codes de conduite qui redéfinissent, entre autres, les systèmes d'évaluation des politiques publiques, de l'intervention sociale, et des performances d'entreprise.

Loin d'être l'expression d'un phénomène homogène, le néolibéralisme se manifeste comme un processus indéfini, contradictoire et multi-scalaire de restructuration normative visant à renforcer la discipline de marché. La nature hybride du néolibéralisme découle de la collision perpétuelle entre des projets territorialement spécifiques du **néolibéralisme** et des dispositions politiques et institutionnelles héritées des époques précédentes, tandis que la nature contradictoire de la reproduction du néolibéralisme se manifeste dans les échecs (déterritorialisation) continus à l'origine

de nouvelles phases d'expérimentation (reterritorialisation néolibérale) qui à leur tour finissent par renforcer ultérieurement la discipline du marché (Peck, Theodore, Brenner, 2010).

Même la crise économique mondiale semble avoir créé l'espace pour un nouveau cycle d'expérimentation caractérisé non pas par la mise en discussion, mais plutôt par la normalisation des pratiques et des idées néolibérales (Keil, 2009). Il n'est donc pas surprenant que, dans la phase de post-récession, les villes soient de nouveau sur le devant de la scène, comme espaces privilégiés d'innovation et comme laboratoires d'expérimentation (Karvonen, van Heur, 2014), où les défis posés par la crise économique, sociale et environnementale sont convertis en opportunités pour déterminer de nouveaux mécanismes d'accumulation capitalistique (Oosterlynck, Gonzales, 2013).

Dans un contexte local, les mécanismes cycliques de reproduction du néolibéralisme mettent en cause le système de « *fast policy transfer* » qui désigne le processus de circulation des idées et des stratégies, principalement en provenance des États-Unis, et l'accélération du cycle de vie des politiques urbaines (McCann, 2011 ; Prince, 2012). Un des paradigmes de développement urbain qui a récemment le plus attiré l'attention des politiciens et des académiciens est sans aucun doute celui de la *smart city*.

Ce concept indique une nouvelle idée de ville du futur, basée sur l'intégration des applications des technologies de la communication et de l'information (ICT) dans certaines dimensions clés comme l'énergie, la mobilité, la construction et la gouvernance qui, grâce à l'incorporation d'impératifs économiques, écologiques et sociaux, sont destinés à une planification high-tech d'un développement urbain durable et efficient. Dans le modèle de la *smart city*, est recherchée une approche de développement urbain qui intègre des espaces, des technologies et des données numériques dans le but de relever les défis posés par les questions de la croissance économique et de la compétitivité (*smart economy*), de l'accessibilité (*smart mobility*),

de la qualité de vie (*smart living*), du capital social (*smart people*), de l'efficacité politique (*smart governance*) et de la durabilité environnementale (*smart environment*) (Giffinger et alii, 2007).

En analysant comment, dans une époque marquée par le triomphe des idéaux mercantiles, de nouveaux modèles urbains se positionnent dans le contexte global post-récession, de nombreux auteurs se demandent si le discours de la *smart city* concurrence ou est plutôt complémentaire au récit du néolibéralisme urbain (Gibbs et alii, 2013). Dans cette perspective, plusieurs contributions ont souligné les risques inhérents à l'implémentation acritique d'un tel modèle, se concentrant en particulier sur la validité logique et la cohérence théorique (Hollands, 2008), sur les répercussions sociales et économiques (Townsend, 2013), sur la reconfiguration des imaginaires de ville et de citoyenneté (Klauser, 2013; Kitchin, 2014) et sur les implications gouvernementales (Vanolo, 2014).

2 - Les modèles de développement de Syracuse : de la ville-usine à la ville de la culture

Syracuse est une ville sicilienne d'environ 120 000 habitants située sur la côte sud-ouest de l'île et la quatrième plus grande ville de Sicile par la population après Palerme, Catane et Messine. Le développement économique de la ville de Syracuse, comme indiqué dans le rapport d'IBM, a été fortement marqué par la présence d'un important complexe pétrochimique à proximité immédiate du centre-ville. Dans les années suivant la Seconde Guerre Mondiale, la zone côtière entre Augusta et Syracuse a connu, en effet, un processus rapide et tumultueux de développement industriel qui a conduit à la formation d'un des plus grands complexes pétrochimiques d'Europe (Adorno, 2009). Les conditions qui ont rendu possible la formation de ce pôle industriel sont nombreuses, dont, sans aucun doute, « le fait que la province de Syracuse soit l'emblème du Sud encore rural et arriéré, facile à enchanter par des promesses de modernisation et par une grande disponibilité de main-d'œuvre locale à faible coût » (Gravagno, Messine, 2005). Le soutien

apporté par les politiques d'incitation aux entreprises de la *Cassa per il Mezzogiorno* a aussi été décisif dans la formation et la consolidation du pôle industriel. L'opinion dominante de la politique économique italienne de ces années-là était que, pour surmonter le différentiel de croissance entre le Nord et le Sud, il était nécessaire de pourvoir le Sud en implantations et d'installations industrielles, comme celles du Nord, dans l'espoir que ces usines puissent amorcer un développement économique capable de générer la richesse et le bien-être dans toutes les couches de la société.

Effectivement, jusqu'aux années 1980, une telle concentration d'installations de production a, sans aucun doute, eu un effet positif rapide et constant sur toute l'économie, y compris locale. Cependant le début de la crise de ce système a entraîné de graves problèmes liés à la reconversion et à la remise en état des installations industrielles. Non seulement les répercussions initialement positives de l'industrie pétrochimique ont occasionné de sérieux dommages à l'environnement et à la santé des travailleurs et des habitants, mais elles semblent aussi avoir incité les entrepreneurs locaux à s'en tenir à un modèle de développement économique fondé sur des facteurs essentiellement exogènes, sans cultiver d'autres potentialités économiques pourtant présentes dans la région de Syracuse (PSP Comité scientifique et technique, 2011).

Dès les années 1990, les réflexions autour d'un nouveau modèle de développement s'orientent vers de nouvelles approches néolibérales et entrepreneuriales de gouvernance urbaine et d'aménagement territorial, destinées à un repositionnement concurrentiel de la ville, sur la base d'une image positive apte à rendre la ville plus attrayante pour les touristes et les investissements nationaux et étrangers.

D'autre part, Syracuse est une ville caractérisée non seulement par la pétrochimie, mais aussi par un extraordinaire patrimoine archéologique, historique et environnemental. En 2005, l'UNESCO l'a incluse dans la liste du patrimoine mondial, reconnaissant ainsi « la stratification sociale, culturelle, architecturale et artistique qui

caractérise la région de Syracuse comme un exemple unique dans l'histoire de la Méditerranée » et la ville historique de Syracuse comme un « bien d'une valeur universelle exceptionnelle pour ses stratifications allant de l'antiquité grecque au baroque » (ICOMOS, 2005). Après des décennies d'abandon et de dégradation progressive, de nouveaux instruments de gouvernance multi-niveaux, tels que Urban, Prusst etc., ont fait démarrer un projet de restauration et de valorisation de l'ensemble du centre historique de Syracuse et de l'île d'Ortigia. Les nouvelles politiques visent à restructurer les lieux et les palais, symboles du centre historique, et à inaugurer des musées et de nouveaux itinéraires touristiques. Elles favorisent également la reprise de la relation de la ville à la mer, en donnant lieu à des plans de requalification du front de mer et en forgeant de nouveaux slogans évocateurs autour desquels gravitent les projets de réaménagement de la ville, comme « Pôle Méditerranéen de la Culture » (Di Guardo et *alii*, 2012, 8).

Ainsi, au cours de ces dernières années, nous assistons, à Syracuse, à l'expérimentation d'un nouveau projet de développement urbanistique créatif qui tend à intégrer, du moins en partie, les politiques spatiales, symboliques et culturelles de réhabilitation urbaine et d'innovation sociale, en adoptant une variante modérée et sociale du néolibéralisme urbain (Dines, 2012), où la valorisation des identités historiques et culturelles de la ville, la reconstruction d'un sens d'appartenance, de fierté civique et de propriété urbaine, et la croissance des économies locales deviennent une priorité. En 2010, l'adoption d'une perspective « entrepreneuriale » de gouvernance urbaine est visible à travers l'élaboration du premier plan stratégique de la ville, « *Innova Siracusa 2020* » qui met l'accent sur le repositionnement concurrentiel de la ville comme pôle d'excellence dans les domaines de l'innovation, de l'économie et de la culture.

3 - La diffusion récente de la *smart city* en Italie et l'adoption du modèle IBM Syracuse smart city

Au cours des dernières années marquées par la crise économique et financière, la nouvelle problématique urbaine apparue au niveau mondial semble particulièrement accrue dans les villes de l'Italie du Sud, en raison de l'héritage des crises précédentes qui s'ajoutent aux exigences actuelles de coupes budgétaires les plus strictes en termes de dépenses publiques et sociales. Déjà accablées par des conditions financières très critiques, ces villes du Sud sont aujourd'hui soumises à des pressions plus coercitives concernant la réduction des dépenses des services publics, les privatisations rapides, la vente des biens publics et la déréglementation de l'aménagement territorial. La récession économique et sociale, combinée avec les nombreux aspects controversés qui caractérisent les politiques nationales et européennes (Svimez, 2012), ont entraîné une évidente détérioration de la compétitivité territoriale et de la qualité urbaine, avec des effets extrêmement négatifs sur la démographie, l'emploi et l'éducation (Censis, 2013).

Au cours des dernières années, deux plans différents ont renouvelé le débat sur la régénération des villes du Sud : le Plan national pour la Ville et le Décret de Croissance.

En 2012, le Ministère des Infrastructures a lancé un plan spécial pour les villes, avec pour objectif la régénération des zones marginales frappées par la crise, et proposant la création de nouvelles infrastructures et des projets de développement urbain et de construction dans le domaine éducatif et social. En janvier 2013, 28 premiers projets ont été sélectionnés, dont 11 dans les villes du Sud.

Le Décret de Croissance, en phase avec l'agenda politique européen « Horizon 2020 » et focalisé sur la vision de la *smart city*, a lancé deux appels d'offres pour l'Italie du Sud : « Smart Cities and Communities » et « Social Innovation », initialement réservés uniquement aux villes du Sud. Le premier fait partie d'un programme plus général (l'Agenda

Numérique Italien), et a alloué deux cents millions d'euros au financement partiel de 38 projets expérimentaux, basés sur l'emploi des TIC dans plusieurs secteurs, dont la mobilité et les transports, la santé, l'éducation, la gouvernance en ligne par des solutions de *cloud computing*, le développement durable, l'efficacité énergétique, le tourisme et la culture. Le programme d'innovation sociale a, quant à lui, sélectionné 58 autres projets présentés par des jeunes des régions du Sud pour accéder au financement de quarante millions d'euros supplémentaires du Fonds européen pour le développement régional 2007-2013. Ces deux programmes ont été suivis par deux autres appels d'offres : l'un pour les « Smart Cities and Communities » consacré uniquement aux régions du Nord auxquelles ont été attribués des fonds à hauteur de sept cents millions d'euros, et l'autre pour les groupements d'entreprises de technologies de pointe de quatre cent huit millions d'euros, dont seulement quarante millions d'euros destinés aux régions du Sud. Désormais, même en Italie, la vision de la *smart city* devient un outil prioritaire pour la régénération, le développement et l'innovation de la ville.

Le projet *Syracuse Smart city* a été créé dans ce contexte à l'initiative du Bureau des Programmes Complexes et Des Politiques Communautaires (UPCPC) de la ville de Syracuse, promoteur d'une intense élaboration de projets et de leur élaboration et qui réalise auprès de ses bureaux de nombreuses activités d'animation, de négociation et de programmation des actions de transformation urbaine dont une part est liée aux politiques communautaires pour le soutien au développement (Ville de Syracuse, 2013, 2). Grâce à une activité de « gouvernance par projets », le bureau est particulièrement actif dans la proposition d'une vision résolument entrepreneuriale du développement urbain, destinée à renforcer le pouvoir attractif de la ville vis-à-vis des touristes et des investisseurs. C'est dans ce bureau qu'est née l'idée de proposer Syracuse comme ville *smart* et de participer à l'appel d'offres d'IBM « Smarter Cities Challenge » en lien avec les nouveaux objectifs de croissance, fondée sur l'innovation et la connaissance, identifiés pour la ville et définis dans les documents

produits par la municipalité et la province de Syracuse (Ville de Syracuse, 2013 ; Comité scientifique et technique PSP, 2011).

En 2012, Syracuse est la seule ville italienne à avoir été sélectionnée pour le programme d'IBM. Selon ce programme, IBM envoie une équipe d'experts en questions urbaines qui s'installe en ville pendant un mois et qui après avoir observé et vécu la réalité urbaine, mène des analyses, rencontre les parties prenantes, et établit un rapport contenant les lignes directrices pour le développement futur de la ville *smart*.

Le modèle que l'équipe d'experts IBM, en collaboration avec l'administration communale, a préparé pour Syracuse *smart city* peut servir, à notre avis, comme cas d'étude paradigmatique des processus de construction, de reproduction et de consolidation des formes de néolibéralisme dans le contexte urbain du Sud de l'Italie. Après avoir fait une analyse identifiant les « points forts » et les « points d'amélioration », l'équipe d'IBM élabore des recommandations qui peuvent constituer la structure pour le développement ultérieur de Syracuse (IBM, 2013, 9-13).

4 - Syracuse *smart city* et la réduction des villes et de la citoyenneté urbaine à une infrastructure technico-scientifique

Une première analyse des lignes directrices établies par les experts IBM montre comment l'innovation des mécanismes de régulation urbaine se lie à une logique d'organisation et d'aménagement territorial qui, d'une part, sélectionne selon des critères douteux les problématiques considérées comme prioritaires et, d'autre part, ramène l'ensemble de ces problèmes à une solution unique : gouverner selon les données (IBM, 2013, 14).

Cette phase initiale d'analyse critique du modèle *IBM Syracuse Smart City* veut mettre en évidence comment le rôle central, acquis par une grande industrie globale de haute technologie dans l'élaboration des orientations de développement de la *smartness* urbaine, soulève des questions et des doutes sérieux au sujet de la réduction

de l'idée même de ville et de citoyenneté, de la hiérarchisation des problèmes et des solutions, et de la reconfiguration de la gouvernance urbaine.

L'influence d'IBM est liée à la manipulation d'un assemblage socio-matériel complexe de relations, rationalités et technologies qui, d'abord, grâce au lancement d'initiatives telles que *Smarter Planet* et *Smart Cities Challenge*, a facilité la circulation du modèle entre les circuits transnationaux de transfert de politiques publiques et qui ensuite en guide la territorialisation locale grâce aux travaux de consultation effectués par les équipes d'experts (McCann, Ward, 2010).

Le cas de Syracuse *smart city* et le rôle que joue le rapport d'IBM en indiquant les lignes directrices pour le futur *smart* de la ville sont emblématiques du renforcement des politiques néolibérales de la ville et de l'extrême ingérence des acteurs privés et, par ailleurs, non locaux dans les problématiques et les choix de politique urbaine. Au nom d'une plus grande flexibilité, rapidité et efficacité, ces grandes entreprises sans aucune légitimité démocratique, jouent un rôle de plus en plus influent, devenant les principaux acteurs de l'idéalisation d'un modèle de gouvernance urbaine de plus en plus orienté et subordonné aux valeurs de type néolibéral telles que la croissance économique et l'efficacité urbaine. Ainsi, les questions liées à l'innovation sociale des problématiques urbaines ont tendance à être attribuées à des solutions qui concernent principalement l'innovation technologique (Hollands, 2008) et l'on assiste à une marginalisation progressive des visions alternatives de développement urbain et d'urbanisme numérique (Di Bella, 2012), souvent produites, par le bas, par les groupes et les populations les plus affectées par les choix effectués (Brenner, Theodore, 2002).

La vision élaborée par les consultants d'IBM semble donc caractérisée par une sorte de déterminisme technologique (Morozov, 2013), dont le risque le plus évident est de renforcer la dimension post-politique de l'élaboration des décisions et de la gouvernance urbaine. Bon nombre des recommandations pour la ville de Syracuse sont traduites dans le rapport en termes

d'exigences de données. Ainsi, par exemple, la première recommandation, « contrôler l'environnement » (IBM, 2013, 15), souligne l'exigence de développer un système intégré de suivi environnemental air, eau et territoire – et d'entreprendre la collecte systématique des informations qui ont un impact sur la ville. La recommandation « renforcer la capacité de collaboration » (IBM, 2013, 14) ,nécessite selon le rapport, l'accessibilité des données objectives, de sorte que la construction d'un dispositif commun d'acquisition d'informations et de données devient une priorité pour le développement de la prise de décision consciente et informée, susceptible d'améliorer à la fois l'efficacité opérationnelle à court terme et la planification stratégique à long terme.

Dans le rapport IBM, la ville est donc abordée selon une perspective technico-scientifique, comme une entité physique consistant en un immense conteneur de données disponibles grâce au développement des technologies et des outils mobiles de communication et de collecte, et à la diffusion croissante et à l'intégration progressive de capteurs spécifiques, fixes et mobiles, spatiaux et humains, dans les espaces publics et privés de la ville. Une fois que ces données ont été analysées, intégrées et partagées à l'aide de logiciels, algorithmes mathématiques et outils statistiques, selon la logique d'IBM, elles permettraient aux autorités urbaines une meilleure compréhension de la réalité et la mise en œuvre d'interventions, visant à optimiser l'utilisation des ressources disponibles et limitées (IBM, 2013).

En phase avec la même logique qui guide le modèle IBM à l'échelle mondiale, l'innovation de la gouvernance urbaine promue par IBM pour Syracuse *smart city* apparaît étroitement liée à la construction physique ou virtuelle d'un Centre d'Excellence (CE), c'est-à-dire un centre capable de renforcer la capacité de collecte, de traitement et d'analyse des données urbaines, de sorte qu'en utilisant des logiciels et algorithmes spécifiques, il serait possible d'obtenir des réponses automatiques et éclairées qui constitueront la base des interventions dans le domaine du développement durable, du tourisme, de la qualité de vie et du développement industriel. La vision

d'IBM pour Syracuse *smart city* indique, par conséquent, la nécessité de développer une nouvelle gouvernance, basée sur l'ingénierie, numérisée et technocratique du système territorial dans lequel les données urbaines sont proposées comme d'importantes sources objectives de compréhension qui impliquent l'expérimentation, la gouvernance et l'aménagement de la ville (Batty, 2013).

Comme un incubateur d'une nouvelle forme d'« intelligence artificielle », le CE devrait se faire médiateur et soutenir l'ensemble du fonctionnement de la *smart city*, selon un procédé destiné à supprimer ou, du moins, contenir l'inefficacité, le désordre et l'imprévisibilité, en développant un modèle de gouvernance basé sur la transparence des données et sur une série bien définie de critères clés. L'accent mis sur les techniques de régulation, facilitées par la disponibilité de données objectives et transparentes et par la possibilité d'élaboration avec des logiciels spécifiques, tend cependant à négliger la nature non neutre des premières comme des deuxièmes.

Dans ce contexte, les citoyens jouent un rôle important en tant qu'agents de connaissance, de régulation et d'actuation (Goodchild, 2007 ; Gabrys, 2014). D'une part, fonctionnant comme capteurs sociaux, volontairement ou non, les citoyens laissent des traces numériques qui peuvent être transformées en données et reliées aux espaces et services urbains, produisant de nouveaux paysages informatiques qui permettent une meilleure compréhension de l'environnement et, par conséquent, la mise en place de décisions plus éclairées (Rabari, Storper, 2013). D'autre part, l'engagement civique du citoyen *smart* est repensé en termes d'exploitation correcte du système (Gordon, Walter, 2013), par une rhétorique techno-politique qui réduit la question complexe de la citoyenneté urbaine en activités prévisibles et programmables de consommation de technologies et de production de données.

Le citoyen est ainsi réduit à un rôle d'usager d'un système rationnel et rationalisant, qui fonctionne d'une manière prévisible et disciplinée dans un ensemble de valeurs prédéfinies, et responsable de

la reproduction des processus de base de la ville. D'autre part, l'accessibilité même de ces données est présentée comme une condition préalable de connaissance et de transparence qui incite la participation des citoyens mêmes aux questions d'intérêt public, en devenant eux-mêmes les acteurs centraux non seulement dans la production d'un marché de plus en plus lucratif de données, où les entreprises privées, telles que IBM, peuvent plus directement s'impliquer dans la création de solutions innovantes pour le fonctionnement des systèmes urbains, mais surtout dans le maintien du *statu quo* de la ville et de la préservation de la structure du pouvoir qui la soutient. En fait, les comportements civiques imposés au citoyen *smart* par les interfaces et les moyens technologiques tendent vers les valeurs néolibérales d'efficacité, de prévisibilité et d'individualisme, qui répriment le plus le potentiel innovateur et démocratique de l'action civique.

Conclusion

À Syracuse, l'adoption croissante de paradigmes internationaux de développement urbain, comme celui de la *smart city*, constitue la manifestation d'un processus historique et spatial plus large qui a démarré dès les années 1990, caractérisé par l'adoption d'un néolibéralisme progressif dans la gouvernance urbaine des villes du Sud de l'Italie (Di Bella, 2014). L'expérimentation du modèle de la *smart city* est accompagnée par la diffusion d'idées et de valeurs liées à une citoyenneté appropriée et au bon fonctionnement de la ville, qui créent de nouvelles pratiques de contrôle des formes possibles de gestion de soi et des domaines d'action correspondants, en élargissant le spectre des dispositifs disciplinaires propres de la gouvernementalité que Vanolo ramène à la notion de « smartmentality » (Vanolo, 2014).

Cette réduction de la ville et de la citoyenneté apparaît comme un élément central dans le processus qui guide la construction de la vision IBM Syracuse *smart city* à travers des formes d'adaptation au contexte historique et géographique de la ville méridionale, qui mettent en avant les questions d'efficacité systémique,

de durabilité environnementale, et de l'attraction, protection et diversification des investissements urbains (IBM, 2013), selon des modalités qui intensifient la nature illimitée des possibilités proposées par l'urbanisme néolibéral.

Même si l'incidence réelle des travaux des consultants d'IBM ne peut encore être pleinement évaluée, il est manifeste que la vision et les technologies de la multinationale créent une sphère publique caractérisée par un niveau élevé d'asymétrie d'information et de complexité technique, où l'attention critique devrait s'adresser à la capacité du débat public à faire comprendre non seulement ce qui se décide, mais aussi comment, avec quels instruments, et surtout, selon quelles valeurs, orientations et priorités de tels instruments ont été développés et choisis.

L'alternative est que la *smart city* soit réduite à un nouveau modèle reproductible de développement urbain qui par la mobilisation de solutions technologiques accentue la dimension post-politique et post-idéologique de l'élaboration des politiques et de la gouvernance urbaine (Swyngedouw, 2009). L'apprentissage, le brassage et l'assemblage d'idées, de visions, de discours et d'orientations, qui tendent à incorporer dans une logique marchande même les discours les plus porteurs de valeurs démocratiques, inclusives, progressistes et écologiques, produisent un effet de dépolitisation ultérieure des processus d'élaboration des politiques par la circulation de solutions préfabriquées, à travers lesquelles les *diktats* néolibéraux mondiaux circulent globalement pour être reterritoriaux sous la forme apparemment neutre du pragmatisme des bonnes pratiques (Peck, Theodore, Brenner, 2012).

Dans cette perspective, l'étude du cas de Syracuse confirme que le modèle de la *smart city* représente un cas paradigmatique de modèle mobile de développement urbain orienté vers les valeurs néolibérales de la croissance économique et de la croissance du pouvoir des grandes multinationales dans la vie publique, qui en mélangeant les concepts, les idées, les perspectives et les valeurs, reconfigure de façon totalement nouvelle les régimes discursifs, les imaginaires, les

arrangements de la gouvernance urbaine et les mécanismes mêmes de régulation de la ville et de la citoyenneté urbaine. Il s'agit là d'un phénomène mondial pour lequel le Sud de l'Italie ne fait pas exception.

BIBLIOGRAPHIE

- Adorno S. (2009), "L'area industriale siracusana e la crisi ambientale degli anni settanta", in Adorno S., Neri Serneri S. (a cura di) *Industria ambiente e territorio. Per una storia ambientale delle aree industriali in Italia*. Bologna: Il Mulino, 267-316.
- Batty M. (2013), "Big data, smart cities and city planning", *Dialogues in Human Geography*, 3, 274-279.
- Brenner N., Theodore N. (2002), "Cities and the Geographies of Actually existing Neoliberalism", in Brenner N., Theodore N. (a cura di), *Spaces of Neoliberalism*, Malden: Blackwell, 2-32.
- Brenner N., Peck J., Theodore N. (2010), "Variegated neoliberalization: geographies, modalities, pathways", *Global Networks*, 10 (2), 182-222.
- CENSIS (2013), "La crisi sociale nel Mezzogiorno", *Note e Commenti*, 3-4, Roma.
- Città di Siracusa (2013). *Programmi, progetti ed attività di concertazione 2010-2013*.
- Comitato Tecnico Scientifico per la Pianificazione Strategica Provinciale (2011), *Documento di Indirizzo per la Pianificazione Strategica Provinciale di Siracusa*.
- Dines N. (2012), *Tuff City. Urban Change and Contested Space in Central Naples*, New York, Berghahn Books.
- Di Bella A. (2012), "Digital Urbanism in Southern Italy", *International Journal of E-Planning Research*, 1 (4), 73-87.
- Di Bella A. (2014), "Actors, imaginaries and policies of urban regeneration in Southern Italy: towards a smart urbanism?", *Geoprogess Journal*, 1 (2), 53-70.
- Di Guardo G., Minozzi L., Alessandra I. (2012), *I progetti di qualità nelle città di antica fondazione*, Comune di Siracusa.
- Gabrys J. (2014), "Programming environments: environmentality and citizen sensing in the smart city", *Environment and Planning D: Society and Space*, 32, 30-48.
- Gibbs D., Krueger R., Mac Leod G. (2013), "Grappling with Smart City Politics in an Era of Market Triumphalism", *Urban Studies*, juin, 13, 2151-2157.
- Giffinger R. e al. (2007), *Smart Cities: ranking of European medium-sized cities*. http://www.smart-cities.eu/download/smart-cities_final_report.pdf.
- Goodchild M. F. (2007), "Citizens as sensors: the world of volunteered geography", *GeoJournal*, 69, 211-221.
- Gordon E., Walter S. (2013), *The Good User: Tech-Mediated Citizenship in the Contemporary American City*. <http://www.chrono-synclastic-infundibulum.com/PDFs/GoodUser.pdf>
- Gravagno F., Messina S. (2005), "Il paesaggio plurale", *Area Vasta*, n. 10/11, 77-88.
- Hollands R. G. (2008), "Will the real smart city please stand up? Intelligent, progressive or entrepreneurial?", *City*, 12 (3), 303-320.
- IBM (2013), *Smarter Cities Challenge. Siracusa*. Rapporto finale.
- ICOMOS (2005), *Advisory body evaluation*.
- Karvonen A., van Heur B. (2014), "Urban laboratories: Experiments in reworking cities", *International Journal of Urban and Regional Research*, 38 (2), 379-392.
- Keil R. (2009), "The urban politics of roll-with-it neoliberalization", *City*, 13 (2-3), 231-45.
- Kitchin R. (2014), "The real time city? Big data and smart urbanism", *GeoJournal*, 79, 1-14.
- Klauser F. (2013), "Through Foucault to a political geography of mediation in the information Age", *Helvetica Geographica*, 68, 95-104.
- McCann E. (2011), "Urban policy mobilities and global circuits of knowledge: toward a research agenda", *Annals of the Association of American Geographers*, 101, 107-130.
- McCann E., Ward K. (2010), "Relationality/territoriality: toward a conceptualization of cities in the world", *Geoforum*, 41, 175-184.
- Morozov E. (2013), *To save everything, click here: The folly of technological solutionism*, New York, Public Affairs.

- Peck J., Tickell A. (2002), "Neoliberalizing space", *Antipode*, 34 (3), 380-404.
- Peck J., Theodore N., Brenner N. (2012), "Neoliberalism Resurgent? Market Rule After the Great Recession", *South Atlantic Quarterly*, 111 (2), 265-288.
- Prince R. (2012), "Policy transfer, consultants and the geographies of governance", in *Progress in Human Geography*, 36 (2), 188-203.
- Rabari C., Storper M. (2013), "The Digital Skin of the City", Working papers du Programme Villes & territoires, Pargi, Sciences Po, http://www.sciencespo.fr/chaire-developpement-durable/sites/sciencespo.fr.chaire-developpement-durable/files/61_2013_Cities_back_Storper_Rabari.pdf.
- SVIMEZ (2012), *Rapporto sull'Economia del Mezzogiorno*. Bologna, Il Mulino.
- Swyngedouw E. (2009), "The Antinomies of the Postpolitical City", *International Journal of Urban and Regional Research*, 33 (3), 601-620.
- Townsend A. M. (2013), *Smart cities. Big data, civic hackers and the quest for a new utopia*, new York, Norton & company.
- Vanolo A. (2014), "Smartmentality: The Smart City as Disciplinary Strategy", in *Urban Studies*, 51 (5), 883-898.



Trasformazioni del paesaggio urbano come risposta alla crisi: ambizioni, discorsi e strumentalizzazioni culturali a Cagliari

*Les transformations du paysage urbain
comme réponse à la crise : ambitions,
discours
et instrumentalisation de la culture à Cagliari*

Raffaele CATTEDRA

Università di Cagliari e Università di Montpellier 3

Marcello TANCA

Università di Cagliari

Résumé : *Le potentiel de projets culturels dans l'activation de processus de développement territorial et de retombées économiques et sociales présumées vertueuses est devenue une acquisition presque banale qui risque, souvent, d'aboutir à une simple rhétorique. Dans un contexte néolibéral de gouvernance urbaine, le recours à la culture, conçue comme un outil « noble » du développement, implique une série de valeurs liées à la créativité et au patrimoine historique, monumental architectural/artistique. Ces dernières interagissent avec les dispositifs typiques de la communication tels que le marketing et le branding urbains: on assiste ainsi à une intense production d'images, de discours et de représentations (voués au consensus politique) qui veulent faire de la ville un produit concurrentiel en essayant d'intercepter des flux de capitaux et de touristes internationaux. De tels processus ne sont pas sans provoquer des effets sur la transformation du paysage urbain.*

Le cas de Cagliari est à sa manière emblématique, car il montre la variété controversée des formes que peut prendre la culture, même dans un contexte local et provincial, quand il est utilisé dans une fonction thaumaturgique, en tant que solution de tous les problèmes la ville. Au cours de la décennie 2001-2010, puis par la suite, sur le fil rouge d'une rhétorique qui voit Cagliari promue de « Capitale de la Méditerranée » à candidate

finaliste (déçue) de Capitale européenne de la Culture », nous assistons à une séquence de « réponses » générés par des projets, des slogans et des interventions qui visent à enrayer la perte de centralité du chef-lieu sarde par la création de lieux/événements qui devraient en enrichir l'offre culturelle, agissant comme des attracteurs potentiels des flux financiers et touristiques.

Nous nous demandons combien derrière certaines stratégies publiques de requalification et de reconversion culturelle d'espaces et de friches urbaines, apparemment destinés à répondre aux exigences des habitants, il ne se dissimulent pas des intérêts privés qui soutiennent, découlent voire anticipent les nouvelles normes standardisées d'entrepreneurialisation de la ville et de ces espaces.

Mots clefs : Cagliari, ville néolibérale, crise urbaine, culture, rhétorique, image, paysage

Riassunto: *La potenzialità dei progetti culturali nell'attivare processi di sviluppo territoriale e presunte ricadute economiche e sociali virtuose è diventata un'acquisizione quasi banale che rischia spesso di tradursi in una mera retorica. In un contesto di trasformazione neoliberale della governance urbana, il ricorso alla cultura,*

come risposta alla crisi e intesa come strumento “nobile” di sviluppo, chiama in causa una serie di valori legati alla creatività e al patrimonio storico, monumentale, architettonico/artistico; questi interagiscono con i dispositivi tipici della comunicazione come il marketing e il branding urbano. Si assiste così a un’intensa produzione d’immagini, di discorsi e di rappresentazioni (volti a creare consenso politico) che vogliono rendere competitive e attrattive le città, tentando di intercettare capitali e flussi turistici internazionali. Tali processi producono tuttavia effetti sulla trasformazione del paesaggio urbano.

Il caso di Cagliari è a suo modo emblematico, perché palesa la controversa varietà delle declinazioni che può assumere la Cultura, anche in un contesto locale-provinciale, quando venga utilizzata in funzione taumaturgica, come soluzione di tutti i problemi della città. Nel decennio 2001-2010, e poi successivamente, sul filo rosso di una retorica che vede Cagliari promossa da “Capitale del Mediterraneo” a candidata finalista a “Capitale europea della cultura 2019”, vediamo il prodursi di una sequenza di “risposte” generate da slogan, progetti e interventi che mirano ad arginare la perdita di centralità del capoluogo sardo attraverso la creazione di luoghi/eventi che ne dovrebbero arricchire l’offerta culturale, fungendo da potenziali attrattori di flussi finanziari e turistici. Ci chiediamo quanto dietro alcune strategie pubbliche di riqualificazione e di riuso culturale di spazi riconvertiti, apparentemente destinate a rispondere alle esigenze dei cittadini, si possano invece palesare interessi privati che sostengono, scaturiscono o anticipano le nuove norme standardizzate di imprenditorializzazione della città e dei suoi spazi.

Parole chiave: Cagliari, città neoliberale. crisi urbana, Cultura, retorica, immagine, paesaggio.

Introduzione

In articolazione con una ricerca più ampia e in itinere che coinvolge altri geografi di Cagliari, questo contributo intende riflettere su come la dimensione culturale sia adottata o strumentalizzata nei discorsi e nelle trasformazioni (che questi annunciamo o accompagnano) che riguardano la città, come una possibile risposta ai problemi che la “questione” della crisi mette in gioco. Tali pratiche (ad un tempo discorsive e performative) intervengono in un contesto legato ai processi di ristrutturazione

dell’economia in chiave postfordista. Questi comportano, fra l’altro, la ridefinizione del rapporto tra Stato e mercato, la profonda trasformazione del welfare, il consolidamento di un nuovo regime pubblico-privato nella fabbricazione della città e la conseguente ricomposizione della sua geografia sociale, ivi comprese delle forme di resistenza¹.

Si tratta di individuare da un lato le modalità attraverso le quali, negli ultimi vent’anni, si “materializza” nella retorica politica l’idea di una crisi della città di Cagliari (precedente all’ultima crisi economico-finanziaria ma con la quale va a sovrapporsi); dall’altro di considerare quegli elementi del paesaggio urbano sui quali questa rappresentazione viene argomentata e costruita, o su cui va a incidere.

La nostra ipotesi è che il ricorso ai valori “taumaturgici” della cultura rappresenti il Cavallo di Troia per legittimare politiche e azioni neoliberali sulla città, nelle quali quasi si confondono ambigualmente interventi pubblici di effettivo valore ma anche interessi speculativi da parte di privati, che possono avere conseguenze negative sulla sua geografia sociale. Questa ipotesi è argomentata attraverso l’analisi dei discorsi e delle realizzazioni (mancate o avvenute) di alcuni progetti fondati su esplicite valenze, ambizioni e/o strumentalizzazioni a carattere culturale e simbolico che comportano anche l’ambizione di una proiezione della città sulla scena internazionale.

1. Il discorso sulla “crisi” urbana e l’emergere della dimensione metropolitana

Declino, indebolimento, staticità, e poi ancora abbandono, incertezza, degrado...: la ruvida concordanza nel lessico utilizzato dagli studiosi delle scienze sociali nel descrivere la condizione urbana di Cagliari, a partire dagli anni ’80, non lascia spazio ai dubbi (Masala, 1996; Ortu, 2004). Di là delle differenze di registro, le diagnosi concordano nel rilevare un innegabile indebolimento strutturale cui va incontro la città nei primi anni ’90 e che si

¹ Fra l’ampia bibliografia su questo tema e in particolare sull’area mediterranea, si rinvia a Harvey 2001; 2012; Brenner, Theodore, 2002; Davis, 2007; Palidda 2011; Florin, Legros, Troin, 2014; Gintrac, Giroud, 2014.

riflette nel discorso politico-mediatico, come nell'immaginario collettivo.

Evidentemente, questo non è un caso unico, e partecipa di un più ampio discorso sulla "crisi" – oggettiva quanto di percezione collettiva, politica o scientifica – di cui tante città, italiane ed europee, sono state oggetto e con cui si sono confrontate negli ultimi trent'anni. Da questo punto di vista Cagliari sembra pienamente inserita nel nuovo ciclo di trasformazioni territoriali che investono il paesaggio urbano delle città italiane (Lanzani, 2003). In primo luogo, la tendenza al ridimensionamento della popolazione urbano-concentrata che porta con sé una crescita demografica nei contesti periurbani e una perdita generalizzata di popolazione residente nelle cosiddette città compatte. In secondo luogo, una densificazione nei territori diffusi a scapito delle medie e grandi città, con il moltiplicarsi di dinamiche e forme di mobilità (messe in atto da soggetti economici dispersi nel territorio) "da" e "verso" la città, sempre più meta, nelle ore diurne, di pendolari e di users che si spostano per ragioni lavorative e/o di consumo.

Cagliari non fa eccezione, partecipando alle trasformazioni formali e materiali innescate da questi processi. Se da un lato la città mantiene intatto il ruolo di principale centro urbano e di sede politica, amministrativa ed economica della Regione Autonoma della Sardegna (RAS) – che ne configura la sua identità simbolica –, dall'altro sembra perdere la preziosa funzione di porta, filtro o "cerniera" (Boggio, 2002) tra l'isola, con le sue aree interne, e i contesti territoriali più ampi di quello regionale (alla scala mediterranea, nazionale e internazionale). Tale annullamento delle funzionalità, come pure della messa in evidenza della crisi dell'identità della città, soprattutto nella sua funzione economica riconfigurata nei decenni successivi al secondo dopoguerra (industria pesante, manifatturiero, costruzioni) ma letta anche nella sua dispersione metropolitana non del tutto pianificata, emerge ancora più chiaramente se ci rivolgiamo alla lettura di alcuni dati statistici che, pur con i limiti che questi comportano, possono offrire dettagli circa la reale consistenza di questa fase critica, permettendo di inquadrarne le dinamiche essenziali.

A partire dagli anni '80, emerge innanzitutto un processo di decremento demografico e di invecchiamento della popolazione di Cagliari, la cui area comunale nei primi anni '70 aveva raggiunto la cifra record di oltre 220.000 abitanti. Nel giro di trent'anni (1981-2011), perdendo quasi 50.000 unità, la popolazione comunale residente si assesta nel 2011 a meno di 150.000 abitanti². La forte flessione del capoluogo rimanda a un processo di contro-urbanizzazione o dispersione della popolazione che è legato alla scelta di molti nuclei familiari di lasciare la città in cerca di una sistemazione residenziale economicamente più vantaggiosa o confortevole nei centri dell'hinterland³, laddove l'Area urbana estesa vede crescere il proprio peso numerico, raddoppiando i propri abitanti (+86.564) per superare abbondantemente le 400.000 unità (vedi tab. 1).

Tab. 1: Confronto dell'evoluzione demografica tra i comuni dell'Area Vasta e Cagliari (fonte: rielaborazione dati ISTAT)

	1981	1991	2001	2011
Comuni dell'Area Vasta (tranne Cagliari)	176.371	215.233	243.909	262.935
Cagliari	197.517	183.659 - 7%	164.249 - 10,6%	149.883 - 8,7%
Totale	373.888	398.892	408.158	412.818

Questo spopolamento "fuori standard" (Fara, 2004, 387) ha tuttavia a che fare non solo con la "fuga dalla città" ma anche con un altro fenomeno concomitante: il rallentamento della natalità e l'invecchiamento della popolazione residente (tab. 2 e 3). Nel trentennio 1981-2011, la percentuale di popolazione giovanile (da 0 a 25 anni) di Cagliari diminuisce del 10% ogni dieci anni, parallelamente, la popolazione invecchia con un ritmo sempre più veloce: triplica il

² Di fatto, il declino demografico è solo in minima parte debitore del distacco amministrativo di alcune frazioni che ridiventano comuni autonomi (Quartucciu nel 1983, Elmas nel 1989 e Monserrato nel 1991).

³ In sostanza, tra i 16 comuni dell'Area Vasta metropolitana (Assemini, Cagliari, Capoterra, Decimomannu, Elmas, Maracalagonis, Monserrato, Pula, Quartu S.E., Quartucciu, Sarroch, Selargius, Sestu, Settimo S. Pietro, Sinnai, Villa S. Pietro), Cagliari risulta essere, l'unico che registra una perdita consistente di popolazione (-47.634), laddove l'Area vede crescere il proprio peso numerico, raddoppiando i propri abitanti (+86.564).

numero degli abitanti da 65 anni in su che passa dal 9,3% del 1981 al 18% del 2001 e al 24,3% del 2011.

Tab. 2 : Composizione della popolazione di Cagliari: popolazione da <5 anni a 25 anni (fonte: rielaborazione dati ISTAT e Atlante demografico di Cagliari 2011)

1981	1991	2001	2011
43,3%	33,5	22,6%	19,35%

Tab. 3 : Composizione della popolazione di Cagliari: popolazione over 65 anni (fonte: rielaborazione dati ISTAT e Atlante demografico di Cagliari 2011)

1981	1991	2001	2011
9,3%	12,5%	18%	24,37%

Un altro elemento di questa fase involutiva di “depotenziamento della struttura urbana” (Abis, Corti, 2003, 104) è rappresentato dal dato relativo all’incidenza degli edifici ad uso abitativo per epoca di costruzione. Se si confronta la situazione di Cagliari con quella dei 5 comuni più popolati dell’Area Vasta nel 2001, appare evidente quanto bassa sia nel capoluogo la percentuale di edifici ad uso abitativo costruiti dopo il 1991 (appena il 4,9% rispetto al 78,9% se si sommano i 5 comuni in questione) (tab 4).

Tab. 4 : Edifici a uso abitativo, percentuale per epoca di costruzione (fonte: Comune di Cagliari, 2001)

	Abitanti 2001	Abitazioni edificate prima del 1945	Abitazioni edificate tra il 1946 e il 1971	Abitazioni edificate tra il 1971 e il 1991	Abitazioni edificate dopo il 1991
Cagliari	164.249	25,7%	43,2%	26,2%	4,9%
Quartu	68.040	7,9%	23,3%	58,3%	10,4%
Selargius	27.440	10,1%	27,1%	41,2%	21,5%
Assemini	23.973	7,5%	29,0%	49,0%	14,5%
Capoterra	21.391	3,3%	19,6%	53,0%	24,2%
Monserrato	20.829	19,2%	38,2%	34,3%	8,3%

Sul fronte degli indicatori economici, invece, una prima flessione sensibile concerne il valore aggiunto procapite nella provincia di Cagliari che, seguendo il trend della Sardegna e più in generale del Mezzogiorno, scende tra il 1971 e il 1991 dall’84% al 78,8%, per

poi risalire nel primo decennio 2000 (Istituto G. Tagliacarne, 2012). Si aggiunge negli anni 1991-2001 un decremento degli addetti alle unità locali delle imprese e delle istituzioni di Cagliari, contro un incremento di quelli degli altri comuni della provincia.

Il tasso di disoccupazione della provincia (Istat) registrato nel 2001 (il 19,39% contro l’11,6% del dato nazionale) è legato anche al calo dell’industria e dei suoi addetti e si riflette nelle grandi fabbriche dismesse che lasciano dei “vuoti urbani”, in particolare nel paesaggio della zona ovest di Cagliari, delimitata dal parco ferroviario e dal bacino portuale e sviluppatasi nel corso degli anni in maniera episodica e disordinata: propaggine della città nella direttrice d’ingresso dell’area industriale che appare caratterizzata da ingenti episodi di degrado urbanistico ed edilizio⁴.

Una più completa comprensione del peso della crisi di Cagliari non può però essere raggiunta senza un richiamo al tema della decadenza del suo paesaggio urbano. È bene precisare fin d’ora che quando usiamo l’espressione “paesaggio urbano” ci riferiamo al fatto che questo, per effetto dell’*arguzia* di cui parla Farinelli (1992), evoca al tempo stesso la cosa e la sua immagine, senza che si riesca a distinguere l’una dall’altra; questo ci permette di evidenziare la duplice valenza degli interventi sulla dimensione paesaggistica della città: questi non si limitano a lambire, in superficie, la configurazione degli spazi e la fisionomia dei luoghi (l’immagine), ma vanno a toccare, nel profondo, le pratiche effettive di costruzione della cittadinanza, i rapporti di forza e gli interessi economici che stanno dietro ad essi (la cosa). Ora, se – come mostrano i dati riportati – nell’ultimo scorcio del XX secolo il quadro socioeconomico e demografico di Cagliari (la “cosa”) mostra segni di instabilità e debolezza, per effetto della continuità tra le “facce” del paesaggio dovrà essere possibile riscontrare analoghi effetti di debolezza non soltanto al livello infrastrutturale giudicato,

4 In quest’area erano localizzate le ex-Cementerie di Sardegna, tra le più vecchie industrie dell’isola, distrutte nei primi anni 2000, per far posto ad un’operazione di speculazione edilizia, oggi sede del quotidiano *L’Unione Sarda* e di un cinema multisala) (cfr. articolo Memoli, Puttilli in questa stessa sede vedi nota 20).

da qualunque lato lo si guardi (aeroporto, Porto Canale, capacità alberghiera, patrimonio edilizio scolastico, ecc.) inadeguato o insufficiente, ma anche a quello *dell'immagine della cosa*, vale a dire della fisionomia e della configuratività dei luoghi (spazi e arredi urbani, decoro architettonico, ecc.). Ciò trova conferma nelle critiche formulate da diversi autori, tutti concordi nel rilevare l'indebolimento strutturale di una "città senza qualità" (Corti, 1999), "statica" (Ortu, 2004), nella quale si moltiplicano i vuoti urbani, anche in aree centrali (Masala, 1996). La crisi di Cagliari come crisi del suo paesaggio perdura fino agli inizi degli anni 2000 ad es. nel disinteresse degli amministratori nei confronti dei quartieri storici, vittime di una *reductio* a «serbatoio di alloggi a basso prezzo per i residenti meno abbienti e per gli immigrati da poco tempo» (ivi, 289); la città storica, il cuore di Cagliari, "è quasi impresentabile agli stranieri", priva com'è di "livelli di qualità e decoro"; cosicché il suo centro appare "sporco e sregolato nelle forme architettoniche" (Cadinu, 2004, 306). Questo diffuso indebolimento appare, non a caso, come uno dei principali enjeux con cui si sono misurati i piani urbanistici predisposti dal Comune di Cagliari nel corso degli anni '90 e 2000, nelle loro diverse varianti e scale. Il tono di questi Piani denuncia in effetti la crescente difficoltà da parte delle amministrazioni comunali di mettere a punto strategie e strumenti operativi adeguati al governo della crescente complessità territoriale, nonché di contrastare i nuovi problemi posti da una realtà che attraversa una fase cruciale di ridefinizione strutturale degli assetti sociali, economici e politici. Così, *il Piano Quadro per il recupero del centro storico* (1996) muove dagli "evidenti limiti strutturali di strumenti urbanistici comunali ormai datati e inadeguati a governare le trasformazioni indotte dai complessi fenomeni territoriali in atto" (Comune di Cagliari, 1996, 27), per evidenziare il "disinteresse diffuso per l'ambiente e le parti sensibili del territorio", unito al "forte degrado" che "sta portando la vita nei quattro quartieri storici ad uno stadio di non ritorno". Più esplicitamente il *Piano Urbanistico Comunale* del 1995-97 rileva una serie di tendenze negative, segnali evidenti di un modello involutivo che si è impadronito della città: *perdita di efficienza*

del sistema urbano e di qualità dei luoghi, incremento degli *squilibri*, *saturazione* della città compatta, assenza di una direzionalità progettuale. Ancora una volta, anche a livello terminologico, ritroviamo la denuncia di una situazione di stallo o di crisi, che ha degli effetti nocivi sugli equilibri e le funzioni urbane: "La prima riflessione sulla città – scrivono gli estensori del *Piano* – mette in luce conflittualità irrisolte, antagonismi non proficui, antinomie evidenti che marcano non solo i caratteri fisici della città, ma che ne annullano funzionalità e identità" (ivi, 85).

Rispetto al quadro di crisi e al degrado del paesaggio urbano, le "ricette" individuate come possibili vie di uscita saranno da un lato un intenso lavoro (verso l'interno) di ristrutturazione e riqualificazione o costruzione *ex novo* della sua qualità e decoro e, dall'altro, il progressivo, ma non lineare, processo di elaborazione (verso l'esterno) di un' "Area vasta" di Cagliari, rimasto ancora ad una fase discorsiva e di principio o di intenti, che alla sua effettiva attuazione territoriale. Tale processo, oggetto di un Patto Territoriale approvato nel 2000 e reso esecutivo nel 2002, sarà incentrato sull'idea della realizzazione di sei interventi infrastrutturali di tipo stradale, industriale e urbanistico (Boggio, Memoli, Rossi, 2008, 160). Tale idea ritornerà nel primo "Progetto Guida" del *Piano Strategico* (2007)⁵, denominato "cittadini della grande Cagliari", che propone come chiave dello sviluppo locale la ridefinizione del concetto di centralità territoriale (di Cagliari) in termini relazionali e *coordinati, policentrici e distributivi*. Secondo gli estensori del piano, questa strategia comporterebbe due obiettivi paralleli: da una parte la diluizione delle tensioni e delle contraddizioni proprie del capoluogo nella sua area metropolitana (che muove i primi passi di una sua plausibile costituzione in relazione alle attuali riforme territoriali nazionali)⁶; dall'altra, la messa in campo di operazioni di marketing territoriale, definite come "strategiche per la governance" e inserite per altro in una rete nazionale ed internazionale delle cosiddette "città strategiche" (RECS).

5 Il testo definitivo del piano strategico verrà definitivamente approvato dal consiglio comunale di Cagliari nel settembre 2009.

6 Legge 56/2014 (cf: Bellino, Cattedra, Memoli, Puttilli, 2015 in corso di stampa).

2 - Il discorso di superamento della crisi fra marketing urbano, nuova realtà metropolitana e ambizione internazionale: da “Città capitale del Mediterraneo” a “Città Capitale europea della Cultura”

Se, nella seconda metà degli anni '90, il ciclo espansivo della “crescita senza sviluppo” di Cagliari sembra essersi definitivamente esaurito (Peluso, 1997, 76), nello stesso periodo si materializza nella retorica politica – quindi nelle azioni e nelle progettualità che interessano la città – una nuova visione del superamento di questa situazione di stallo. Dalla fine degli anni '80, pur se non in maniera immediata, anche sulla città di Cagliari si riflettono le conseguenze dei processi innescati dalla caduta del Muro di Berlino e dalla fine dei grandi blocchi contrapposti, i quali aprono alla scala mondiale una fase nuova, variamente definita come globale, postmoderna, postfordista o della *new economy* che esprime, ad ogni modo, un imprinting o una svolta neoliberale. Dopo la cessazione delle crescite urbane, la fase di rilancio della politica delle città è affidata sempre più a strategie di taglio neoliberale imperniate sulla capacità di dar vita ad iniziative volte ad attrarre capitali (Pinson, 2009). Ed è all'interno di questa nuova matrice che si fa strada nel discorso e nell'azione urbana il ricorso sempre più intenso alla dimensione culturale, spesso declinata in termini sensazionalistici o spettacolari (il “grande evento” che fa circolare sui media il nome della sede che lo ospita). Utilizzata in molti casi come un “cavallo di Troia”, la nostra ipotesi è che la *Cultura*, mentre catalizza investimenti e risorse finanziarie statali, europee e/o private, al tempo stesso maschera, occultandole, operazioni più o meno disinvolute di speculazione immobiliare e di erosione del *welfare*. Paradossalmente nella valorizzazione della città il ricorso alla cultura intesa come sfera nobile di sviluppo che chiama in causa una serie di valori legati alla creatività e al patrimonio storico, monumentale, architettonico/artistico – dunque percepiti in termini positivi e “alti” –, interagisce ora in maniera sistemica con il ricorso a strumenti propri della comunicazione di massa come il marketing e il *branding* urbano: ossia alla produzione di immagini, di paesaggi, di discorsi e di rappresentazioni (la

cui efficacia si misura nella capacità di creare consenso), che vogliono rendere competitive e attrattive le città, tentando di intercettare capitali e flussi turistici internazionali⁷.

Vanno tuttavia considerati alcuni aspetti salienti che contribuiscono a caratterizzare questo nuovo corso urbano. In primis, il fatto che non basta più il grande evento in sé: la ristrutturazione o la rigenerazione urbana che l'accompagna ha bisogno di tempi più lunghi, e quindi si dà spazio all'idea della sostenibilità e della durabilità, ovvero alla necessità di una riconversione ordinaria delle infrastrutture realizzate, una volta l'evento terminato. Si tratta soprattutto di prendere atto del fatto che le città hanno bisogno di una strategia di accumulazione di “occasioni” (Indovina, 1993), per tenere il passo della concorrenza. Così, fra interventi progettuali, urbanistici e architettonici di grande o medio rilievo, di scala più o meno metropolitana, forum, manifestazioni, incontri, esposizioni a carattere internazionale e di grido, tante città cercano di accumulare incontri di varia natura⁸.

⁷ L'esempio forse più eclatante di questo nuovo corso è probabilmente quello di Bilbao (Rossi, Vanolo, 2010) che, da città manifatturiera e industriale in declino, va incontro nel corso degli anni '90 ad una serie di trasformazioni materiali e simboliche che ne ridisegnano il profilo, imponendola sulla scena internazionale grazie ad una serie di interventi che la dotano di importanti risorse infrastrutturali (grattacieli, un nuovo aeroporto, un ponte disegnato dall'architetto Calatrava, e ciò a partire dalla realizzazione del nuovo museo Guggenheim). Per restare nel contesto mediterraneo e in particolare in relazione alle città marittime, il 1992 segna un momento emblematico di questo nuovo corso: Barcellona si lancia nei Giochi olimpici, mentre Genova organizza l'esposizione per il V centenario della scoperta dell'America e Siviglia accoglie l'esposizione universale su un tema omologo, quello delle scoperte. Possiamo così ricordare il G7 a Napoli nel 1994 che dà avvio al cosiddetto ed effimero “Rinascimento napoletano”, e poi tutta una serie di città Capitali europee della cultura: Salonicco (1997), Genova (2004), Patrasso (2006), Istanbul (2011), Marsiglia (2013), di altre città come Atene che accolgono i giochi Olimpici (2004), o di Valencia per l'America's Cup (2007); e poi di tante altre che si sono candidate, senza però esito positivo, per accogliere mega eventi di tutti i tipi (culturali, sportivi, religiosi, politici), investendo ad ogni modo in questa direzione.

⁸ Si pensi a Genova: al G8 e al Social Forum di (2001) che anticipano la Capitale europea della cultura del 2004; a Barcellona: al Forum internazionale delle culture di del 2004, oltre un decennio dopo i Giochi olimpici; a Marsiglia: dove il progetto Euromediterrané diventa volano per la Capitale europea della cultura del 2013.

Da ciò emerge chiaramente che nel ventaglio politematico di opportunità evenemenziali turismo e cultura in senso lato costituiscono la *pièce maitresse* delle nuove strategie metropolitane, da ritenersi come un toccasana che può taumaturgicamente far cambiare il passo della città e proiettarla nel mondo. Ma questa dimensione si incrocia alla bell'e meglio con gli utensili in voga nei processi – o meglio negli slogan – della governance (i cosiddetti tavoli della partecipazione), con la ricerca di investimenti, con l'emergere di visioni e strategie di pianificazione sempre più di tipo metropolitano, nonché con la loro messa in rete, con il nuovo ruolo degli attori locali che si confronta, più o meno rudemente, con il cosiddetto "ritiro dello Stato" e, poi, in seguito all'emergere della crisi finanziaria sul finire del primo decennio 2000, con la cosiddetta "spending review".

Sebbene con qualche ritardo rispetto alle città che fanno da precursore, Cagliari si inserisce anch'essa in questa dinamica, con il miraggio di poter superare la frustrazione del suo ruolo di città provinciale, e con l'ambizione di ritagliarsi un proprio autonomo spazio di manovra attraverso la sua funzione di "capitale" di una regione insulare. Il decennio 2001-2011 vede così sistematicamente l'affermarsi di questa nuova "politica dell'evento" che dà luogo a una vera e propria riscrittura della città – a un tempo discorsiva e simbolica, ma anche fisica e materiale –, di volta in volta teorizzata, anticipata, difesa o ribadita nei discorsi e nelle scelte operate dalle due giunte guidate dal sindaco Emilio Floris, tuttavia in continuità con l'eredità politica dei suoi predecessori (in primis con l'amministrazione dell'ex sindaco Mariano Delogu, in carica dal 1994 al 2001).

Ciò avviene in una fase cruciale e non priva di contraddizioni e di contrasti: da una parte l'ascesa politica alla scala regionale di Renato Soru, imprenditore e patron di Tiscali, che nel 2004 diventa Presidente della Regione a guida di una coalizione di Centrosinistra; dall'altra, alla scala nazionale, il ritorno alla guida del governo di Silvio Berlusconi a capo di una coalizione di Centrodestra (a cui appartengono sia Delogu che Floris). In questo decennio, in cui prende avvio in contemporanea la nuova stagione del discorso sulla pianificazione

strategica in Sardegna (Borelli, 2010) e sul suo manifestarsi sotto forma di creazione di "rete", è evidente lo sforzo delle amministrazioni comunali cagliaritanee di costruire e imporre una nuova immagine della città attraverso l'individuazione di un "brand urbano" spendibile sulla scena nazionale e internazionale in grado di captare le opportunità offerte dal mercato globale⁹. D'altra parte quest'operazione di riscrittura, per avere delle *chance* di successo deve produrre un'immagine nuova, diversa e ben radicata (Ceccarelli, 1997). Questi sono i requisiti che decretano, a cavallo del nuovo secolo, il "successo" della strategia di sviluppo urbano che le classi dirigenti di Cagliari tentano di mettere in atto, come si evince dal *Piano Strategico* (Comune di Cagliari, 2007). Si tratta secondo gli autori di uno dei più importanti atti di pianificazione strategica adottati dal Comune, utile dal punto di vista di un'analisi critica "per comprendere l'evoluzione più generale dell'esperimento di pianificazione strategica a Cagliari", che consente di "mettere a fuoco vecchie e nuove basi sociali – vale a dire, la sfera degli interessi emergenti e l'eredità di relazioni e interazioni fra gli attori – sulle quali tale esperienza concretamente dovrebbe fondarsi" (Boggio, Memoli, Rossi, 2008, 158). Una delle preoccupazioni che ricorre con maggiore frequenza è proprio quella dell'ossessione per l'immagine¹⁰. L'immagine "nuova, diversa e ben radicata", nella quale trova sintesi il progetto della città è, non a caso, lo slogan *Cagliari, capitale del Mediterraneo*, che ha giocato un ruolo centrale nelle politiche portate avanti dal sindaco Floris nei suoi due mandati. Questo slogan, su cui Floris ha costruito la propria campagna elettorale, ha rappresentato di fatto il *refrain* ossessivo della sua amministrazione. La Capitale del Mediterraneo diventa:

9 U. Rossi e A. Vanolo definiscono come "politica del mimo" questi tentativi messi in atto da molte amministrazioni comunali di imitare, in molti casi in maniera pedissequa, le strategie di maggior successo (2010, 102).

10 Come attestano i seguenti riferimenti tratti dal Piano strategico: - "fornire all'esterno un'immagine prestigiosa e qualificante" (Comune di Cagliari, 2007a, 75); - "produrre un'immagine positiva del fenomeno urbano" (ivi, 109); - "migliorare l'immagine della città verso l'esterno" (Comune di Cagliari, 2007b, 83); - "valorizzare, a livello globale, la nuova immagine della città" (Comune di Cagliari, 2007c, 132).

“un concetto chiave che l’attuale giunta ha posto all’attenzione dei Cagliariitani e dell’intera Sardegna fin dall’anno 2001, la cui sfida è stata quella di avviare Cagliari verso la trasformazione in città moderna e internazionale, in grado di competere nei nuovi scenari euro-mediterranei, città di mare e ambiente, luogo ideale per vivere e lavorare, meta internazionale ambita e ricercata per visitatori e turisti”

(Estratto dal *Piano Strategico della città di Cagliari*, 2009).

Questo slogan parte dal convincimento che, nelle nuove condizioni del contesto globalizzato dell’economia internazionale, la città per giocare le proprie chance di sviluppo e per reggere il confronto competitivo fra territori, pur offrendo standard di accoglienza e di servizi dell’industria turistica globale, deve valorizzare la propria unicità, specializzando e differenziando la propria “offerta” per aumentare il livello di attrattività (Comune di Cagliari, 2009). L’alternativa, molto netta, è tra il “declino irreversibile” e il successo:

“O si riesce a competere, sul fronte avanzato della conoscenza, della creatività, dell’ingegno, dell’immaterialità – o si soccombe: se non si è grado di affrontare queste sfide della competizione globale si profila inesorabile il rischio di un declino irreversibile”

(Floris, s.d 2011)¹¹

O si compete o si soccombe : è con questa retorica, che il progetto *Cagliari capitale del Mediterraneo*, inteso come l’esigenza di mettere a punto una nuova immagine della città basata sulla creatività e l’ingegno, si afferma come risposta alla crisi. Il progetto veicola l’idea – tipica del paradigma neoliberale – che la trasformazione urbana in termini di modernità e internazionalità comporti una serie di chance da raccogliere, di sfide e più genericamente

11 *Resoconto di fine mandato* pubblicato da Floris sul suo sito personale (www.emiliofloris.it), verosimilmente nel 2011. Il testo continua nel seguente modo: “Le città infatti già sono o possono diventare i luoghi ideali per attrarre la ubicazione delle attività del terziario avanzato fungendo da stimolo e creando opportunità (humus fertile) per la classe dei creativi: città come incubatori dello sviluppo. I settori del terziario: quelli finanziario, bancario, assicurativo, della grande consulenza internazionale, dell’information technology, dei servizi reali alle imprese, della comunicazione e del marketing, della moda e del design e più in generale della creatività hanno una naturale vocazione urbana, si sviluppano all’interno delle grandi città.” (corsivi nostri).

di una competizione da vincere attraverso l’incremento o la creazione dell’appetibilità dei luoghi (Amin, Thrift, 2002). Nel quadro di questo nuovo “regime urbano”, la figura degli *stakeholder*, portatori di grandi interessi (soprattutto privati), non appare esterna ai processi decisionali, ma si confonde con questi, legittimando e rivendicando un cambiamento nel rapporto fra pubblico e privato, in cui i confini fra queste due sfere si smaterializzano, sovrapponendosi ambiguamente. Per come viene esplicitata dal discorso politico alla fine del primo decennio 2000, “l’offerta” di Cagliari viene ora orientata a un target variegato di “lavoratori, studenti e turisti”, a cui si aggiunge l’esplicita epifania dell’imprenditorialità del terziario sempre più smaterializzata (banche, assicurazioni, consulenza, imprese tecnologiche e di comunicazione ecc.). Questo linguaggio sembra quindi orientato verso un’audience composta più da “individui urbani” che oggi chiameremmo *smart*, portatori di interessi economici privati, che finalizzata a promuovere un ruolo attivo dei suoi “cittadini”.

La centralità di questa nuova immagine ritorna in numerosi documenti programmatici come uno dei principali macro-obiettivi del programma di governo amministrativo (2001-2006 e 2006-2011) e in numerose dichiarazioni e interviste rilasciate dal sindaco. Questa narrazione di stampo neoliberale, che raccoglie l’eredità degli anni ’90 e ne trasforma le suggestioni in sistema, segna la svolta dei primi anni 2000, quando la filosofia degli amministratori e della stretta cerchia di consulenti-imprenditori-intellettuali, viene esplicitamente teorizzata dagli stessi protagonisti di questa *nouvelle vague* come “l’interazione fra pubblico e privato nel governo dei processi di trasformazione urbana” (Meli, Cualbu, Deiana, 2003, 247)¹².

Eppure questa retorica progettuale non sembra avverarsi in maniera così automatica

12 La “Capitale del Mediterraneo”, non è tuttavia l’unica connotazione per disegnare la nuova immagine. Altri slogan di questo periodo, con riferimento a iniziative di tipo commerciale, industriale e turistico, quasi sempre connesse con una progettualità in rapporto col mare, sono: “la grande Cagliari”, “la città creativa, inclusiva e tollerante”, “la grande piazza sul mare”, “il distretto nautico”, “Cagliari città di mare”, “la Città dello svago”, “la città dell’infanzia”, ecc.

e performativa. In un'intervista del giugno 2006, a una domanda diretta ("Crede davvero nello slogan Cagliari capitale del Mediterraneo?"), la risposta del sindaco Floris è spiazzante: "Una delle capitali del Mediterraneo, non l'unica. Mi farebbe molto piacere, ma ho i piedi ben piantati per terra". (*L'Unione Sarda*, 2006). Così, a fine mandato (2011), dalle parole di Floris, Cagliari non ambisce più a essere "la" capitale del Mediterraneo, ma "una" delle sue tante capitali (Floris, 2011, *Bilancio sociale di fine mandato*). Questo ridimensionamento esplicita forse meglio di qualunque altro passaggio il carattere più retorico che realmente progettuale dello slogan, e l'assenza di una seria riflessione progettuale di sviluppo locale concretamente ancorata al territorio. Ad ogni modo, se il riferimento alla "Capitale" e al "Mediterraneo" permane, questo viene ridimensionato. In questa affannosa ricerca di slogan prestigiosi che facciano consenso, interviene in contemporanea l'ennesima politica di rilancio della città, questa volta sull'onda di una esplicita e ambiziosa dimensione culturale. Questa si istituzionalizza con una candidatura europea ufficiale, che nel 2009 proietta Cagliari, per opera della giunta Floris, nella competizione per la Capitale europea della cultura per il 2019.

Nata in sordina, tale candidatura acquista improvvisamente uno spessore, forse inatteso, nel 2013, quando con la nuova giunta di centrosinistra (nata nel 2011), il dossier di Cagliari supera la prima fase di valutazione e viene inserito nella *shortlist* insieme a Perugia, Assisi, Ravenna, Lecce e Matera. Tuttavia questa candidatura non risulterà vincente, in quanto la competizione premierà la città di Matera nell'ottobre 2014. L'attualità degli esiti di questo processo non ci consente in questa sede di valutare in chiave analitica le strategie e l'impegno programmatico dell'amministrazione comunale per sostenere il dossier di "Cagliari Sardegna Capitale europea della cultura", tranne che ricordare che la città, come le altre finaliste non vincenti, assumerà il titolo effimero di "Capitale Italiana della cultura 2015", per volontà del Ministro Franceschini (<http://www.cagliari2015.eu>) (fig. 1).

Fig 1 : Sito ufficiale di Cagliari città finalista a Capitale europea della cultura: "Riscriviamo la città su base culturale"



(Fonte: <http://www.cagliari-sardegna2019.eu>)

Nella prospettiva del nostro discorso, è tuttavia possibile indicare alcuni aspetti salienti. In primo luogo, la continuità con l'iniziativa assunta dalla precedente giunta comunale, benché di segno politico opposto¹³. Al di là del colore politico di appartenenza degli amministratori della città, nella presa in carico di questa eredità progettuale si può leggere esplicitamente l'opportunità di continuare a investire sulla Cultura, che continua ad essere legittimata come possibile risposta alla crisi. E dunque, un discorso di comunicazione costruito appunto sull'idea di "riscrivere il territorio su base culturale" (cfr. www.cagliari-sardegna2019.eu)¹⁴. In secondo luogo, il tentativo di inserire, in itinere, all'interno del programma di preparazione e di candidatura, iniziative culturali, e in particolare progetti di

13 Nell'attuale quadro politico isolano sia l'attuale giunta comunale (Sindaco Massimo Zedda, in carica dal 2011), quanto l'amministrazione regionale (presidente Francesco Pigliaru) appartengono a uno schieramento di centrosinistra.

14 "Il 2015 sarà un anno di riformulazione e di consolidamento del percorso di partecipazione intrapreso verso il 2019, che ha visto una sfida coraggiosa i cui protagonisti sono stati artisti, associazioni, volontari, tutti coloro che hanno creduto nella possibilità di trasformare la città in un paesaggio plurale di cantieri culturali e nell'importanza politica di creare una capitale della cultura al centro del Mediterraneo. Compatibilmente alla ristrettezza dei tempi, si darà continuità alle visioni e agli immaginari generati nel processo di candidatura, che hanno riscritto e immaginato una città diversa, amplificata, policentrica, corale, sostenendo una rete di progetti, eventi, festival, incontri e manifestazioni artistico-culturali. La sinergia tra le politiche culturali e il piano di lavori pubblici è stato uno dei motori della trasformazione di una città che guarda al contemporaneo, dal centro del Mediterraneo rispettando e rigenerando le tradizioni, i paesaggi, i tessuti culturali in cui è immersa" (<http://www.cagliari2015.eu/capitali-italiane-della-cultura-2015>)

“arte partecipata”, che non sembravano essere state esplicitamente elaborate in funzione della candidatura stessa, e che mostrano, così, un’appropriazione dell’iniziativa su una volontà di promuovere (almeno in principio) forme di “cittadinanza attiva”.

Nella giustificazione del discorso politico di rilancio della città in chiave culturale, rispetto a una crisi economica e sociale profonda, al contempo strutturale e congiunturale, che attanaglia la città e più in generale la Sardegna, non si possono non considerare i progetti, gli interventi e le iniziative che hanno (o non hanno) trovato attuazione sulla scena urbana attraverso una più o meno dichiarata “evocazione culturale”.

3. Prove di territorializzazione della cultura nella città: la riscrittura del paesaggio urbano di Cagliari

Registrate continuità e differenze nell’impiego che amministrazioni di orientamento politico perfino opposto fanno della “cultura” come panacea alla crisi, possiamo quindi domandarci come questa intervenga operativamente nei cambiamenti cui è andato (o sta andando) incontro il paesaggio urbano di Cagliari. Si tratta di individuare alcune delle modalità concrete, pratiche, visibili attraverso le quali questa “parola piena” – che evoca una rete ampia e articolata di significati (di norme, valori, credenze, simboli) – viene chiamata in causa nel processo di *riscrittura* e riorganizzazione degli spazi che disegnano il (nuovo) profilo della città.

Per isolare alcuni di questi snodi di cambiamento, realizzati o solo auspicati, ci sembra utile insistere sull’opportunità di ragionare in termini di paesaggio urbano. Oltre alla polisemia del termine stesso, che come osservato permette di catturare aspetti diversi della stessa realtà, il ricorso al paesaggio ci permette di evocare la differenza, teorizzata da Tim Ingold (1993), tra il processo di *iscrizione* e quello di *incorporazione* di pratiche, retoriche e progettualità: nel primo caso il paesaggio appare come il supporto inerte di forme esteriori, esogene, preesistenti, slegate dai contesti spaziali su cui si depositano aggiungendosi semplicemente all’esistente;

nel secondo, le sue forme scaturiscono dalle potenzialità non ancora pienamente realizzate ma che sono incorporate nel paesaggio stesso. Questa distinzione ci permette di parlare, da un lato, di operazioni di riscrittura del paesaggio urbano di Cagliari inadeguate o comunque non efficaci nel porre rimedio ai problemi che affliggono la città, e questo a causa dell’adozione di soluzioni che se sono “nuove e diverse” appaiono tuttavia non sufficientemente radicate nel territorio (e pertanto rimangono sganciate dal contesto come un corpo estraneo); e, dall’altro, di operazioni di riscrittura che generando processi virtuosi di cambiamento, in grado di conciliare tra loro le esigenze di radicamento, novità e diversità offrono soluzioni concrete alle ferite aperte della città. Il contributo che queste ultime danno non è tuttavia misurabile nei termini meramente additivo-aggregativi di una mera somma di fattori, quanto piuttosto, per dirla con Turco, in quelli di una interattività “attuale o solo potenziale, continua o discontinua” che crea “opportunità e campi d’azione – potenziali od attuali – completamente diversi da quelli prima esistenti” (Turco, 1988, 76). In altre parole, progetti e eventi sono benefici nella misura in cui non si limitano semplicemente ad aggiungere qualcosa di nuovo all’esistente, ma accrescono il capitale sociale e culturale della città attraverso una riscrittura del suo paesaggio urbano consapevole e perciò rispettosa dei valori identitari che questo esprime.

Nel decennio 2001-2010 in cui, come si è visto, si prolungano la perdita e l’invecchiamento della popolazione residente, decade la qualità dell’arredo urbano ecc. si registra una sequenza di “risposte” generate da progetti e di interventi che mirano ad arginare la perdita di identità del capoluogo sardo come città di produzione di tipo fordista e la proliferazione di “vuoti urbani” attraverso la creazione di luoghi/eventi che ne dovrebbero arricchire l’offerta culturale, fungendo da potenziali attrattori di flussi finanziari e turistici¹⁵. La variegata

15 L’intervento precursore è stato l’apertura nel 1993 dall’ExMa: riqualificazione dell’ex mattatoio cittadino (risalente alla metà XIX sec.) situato nel quartiere storico di Villanova. Alla chiusura, negli anni ‘60, era stato utilizzato principalmente come autoparco della nettezza urbana e deposito del Comune. Oggi costituisce uno dei centri d’arte e di cultura più vivaci della città.

tipologia di questi interventi (per un quadro d'insieme della loro dislocazione spaziale cfr. fig. 2), alcuni dei quali continuamente annunciati e rinviati o rimasti allo stato progettuale e di mera proposta, altri effettivamente realizzati, mostra le diverse declinazioni del concetto di *cultura o, se vogliamo, l'uso interessato che il marketing urbano fa della sua polisemia*.

Tra questi, alcuni si presentano come veri e propri "contenitori culturali" (mediateche, musei, teatri e campus universitari, centri d'esposizione e complessi multifunzionali), finanziati attraverso modalità di volta in volta diverse e contestuali su fondi erogati, insieme o autonomamente, dallo Stato, dalla Regione, dal POR (Programma Operativo Regionale, finanziato attraverso i FESR), dal Comune, ecc., e la cui apertura ha reso possibile il recupero e la riqualificazione di alcuni spazi dislocati in vari punti della città, abbandonati e inutilizzati in seguito alla dismissione delle funzioni originarie per cui erano stati creati. Fra i principali possiamo considerare: il Ghetto (2000), situato nel quartiere storico di Castello, che recupera i resti di un insieme di costruzioni adibite fino alla fine del XIX secolo a caserme militari; il Lazzaretto (2000), nel quartiere periferico di Sant'Elia, sui resti dell'antico lazzaretto del XV secolo¹⁶; il Castello di San Michele (2001), situato su un colle e risalente al XII secolo (questi ultimi tre destinati ad accogliere mostre ed esposizioni e iniziative di varia natura); la Mediateca del Mediterraneo (MEM) (2011), nel quartiere di Stampace, che riutilizza la struttura del mercato comunale mai utilizzato e chiuso da una

¹⁶ Cfr. Cattedra, Memoli, 2014.

ventina d'anni¹⁷ (fig. 3); il Parco della Musica (2013), nel quartiere di Villanova, esteso su un'area di circa 5 ettari con verde, fontane e giochi d'acqua, destinato a accogliere manifestazioni musicali (fig. 4).

¹⁷ La MEM (Mediateca del Mediterraneo), che ha una superficie coperta di circa 3.000 metri quadri, su due piani, per un totale di 6.000 metri quadri sorge su l'area dell'ex Mercato Civico utilizzata, all'avvio del progetto, come parcheggio per i residenti e per i vicini uffici regionali. Il progetto viene avviato nel 2005, con un finanziamento pari ad € 2.000.000 di fondi comunali, con l'obiettivo di ristrutturare l'ex mercato comunale e adibirlo a sede della biblioteca centrale, ospitata in una sede in affitto. Si tratta di uno spazio polivalente e multifunzionale che può essere descritto come una piazza coperta, un luogo di attraversamento e convivialità, come una biblioteca pubblica moderna che contiene anche un laboratorio in cui sperimentare e acquisire la padronanza di tecnologie e strumenti di produzione multimediale e uno strumento di inclusione sociale che può contribuire a favorire la conoscenza dei "nuovi cittadini" e la convivenza pacifica tra le culture (Solimine, 2011, 20-21).

Una ricerca empirica condotta all'interno del corso di Geografia regionale (Facoltà di Studi Umanistici di Cagliari, Dipartimento di Storia, Beni culturali e Territorio, A.A. 2013-2014) ha prodotto dei risultati interessanti. La ricerca, consistente nella somministrazione di questionari – alla cui formulazione ha contribuito la Dott.ssa Silvia Aru – da parte dei frequentanti del corso verteva sul grado di soddisfazione e la percezione che i fruitori hanno di questa struttura. In breve, i risultati ottenuti ci permettono di osservare che il carattere variegato dei servizi offerti si configura come un menu di opzioni rispetto al quale la scelta per questa o quella voce è legata sostanzialmente a due variabili, l'età del fruitore e la fascia oraria in cui si colloca la permanenza alla MEM. Abbiamo così agli estremi soggetti che utilizzano la Mediateca soltanto in un senso, "sfruttandone" per così dire una sola funzione (biblioteca, spazi per lo studio individuale; fruitori di passaggio che ne percepiscono la struttura architettonica esclusivamente come luogo di attraversamento), oppure che attingono in diversi momenti della giornata alla varietà dei servizi offerti (studio, internet point, luogo di incontro e socialità ecc.).

Fig 2 : I principali contenitori culturali di Cagliari aperti tra il 2001-2013.
 (Elaborazione grafica dei dati: Marco Tanca, 2015)

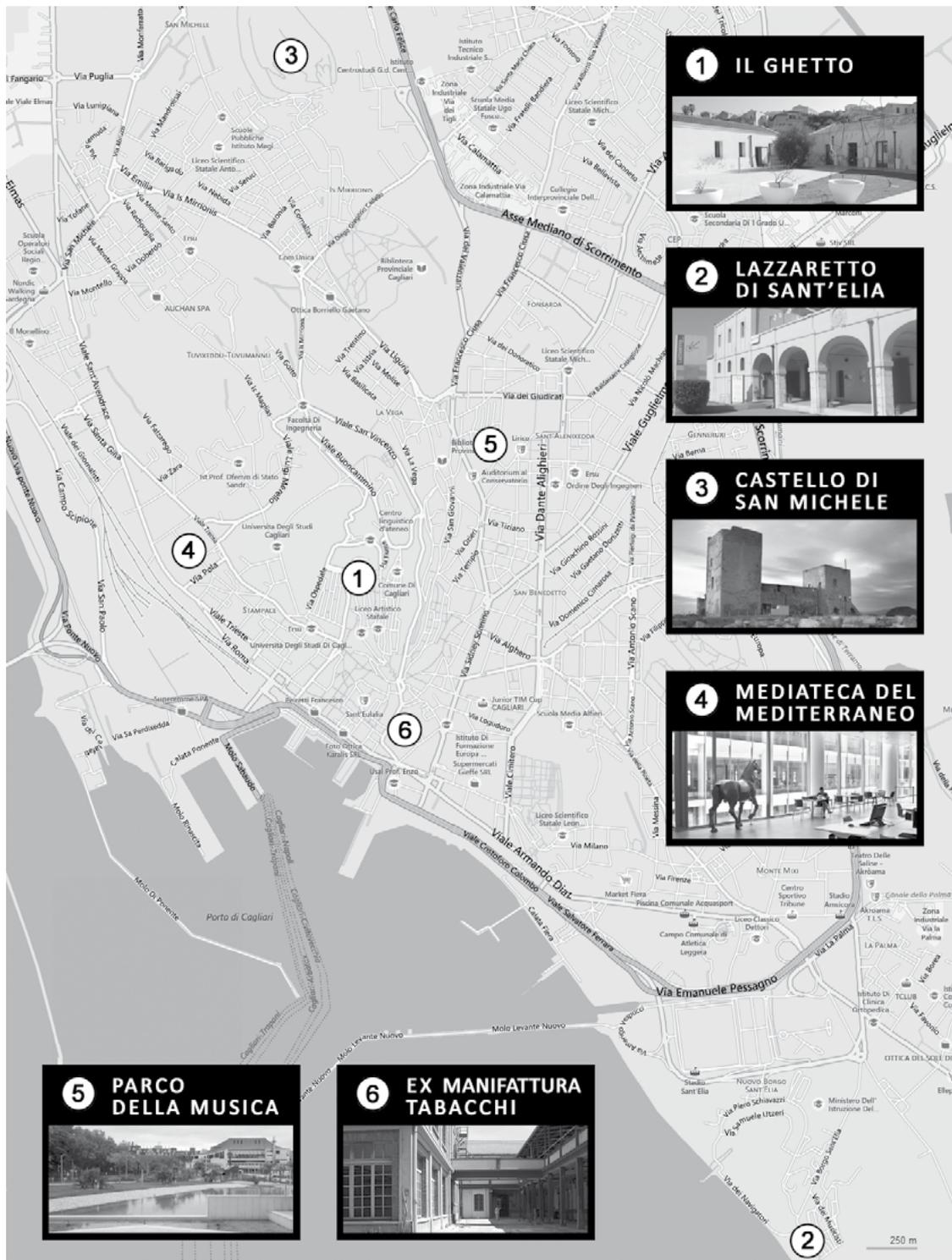


Fig. 3 : *Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: La MEM (Mediateca del Mediterraneo), inaugurata nel 2011 e situata nel quartiere di Stampace, sorge su uno spazio storico, che a lungo ha ospitato un mercato civico*



(Fonte: <http://www.cagliariturismo.it>)

Fig. 4 : *Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: il Parco della Musica, situato nel quartiere storico di Villanova, è costituito da aree verdi, un corso d'acqua artificiale, un teatro ridotto, camminamenti con pavimentazione in legno, giochi d'acqua a regolazione musicale, un locale destinato a servizi di ristoro*



(Fonte: <http://www.comunecagliarinews.it>)

A questi contenitori si aggiungono iniziative volte integrarne le funzioni, come il Progetto per la gestione integrata e la promozione dei Centri d'arte e Cultura (2002), finalizzato alla gestione sistemica ed unitaria dei beni monumentali della città, o l'evento del FestArch (realizzato nel 2007 e nel 2008), ospitato presso l'ex-Manifattura Tabacchi (ex convento dei francescani diventato nella prima metà del XIX secolo fabbrica dei tabacchi) e connesso al progetto di una "Fabbrica della creatività" con laboratori di cinema, architettura, letteratura, danza, moda e artigianato artistico¹⁸. In questa dinamica

¹⁸ Terminati i lavori nel primo lotto e in attesa del rinvenimento dei fondi necessari al loro completamento, si tratta ora (maggio 2015) di individuare le modalità della gestione della struttura, decisione che verrà presa dalla Giunta regionale.

vanno inserite la riapertura del teatro Civico (2006) e la Ristrutturazione del Teatro Massimo (2008), mentre tra le proposte di ampio respiro culturale non andate in porto non si possono tralasciare il Progetto di un campus universitario nell'area dell'ex Semoleria di viale La Playa dell'architetto Paulo Mendes Da Rocha e il Betile, il Museo dell'Arte Nuragica e Contemporanea del Mediterraneo, progettato dall'architetto Zaha Hadid – due iniziative che, se realizzate, avrebbero inciso in maniera rilevante sullo skyline di Cagliari. In particolare, la proposta-Betile può essere definita "una operazione a forte carica simbolica che, attraverso la riqualificazione di Sant'Elia, doveva rilanciare l'immagine di Cagliari nella sua totalità" (Cattedra, Memoli, 2014), costituendosi fin da subito, come un progetto di grande spessore¹⁹, che ha portato nella metà del primo decennio del 2000 la Sardegna sulla scena dell'arte contemporanea, ma che non è giunto ad una fase di realizzazione anche a causa del conflitto fra sostenitori e oppositori. Una conflittualità ad un tempo politica e culturale, che ha visto schierarsi, su fronti contrapposti, da un lato, il Consiglio comunale di Cagliari (in un prima fase favorevole al progetto) e, dall'altro, la Regione Sardegna. Con la sconfitta di Renato Soru (promotore del progetto del museo) alle elezioni regionali del febbraio 2009, il Comune decise di non ratificare l'intesa siglata nel 2005 con la R.A.S. e con l'Autorità Portuale. Più recentemente, con la candidatura di Cagliari a "capitale europea" per il 2019 e sulla falsariga del MuCem di Marsiglia, si è assistito ad un tentativo di rilancio del progetto presentato da più parti come "non un puro contenitore di reperti, ma una casa dell'identità" al tempo stesso sarda e mediterranea (Lai, 2014; Marrocu, 2014; Zasso, 2014).

Su un altro versante, per la discrepanza tra intenti dichiarati e mezzi impiegati, altri progetti sembrano soffrire di una debolezza progettuale frutto di una strutturale estraneità

¹⁹ Definito sul sito tematico della R.A.S. "[un museo che] Nascerà sotto il segno dell'apertura e del confronto, con l'intento di far conoscere e valorizzare una civiltà tanto antica e affascinante quanto poco nota come quella nuragica. Si proporrà come punto di riferimento per le ricerche artistiche condotte oggi nell'area mediterranea, come spazio di dialogo e scambio tra popoli e culture" (www.betile.it).

alla storia e all'identità del territorio che ha spesso suscitato la resistenza della società civile e dei cittadini (episodi che segnalano come, anche alla scala "microfisica" come quella che stiamo analizzando, sia in atto una crisi della rappresentanza politica circa l'uso e l'organizzazione degli spazi pubblici). Ci riferiamo ad es. a proposte come quella della "grande piazza sul mare", una delle colonne portanti del programma elettorale del sindaco M. Floris, presentata come un punto di partenza per il rilancio economico di Cagliari. L'idea centrale di questo progetto (che si rifaceva chiaramente a esempi consolidati in campo regionale, nazionale e internazionale: Olbia, Trieste, Genova, Marsiglia, Barcellona) consisteva nella liberazione del waterfront dal traffico al fine di ottenere una piazza di 5 ettari sul mare, nel cuore della città nella centralissima Via Roma: "Cagliari è l'unica città di mare a non avere un lungomare. La piazza è innanzitutto per i cittadini" (Floris, 2009). In effetti, una volta realizzato, questo progetto – approvato dal Comune ma bloccato dalla Regione per mancanza di fondi – avrebbe contribuito a ridisegnare l'immagine della città, e non è da escludere che sarebbe assurdo a simbolo del nuovo corso di Cagliari.

Questa proposta si inserisce peraltro tra gli obiettivi specifici indicati dal *Piano Strategico* (Comune di Cagliari, 2007c) in cui lo spostamento del baricentro della città verso il mare appare come la condizione senza la quale non si dà riscoperta del senso di appartenenza e della sua identità. La riqualificazione del waterfront passava quindi attraverso il recupero e la valorizzazione dell'interfaccia terra-mare, che prevedeva la trasformazione turistico-diportistica del Porto storico (cominciata con l'abbattimento, nel 2007, del muro della Darsena), la continuità tra la zona del porto e il resto della città, la fusione delle funzioni portuali e commerciali, l'alleggerimento del traffico d'attraversamento e locale su via Roma. Fin dalla sua genesi il progetto della "grande piazza sul mare" si è sposato però con un'altra proposta collaterale, prospettata per rendere praticabile l'eliminazione del traffico di superficie in funzione della pedonalizzazione di via Roma: la costruzione di un tunnel sotterraneo con annesso parcheggio di 650 posti (fig. 5). Il

progetto, inserito dal Comune tra le opere di interesse strategico nazionale ma osteggiato dalla Regione e definitivamente accantonato dalla nuova Giunta del sindaco Zedda, prevedeva nella seconda metà degli anni 2000 la costruzione – in un'area con possibili ritrovamenti archeologici – di un tunnel della lunghezza di 1.400 metri (di cui 1.000 completamente interrati), posto a 10 metri sotto il livello della strada con due corsie per ogni senso di marcia, e un traffico previsto di 4000 vetture all'ora (Giornale di Sardegna, 2005)²⁰.

Fig. 4 : *Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: i quartieri in cui si concentrano gli interventi di riscrittura in chiave "culturale" della città (anni 2001-2013)*



Elaborazione grafica dei dati: Marco Tanca, 2015

20 L'idea di pedonalizzare via Roma per creare una "piazza sul porto" ritorna, seppure fortemente ridimensionata e depurata dell'annesso tunnel sotterraneo, in associazione ad altri interventi di riqualificazione (il lungomare Sant'Elia, ecc.) nelle iniziative portate avanti dalla nuova giunta di Centrosinistra. Questa prevede la possibilità di sistemare davanti ai porticati che ornano la via tavoli e ombrelloni assicurando al tempo stesso verde pubblico e transito dei mezzi pubblici (bus e "metropolitana di superficie") e privati; i risultati attesi sono previsti per il 2017 (*L'Unione Sarda*, 2014).

Fig. 5 : Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: il progetto della "Piazza sul Mare"



Fonte: Angius, 2009

Accanto a questo, va ricordata la vicenda del *Sistema coordinato di parcheggi di scambio e di trasporto meccanizzato* (2005), un progetto d'intervento che prevedeva l'installazione, in pieno centro storico e accanto alle mura medievali, di una serie di *tapis roulant*, di scale mobili coperte da tetti di plexiglas ancorati al suolo da strutture in cemento armato, di punti ristoro, di svariati ascensori e di un parcheggio interrato di 330 postiauto e alto tre piani. Approvato nell'aprile 2006 dall'Amministrazione comunale, anche il "Sistema coordinato" veniva presentato come pienamente rispondente alle esigenze di mobilità e di parcheggio dei residenti del quartiere di Castello e di quanti, per le più svariate ragioni (lavoro, turismo, svago ecc.), avessero necessità di accedervi attraverso una significativa riduzione del traffico veicolare. Contro il progetto si schiereranno immediatamente tutte le associazioni ambientaliste, il Comitato per la Difesa di Castello e molti cittadini²¹. Le critiche vertevano principalmente sulle implicazioni ambientali e storico-culturali, gli elevati costi economici (di realizzazione e di gestione) infine sull'effettiva utilità delle infrastrutture da realizzare. L'intero centro storico del capoluogo sardo, tutelato con vincolo paesaggistico dal Piano Paesaggistico Regionale in quanto bene storico-culturale (le mura di epoca pisana denotano tuttora un buono stato di conservazione) sarebbe stato stravolto dall'installazione di veri e propri corpi estranei al suo profilo morfologico. Questo progetto, fortunatamente naufragato, sembra però condividere la stessa logica che porterà in quegli anni all'ideazione di un asse

21 Almeno 2.000 cagliaritari sottoscrissero la petizione popolare contro il progetto.

viario attraverso l'area archeologica urbana di Tuvixeddu (considerata come la più grande necropoli fenicio-punica del Mediterraneo); del progetto Fenicotteri nell'area dell'ex-Cementeria, e di altre proposte come quella di riqualificare in Casinò l'ex-Ospedale Marino (nato come colonia balneare negli anni '30 e abbandonato negli anni '80). Non è difficile intuire che queste "grandi opere", se effettivamente realizzate, avrebbero inciso in maniera determinante sul paesaggio urbano di Cagliari, modificandone profondamente l'immagine; esse appaiono tuttavia quanto di più vicino ad un'attività di iscrizione del paesaggio, in quanto, più che a "incorporare", cioè a valorizzarne le potenzialità latenti, esse si limitano a ipotizzare delle "aggiunte" che non sembrano in grado di dialogare in maniera organica con l'esistente a causa della loro estraneità al tessuto storico dei luoghi. A delineare un quadro così articolato e contraddittorio, concorrono infine strategie pubbliche di risanamento di alcuni quartieri storici della città (come Castello, e più particolarmente Marina e Villanova) diventati, attraverso una presunta "vocazione culturale" – che ha comportato la risistemazione viaria e delle reti infrastrutturali di base, la pedonalizzazione, ecc. – oggetto di interessi speculativi da parte di imprenditori creativi e disinvolti, che generano espliciti processi di *gentrificazione*, i cui effetti negativi (espulsione dei ceti popolari residenti, scomparsa delle attività di produzione artigianale tradizionale, dei piccoli commerci) non sono stati ancora di fatto valutati²². Altri casi rivelano infine derogazioni che hanno permesso la realizzazione di operazioni urbanistiche assai discutibili, di alberghi (T Hotel, una struttura in acciaio e cristallo di 62 metri di altezza, inaugurata nel 2005 e divenuto un nuovo *landmark* di Cagliari)²³, di cinema multisala, di complessi residenziali, legittimate dal loro presunto apporto al rilancio turistico

22 Cfr. l'articolo di Bellino, Memoli e Puttilli in questa stessa sede.

23 Cfr. la presentazione dell'hotel sul suo sito ufficiale. "Il T Hotel è [...] un vero e proprio regalo alla città, parte integrante della riqualificazione di un'area urbana, concretizzata - fra l'altro - con la recente apertura del Parco della Musica: uno spazio verde arricchito da fontane, giardini e perfino da un anfiteatro all'aperto, da uno spazio dedicato all'arte contemporanea e da un laboratorio di scenografia teatrale" (corsivo nostro). (fonte: <http://www.thotel.it/it/albergo-cagliari/storia-hotel-eccellenza.html>).

della città o da una auspicata vocazione culturale, in cui si assiste decisamente alla convergenza, se non alla *sovrapposizione*, di *interessi pubblici e privati*.

Conclusioni

Da questo breve e parziale excursus si evince quanto il tema del “capitale” culturale, a partire dalla fine degli anni '90 e poi in maniera apparentemente organica negli anni Duemila, abbia contaminato e polarizzato in maniera determinante le retoriche discorsive e d'immagine, le strategie politiche e le pratiche urbanistiche di Cagliari. Ciò mostra come anche una città media e relativamente “periferica” non sfugga alla tendenza globale del *cultural turn* che caratterizza le grandi metropoli, o meglio di quella che potremmo considerare l’“imprenditorializzazione culturale”, ormai osservata da diversi autori (e in qualche modo già prospettata da Harvey 1993; 2001). Così, nonostante il perversare di una crisi strutturale urbana (che riguarda assetti tradizionali come quelli economico-produttivi di tipo fordista, di occupazione, demografici etc.), anzi quasi come strategia di risposta al declino del sistema produttivo tradizionale le retoriche e le pratiche istituzionali urbane del *cultural turn*²⁴ sembrano aver palesemente sostituito i discorsi sulla questione dello sviluppo, come pure quelli sulla dimensione sociale della crisi (in senso lato). Se, come è stato osservato, Cagliari “cerca di adeguarsi ai più recenti e per alcuni versi innovativi standard di qualità sia per quanto riguarda le infrastrutture, sia per la progettazione urbanistica e per la rigenerazione urbana ed architettonica” (Colavitti, Usai, 2007, 200), tale movimento che tenta di contrastare il segno negativo dell'immagine della città con l'ambizione di portarla su uno scenario internazionale, di inserirla in una rete di pianificazione strategica, è emblematicamente espresso anche dal gioco semantico che metamorfosa un presunto “capitale culturale” di una città mediterranea, in una città che diventa essa stessa “Capitale del (nel) Mediterraneo”, e quindi che tenta di assurgere a “Capitale culturale europea”. Questa meteora retorica si accompagna nondimeno a pratiche

²⁴ Su questo tema si veda anche: Pratt, 2012; Gresillon, 2014.

urbanistiche pubbliche che sostengono progressivamente tale disegno. Così fra il 2000 e il 2013 vedono la luce in diverse aree centrali, peri-centrali o periferiche di Cagliari almeno una decina di progetti (fra quelli effettivamente realizzati ex-novo o riconvertiti e quelli rimasti allo stadio di proposta-progetto) con una esplicita vocazione di “contenitori culturali” (centri espositivi, museali, musicali, multimediali, etc.). Alcuni di essi, come nel caso del Batile nel progetto di Zaha Hadid, destinato al quartiere di Sant'Elia sono rimasti in sospeso, come un'occasione mancata (ma che come abbiamo visto riemerge di tanto in tanto). Altri manifestano un'ambizione locale o cittadina, ma non dimenticano di evocare la dimensione mediterranea (la MEM). Altri più legati alla viabilità sono stati contestati ma con risultati incerti.

Fig. 6 : Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: la torre del T Hotel, nuovo landmark cittadino



Fonte: www.tripadvisor.it

Il caso di Cagliari è a suo modo emblematico, perché ci fa toccare con mano la controversa varietà delle declinazioni che può assumere la Cultura, anche in un contesto locale-provinciale, quando venga utilizzata in funzione taumaturgica, come panacea e soluzione di tutti i problemi

della città. Le ricette urbanistiche e di marketing improntate a una razionalità di tipo economico mostrano infatti tutta la loro ambiguità, specie laddove la strategia pubblica di accumulazione di luoghi a valenza culturale che vanno stratificandosi nel paesaggio urbano, intesi come una innovativa risposta alla crisi, si accompagni – ma forse a ben guardare è altresì preceduta – da strategie e interessi privati che rendono esplicite pratiche urbanistiche di stampo neoliberale. Contraddizioni e ambiguità che sembrano affiorare anche nel seguente passo, tratto dal quinto rapporto sulle industrie culturali e creative della Fondazione Symbola-Unioncamere, nel quale si sintetizzano alcune delle questioni che abbiamo trattato:

“La potenzialità dei progetti culturali nell’attivare processi di sviluppo territoriale e nell’innescare ricadute economiche e sociali è a tal punto un’acquisizione diffusa da rischiare, spesso, di tradursi in *una mera retorica*. Il contributo allo sviluppo locale, citato nelle premesse dei progetti, *non viene più oltre approfondito* e gli impatti di diversa natura vengono considerati come conseguenze automatiche e deterministiche di un progetto culturale, cascami del restauro di un bene o di un festival culturale. *Cosa che ovviamente non è*. Questa *retorica sovrastrutturale* e, per ragioni opposte, l’insieme comunque considerevole delle esperienze in cui il tema dello sviluppo territoriale è assunto nel progetto in modo sfidante e strutturale, mettono in luce *le difficoltà e i vincoli nel costruire una progettazione culturale capace di costituirsi come driver dello sviluppo territoriale. Non obbligatoriamente un progetto culturale ha ricadute sociali ed economiche importanti, e soprattutto non in automatico*” (Fondazione Symbola-Unioncamere, 2014, 248; corsivi nostri).

Diversi questioni rimangono aperte. Possiamo chiederci quanto dietro alcune strategie pubbliche di risanamento e di riqualificazione, di riuso culturale di spazi riconvertiti, apparentemente destinate a rispondere alle esigenze “dei cittadini”, si possano invece celare interessi privati (che sostengono, scaturiscono o anticipano) le nuove norme standardizzate di *imprenditorializzazione* della città e dei

suoi spazi. Quanto la pretesa “riscrittura del territorio” è effettivamente e pubblicamente governabile? Quanto la trasformazione in chiave culturale del paesaggio urbano può, lasciarsi involontariamente prendere la mano, o peggio ancora essere l’esito di meri interessi di rendita immobiliare privata e di strategie speculative?

Come dovrebbe essere ormai chiaro, intervenire sull’immagine della città non è mai un’operazione indolore, di facciata, e questo per la sostanziale (e perciò ineliminabile) ambiguità che il paesaggio – al tempo *stesso risultato e presupposto* delle relazioni che hanno luogo tra i soggetti che animano lo spazio urbano – porta con sé.

BIBLIOGRAFIA

- Abis E., Corti E. (2003), Il quadro di sfondo politico e tecnico del Piano urbanistico comunale per l’amministratore e il progettista, in E. Abis (a cura di), Piani e politiche per la città. Metodi e pratiche, Roma, Franco Angeli, 99-112.
- Amin A., Thrift N. (2002), *Cities, Re-imagining the Urban*, Cambridge, Polity Press.
- Angius G. (2009), *Water front via Roma. La grande piazza sul mare* (<http://www.gtnstudios.it/ANGIUS/pdf/tunnel04.02.09.pdf>).
- Bellino L., Cattedra R., Memoli M., Puttilli M. (2015) “Les enjeux de la gouvernance urbaine en Italie: les Città Metropolitane en question”, in A. Iraki et C. Demirars, sous presse.
- Boggio F. (2002), “Cagliari: la cerniera si è rotta”, in *L’Universo*, 82, n.2, 148-162.
- Boggio F., Memoli M., Rossi U. (2008), Attori locali e strategie di sviluppo urbano a Cagliari. La contesa sulla portualità, in R. Sommella (a cura di), *Le città del Mezzogiorno. Politiche, dinamiche, attori*, Milano, Franco Angeli, 157-172.
- Borelli G. (2010), *La ‘nuova’ stagione della pianificazione strategica in Sardegna* (<http://www.sociologiadelterritorio.it/archivio/ricerca/r21.pdf>).
- Brenner N. e Theodore N. (2002), *Cities and Geographies of «Actually Existing*

- Neoliberalism», in N. Brenner e N. Theodore (a cura di), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Blackwell, 2-32.
- Cadinu M. (2004), “Il tessuto edilizio e urbanistico medievale”. In (a cura di) Ortu G.G., *Cagliari tra passato e futuro*, Cagliari, CUEC, 301-309.
- Cattedra R., Memoli M. (2014), « Un “contre-lieu” d’urbanité marginale. L’exemple du quartier de Sant’Elia (Cagliari) ». In (a cura di): Semmoud N., Florin B., Legros O., Troin F., *Marges urbaines et néolibéralisme*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 125-144.
- Ceccarelli P. (1997), “Interpretazioni delle strategie urbane”, in INU, *La sfida delle città europee. Prima rassegna di urbanistica europea*. Roma, 8-13 settembre 1997, Roma, INU Edizioni, 38-42.
- Colavitti A.M., Usai N. (2007), Cagliari, Firenze, Alinea.
- Comune Di Cagliari (1995-1997), *Piano Urbanistico Comunale* (studio di indirizzo), in INU, I piani e i progetti in rassegna. 1ª rassegna urbanistica regionale, Cagliari 30 novembre-14 dicembre – Convento di S. Domenico, Ghilarza, 1996, 85-89.
- Comune Di Cagliari (1996), *Il Piano Quadro per il recupero del centro storico*, in INU, I piani e i progetti in rassegna. 1ª rassegna urbanistica regionale, Cagliari 30 novembre-14 dicembre – Convento di S. Domenico, Ghilarza, 1996, 27-31.
- Comune Di Cagliari (2001), *Cagliari e dintorni. Quaderno n. 3 - Analisi demografica socio-economica e della mobilità del sistema locale del lavoro*.
- Comune Di Cagliari (2007), *Piano Strategico della città di Cagliari*.
- Comune Di Cagliari (2007a), *Piano Strategico della città di Cagliari*. 1- Temi rilevanti ed assi strategici.
- Comune Di Cagliari (2007b), *Piano Strategico della città di Cagliari*. 2 - Il contributo degli attori locali.
- Comune Di Cagliari (2007c), *Piano Strategico della città di Cagliari*. 3 - Progetti guida ed ambiti progettuali.
- Comune Di Cagliari (2009), *Piano Strategico della città di Cagliari*. Estratto.
- Comune Di Cagliari (2011), Bilancio sociale di fine mandato 2006-2011.
- Davis M., (2007), *Le stade Dubaï du capitalisme*, Paris, Les prairies ordinaires.
- Fara G. (2004), “Abitare lo spazio urbano”, in G.G. Ortu (a cura di), *Cagliari tra passato e futuro*, Cagliari, CUEC, pp. 387-396.
- Farinelli F. (1992), “L’arguzia del paesaggio”, in Id., *I segni del mondo. Immagine cartografica e discorso geografico in età moderna*, Firenze, La Nuova Italia, pp. 201-210.
- Floris E. (2006), Dichiarazioni programmatiche 2006-2011.
- Fondazione Symbola-Unioncamere (2014), *Io sono Cultura. L’Italia della qualità e della bellezza sfida la crisi - Rapporto 2014* (http://www.symbola.net/assets/files/lo%20sono%20Cultura%202014%20Completa_1404117089.pdf).
- Gintrac C., Giroud M. (eds) 2014, *Villes contestées. Pour une géographie critique de l’urbain*, Paris, Les prairies ordinaires
- Giornale Di Sardegna (2005), “Parla l’assessore ai Lavori Pubblici Raffaele Lorrai”: *Tra due mesi il progetto finale per il tunnel sotto via Roma*, 3 novembre.
- Gregotti V. (1990), “Tipologie atipiche”, in *Casabella*, n. 568, 45-47.
- Grésillon B., (2014), *Géographie de l’art. Ville et création artistique*, Paris, Economica.
- Harvey D. (2001), “From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism”, in D. Harvey (a cura di), *Spaces of Capital: towards a Critical Geography*, Edimburgo, Edinburgh University Press, 345-368
- Harvey D. (1993), *Crisi della modernità*, Milano, Il Saggiatore.
- Harvey D. (2002), *Il capitalismo contro il diritto alla città*. Neoliberalismo, urbanizzazione, resistenze, Verona, Ombre corte,
- Indovina F. (a cura di) (1993), *La città occasionale: Firenze, Napoli, Torino, Venezia, Milano*, Franco Angeli.
- Istituto G. Tagliacarne (2012), Nota sull’economia della provincia di Cagliari.

- Lai F. (2014), "Cagliari, torna l'idea del Betile: un museo aperto ai concerti rock", in *Castedduonline*, 27 marzo (<http://www.castedduonline.it/cagliari/zonapoetto-santelia/14119/cagliari-torna-l-idea-del-betile-un-museo-aperto-ai-concerti-rock.html>).
- Lanzani A. (2003), *I paesaggi italiani*, Roma, Meltemi.
- Marrocu L. (2014), "Il museo del Betile, un'idea da rilanciare", in *La Nuova Sardegna*, 29 marzo.
- Masala F. (1996), "La crisi della città di oggi", in A. Accardo (a cura di), *Cagliari, Roma-Bari, Laterza*, 292-295.
- Meli M., Cualbu G., Deiana A. (2003), "La città della musica: sinergie pubblico-privato nei processi culturali di trasformazione urbana", in G. Marchi (a cura di), *La valutazione come riferimento per la pianificazione: Cagliari e il suo contesto*, Cagliari, Università degli studi di Cagliari - Dipartimento di Ingegneria del Territorio, 247-265.
- Ortu G.G. (a cura di) (2004), *Cagliari tra passato e futuro*, Cagliari, CUEC.
- Palidda S. (ed.) (2011), *Città mediterranea e deriva liberista*, Messina, Mesogea.
- Peluso S. (1997), "Cagliari, dalla crescita senza sviluppo allo sviluppo senza crescita", in INU, *La sfida delle città europee. Prima rassegna di urbanistica europea*. Roma, 8-13 settembre 1997, Roma, INU Edizioni, 76-79.
- Pinson G. (2009), *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Pratt A.C. (2012), « A world turned upside down: the creative economy, cities and the new austerity". Smart, Creative, Sustainable, Inclusive: Territorial Development Strategies in the Age of Austerity London: Regional Studies Association (http://www.andycpratt.info/andy_c_pratt/Research_Writing_Downloads_files/A%20world%20turned%20upside%20down.pdf).
- Rossi U., Vanolo A. (2010), *Geografia politica urbana*, Roma-Bari, Laterza.
- Semmoud N., Florin B., Troin F. (eds) (2014), *Marges urbaines et néolibéralisme*, Tours, PUFR, coll. Villes et territoires.
- Solimine G. (2011), "Un Idea Store in salsa mediterranea. Apre a Cagliari la Mediateca del Mediterraneo", in *Biblioteche oggi*, luglio-agosto, 20-22.
- Turco A. (1988), *Verso una teoria geografica della complessità*, Milano, Unicopli.
- Unione Sarda (2014), *Ecco la rivoluzione di via Roma a Cagliari, entro il 2017 la nuova piazza sul porto*, 8 luglio.
- Zasso M. (2014), "Il Comune rilancia sul Betile: decida la Regione", in *l'Unione Sarda*, 1 ottobre (<http://www.comunecagliarinews.it/rassegnastampa.php?pagina=40459>).

SITOGRAFIA

<http://www.cagliari2015.eu/capitali-italiane-della-cultura-2015>



L'encadrement des activités informelles des biffins à Paris : une réponse à la crise ?

L'inquadramento dell'attività informale degli straccivendoli a Parigi: una risposta alla crisi?

Hélène BALAN

Doctorante en géographie
Laboratoire ESO, Rennes

Résumé : Cet article analyse l'articulation entre le motif de la crise, l'extension de marchés informels à Paris et l'encadrement des activités de vendeurs d'articles de récupération présents sur ces marchés, les biffins. En 2008, l'extension des marchés informels est associée à une conjoncture de crise économique, bien que la corrélation entre les deux phénomènes soit à nuancer. Or, depuis les années 1970, les crises récurrentes en France se sont accompagnées de recompositions de l'action sociale. L'encadrement des biffins s'inscrit dans ce double contexte. Il n'a toutefois pas été initialement pensé comme une réponse à la crise, mais à une mobilisation locale, celle des biffins, engagée avant que ne s'étendent les marchés informels. L'utilisation du motif de la crise dans les controverses sur les marchés informels et l'encadrement des biffins est alors prise dans une tension entre montée en généralité et promotion du « local », qui s'articule aux nouvelles formes de l'action sociale. Le cas de l'encadrement des activités informelles des biffins à Paris fait ainsi apparaître de nouvelles combinaisons locales entre insertion et gestion urbaine des questions de pauvreté.

Mots-clés : informel, pauvreté, controverses, gestion, local

Riassunto: Questo articolo analizza l'articolazione fra il motivo della crisi, l'espansione dei mercati informali a Parigi e l'inquadramento dell'attività dei venditori di articoli di 'recupero' presenti sugli stessi mercati. Nel 2008, l'espansione dei mercati informali è associata ad una congiuntura di crisi economica, benché la correlazione fra i due fenomeni debba essere relativizzata. A partire dagli anni '70, le ricorrenti crisi in Francia sono state accompagnate da riorganizzazioni dell'azione sociale. L'inquadramento degli straccivendoli s'inscrive in questo duplice contesto. Inizialmente però, tale inquadramento non è stato pensato come risposta alla crisi, ma come risposta ad una mobilitazione locale, quella degli straccivendoli, cominciata prima dell'espansione dei mercati informali. L'utilizzo dei motivi della crisi nelle controversie sui mercati informali e l'inquadramento degli straccivendoli viene allora intrappolato nella tensione che si crea fra la generalizzazione del particolare (la "risalita in generale") e la promozione del locale che si articola con le nuove forme di azione sociale. Il caso dell'inquadramento delle attività informali degli straccivendoli a Parigi lascia così apparire delle nuove combinazioni locali, comprese fra l'inserzione e la gestione urbana, delle questioni sulla povertà.

Parole chiave: Informalità, povertà, controversie, gestione, locale

Des marchés informels se redéployent aujourd'hui dans des quartiers encore populaires de Paris, en marge des marchés aux Puces de Saint-Ouen, de Montreuil et de Vanves, ainsi que dans le Nord-Est de la capitale, aux carrefours de Belleville et de Barbès. Les vendeurs, dont le nombre est estimé à quelques milliers, proposent majoritairement des articles de récupération, déballés à même le sol. Le phénomène, relativement limité jusqu'en 2008, a depuis connu une soudaine extension. Si les petites activités de rue avaient presque disparu dans la société fordiste des années 1960 (Coste, 1994), ces marchés informels « rendent de nouveau visible une précarité que l'on pensait marginale et régulée » (Milliot, 2010, 18) dans les sociétés occidentales.

Depuis 2006, « sur les conseils des élus Verts » (Milliot, 2010, 44), des vendeurs informels d'articles de récupération, les *biffins*, d'après un ancien surnom des chiffonniers, se sont constitués en association à la Porte de Montmartre, en marge du marché aux Puces de Saint-Ouen. S'adressant en premier lieu à la municipalité socialiste du 18^e arrondissement de Paris, la mobilisation des biffins a réclamé l'arrêt de la répression contre les activités de ces héritiers revendiqués des chiffonniers omniprésents à Paris au 19^e siècle et repoussés aux marges de la ville au début du 20^e siècle (Barles, 2005 ; Charpy, 2011 ; Faure, 1977 ; Labbens, 1978). Cette mobilisation, soutenue par des représentants politiques et associatifs locaux, des clients du marché informel et des habitants du quartier, a été initiée à la fin de l'année 2005. Mais c'est à partir de l'été 2007, et durant toute la période précédant les élections municipales de 2008, qu'elle a véritablement pris de l'ampleur, notamment sur le plan médiatique. Or, c'est au même moment qu'ont commencé à se faire nettement sentir en France les répercussions de la récession économique amorcée par la crise financière des *subprimes* aux États-Unis.

En 2008, le travail de médiation entrepris par les biffins et leurs soutiens auprès des riverains du quartier de la Porte de Montmartre est perturbé par l'extension locale et parisienne des marchés informels. La

mobilisation des biffins aboutit néanmoins, en 2009, à l'ouverture d'un espace de cent places de vente autorisée d'articles de récupération à la Porte de Montmartre : le « Carré des biffins ». Mais le développement des marchés informels sur le territoire de Paris et des communes limitrophes de Saint-Ouen, Bagnolet, Montreuil et Vanves, déclenche de nouvelles controverses au-delà du quartier de la Porte de Montmartre. Ces controverses¹ mettent en opposition le registre du « droit à la ville » (Lefebvre, 1968 ; Harvey, 2011) des biffins, que ces vendeurs précaires exerceraient *via* le petit commerce de rue, et celui de la défense du « cadre de vie » des riverains². Un nouveau « collectif de soutien aux biffins pour l'élaboration d'alternatives à la répression » est ainsi créé en 2011 à Belleville, dans le 20^e arrondissement, à l'initiative d'élus locaux d'Europe Ecologie - Les Verts (EE-LV) et du Parti de Gauche (PG).

À partir de 2008, l'omniprésence du motif de la crise constitue la toile de fond des controverses autour des marchés informels. Pourtant, les occurrences du terme s'avèrent rares dans les données utilisées ici³. Quels usages les acteurs impliqués dans la mobilisation des biffins et les controverses autour des marchés informels font-ils du motif de la crise ? Comment le recours discursif

1 Une controverse est une discussion suivie et argumentée sur une question, ouverte par l'expression d'une opinion critique ou d'opinions divergentes. En tant qu'objets d'études sociologiques puis, plus récemment, géographiques, les controverses sont associées aux conflits (Melé, 2008). La controverse apparaît comme une forme de conflit caractérisée par sa dimension délibérative. Celle-ci suppose, dans une certaine mesure, une publicisation et une politisation du conflit et, par conséquent, une relative montée en généralité.

2 En dénonçant la répression, le mouvement des biffins a ouvert la controverse à la Porte de Montmartre. Par la suite, l'extension des marchés informels et la perspective de l'ouverture de places de vente pour les biffins suscitent des mobilisations de riverains, qui peuvent être lues en termes de « territorialisations réactives » : « Le territoire qu'il s'agit de protéger ne préexiste pas au conflit ; il est construit au moment où il faut le défendre » (Melé, 2008, 12).

3 Cet article s'appuie sur un suivi régulier des débats publics locaux sur la question des marchés informels en 2011-2012, un travail d'observation participante du collectif de soutien aux biffins de Belleville, ainsi que sur le rapport de V. Milliot sur le marché informel et la mobilisation des biffins à la Porte de Montmartre (Milliot, 2010).

au motif de la crise permet-il la promotion d'un modèle alternatif de gouvernance ? En quoi l'encadrement des activités informelles des biffins constitue-t-il une réponse à la crise ? L'examen des occurrences du motif de la crise dans les controverses autour des marchés informels permet de mettre en évidence les enjeux d'échelles sous-jacents à la mobilisation des biffins et au traitement de la question par les pouvoirs municipaux. Il est difficile d'affirmer avec certitude que l'extension des marchés informels parisiens en 2008 n'est qu'une conséquence directe de la crise, comme de déterminer quel rôle a pu jouer la mobilisation des biffins de la Porte de Montmartre dans le développement du phénomène⁴. Celui-ci relève d'« une géographie du fluide et du flou » (Monnet, 2001) malaisée à quantifier et à reconstituer au-delà du très court terme. Il s'agit ici de dépasser le problème de la corrélation entre la crise de 2008 et l'extension des marchés informels pour s'attacher à l'interrogation suivante : comment la crise a-t-elle interféré dans la constitution et le traitement de la question des marchés informels et des biffins en tant que « problème public »⁵ ?

Les analyses développées dans cet article s'inscrivent dans le cadre d'un doctorat en géographie portant sur les controverses autour des marchés informels et des biffins et leurs incidences en matière de gouvernement urbain. Ce travail utilise, prolonge et complète celui que mène l'anthropologue V. Milliot autour du même objet depuis son rapport sur le marché informel et la mobilisation des biffins à la Porte de Montmartre (Milliot, 2010). Sur le plan empirique, mon terrain démarre ultérieurement, au moment où est créé le nouveau collectif de Belleville, qui marque un infléchissement du mouvement. Les

4 Un certain nombre d'acteurs municipaux font référence à un effet d'« appel d'air » suscité par la mobilisation et l'ouverture du Carré des biffins. Mais il s'agit là d'un motif couramment invoqué par les pouvoirs publics, par exemple à propos des phénomènes migratoires, pour justifier les limites des politiques publiques en la matière.

5 É. Neveu définit la constitution d'un « problème public » comme « la transformation d'un fait social quelconque en enjeu de débat public et/ou d'intervention étatique » (Neveu, 1999, 2). Les problèmes publics sont par conséquent « des enjeux de controverses et d'affrontements entre acteurs collectifs dans des arènes publiques » (Cefaï, 1996, 52).

biffins s'y trouvent alors nettement en retrait par rapport aux intermédiaires militants⁶ qui tentent d'opérer une « montée en généralité » (Lolive, 1997) en articulant échelles locale et supra-locale. Mais le collectif se délite rapidement, sans avoir réussi à s'implanter dans le quartier. Ceci m'a amenée à comparer les contextes micro-locaux des controverses autour des marchés informels dans le Nord-Est parisien, leurs acteurs et leurs territoires. Le poids des responsables municipaux et la démultiplication des dispositifs d'encadrement partiel des biffins m'ont en outre conduite à poser la question du gouvernement urbain. Sur le plan théorique, je mobilise par conséquent les outils de la géographie sociale et de la géographie politique pour comprendre la « carrière » ou la « trajectoire » (Cefaï, 1996, 57) du « problème public » des marchés informels et des biffins : territorialités des controverses, ressorts et contradictions scalaires de la montée en généralité, recompositions territoriales de l'action publique.

L'analyse de l'articulation entre la question de la crise et celle des marchés informels implique de revenir d'abord sur les liens conjoncturels et structurels entre crise, extension des marchés informels et encadrement des biffins. L'appropriation du motif de la crise par la mobilisation des biffins et son utilisation dans le cadre de la défense de « solutions locales pour un désordre global » (Serreau, 2010) seront ensuite analysées. Les réactions des pouvoirs municipaux face à la situation des marchés informels et aux pressions exercées par la mobilisation des biffins permettront enfin de montrer comment évolue le gouvernement urbain dans ce contexte de crise.

6 L'évolution de l'organisation du mouvement est à ce titre significative. Alors qu'à la Porte de Montmartre, un « comité de soutien » s'était formé ultérieurement à la création de l'association de biffins « Sauve qui peut », il n'existe à Belleville qu'un unique « collectif de soutien » comptant parmi ses participants réguliers quelques membres de Sauve qui peut.

1. Marchés informels et encadrement des biffins : un phénomène de crise ?

C'est à un double niveau que les controverses autour des marchés informels parisiens s'inscrivent dans un contexte de crise. La crise peut d'abord s'entendre comme la conjoncture liée à court terme à un événement perturbateur : il s'agit alors de la crise économique de 2008. Mais les phénomènes de pauvreté que rendent visibles les marchés informels relèvent de la conjonction d'une pluralité de facteurs. Ils s'inscrivent dans le cadre d'une augmentation des difficultés et des inégalités sociales qui se comprend sur le moyen terme de la récurrence des crises depuis plusieurs décennies. Le motif de la crise revient, en effet, de manière récurrente pour traiter de l'état de la société et de l'économie en France depuis les années 1970. La crise n'apparaît alors plus comme une conjoncture temporaire, mais comme un contexte durable de recompositions de la société française. L'appréhension de ces recompositions en termes de crise est par conséquent problématique⁷ : plutôt qu'un phénomène conjoncturel, la crise tend à devenir un phénomène structurel conditionnant ces recompositions de la société française. Ainsi, les réponses des pouvoirs urbains à la mobilisation des biffins et aux controverses autour des marchés informels constituent à court terme des adaptations à une situation de crise. Mais ces adaptations ont été rendues possibles, sur le plan institutionnel, par des évolutions à moyen terme⁸ qui font apparaître la

⁷ Quand la crise revient comme une constante sur plusieurs décennies, quelle est la pertinence même de la notion de crise ? Cette question est récurrente dans les débats sur les difficultés socio-économiques continues de certains pays du Sud. Elle peut être aujourd'hui reprise à propos d'une métropole du Nord comme Paris, dans un contexte où la permanence de la crise au Sud et son extension au Nord s'accompagnent d'une diffusion de la défense de l'informel comme réponse à la crise.

⁸ Les politiques d'insertion mises en place dans les années 1980 sont au cœur de ces évolutions (Séchet, 1996 ; Ion, 2005). Ces politiques, largement territorialisées, se sont accompagnées de l'affirmation du travail social (Séchet, 1996 ; Ion, 2005). Le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) créé en 1988 combinait ainsi une allocation versée par l'État et des actions d'insertion financées par les conseils généraux.

crise comme un nouveau cadre de l'action publique et qu'illustrent les dispositifs d'encadrement des biffins mis en place à partir de 2009.

1.1. L'extension des marchés informels et la conjoncture de crise de 2008

Coïncidant avec la conjoncture de crise dans laquelle s'est trouvée la France au tournant des années 2008 et 2009, l'extension des marchés informels a fait de ceux-ci des lieux symptomatiques de ce contexte de difficultés socio-économiques. La pauvreté perceptible sur ces marchés est devenue une illustration frappante de la crise. Mais l'assimilation des marchés informels à ce phénomène conjoncturel de crise est à nuancer. La mobilisation des biffins a débuté avant 2008 et ne s'est pas formée en réaction aux difficultés socio-économiques des vendeurs ou des acheteurs, mais en raison de l'intensification de la répression policière. C'est le frein mis par la police, avec le soutien des pouvoirs municipaux, à l'exercice de ces activités informelles qui a suscité la protestation, et non les situations de pauvreté dans lesquelles se trouvent les vendeurs. La résistance par l'action collective a donc découlé de l'entrave faite à ces adaptations aux difficultés socio-économiques.

Dans le contexte de la crise économique et financière de 2008, le développement des marchés informels est néanmoins apparu comme la conséquence directe d'un problème global. Ce sont d'abord les discours médiatiques qui ont établi le lien entre la crise et l'extension de ces marchés souvent qualifiés de « marchés de la misère » dans les articles et les reportages dont ils font l'objet. La conjonction entre la crise économique et le développement du marché informel à la Porte de Montmartre est devenue relation de cause à effet à l'occasion de la médiatisation du phénomène. Une chargée de mission à la mairie du 18^e arrondissement m'expliquait en 2010 :

« Fin 2008, plus exactement en octobre 2008, avec la préparation de la crise de 2009, il y a eu une nette augmentation des biffins et des

Parallèlement, les acteurs de l'action sociale se sont multipliés, parmi lesquels les entreprises d'insertion, les centres sociaux et socio-culturels, les régies de quartier etc.

vendeurs à la sauvette qui s'agrègent aux biffins, avec 400 personnes. Décembre-janvier 2009, on est passé à 1000-1500 personnes. Il y avait une tolérance et la Mairie allait faire quelque chose, ça a créé de l'attraction. (...) C'est à cette époque qu'il y a eu tous les reportages sur les chaînes de télé, France 1, France 2, M6, sur les marchés de la misère, avec la vente de produits périmés »⁹.

La revente de produits alimentaires, parfois périmés, incluant des boîtes de conserve distribuées par les organismes d'aide sociale et caritative, choque particulièrement. L'extension des marchés informels contribue à rendre visibles de « nouveaux pauvres : immigrés, clandestins et demandeurs d'asile, Asiatiques, Roms, Roumains, chômeurs longue durée, retraités, jeunes précaires, etc. » (Milliot, 2010, 10).

Néanmoins, le gonflement du nombre de vendeurs ne peut, par certains aspects, pas être directement associé à la crise : l'arrivée d'une partie d'entre eux s'inscrit dans le cadre de mouvements migratoires qui résultent de conjonctures politico-institutionnelles indépendantes. L'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union européenne en 2007, a conféré par exemple à leurs ressortissants le droit de circulation dans la zone, alors que le droit de travail ne leur est accordé qu'en 2014 avec l'intégration de ces deux pays à l'espace Schengen. Ceci explique la présence de certains vendeurs, notamment Roms, sur les marchés. La concordance entre le début de l'extension des marchés informels et les premières répercussions en France de la crise états-unienne des *subprimes*, est en outre imprécise. V. Milliot évoque une extension « au cours de l'été 2008 » (Milliot, 2010, 53). Par ailleurs, l'extension du marché informel de la Porte de Montmartre coïncide avec un moment de forte médiatisation de la mobilisation des biffins, qui a démarré à la fin de l'année 2005, soit bien avant la crise de 2008. La corrélation entre développement des marchés informels et crise n'est donc pas immédiate.

1.2. Marchés informels et traitement de la pauvreté : un cadre de crise

Si le développement soudain des marchés informels coïncide avec la crise économique

⁹ Entretien avec N. Dupont, chargée de mission au cabinet du maire du 18^e arrondissement, le 15/04/2010.

de 2008, leur présence s'inscrit dans la longue durée. La durabilité d'une conjoncture de difficultés socio-économiques non résorbées depuis les années 1970 permet à la fois de comprendre la situation des personnes qui fréquentent ces marchés et la manière dont les pouvoirs publics gèrent le phénomène. Sous la pression de la mobilisation des biffins, certaines des municipalités concernées par la présence des marchés informels mettent en effet en place un encadrement partiel des activités des biffins. De conjoncture, la crise constitue alors, par sa durabilité, à la fois une structure socio-économique et un cadre institutionnel.

La visibilité des marchés informels dans l'espace public met en évidence la précarité des individus qui fréquentent ces marchés, ceux-ci représentant pour eux à la fois une ressource économique et un lieu de sociabilité (Milliot, 2010). La présence de ces personnes sur les marchés informels traduit leur marginalisation au sein de la société urbaine, associée à une moindre prise en charge des questions sociales par les institutions publiques, à divers niveaux. Le cas des personnes âgées est symptomatique : elles peuvent à la fois se trouver contraintes à vendre et à acheter sur ces marchés par la faiblesse de leurs pensions de retraite, insuffisantes pour subvenir à leurs besoins, et fréquenter ces lieux en tant qu'espaces de sociabilité permettant de rompre leur isolement. Le recours à ces marchés vient donc compenser à la fois le retrait des institutions publiques et la déstructuration des cadres sociaux qui garantissaient l'insertion de ces personnes âgées dans la vie urbaine, déstructuration que peinent à compenser les dispositifs d'action sociale.

Les mécanismes de gouvernement urbain qui se mettent en place en réponse à la mobilisation des biffins s'inscrivent également dans ce contexte de crise. La récurrence des crises s'accompagne depuis plusieurs décennies de recompositions de l'action publique. Depuis les années 1970, la montée de la pauvreté, qui réapparaît de manière périodique dans les décennies 1980 et 1990, a donné lieu à des adaptations des dispositifs institutionnels (Séchet, 1996, Ion, 2005). Celles-ci se sont accompagnées d'un retrait de l'Etat et d'une promotion du

« local » comme échelon compensatoire¹⁰. Les questions de pauvreté sont ainsi de plus en plus gérées par les collectivités locales, dans le cadre d'une territorialisation de l'action publique qui s'appuie sur des organismes tiers, notamment les associations d'aide sociale et caritative, *via* des délégations de service public¹¹. Ces mécanismes sont à l'œuvre dans le traitement de la question des marchés informels par les pouvoirs municipaux, qui mettent en place des dispositifs encadrant, partiellement et par le biais d'intermédiaires, les activités des biffins. À la Porte de Montmartre, en réponse aux revendications de l'association de biffins « Sauve qui peut »¹², la municipalité du 18^e arrondissement a ouvert un espace de cent places de vente autorisée d'articles de récupération, le Carré des biffins. L'accès à celui-ci est en principe réservé à des vendeurs habitant les 18^e et 17^e arrondissements ainsi que la commune limitrophe de Saint-Ouen¹³.

10 Ces adaptations s'inscrivent dans le cadre plus général de recompositions du gouvernement analysées par les théories critiques et radicales *via* la notion de « gouvernance néolibérale ». N. Brenner observe ainsi, à partir des années 1970, un « rééchelonnement » de l'action publique commun aux États européens qui s'accompagne de la montée en puissance d'une gouvernance urbaine favorisant la compétitivité des territoires métropolitains (Brenner, 2004).

11 Au tournant du 21^e siècle, les recompositions institutionnelles et l'évolution de l'action publique face aux crises successives qui ont touché la société française depuis les années 1970 marquent l'affirmation de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la gouvernance néolibérale. Celle-ci renvoie à un ensemble de processus marquant la déconstruction partielle du modèle antérieur de l'Etat keynésien, interventionniste et redistributeur. La gouvernance néolibérale est caractérisée par la montée en puissance des acteurs privés dans la gestion, notamment urbaine, d'un certain nombre de services. Elle permet l'affirmation du tiers secteur de l'économie sociale et solidaire, largement associatif, caractérisé par une hybridation des logiques non-marchandes et marchandes.

12 L'association « Sauve qui peut », composée de biffins de la Porte de Montmartre, a été créée en 2006 pour revendiquer « l'arrêt (...) des descentes de police, un droit de vendre sur un territoire qui leur [les biffins] soit réservé, un logement pour les sans abri, la reconnaissance et l'octroi des droits sociaux pour tous » (*Le blog des biffins de la porte Montmartre*, <http://biffins.canalblog.com/profile/373129/index.html>, dernier accès le 06/07/2015).

13 Toutefois, l'insuffisance du nombre de places et la présence irrégulière des biffins titulaires de cartes leur donnant accès au Carré ont amené les salariés d'Aurore à bricoler un système de tickets journaliers pour les places restées vacantes, instaurant de fait un filtrage parmi les vendeurs non titulaires (Milliot, 2010, 72-75).

Ces vendeurs sont retenus sur critères sociaux par l'association d'action sociale et de réinsertion « Aurore »¹⁴, chargée de gérer ce petit marché défini comme un « dispositif expérimental d'action sociale » par les pouvoirs municipaux. Le Carré des biffins est ainsi présenté par l'adjoint au maire du 18^e arrondissement chargé de sa mise en œuvre comme un outil pour « *renforcer le filet social sur un territoire un petit peu abandonné* »¹⁵. Son fonctionnement relève de la démultiplication des lieux du travail social (Roulleau-Berger, 2004) qui accompagne la territorialisation de l'action publique.

La crise constitue donc le contexte certes conjoncturel, mais aussi structurel, de l'appréhension de la question des biffins et du développement des marchés informels à Paris. Se pose alors le problème de l'articulation entre la mobilisation des biffins, d'abord conçue de manière strictement locale en réaction à la répression à la Porte de Montmartre, et la question des marchés informels, qui s'affirme en 2008 comme un problème d'envergure parisienne.

2. La promotion des activités des biffins comme réponse à la crise : une montée en généralité ?

Le motif de la crise constitue l'arrière-plan implicite de la construction de la figure « vertueuse » du biffin depuis le début de la mobilisation à la Porte de Montmartre. La revalorisation des activités des biffins s'est certes appuyée sur la défense d'un droit coutumier local lié à l'histoire des Puces¹⁶.

14 L'association Aurore est une structure qui emploie plus de 1 000 salariés et assure des délégations de service public dans les domaines de l'hébergement, de la santé et de l'insertion.

15 Entretien avec Gérard Briant, membre du Parti communiste, adjoint au maire du 18^e arrondissement en charge des affaires sociales, le 03/02/2012.

16 Les biffins peuvent être considérés comme les héritiers des chiffonniers parisiens, marginalisés spatialement, économiquement et socialement à partir du 19^e siècle. Leurs activités ont fait à l'époque l'objet d'un travail de documentation photographique (voir notamment la série *Paris pittoresque* d'Emile Atget) prolongeant l'iconographie des Cris de Paris alors que ceux-ci ont disparu (Milliot, 1995). Leur rejet depuis le centre de Paris a donné lieu à la formation des marchés aux Puces à certaines portes de la ville. Les biffins participent encore aujourd'hui, à la marge,

Mais, dans le même temps, les pratiques de ces recycleurs de fortune ont aussi été investies de valeurs écologistes, libertaires et autogestionnaires, renvoyant à la perspective d'une « décroissance ». Les biffins se sont vu attribuer un rôle de recycleurs urbains, mis en avant comme une alternative économique, sociale et écologique particulièrement précieuse en temps de crise. En 2008, le thème de la crise, jusque-là sous-jacent aux controverses autour de la question des biffins et des marchés informels, est devenu un motif explicite des débats, invoqué pour revendiquer la mise en place d'une régulation territoriale locale. Le motif de la crise est donc devenu un élément de la constitution du phénomène en tant que problème public d'envergure parisienne. Il s'agit ici de développer une réflexion scalaire sur la montée en généralité du problème public posé localement par la mobilisation des biffins dans le quartier de la Porte de Montmartre et sur ses contradictions, dans le contexte de l'extension des marchés informels.

2.1. L'appropriation du motif de la crise par la mobilisation des biffins

Les références explicites à la crise dans les discours sur les biffins et les marchés informels apparaissent avec la soudaine extension de ceux-ci en 2008. Le moment coïncide donc plus ou moins avec le début de la crise économique en France ; il correspond aussi à une période de forte médiatisation de la mobilisation des biffins. Mais si les médias établissent en 2008 la corrélation entre crise et extension des marchés informels, les biffins de la Porte de Montmartre et leurs soutiens évacuent dans un premier temps la question de la crise. Ils s'en tiennent à une lecture du phénomène à l'échelle du Nord-Est parisien : l'augmentation du nombre de vendeurs s'installant le long de l'avenue de la Porte de Montmartre est présentée comme le résultat des fluctuations de la répression policière dans l'ensemble des arrondissements parisiens et des communes limitrophes concernés par la présence des marchés informels. L'intensification de la répression sur d'autres sites du Nord-Est parisien, parallèlement à son allègement à la Porte de Montmartre, aurait incité

au fonctionnement des Puces (Sciardet, 2003).

les vendeurs informels à s'y reporter, et ce d'autant que la mobilisation des biffins battait alors son plein. Le mouvement met ainsi de côté le problème de l'arrivée sur les marchés informels de nouveaux vendeurs, qui est une source de tensions au sein du groupe mobilisé¹⁷ et fragilise les revendications en matière de régulation locale. L'augmentation soudaine du nombre de vendeurs met à mal le travail de médiation entrepris par la mobilisation des biffins auprès des riverains de la Porte de Montmartre en submergeant les limites locales de la tolérance envers la présence des vendeurs. Cette extension remet aussi en cause la possibilité d'une gestion locale du marché informel par un dispositif d'encadrement de taille réduite. Les responsables de la mairie du 18^e arrondissement justifieront alors l'insuffisance du nombre de places disponibles sur le Carré des biffins par rapport au nombre de vendeurs informels présents à la Porte de Montmartre en arguant de leur incapacité à gérer à l'échelle locale un tel phénomène de crise.

C'est en fait dans un second temps, après l'ouverture du Carré des biffins, que le motif de la crise est approprié par la mobilisation. Celle-ci tente alors de s'élargir et de prendre pied dans l'Est de Paris en se reformant à Belleville. Le déplacement du mouvement s'accompagne d'une évolution interne : consécutivement aux conflits suscités par l'ouverture du Carré des biffins au sein de l'association des biffins de la Porte de Montmartre (l'association Sauve qui peut), les acteurs intermédiaires occupent le devant de la scène dans le nouveau collectif de soutien aux biffins créé à Belleville en mars 2011. Si la mobilisation des biffins avait été initiée à la Porte de Montmartre par un élu écologiste local, le poids des représentants politiques locaux dans le mouvement se trouve renforcé à Belleville. Ceci est lié à la

17 V. Milliot montre comment l'investissement massif de ces marchés par des vendeurs Roms à partir de 2008 a introduit de nouvelles logiques économiques et sociales qui ont pu susciter des conflits avec les autres vendeurs (Milliot, 2010, 29-30, 39). Au moment de la mise en place du Carré des biffins, des désaccords ont éclaté au sein du mouvement des biffins, entre les militants voulant poursuivre la lutte pour les vendeurs exclus du dispositif et ceux « affirm[ant] qu'ils ne pouvaient pas se battre pour tout le monde, que les Roms n'étaient pas des biffins comme les autres... » (Milliot, 2010, 67).

montée en puissance, entre temps, de la question des biffins sur le plan politique et à l'échelle parisienne, au-delà du seul quartier de la Porte de Montmartre. Mais le faible nombre de biffins participant au collectif, l'absence parmi ceux-ci de nouvelles figures susceptibles d'incarner la mobilisation auprès des responsables politiques et des médias, accentuent aussi le rôle des autres acteurs « non biffins » de la défense des biffins. Les militants politiques et associatifs, investis dans la vie locale ou indépendants, tiennent une place plus importante dans les réunions du collectif et les controverses publiques. Certains s'emparent alors de l'argument de la crise pour légitimer leurs revendications d'une gestion locale des activités des biffins. Ces revendications sont défendues au nom de la nécessaire adaptation des institutions à ces pratiques informelles, qui sont elles-mêmes des adaptations au contexte de crise.

L'invocation de la crise apparaît donc comme un outil pour réclamer auprès des pouvoirs municipaux la généralisation de l'ouverture d'espaces de vente pour les biffins à tous les sites de Paris et de sa proche périphérie concernés par la présence de marchés informels. La mise en place de régulations territoriales locales est présentée comme une alternative à des normes qui auraient été rendues obsolètes par la crise : la crise vient justifier la légalisation de l'informel au nom d'un effondrement du modèle fordiste occidental. Lors d'une manifestation devant la mairie du 20^e arrondissement, un défenseur des biffins, sans affiliation partisane, déclare à un journaliste local : « *Certains pensent que nous sommes encore dans les Trente Glorieuses et qu'il y a du travail pour tout le monde, mais c'est la crise et chacun fait comme il peut* »¹⁸. L'engagement militant en faveur des biffins s'appuie sur le postulat d'une déstructuration, par la crise, des régulations économiques garantissant le fonctionnement des sociétés occidentales et défend une reconnaissance de la débrouille individuelle comme réponse à la crise. Cette défense

18 Le 75020.fr, 11/10/2010, « Carré des biffins : Le conseil d'arrondissement ajourné suite aux manifestations », <http://le75020.fr/paris-XXe-75020-20e-arrondissement/politique/19543-carre-des-biffins-le-conseil-darrondissement-ajourne-suite-aux-manifestations.paris-75020-info#.VZryIFLLKzk>, dernier accès le 06/07/2015.

des activités informelles des biffins s'appuie donc sur l'idée de la nécessité urgente et impérieuse d'une adaptation des structures institutionnelles à la crise. Un membre du mouvement politique Alternative libertaire expliquait sa participation au « collectif de soutien aux biffins » de Belleville comme une réaction à ce contexte de crise laissant présager des difficultés matérielles durables :

*« On est persuadé que la crise arrivant, se propageant, continuant, revenant, etc., les réponses que veulent avoir les gens, c'est beaucoup plus concret que ce qu'on pouvait apporter à un niveau politique peut-être supérieur. En gros, les problèmes d'aujourd'hui et de demain, ça va être comment je bouffe, comment je vais avoir mon toit, etc., donc des trucs qui sont super concrets. Et là, avec les biffins, on était quand même en plein dedans »*¹⁹.

2.2. La défense des biffins : une promotion de l'écologie politique et de l'idéologie du local

L'appropriation du motif de la crise par la mobilisation des biffins s'inscrit ainsi dans le cadre de la défense de « solutions locales pour un désordre global » (Serreau, 2010). Ce discours sur la crise n'est pas seulement le fait de militants politiques et associatifs non partisans : il est aussi relayé par les élus EE-LV impliqués plus ou moins directement dans la mobilisation des biffins. Ceux-ci défendent la reconnaissance des pratiques informelles des biffins en tant que pratiques « vertes » de recyclage²⁰ et la gestion locale de ces activités.

La participation des élus EE-LV à la défense des biffins s'inscrit dans le cadre beaucoup plus large de la promotion de la décentralisation et de l'élargissement des compétences des

19 Entretien avec David, membre d'Alternative Libertaire et participant régulier au collectif de soutien aux biffins de Belleville, le 11/04/2012.

20 La majorité des vendeurs présents sur les marchés informels proposent en effet des articles de récupération ou « de seconde main » issus de la fouille des poubelles, de dons ou d'achats à d'autres vendeurs (cette pratique est désignée par l'expression de « faire la culbute »). Il s'agit de petits objets, de vêtements, de livres... Certains vendeurs sont toutefois spécialisés : ceci concerne en particulier la fripe et la vente de petits équipements électroniques. Des articles neufs sont aussi proposés sur ces marchés, dont des produits alimentaires. La valorisation de la figure du biffin introduit alors une hiérarchisation entre les vendeurs informels, selon la nature des articles présentés.

collectivités territoriales défendue au niveau national par les écologistes. Elle mobilise également le thème de la relocalisation des activités économiques. Une élue EE-LV du 20^e arrondissement déclarait ainsi :

« C'est drôle, parce que le Parti socialiste voit les biffins comme une résurgence du passé, alors que moi je les vois vraiment plutôt comme des inventeurs d'avenir, comme des gens qui sont en train de créer des activités dont on va avoir besoin dans pas très longtemps, parce qu'on va manquer de ressources, parce qu'on va être obligé de retrouver des ressources sur le territoire... Parce que je ne suis pas certaine que la crise systémique qu'on vit actuellement soit derrière nous. A mon avis, c'est plutôt sur le devant. (...) Et puis, cette façon de toujours vouloir traiter les problèmes de façon industrielle ou généraliste (...), je pense que ça aussi il va falloir en sortir un peu (...); je pense que, de toute façon, maintenant, quasiment tout le monde se rend compte qu'on va y être obligé, et pour les déchets aussi on va y être obligé »²¹.

Le recours au motif de la crise dans les controverses autour des biffins s'inscrit donc dans les rapports de force politiques entre, d'une part, Europe Ecologie - Les Verts, rejoint par le Parti de Gauche dans le 20^e arrondissement, et, d'autre part, le Parti socialiste à la tête des municipalités des arrondissements concernés. La déstabilisation des normes socio-économiques et urbaines par l'extension des marchés informels s'articule à des rapports de force politiques et idéologiques entre partis en position de majorité et partis en position de minorité au sein des conseils municipaux. Par le biais de ces rapports de force, les partis en position de minorité tentent de déstabiliser la majorité à laquelle incombe l'exercice du pouvoir, qui cherche au contraire à garantir une relative stabilité du gouvernement urbain²². La perspective d'une menace globale est en effet un outil de disqualification de la politique répressive des responsables municipaux socialistes à l'encontre des marchés informels. Cet outil est mobilisé pour défendre la

21 Entretien avec Florence de Massol, membre d'EE-LV, adjointe à la maire du 20^e arrondissement en charge de l'environnement, du développement durable, des espaces verts et du plan climat et participante occasionnelle au collectif de soutien aux biffins de Belleville, le 04/05/2012.

22 Cette remarque a été faite par le géographe Giovanni Sistu (Université de Cagliari) lors de la discussion de la session du colloque *Penser la fabrique de la ville en temps de crise(s)* dans le cadre de laquelle ce travail a été présenté.

promotion d'une gestion locale des situations de pauvreté que donnent à voir ces marchés et qui consiste en un encadrement de l'existant. Défendant la nécessité de « solutions locales pour un désordre global » (Serreau, 2010), la mobilisation des biffins impute en effet la responsabilité des tensions suscitées par les marchés informels aux pouvoirs municipaux qui mènent une politique répressive. La mise en avant du contexte de crise accompagne à la fois la montée en puissance et l'extension de la mobilisation des biffins et la valorisation du local. La montée en généralité du problème public des marchés informels et des biffins est donc traversée par une contradiction scalaire qui va faire de l'encadrement des biffins une question de gestion urbaine particulièrement vulnérable au « piège du local » (Brown, Purcell, 2005 ; Purcell, 2006)²³.

3. L'encadrement des biffins : une gestion de crise ?

Du côté de la mobilisation des biffins, les trois étapes de « *Naming, Blaming and Claiming* » (Felstiner, Abel, Sarat, 1980) marquant la constitution des problèmes publics ont consisté en :

- la revalorisation de la figure du biffin ;
- la dénonciation de la répression policière soutenue par les pouvoirs municipaux ;
- la revendication de la mise en place d'une régulation locale des activités informelles des biffins par ces mêmes pouvoirs municipaux.

Mais dans le contexte de l'extension des marchés informels et face à la perspective d'une multiplication de marchés de biffins autorisés, des mouvements de riverains se sont formés par « territorialisations réactives » (Melé, 2008). Du côté de ces mouvements de riverains, les trois mêmes étapes de « *Naming, Blaming and Claiming* » ont donné lieu à :

- des désignations dévalorisantes de ces marchés (« marchés sauvages » ou « marchés de la misère » étant les plus

23 L'idée de « *local trap* » est développée dans les travaux du géographe américain M. Purcell. Elle dénonce la survalorisation des vertus démocratiques supposées de l'échelle locale dans le champ politique de l'écologie (Brown, Purcell, 2005) et le champ scientifique du « droit à la ville » (Purcell, 2006).

- courantes dans les débats publics locaux) ;
- la dénonciation d'une non « maîtrise de la ville » (Berque, 1994) par les pouvoirs publics parisiens (police et responsables municipaux) ;
- la revendication d'une répression renforcée de ces usages marchands informels de l'espace public.

Ces deux positions opposées ont pour point commun de critiquer une « inaction des pouvoirs publics », visant en priorité les pouvoirs municipaux. Les controverses autour des marchés informels et des biffins peuvent ainsi être interprétées comme une crise du gouvernement urbain. Celle-ci donne lieu à l'élaboration de bricolages gestionnaires, fondés sur des compromis territoriaux qui découlent eux-mêmes des rapports des forces locaux.

3.1. Les controverses autour des marchés informels et des biffins : une crise du gouvernement urbain ?

Les controverses autour des marchés informels et des biffins s'inscrivent dans un climat d'urgence face aux tensions locales soulevées par la présence des marchés informels dans l'espace public. Les conflits d'usage que suscite leur extension peuvent être interprétés comme une crise territoriale découlant des recompositions de l'urbanité dans les quartiers péri-centraux de l'agglomération parisienne au cours des dernières décennies. La densité et la diversité, largement considérées par les géographes comme constitutives de l'urbanité (Lévy, Lussault, 2003), apparaissent comme tellement exacerbées sur ces marchés qu'elles en seraient contraires aux valeurs de courtoisie associées à l'étymologie de la notion d'urbanité. Les dynamiques socio-spatiales associées à la métropolisation conditionnent largement l'appréhension locale du redéveloppement de ce phénomène de pauvreté visible dans les espaces publics de quartiers qui, de marge, se retrouvent aujourd'hui au cœur de l'agglomération métropolitaine de Paris. Dans le contexte de la métropolisation, la pression immobilière accrue sur les espaces urbains centraux et péri-centraux et, notamment, le processus de gentrification des anciens quartiers populaires des villes-centres,

l'affirmation des revendications en matière de « cadre de vie » des classes moyennes, qui se sont partiellement diffusées aux classes populaires, s'accompagnent d'une tolérance amoindrie envers les usages « indésirables » des espaces publics. Les crises locales que suscitent les marchés informels s'inscrivent donc dans le cadre des tensions territoriales dont sont porteurs les processus d'urbanisation métropolitains.

Dans ce contexte, l'inaction des pouvoirs publics est dénoncée tant pour réclamer la répression que la légalisation de nouveaux espaces de vente. Les dirigeants socialistes parisiens sont désignés comme les principaux responsables de cette situation. Face à ce « blâme » émanant des mouvements de riverains comme de la mobilisation des biffins, ils sont d'abord réticents à mettre en place une régulation locale des activités marchandes des biffins. Ils sont en effet pris entre une tendance à réprimer de plus en plus les usages informels des espaces publics et le redéveloppement de ceux-ci, qui submerge les cadres de la « maîtrise de la ville » (Berque, 1994). Les responsables municipaux justifient la politique d'éviction policière au nom de la défense des acquis socio-économiques que sont censées garantir les institutions de la République française et du maintien d'une équité territoriale entre quartiers populaires et quartiers aisés. Les élus socialistes et communistes du 18^e arrondissement expriment ainsi leurs réticences face à l'« arrangement local » (Milliot, 2010, 56) obtenu à la Porte de Montmartre par la mobilisation des biffins. Ouvrir un espace de vente autorisée d'articles de récupérations revient en effet, par exemple, à autoriser de fait le travail des retraités sur le territoire de l'arrondissement. Confrontés au problème public des marchés informels, les responsables socialistes des arrondissements concernés tergiversent donc, font des discours qui renvoient la question à des échelles supra-locales et à l'État²⁴, avant de composer partiellement

²⁴ « On ne peut pas considérer que les problèmes de cette nature, les problèmes sociaux, les problèmes de droit, les problèmes d'existence, les problèmes de dignité, sont du ressort des collectivités locales, ni parisiennes, encore moins d'arrondissements », déclarait par exemple Daniel Vaillant, maire du 18^e arrondissement, en 2011, lors d'une conférence de presse faisant le bilan des deux premières années de fonctionnement du Carré des biffins.

avec les revendications portées au nom des biffins, en introduisant des limitations et en ayant recours à des dispositifs d'insertion.

Le motif de la crise, que la mobilisation des biffins s'approprie en s'élargissant, est très peu utilisé par les responsables socialistes. Ceci peut finalement se comprendre assez aisément, dans la mesure où la valorisation de l'initiative informelle comme alternative à une situation de crise à laquelle peinent à s'adapter les institutions, délégitime le rôle des pouvoirs publics. Le recours au motif de la crise dans les discours de militants investis dans la mobilisation des biffins correspond ainsi à un moment politique des controverses autour des marchés informels. Il s'inscrit dans le contexte des rapports de force entre le PS auquel revient la responsabilité de l'exercice du pouvoir municipal sur les territoires concernés, et les partis de gauche qui se trouvent soit en position minoritaire au sein de ces majorités municipales dirigées par le PS, soit, plus rarement, en situation d'opposition.

3.2. L'encadrement des biffins : bricolages gestionnaires et compromis territoriaux

Les répercussions institutionnelles des crises récurrentes depuis les années 1970 permettent alors de comprendre dans quelles conditions institutionnelles s'inscrivent les interventions des pouvoirs municipaux dans la gestion des marchés informels en réponse à la mobilisation des biffins.

Dans le contexte des élections municipales de 2008, l'équipe du maire socialiste du 18^e arrondissement, Daniel Vaillant, a fini par céder face à la médiatisation de la mobilisation des biffins, et par mettre en place, fin 2009, le Carré des biffins. Le motif social a permis de contourner les rivalités territoriales et commerciales avec les riverains et commerçants des Puces : « avoir identifié ça comme action sociale fait qu'on a pu commencer à travailler sur une zone grise de droit »²⁵, expliquait l'adjoint au maire du 18^e arrondissement chargé de la mise en œuvre du Carré. Mais, deux ans plus tard, l'association Aurore fait le constat de l'échec de sa mission d'insertion des

25 Entretien avec Gérard Briant, membre du Parti communiste, adjoint au maire du 18^e arrondissement en charge des affaires sociales, le 03/02/2012.

biffins²⁶. Le « Carré des biffins » constitue un encadrement partiel de ces activités informelles dans l'espace public et cette « zone grise de droit » est maintenue dans l'entre-deux, puisqu'en 2012 le dispositif est toujours considéré comme « expérimental ». Les responsables du 18^e arrondissement insistent de manière récurrente sur les limites de cette action restreinte de régulation locale. D'une part, ces discours mettent en avant les limites de l'action isolée d'une municipalité d'arrondissement, laissant entendre que d'autres communes devraient mettre en place des dispositifs analogues. D'autre part, cette mise en avant des limites de l'action des pouvoirs municipaux suggère son inefficacité et renvoie la question à des échelles autres que locales.

En outre, dans le 20^e arrondissement, la défense des biffins est d'emblée confrontée à des associations de riverains et commerçants qui se mobilisent pour obtenir une répression policière accrue des marchés informels, avec le soutien de l'équipe socialiste à la tête de la mairie. Néanmoins, bien que la maire du 20^e arrondissement tienne des propos virulents contre « l'institutionnalisation de la misère », l'équipe municipale élabore, à la fin de l'année 2011, un projet de dispositif local et artisanal de gestion des déchets qui, en incluant les activités de récupération des biffins à la mise en place d'une ressourcerie - lieu de récupération, retape et revente d'objets -, évacue leurs activités marchandes de l'espace public. Ce projet de ressourcerie intègre les biffins à son fonctionnement *via* un petit nombre d'emplois d'insertion et un projet de « circuit court » de rachat des articles récupérés dans les poubelles. Comme dans le cas du « Carré des biffins » de la Porte de Montmartre, ce dispositif est confié à une association gestionnaire, l'association Emmaüs Coup de main. Le motif de la crise réapparaît alors dans un discours de la maire du 20^e arrondissement, qui justifie les conditions de cette intervention gestionnaire au nom de la crise. Fin 2011,

26 Dossier de presse *Carré des biffins, Porte Montmartre. 2 ans après...*, septembre 2011. Les cadres de l'association Aurore impliqués dans la mise en œuvre du Carré des biffins ont par la suite développé leur réflexion critique sur le travail social mené dans le cadre du dispositif à travers la rédaction d'un ouvrage intitulé « *De seconde main* ». *Vendeurs de rue et travailleurs sociaux face à face dans la crise* (Grimaldi, Chouatra, 2014).

la maire présentait le projet en légitimant l'intervention municipale par l'utilité écologique des pratiques informelles de recyclage :

« Je lutterai toujours contre la favellisation de la ville. (...) Ce n'est pas qu'une question de régulation de l'espace public, il faut des solutions (...). Je veux bien que nous prenions notre part de la solution, donc nous travaillons sur ce projet de ressourcerie-déchetterie (...). Il faut lutter contre le gaspillage ; surtout dans les temps de crise (...). Donc nous allons créer un lieu de tri où des gens pourront se faire payer - c'est ce qu'on appelle le circuit court - de la matière première qu'ils auront glanée. (...) L'objectif est de créer au bas mot une trentaine, je l'espère plus, une cinquantaine d'emplois d'insertion. (...) Pour moi, c'est le seul objectif digne de ce nom parce que maintenir des gens dans la rue vendant le produit des poubelles, c'est vraiment quelque chose que je ne peux concevoir »²⁷.

Le motif de la crise est donc repris dans ce discours en réponse aux pressions des élus EE-LV et PG investis dans la mobilisation des biffins. La légitimation de la mise en place de ce dispositif au nom de la crise fait alors contrepoint au refus de gérer les pratiques marchandes des biffins dans l'espace public. Mais, en 2012, avec le délitement du collectif de soutien aux biffins et l'évacuation policière du marché informel de Belleville, la pression militante exercée autour de la question dans le 20^e arrondissement retombe et le projet de « circuit court » est mis de côté.

Les rapports de force locaux aboutissent donc à l'élaboration de dispositifs gestionnaires parcellaires dont la mise en place est justifiée par le motif de l'insertion. Ces dispositifs s'inscrivent dans un contexte de déconstruction partielle des normes du salariat, avec le recours aux emplois d'insertion, ainsi que de déconstruction partielle des institutions publiques dédiées à l'action sociale, avec les mécanismes de délégation de l'action sociale à des associations. Ils s'accompagnent d'une republicisation, à la marge, par le biais des associations, de la gestion des déchets. Alors que les politiques d'insertion visaient initialement à « éviter à tout prix l'exclusion sociale et sa cristallisation territoriale »

²⁷ Compte-rendu de mandat de la maire du 2^e arrondissement Frédérique Calandra sur les thèmes du développement économique, de la solidarité, de la santé et des politiques sociales le 15/11/2011.

(Séchet, 1996, 142), c'est le contraire que donnent à voir ces dispositifs par lesquels les municipalités socialistes tentent de se réapproprier l'espace public. Ils montrent en effet une fragmentation de la gestion territoriale, tandis que l'interposition d'intermédiaires - les associations d'action sociale délégataires de service public - témoigne d'un retrait des institutions qui remet en cause les principes de l'action publique et alimente la crise de légitimité des pouvoirs publics. Ces controverses suscitent des soutiens politiques d'opportunisme, dans le cadre d'une gouvernance à la carte qui donne naissance à de nouvelles clientèles²⁸. À Montreuil, l'ancienne maire écologiste Dominique Voynet refusait l'ouverture d'un espace de vente pour les biffins au nom de l'équité territoriale entre Paris et les communes limitrophes. Ce nouveau mode de gouvernance apparaît donc finalement comme particulièrement dépendant des rapports de force qui font les conjonctures politiques locales. Ainsi, « *les interactions entre conditions économiques et contextes politico-culturels locaux (...) aboutissent de fait en France à d'importants écarts dans la mobilisation pour l'insertion et la lutte contre l'exclusion, c'est-à-dire à une grande diversité des formes locales de régulation sociale* » (Séchet, 1996, 155-156).

Conclusion

Le recours au motif de la crise dans les controverses autour des marchés informels et des biffins est donc lié à la montée en généralité de la défense des biffins. En 2008, la conjonction entre les répercussions françaises de la crise économique et financière mondiale consécutive à celle des *subprimes* aux États-Unis et le développement, à Paris, de marchés informels pouvant rassembler jusqu'à plusieurs centaines de personnes, a fait apparaître ce phénomène comme une illustration frappante de la conjoncture de crise. Mais l'articulation entre cet événement qu'est la crise et la mobilisation, initialement locale, des biffins, née quelques années auparavant dans le quartier de la Porte de

²⁸ Cette remarque a été faite par la géographe Isabelle Garat (Université de Nantes) lors de la discussion de la session du colloque *Penser la fabrique de la ville en temps de crise(s)* dans le cadre de laquelle ce travail a été présenté.

Montmartre en réaction à la répression policière, masque un contexte de tensions plus durable. À moyen terme, la récurrence du motif de la crise depuis les années 1970, accompagnant la succession de perturbations d'abord conçues comme temporaires, finit par faire apparaître l'instabilité comme une composante structurelle du système actuel. L'appropriation du motif de la crise par la mobilisation des biffins illustre toutefois la dimension problématique de l'articulation entre un mouvement initialement conçu à une échelle locale, et le contexte global auquel renvoie la crise. Elle met en évidence la dimension conjoncturelle, opportuniste, de la montée en puissance de ce motif de la crise dans l'appréhension de la question des marchés informels par les acteurs impliqués dans la mobilisation des biffins. Cette appropriation du motif de la crise va de pair avec la réinterprétation de la situation des marchés informels au prisme de valeurs inscrites dans le champ de l'écologie politique. Le développement, dans un contexte occidental, de ces activités informelles, plutôt associées à une crise durable considérée comme caractéristique des pays du Sud, est ainsi lié à la progression d'une défense de l'informel comme réponse à la crise, qui a pour corollaire l'affirmation des acteurs intermédiaires dans la gestion de l'action sociale.

Coïncidant avec la construction de la question des biffins comme problème public, la conjoncture de crise a interféré dans le traitement de celle-ci par les pouvoirs publics. Son utilisation par les acteurs politiques et militants de la défense des biffins a participé à l'élaboration de bricolages gestionnaires fondés sur des compromis territoriaux entre défense du droit à la ville des biffins et défense du cadre de vie des riverains. Les controverses autour des marchés informels et des biffins produisent de nouveaux territoires, qui posent le problème du rôle des pouvoirs publics face à la crise. La rhétorique de l'urgence associée à celle-ci favorise des adaptations qui soulèvent le risque que les acteurs publics ne renforcent leur désengagement par rapport à des questions clés de la société²⁹. Elles ouvrent le champ de l'action

29 Cette remarque a été faite par la géographe Nora Semmoud (Université de Tours) lors de la discussion de la session du colloque *Penser la fabrique de la ville en*

publique aux mécanismes de délégation et d'appropriation par des acteurs associatifs. L'encadrement des activités informelles des biffins ne se résume pas à une tolérance envers des réponses adaptatives à la crise : il constitue en lui-même une telle réponse, sur le plan institutionnel. Face à la « question sociale » (Castel, 1995 ; Rosanvallon, 1995) que posent, par leur visibilité, les marchés informels, cette réponse constitue une adaptation gestionnaire à la crise.

La gestion territoriale du phénomène par l'encadrement partiel des activités des biffins ne peut néanmoins être interprétée comme un signe univoque de retrait des pouvoirs publics. Elle illustre certes la montée en puissance des acteurs urbains et locaux du gouvernement et un recours croissant à l'interposition d'intermédiaires gestionnaires. Ceci relève-t-il pour autant d'une stratégie machiavélique consistant à diviser pour mieux régner ? Les limites des bricolages gestionnaires et territoriaux visant à encadrer les activités informelles des biffins sont mises en évidence par les controverses que suscitent le phénomène. Elles témoignent du retour du politique paradoxalement permis par des « arrangements post-politiques » (Swyngedouw, 2009) qui relèveraient plus de la gestion que du gouvernement. La crise ouvre, en effet, la possibilité d'une remise en cause du modèle qu'elle vient perturber de manière récurrente. Sa persistance ne serait-elle pas alors tout simplement la résultante d'un attachement des classes dirigeantes à un modèle obsolète ? Au Nord comme au Sud, l'informel rend manifeste une inadéquation entre normes institutionnelles et pratiques urbaines, qui donne lieu à des formes territoriales « hors des cadres spatiaux légaux » (Péraldi, 2002, 35). La gestion de ces « territoires de l'informel » (Azaïs, Steck, 2010) dépend des contextes nationaux, régionaux et locaux dans lesquels ils s'inscrivent³⁰. Le poids croissant

temps de crise(s) dans le cadre de laquelle ce travail a été présenté.

30 Le géographe italien G. Giovanni Sistu (Université de Cagliari) a mis exergue lors de la discussion la dimension culturelle de l'acceptation des petites activités de rue dans l'espace public, en faisant la remarque que la vente informelle en marge des marchés aux Puces en Italie ne suscitait pas de telles controverses et que le système des déchetteries avait été mis en place à Turin depuis une vingtaine d'années.

de l'idéologie du local, dans ce cas comme dans de nombreux autres, implique donc de poursuivre la réflexion sur les acteurs et les territoires perdants et gagnants de la promotion de cette échelle en lien avec le motif de la crise.

BIBLIOGRAPHIE

Azaïs Ch., Steck J.-F. (dir.) (2010), « Les territoires de l'informel », *Espaces et sociétés*, 143, 7-12.

Barles S. (2005), *L'invention des déchets urbains. France : 1790-1970*, Seyssel : Champ Vallon.

Berque A. (dir.) (1994), *La maîtrise de la ville. Urbanité française, urbanité nippone*, Paris : Editions de l'EHESS.

Brenner N. (2004), *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford : Oxford University Press.

Brown J. C., Purcell M. (2005), « There's nothing inherent about scale : political ecology, the local trap, and the politics of development in the Brazilian Amazon », *Geoforum*, 36, 607-624.

Castel R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris : Fayard.

Cefaï D. (1996), « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, 14/75, 43-66.

Charpy M. (2011), « L'apprentissage du vide. Commerces populaires et espace public à Paris dans la première moitié du XIX^e siècle », in Sauvadet Th., Bacqué M.-H. (coord.), *Usages populaires de l'espace, Espaces et Sociétés*, n° 144-145, 1-2/2011, 15-35.

Coste L. (1994), *L'étranger sous terre. Commerçants et vendeurs à la sauvette du métro parisien*, Paris, L'Harmattan.

Faure A. (1977), « Classe malpropre, classe dangereuse ? Quelques remarques à propos des chiffonniers parisiens au 19^e siècle et de leurs cités », *Recherches*, 29, 79-102.

Felstiner W. L. F., Abel R. L., Sarat A. (1980), « The Emergence and Transformation of Disputes : Naming, Blaming, Claming... », *Law and Society Review*, 15:3/4, 631-654.

Grimaldi Y., Chouatra P. (2014), « *De seconde main.* » *Vendeurs de rue et travailleurs sociaux face à face dans la crise*, Paris, L'Harmattan.

Harvey D. (2011), *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Editions Amsterdam.

Ion J. (2005), *Le travail social à l'épreuve du territoire*, Paris, Dunod.

Labbens J. (1978), *Sociologie de la pauvreté. Le tiers-monde et le quart-monde*, Paris, Gallimard.

Lefebvre H. (2009, 1968), *Le droit à la ville*, Paris, Economica-Anthropos.

Lévy J., Lussault M. (dir.) (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.

Lolive J. (1997), « La montée en généralité pour sortir du Nimby. La mobilisation associative contre le TGV Méditerranée », *Politix*, 10/39, 109-130.

Milliot V. (1995), *Les cris de Paris ou le peuple travesti : les représentations des petits métiers parisiens, 16^e-18^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne.

Milliot Vir. (2010), « La ville informelle et le travail des marges », in Milliot V. (dir.) *Les archipels de la Goutte d'Or. Analyse anthropologique d'une métropolisation par le bas*, Rapport de recherche pour le programme « Culture et territoires en Ile-de-France », 7-89.

Péraldi M. (dir.) (2002), *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris : Maisonneuve & Larose.

Purcell M. (2006), « Urban Democracy and the Local Trap », *Urban Studies*, 43/11, 1921-1941.

Rosanvallon P. (1995), *La nouvelle question sociale. Repenser l'Etat-providence*, Paris : Seuil.

Rouilleau-Berger L. (2004), *La rue, miroir des peurs et des solidarités*, Paris, PUF.

Séchet R. (1996), *Espaces et pauvretés. La géographie interrogée*, Paris, L'Harmattan.

Serreau C. (2010), *Solutions locales pour un désordre global*, Paris, Acte Sud.

Sciardet H. (2003), *Les marchands de l'aube. Ethnographie et théorie du commerce aux Puces de Saint-Ouen*, Paris, Economica.

Swyngedouw E. (2009), « The Antinomies of the Postpolitical City : In Search of a Democratic Politics of Environmental Production », *International Journal of Urban and Regional Research*, 33/3, 601-620.

Illustrations :

Image 1 : Marché informel à Belleville. Source : Balan H., 16/03/2010

Image 2 : Extrait d'un tract du collectif de soutien aux biffins. Source : Collectif de soutien aux biffins, 05/2011.



L'habitat participatif en France : une alternative sociale à la « crise » ?

Il Cohousing in Francia : un'alternativa sociale alla 'crisi'?

Sabrina BRESSON

*Maître-assistante en sociologie
UMR 7218 LAVUE (Centre de Recherche sur l'Habitat)*

Résumé : *L'habitat participatif renvoie à des opérations portées par des groupes de citoyens désireux de concevoir, construire et gérer collectivement leurs logements. Son développement récent en France interroge les processus de transformations sociales liés aux crises économique, écologique et sociopolitique du début du XXI^e siècle. Ainsi, à partir d'enquêtes de terrain réalisées à Strasbourg et Grenoble, l'article analyse les alternatives que suggère l'habitat participatif en termes d'accès au logement, de développement urbain durable et de participation citoyenne. Si les expériences observées permettent clairement de dépasser les aspirations individuelles et de renforcer l'implication collective des citoyens dans la production de la ville, le « coût social » qu'elles impliquent, en termes de ressources culturelles, d'engagement et de temps, pose la question du rôle des institutions et de leur capacité à accompagner ces initiatives et/ou à en assurer l'égalité d'accès.*

Mots-clés : Habitat, logement, autopromotion, participation, écologie, politiques publiques

Riassunto: *Il Cohousing rinvia alle operazioni effettuate da gruppi di cittadini che desiderano concepire, costruire e gestire collettivamente i loro alloggi. Il suo recente sviluppo in Francia chiama in causa i processi di trasformazione sociale legati alla crisi economica, ecologica e sociopolitica dell'inizio del XXI^o secolo. In tal modo, a partire dall'indagine sul campo condotta a Strasburgo e a Grenoble, l'articolo analizza le alternative che il cohousing propone in termini di accesso all'alloggio, di sviluppo sostenibile urbano e di partecipazione civica. Se le esperienze osservate permettono chiaramente di superare le aspirazioni individuali e di rinforzare l'implicazione collettiva dei cittadini nella costruzione della città, il "costo sociale" che esse implicano, in materia di risorse culturali, d'impegno e di tempo, pone la questione del ruolo delle istituzioni e della loro capacità ad accompagnare queste iniziative e/o ad assicurarne la parità d'accesso.*

Parole chiave: Habitat, alloggio, autopromozione, partecipazione, ecologia, politiche pubbliche

En France, on assiste depuis le début des années 2000, au renouveau de ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'habitat participatif », pour qualifier des opérations portées par des groupes de citoyens désireux de concevoir, construire et gérer collectivement leurs logements. Ces projets, qui répondent à une volonté d'« habiter autrement », trouvent leur origine dans les expériences coopératives de l'après Seconde Guerre mondiale ou dans les mouvements autogestionnaires des années 1960-70, mais se réactualisent dans un contexte de « crises ». Crise économique d'abord, qui exclut de plus en plus de ménages, y compris des classes moyennes, de l'accès au logement dans les centres urbains. Crise écologique ensuite, qui suscite des réflexions sur le développement urbain durable et sur la transformation de nos modes de vie. Crise politique et sociale enfin, qui se traduit par une remise en cause de la démocratie représentative et une montée en puissance des mouvements citoyens revendiquant des formes d'organisation de la société plus horizontales, faisant plus de place aux « savoirs d'usages » (Sintomer, 2008 ; Nez, 2011).

On ne peut définir l'habitat participatif sans commencer par souligner la spécificité de la terminologie française¹. En effet, l'expression « habitat participatif » s'est généralisée dans les années très récentes, alors qu'on utilisait plus volontiers auparavant les notions d'« habitat groupé », « partagé », « coopératif », etc., pour désigner les mêmes projets. Ce changement de vocabulaire n'est pas sans lien avec la vogue participative, mais révèle surtout la structuration des réseaux d'acteurs impliqués dans le développement de l'habitat participatif (associatifs, professionnels et décideurs publics) (Roux, 2012). En effet, la

¹ Notons qu'il existe une très grande variabilité des vocables utilisés en Europe pour qualifier ce que nous désignons ici comme « habitat participatif » : *cohousing*, *collaborative* ou *self-help housing* en anglais, *baugruppen* ou *genossenschaft* en allemand, *woongroepen* ou *samenhuizen* en néerlandais, *habitat groupé* ou *coopératives d'habitants* en français, etc., sont les termes les plus usités, mais ne sont que quelques exemples parmi beaucoup d'autres. En Italie, comme dans d'autres pays européens, c'est généralement le terme anglais *cohousing* qui est retenu pour fédérer un ensemble d'expériences.

dénomination commune a été un élément important pour rendre visible le mouvement et le légitimer au-delà de la diversité des postures et des initiatives (D'orazio, 2012). C'est au cours des rencontres nationales de l'habitat participatif organisées à Strasbourg en 2010, que l'expression a été retenue pour fédérer un ensemble de projets dont l'objectif est, selon la définition des réseaux associatifs : « *la recherche d'alternatives aux cadres de production classiques du logement, en positionnant l'utilisateur au cœur de la réalisation et de la gestion de son lieu de vie* » (Livre blanc de l'habitat participatif, 2011, préambule).

Nous utilisons donc ici la notion d'habitat participatif dans une acception large, qui renvoie à une pluralité d'initiatives pouvant prendre des formes très diverses du point de vue juridique (copropriétés, locations HLM, coopératives d'habitants), de la composition sociale des groupes concernés (entre-soi, mixité sociale, générationnelle), des typologies architecturales et urbanistiques proposées (habitat individuel ou collectif, urbain ou rural), etc. Ces variations peuvent sembler très grandes, mais elles renvoient surtout à des différences formelles puisque les projets d'habitat participatif se fondent sur un ensemble de valeurs communes, qui s'articulent autour des idées de partage, de responsabilité écologique et de participation citoyenne (Bresson, Denèfle, 2015).

Si les projets sont encore peu nombreux en France, le travail de lobby des acteurs de l'habitat participatif a abouti à une reconnaissance législative avec la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014, qui propose une définition de l'habitat participatif dans le Code de la construction et de l'habitation :

« L'habitat participatif est une démarche citoyenne qui permet à des personnes physiques de s'associer, le cas échéant avec des personnes morales, afin de participer à la définition et à la conception de leurs logements et des espaces destinés à un usage commun, de construire ou d'acquérir un ou plusieurs immeubles destinés à leur habitation et, le cas échéant, d'assurer la gestion ultérieure des immeubles construits ou acquis. [...] L'habitat participatif favorise la construction et la mise à disposition de logements, ainsi que la mise en valeur d'espaces collectifs dans une logique de partage et de

solidarité entre habitants » (Art. L. 200-1)².

Il est encore trop tôt pour dire quels seront les effets de la loi ALUR sur le développement de l'habitat participatif en France³, mais on peut dorénavant et déjà remarquer que ce type de montage intéresse de plus en plus les décideurs publics, qui y voient plusieurs avantages pour le développement durable et solidaire de leurs territoires. Ces opérations groupées d'un nouveau genre permettraient, premièrement, de réguler l'inflation immobilière et les inégalités socio-spatiales qui lui sont liées en proposant de nouveaux modes d'accès au logement ; deuxièmement de recomposer la ville sur elle-même et d'augmenter la qualité architecturale et environnementale des bâtiments ; troisièmement de donner corps aux politiques locales de démocratie participative et de favoriser le lien social.

Mais qu'en est-il véritablement ? L'habitat participatif peut-il présenter des pistes de réponses ou des alternatives aux crises urbaines (économique, écologique, politique et sociale) ? L'objectif de cet article n'est pas de discuter le concept de « crise » en lui-même - dont l'usage généralisé ces dernières années tend à brouiller la définition - mais plutôt de réfléchir aux processus de transformations sociales qui lui sont liés et aux effets sur la fabrique de la ville. La notion de « crise » peut renvoyer à différentes structures de la société (économique, politique, morale, etc.) et à des phénomènes d'intensité variable, mais elle traduit toujours l'idée d'une rupture, d'une période de troubles et d'incertitudes, où les difficultés sont ressenties comme paroxystiques et révélatrices de changement. Dans ce sens, les temps de crises sont des périodes de basculements des modèles sociaux, au cours desquelles émergent des formes d'adaptation, de débrouille ou d'ajustement.

2 La loi prévoit deux formes de sociétés d'habitat participatif : la coopérative d'habitants et la société d'attribution et d'autopromotion. Les sociétés coopératives ont pour objectif d'attribuer aux habitants la jouissance d'un logement par acquisition de parts sociales, alors que les sociétés d'autopromotion peuvent attribuer la propriété du logement (ce qui implique une division en lots comme dans les copropriétés).

3 Au moment de la rédaction de cet article, les décrets d'application de la loi ALUR concernant les sociétés d'habitat participatif ne sont pas encore publiés.

C'est ce « potentiel transformatif » des situations de crises (Béal et Rousseau, 2014) que nous souhaitons interroger en prenant comme point d'observation le développement de l'habitat participatif en France. À partir d'une série d'enquêtes menées à Strasbourg et Grenoble⁴, nous proposons d'analyser les alternatives que suggère l'habitat participatif en termes d'accès au logement, d'écologie et de participation citoyenne.

L'habitat participatif comme réponse à la crise du logement ?

La question de l'accès au logement est certainement un des principaux éléments déclencheurs du renouveau de l'habitat participatif en France. Les projets des années 2000 se distinguent de ce point de vue des expériences antérieures, telles que celles du mouvement de l'habitat groupé autogéré (MHGA) des années 1970-80, avec lesquelles ils entretiennent pourtant une relation de filiation indéniable.

La déstabilisation des classes moyennes et l'accession à la propriété

La politique volontariste d'accession à la propriété, amorcée dès les années 1970 en France, n'a pas été propice aux initiatives collectives et les quelques expériences réalisées à la marge dans ces années-là par le MHGA se fondaient davantage sur une remise en cause des normes d'habiter et sur un idéal communautaire, que sur la nécessité de se loger (MHGA, 1983). Ce n'est pas le hasard si la période des années 1980-90 est une période en creux pour les projets d'habitat alternatif, c'est le temps du

4 Enquêtes mises en oeuvre en 2012 et 2013 dans le cadre du programme de recherche ALTER-PROP, financé par l'ANR. Les résultats présentés ici reposent sur l'analyse de trois types de données :

1° Un corpus d'observations et d'entretiens réalisés dans les ensembles d'habitat participatif suivants: Eco-Logis et Greenobyl à Strasbourg (67), le PasSage et la Salière à Grenoble (38).

2° La documentation disponible sur ces mêmes projets (plans, brochures, dossier de présentation, rapports, sites web des habitants, chartes rédigées par les groupes, etc.).

3° Des entretiens réalisés auprès d'acteurs locaux de l'habitat participatif à Strasbourg et à Grenoble (militants associatifs, architectes, professionnels de la ville, consultants, services municipaux, élus).

rêve pavillonnaire, où les classes moyennes ont largement pu accéder à la propriété individuelle, se constituant ainsi un patrimoine, gage de leur promotion sociale.

Mais les crises économique, financière et immobilière qui ont inauguré le XXI^e siècle ont limité l'accès au logement à ces mêmes catégories sociales, antérieurement mieux protégées et fédérées « sur un espoir de progression qui semblait irréversible » (Bacqué et Vermeersch 2007, 39). Les classes moyennes des années 2000 sont déstabilisées (Bosc, 2008 ; Chauvel, 2006), elles peuvent se loger mais se trouvent néanmoins dans des situations inconfortables, soit du point de vue de la qualité de leur habitation, soit de celui de son acquisition. Les grands pôles urbains sont évidemment plus concernés, du fait de l'insuffisance de l'offre de logements et du fort renchérissement des biens immobiliers. Malgré ces difficultés, le modèle de l'accession à la propriété continue d'être perçu comme un élément de sécurisation tant patrimoniale que statutaire pour ces groupes sociaux fragilisés (Cusin, 2012). De même, la figure du pavillon est tenace et de nombreux ménages, en particulier de jeunes couples avec des enfants au foyer, choisissent de s'éloigner des agglomérations et de se « réfugier » dans des zones périurbaines (Jaillet, 2013), où le foncier est plus accessible et où le rêve de maison individuelle devient possible.

Pourtant cette solution n'est pas satisfaisante pour celles et ceux qui privilégient la proximité des quartiers centraux dans leurs choix résidentiels. Nos enquêtes montrent en effet que les populations impliquées dans des projets d'habitat participatif aspirent à rester dans les centres : pour les jeunes actifs, en particulier, les familles monoparentales ou les personnes vieillissantes, la densité des services et des équipements, tout comme la diversité des pratiques et des relations sociales, restent des atouts primordiaux de la ville. Tous les prétendants à l'habitat participatif que nous avons rencontrés à Strasbourg et Grenoble nous ont dit l'importance de la proximité urbaine dans leurs choix résidentiels. L'implantation dans un quartier central est même souvent une des conditions *sine qua non* des projets, comme par exemple pour le groupe Greenobyl dans l'hyper-centre strasbourgeois :

« On voulait une parcelle en centre-ville, parce qu'on travaille en centre-ville, on n'a pas de voiture, on est adhérent d'un service de location de voitures partagées, donc pour nous il était important d'avoir un terrain le plus central possible pour limiter les déplacements »⁵.

C'est la combinaison des avantages de la ville avec une certaine qualité architecturale (logements spacieux, espaces extérieurs, performances énergétiques, etc.) qui est recherchée par ces citoyens. Toutefois, leurs niveaux de revenus, dans un contexte de tension du marché immobilier, ne leur permettent pas d'accéder à des logements qui répondraient à l'ensemble de ces critères. D'un côté ces habitants ne sont pas éligibles au logement social, de l'autre ils ne peuvent pas accéder à la propriété dans les quartiers centraux et sont souvent contraints de passer par la location privée qu'ils estiment pourtant trop coûteuse et de qualité médiocre. Pour ces habitants, l'habitat participatif se présente alors comme une « troisième voie » (Dossier de la revue *Territoires*, 2010 ; Maury, 2009), une alternative entre habitat social et parc privé, propriété et location, individuel et collectif. En mutualisant leurs ressources (moyens financiers, compétences et savoir-faire, etc.), ils entendent accéder à une qualité de logements à laquelle ils n'auraient pu prétendre seuls, et surtout qui n'existe pas sur le marché (Biau et Bacqué, 2010).

L'autopromotion comme alternative

Les expériences d'habitat participatif en cours à Strasbourg illustrent bien cette dynamique. La pression foncière y est telle que l'accession à la propriété est quasi-impossible pour les ménages aux revenus modestes ou moyens. Strasbourg fait en effet partie des villes françaises où le prix de l'immobilier est le plus élevé, par conséquent seuls 27,1 % des ménages strasbourgeois sont propriétaires⁶. De

⁵ Extrait d'entretien avec une habitante du projet Greenobyl à Strasbourg, 28 juin 2012.

⁶ La France compte 57,7% de propriétaires, mais les disparités territoriales sont importantes, plus l'urbanisation est élevée et plus il est difficile d'accéder à la propriété en ville (Vorms, 2014). Pour les plus grandes villes françaises, le nombre de propriétaires ne dépasse que rarement les 35%, on en compte, par exemple, 33,1% à Paris, 43,9% à Marseille, 33,9% à Lyon, 33,4% à Toulouse, 37,2% à Nantes, 31,6%

même la location privée est coûteuse. C'est ce qui a conduit, en 2001, un petit groupe de citoyens à se constituer en association dans le but « *de promouvoir des actions exemplaires d'urbanisme, notamment par la création d'écoquartiers et la construction de logements en autopromotion reposant sur l'initiative citoyenne et répondant mieux aux attentes des habitants* »⁷. Les membres fondateurs de l'association Eco-Quartier Strasbourg (EQS) sont des militants ou sympathisants de la cause écologiste, qui partagent des expériences associatives locales, dans les domaines du développement durable, de l'éducation populaire ou de l'économie sociale et solidaire. En s'appuyant sur l'exemple des *baugruppen* allemand (littéralement « groupes de construction ») et en particulier de l'écoquartier Vauban à Fribourg, ils militent pour le développement de l'autopromotion, qui permet à des particuliers de se regrouper pour devenir collectivement maître d'ouvrage et pouvoir maîtriser l'ensemble de la conception et de la construction de leur futur lieu de résidence. Pour EQS, « *l'autopromotion est une alternative à la promotion privée ou sociale et à l'habitat individuel, une manière plus qualitative, plus économique et plus durable de fabriquer de l'urbain mixte avec un voisinage convivial et harmonieux* »⁸.

À partir de 2004-2005, sous l'influence du nouveau président de l'association, urbaniste et directeur de service dans une commune de l'agglomération, l'association décide de revoir l'échelle du projet à la baisse et de commencer par une première expérience innovante en construisant un seul immeuble en autopromotion. Le projet Eco-Logis regroupe une dizaine de familles, qui après plusieurs années de négociations, obtiennent en 2007, que la ville de Strasbourg leur vende un terrain dans un quartier en renouvellement urbain, situé à proximité

à Bordeaux, 28% à Lille, 37,5% à Grenoble (INSEE, RP2011).

7 Extrait du texte de présentation d'Eco-Quartier Strasbourg sur le site web de l'association: <http://www.ecoquartier-strasbourg.net/index.php/lassociation/eqs-qui.html> [consulté le 25 juillet 2015].

8 D'après une définition proposée par Alain Meyer dans son mémoire intitulé *Pour une autopromotion en France selon l'exemple allemand des Baugemeinschaften. Essai de guide pratique* (2007), reprise dans la plaquette de présentation d'EQS et dans l'ouvrage collectif *Guide pratique de l'autopromotion* (2011).

du centre-ville et à quelques minutes à pied d'une station de tramway. Il s'agit donc d'un projet collectif, mais dans lequel chaque ménage peut imaginer son propre logement en fonction de ses aspirations et de ses moyens. L'immeuble Eco-Logis est finalement livré en 2010. Il comprend 11 logements (du studio au 6 pièces) et des espaces partagés (une salle commune, une chambre d'amis, une buanderie, un atelier, des caves et un jardin). Les ménages de l'immeuble sont essentiellement constitués de couples avec ou sans enfants (5 couples avec de jeunes enfants ou des adolescents ; 2 jeunes couples sans enfants ; 1 couple de retraités dont les enfants sont adultes), mais on compte aussi 3 célibataires (1 femme seule dont les enfants ont quitté le foyer ; 2 jeunes habitants arrivés après la livraison du projet). Si les âges sont relativement mélangés (de 20 ans à plus de 60 ans, sans compter les enfants), on constate une assez grande homogénéité sociale dans le groupe (professions libérales ou intellectuelles, cadres, employés, exerçant dans les collectivités ou dans les milieux de la culture, de l'éducation et de la santé).

Depuis 2010, plusieurs autres groupes d'habitants se sont constitués à Strasbourg et se sont tournés vers l'association EQS, afin de bénéficier de l'expérience de « l'opération-prototype » Éco-Logis, devenue pour certains « l'emblème de l'autopromotion à la strasbourgeoise » (Debarre et Steinmetz, 2012). EQS poursuit donc ses activités en accompagnant de nouveaux projets, on en compte aujourd'hui une vingtaine principalement dans l'Eurométropole de Strasbourg⁹, mais plus généralement en Alsace (2 réalisés, 3 en chantier, 6 en cours de conception, 8 au stade de projet).

Il existe des projets similaires à Grenoble, où le foncier est très contraint par la géomorphologie de la ville, et donc très cher. La Salière, par exemple, livré en 2010, est un immeuble conçu en autopromotion par cinq familles, pour qui l'accès au terrain a été facilité par la municipalité dans le cadre d'un appel à projets d'habitat innovant en 2007.

9 Dans le cadre de la réforme territoriale et de la loi dite de « modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles » (27 janvier 2014), la communauté urbaine de Strasbourg est devenue « l'Eurométropole de Strasbourg » au 1^{er} janvier 2015.

Selon les chiffres disponibles, on peut estimer le coût global de l'opération à environ 30% en dessous du coût de l'accession classique dans le centre de Grenoble. Aussi, pour que leur projet n'alimente pas l'inflation immobilière, les habitants de la Salière ont signé une clause anti-spéculative, en plus de la clause spécifique à l'acte de cession du terrain par la commune, qui assure que l'effort consenti par la collectivité ne pourra pas être détourné de son objet et que le bénéficiaire ne pourra pas réaliser de plus-value illégitime. La Salière a également la particularité de reposer sur un montage financier indexé sur le niveau de ressources des familles. Chaque ménage est propriétaire de son logement et en assume le coût et les charges, mais il y a une répartition solidaire des coûts d'investissement et de fonctionnement des parties communes :

« On a convenu que l'investissement pour les parties communes c'était grosso modo 200.000 € et cette somme-là on ne l'a pas divisée aux millièmes comme on aurait dû le faire, on l'a divisée aux richesses, donc on a pris le capital plus les revenus de chacune des familles et on a fait une clé de répartition à partir de ça. [...] Pour vous donner un ordre d'idée, il y avait deux familles qui avaient été propriétaires avant donc qui avaient un apport plus conséquent, donc ça s'est beaucoup joué là-dessus, plus que sur les salaires. Il y a une famille qui a payé environ 30.000 € de plus que ce qu'elle aurait payé en division aux millièmes et une deuxième qui a payé environ 20.000 € de plus. [...] Donc ça c'était un truc important dans la vie du groupe et dans la décision collective, en gros le principe de départ c'était de se dire que les plus riches vont payer plus que, entre guillemets, les plus pauvres »¹⁰.

Les habitants de la Salière ont choisi de partager un jardin, un toit-terrasse, une salle commune de 50 m² et des ateliers. La répartition des charges relatives au fonctionnement de ces espaces est réévaluée annuellement en fonction des revenus de chacun. Toutefois, les écarts sociaux sont assez faibles au sein du groupe. Il n'y a pas non plus de mixité générationnelle, les ménages de la Salière sont tous composés de couples trentenaires ou quarantenaires avec enfants. Comme dans le cas d'Eco-Logis, la composition du groupe d'habitants met en évidence deux particularités : la présence de compétences techniques en

interne (urbanistes, agents des collectivités) et le partage de valeurs et d'engagements communs (économie sociale et solidaire, participation à une Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne, etc.).

Les exemples d'Eco-Logis et de la Salière ne peuvent à eux seuls décrire la totalité du spectre des projets d'habitat participatif français, qui peuvent prendre des connotations sociales très différentes. Les observateurs décrivent deux tendances principales : la première, proche des milieux altermondialistes, milite pour la propriété collective et la sortie du système spéculatif, en revendiquant la reconnaissance du statut des coopératives d'habitants ; alors que la seconde, plus proche des réflexions de l'économie sociale et solidaire, se focalise sur l'autopromotion permettant des circuits courts et donc une maîtrise totale du projet immobilier par le groupe d'habitants, comme c'est le cas pour Eco-Logis. Il existe cependant des postures intermédiaires ou hybrides (D'Orazio, 2012), comme c'est le cas pour La Salière. Finalement, les écarts idéologiques sont relativement faibles, car les projets d'habitat participatif partagent avant tout l'objectif de répondre pragmatiquement à la question de l'accès à un logement de qualité à un coût minimal, en mutualisant une partie des contraintes. Ces projets ont également en commun de concerner essentiellement des familles, la plupart du temps des couples avec des enfants au foyer, qui se retrouvent autour des valeurs de solidarité et d'entraide. Si le soutien des institutions est important pour ces projets (notamment pour l'acquisition du foncier), il reste secondaire. Les groupes d'habitants s'appuient d'avantage sur les réseaux associatifs et militants (dont ils constituent souvent le socle) pour bénéficier d'un accompagnement autour des questions administratives, financières, juridiques ou techniques. Ce qui les place clairement dans des logiques d'*empowerment* (Bacqué et Biewener, 2013) face à la crise du logement dans les zones urbaines.

¹⁰ Extrait d'entretien avec un habitant de la Salière, 25 juin 2012.

L'habitat participatif comme réponse à la crise écologique ?

Dans l'habitat participatif, l'alternative ne se situe pas uniquement autour des questions économiques d'accès au logement, l'idée de partager à plusieurs les difficultés liées à la production et à la gestion de son lieu de vie repose également sur la volonté de s'impliquer dans un projet collectif respectueux de l'environnement.

L'engagement écologique et le renouvellement des pratiques quotidiennes

Nos enquêtes montrent que les prétendants à l'habitat participatif se retrouvent autour d'engagements communs, qui dépassent largement la question du logement et interrogent l'ensemble de leurs pratiques quotidiennes (consommation, éducation, implication dans la vie de la cité, etc). Souvent issus des métiers de la ville, de la culture, de l'éducation ou de la santé, ces habitants ont la particularité d'avoir des niveaux de diplômes élevés et de s'investir dans des réseaux associatifs et militants qui constituent des lieux de socialisation et de rencontres (Roux, 2012), voire même parfois des supports, pour leurs projets de vivre ensemble. Une des formes les plus communes d'engagement au sein de ces groupes s'inscrit dans ce qu'on peut appeler très largement la mouvance écologique. Les préoccupations environnementales constituent même pour certains habitants la motivation principale à s'inscrire dans un groupe (Lietaert, 2012). L'association Eco-Quartier Strasbourg illustre bien cette tendance, on a vu plus haut qu'elle avait été le point d'appui des futurs habitants de l'immeuble Eco-Logis et qu'elle continue d'accompagner des ménages soucieux de l'environnement dans leur rapport au logement.

La responsabilité écologique des projets d'habitat participatif se lit dans l'attention qui est portée *primo* à l'éco-construction, *secundo* à la transformation des modes de vie, *tertio* à la mutualisation des espaces et des équipements. Les bâtiments les plus récemment livrés que nous avons visités répondent tous à des normes de qualité environnementale élevées quant aux

choix des matériaux ou des performances énergétiques. La Salière à Grenoble ou Eco-Logis à Strasbourg sont, par exemple, des immeubles en structure bois bénéficiant du label BBC (Bâtiment Basse Consommation)¹¹. Les projets plus anciens, comme Le PasSage à Grenoble (livré en 1995), ne sont pas aussi performants du point de vue de la construction, mais favorisent, de la même manière que les groupes des années 2000, des pratiques « éco-responsables » : déplacements doux, recyclage, lutte contre le gaspillage, « locavorisme »¹², préférence pour l'agriculture biologique, compostage, etc. Cette évolution des modes de vie aurait pu être considérée il y a encore quelques années comme le fait de groupes minoritaires et/ou contestataires, mais elle fait désormais écho à la prise de conscience générale des impératifs écologiques de notre siècle. Toutefois, nos enquêtes révèlent que le choix de modes de vie plus responsables n'entraîne pas systématiquement un abandon des usages, mais plutôt des formes d'arrangements, qu'on observe par exemple dans les pratiques de partage. La mise en commun d'espaces ou d'équipements habituellement réservés à l'usage personnel est très importante dans l'habitat participatif et permet des économies d'échelle. Selon les projets observés, le partage peut se limiter à quelques espaces (*a minima* un jardin, très souvent une salle polyvalente et une chambre d'amis) ou concerner de multiples équipements du quotidien (cuisine collective, atelier, salle informatique, laverie, outils, voiture, matériel de sport ou de loisirs, etc.). D'une manière générale, les pratiques étiquetées « écolos » au sein de ces groupes renvoient plus à une volonté d'exprimer ou d'afficher symboliquement des valeurs politiques communes, que de faire face aux risques environnementaux. Cette remarque rejoint les analyses sur les représentations sociales de la crise écologique en France et la difficulté à mettre en relation des risques globaux et des pratiques quotidiennes

11 Depuis 2012, selon la Réglementation Thermique française (RT2012), la consommation en énergie primaire d'un bâtiment basse consommation (BBC) est inférieure de 80% à la consommation normale réglementaire.

12 Le « locavorisme » est une pratique de consommation consistant à privilégier les produits frais et de saison cultivés dans un environnement géographique proche. Les « locavores » s'approvisionnent sur les marchés, chez les agriculteurs ou paysans locaux, plutôt que dans la grande distribution.

locales (Caillaud et *al.*, 2010). Toutefois, si les valeurs écologiques défendues dans l'habitat participatif sont avant tout un moyen de faire groupe, elles nourrissent aussi largement l'idée de « produire du changement par le quotidien » (Bacqué et Vermeersh, 2007, 97).

Une stratégie de développement urbain durable

À l'échelle de la ville, le potentiel de durabilité de ces opérations groupées - en termes notamment de renouvellement urbain, de densification, de qualité environnementale, etc. - intéresse de plus en plus les collectivités, qui y voient un moyen d'innover sur leurs territoires et d'expérimenter de nouvelles stratégies de développement urbain. Alors qu'initialement, dans les projets d'habitat participatif, le recours aux institutions étaient très limité, depuis quelques années (moins de dix ans), le soutien des municipalités est de plus en plus courant. Les collectivités sont même parfois à l'initiative des programmes, comme c'est le cas dans les appels à projets lancés par les villes de Strasbourg et de Grenoble, qui sont des moyens d'impulser des opérations de petite taille, en facilitant l'accès au foncier et en accompagnant les groupes d'habitants dans leurs démarches administratives. La promotion de l'habitat participatif dans les politiques publiques locales peut également passer par son inscription dans les projets d'aménagements (ZAC, écoquartiers) ou dans les documents d'urbanisme (programmes locaux de l'habitat), ce qui assure une réserve foncière et permet aux communes d'envisager des opérations de plus grande ampleur et dans une cohérence urbaine plus globale. Cependant, il faut noter que les projets initiés par les collectivités restent peu nombreux en France pour deux raisons : d'abord, parce que les habitants qui répondent à ces appels d'offre représentent encore une minorité, composée essentiellement de militants disposant du capital culturel idoine pour s'investir dans de telles démarches ; ensuite, parce que l'autopromotion ne fait pas encore vraiment partie du référentiel des professionnels français de l'habitat (architectes, bailleurs, techniciens).

La ville de Strasbourg n'a pas immédiatement entendu les revendications

des premiers groupes d'habitants. C'est la nouvelle municipalité socialiste arrivée en 2008, et plus particulièrement l'élu écologiste à l'urbanisme, qui a choisi de développer une politique en faveur de l'habitat participatif. En créant une direction « autopromotion et habitat participatif » avec un personnel dédié au sein du service d'urbanisme et en ayant recours aux outils précités (appels à projets, projets d'aménagement, documents d'urbanisme), Strasbourg occupe désormais une place de précurseur dans le paysage français de l'habitat participatif. Pour la ville, c'est avant tout une manière d'asseoir une politique d'encouragement à l'habitat écologique, puisque les terrains sont vendus aux autopromoteurs avec un abattement calculé en fonction des performances environnementales des bâtiments. Les deux parties sont gagnantes : l'investissement est relativement faible pour la municipalité et la valeur écologique des projets facilite l'accès au foncier pour les groupes. Pour l'instant les opérations d'habitat participatif réalisées à Strasbourg présentent des qualités environnementales certaines (qu'il faudrait cependant évaluer plus précisément à long terme), mais elles ne représentent que quelques opérations ponctuelles¹³, qui permettent surtout de régénérer du foncier difficile à exploiter autrement (notamment par des promoteurs privés). C'est une manière de développer la ville à petite échelle en la reconstruisant sur elle-même et à faible investissement, mais il faudra attendre pour savoir si les 10% d'autopromotion prévu dans les documents d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg¹⁴ seront respectés et permettront de développer des projets à plus grande échelle.

Grenoble, quant à elle, bénéficie d'une expérience de 7 ans d'appels à projets d'habitat innovant. Comme à Strasbourg, ces consultations n'ont donné lieu qu'à quelques opérations de petite taille. L'inscription des initiatives habitantes dans les documents d'urbanisme grenoblois

13 Pour l'instant, seuls deux projets sont sortis de terre à Strasbourg (Eco-Logis et Greenobyl). Malgré les 15 terrains mis à disposition par la ville en 2009 et 2011, la réalisation d'habitat participatif reste laborieuse.

14 L'Eurométropole de Strasbourg prévoit d'intégrer 10% d'opérations en autopromotion dans les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC). Pour l'instant seule la ZAC Danube est concernée.

n'est pour l'instant pas systématique, mais certains programmes pilotes, comme le projet phare de l'écoquartier de Bonne, sont significatifs des orientations urbanistiques actuelles, qui affichent une proximité axiologique avec l'habitat participatif. On observe à Grenoble une volonté de penser la production de la ville en concertation avec les habitants. Cette tendance de « l'urbanisme participatif » traverse l'ensemble des acteurs institutionnels et on peut citer par exemple les actions du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Isère (CAUE 38)¹⁵, qui a choisi de porter les valeurs de l'habitat participatif au travers d'actions de sensibilisation et d'information auprès des particuliers, des professionnels et des élus. À Strasbourg, le CAUE 67 a également joué un rôle fondamental dans le développement des appels à projets d'habitat participatif, en s'inspirant du modèle tout proche des *baugruppen* allemands. D'une manière générale, les institutions s'appuient largement sur des expériences emblématiques d'écoquartiers en Europe (Fribourg-en-Brisgau et Tübingen en Allemagne, Eva Lanxmeer aux Pays-Bas, etc.) pour penser de nouveaux modèles de développement urbain durable sur leur territoire (Bresson et Tummers, 2014). À Grenoble et à Strasbourg, comme ailleurs, même s'il n'y a pas de logique de duplication à l'identique des politiques publiques, les retours d'expériences étrangères permettent aux responsables locaux de s'approprier l'idée que les écoquartiers pourraient servir d'« incubateurs » à l'habitat participatif (*La Revue Durable*, 2012).

La participation des habitants comme réponse à la crise de la démocratie représentative ?

L'habitat participatif est un point d'observation très éclairant des basculements idéologiques, qui conduisent les citoyens à accentuer leur exigence de participation, en réaction à une société qu'ils estiment trop hiérarchisée, trop cloisonnante.

15 Les CAUE en France sont des organismes départementaux, dont la mission est de promouvoir la qualité architecturale, urbaine et paysagère, en conseillant à la fois les particuliers, les professionnels et les collectivités locales.

Coproduction et autogestion

Alors qu'habituellement, les citoyens, quel que soit leur statut d'occupation, n'ont que peu de pouvoir sur la production de leur logement, l'habitat participatif vise au contraire à encourager les ménages à assumer collectivement et sans intermédiaire toutes les questions inhérentes à leur espace de résidence, de sa phase de conception à sa gestion. L'affirmation des habitants dans l'élaboration du projet renverse ainsi la tendance qui consiste d'ordinaire à les placer en situation de coercition et à les exclure des décisions qui les concernent. Si chaque ménage peut déterminer à sa guise les formes de son logement, il s'implique également dans la mise en œuvre de l'ensemble et participe activement à la réalisation des espaces communs. L'équilibre entre individuel et collectif se discute dans les nombreuses réunions du groupe, en parallèle des questions complexes de financement, de montage juridique, de réglementations, etc. Cet investissement, en termes de compétences, de relations sociales et surtout de temps, représente un « coût social » conséquent, compensé par les bénéfices d'un logement choisi. Notons que les projets d'habitat participatif que nous avons enquêtés ont mis entre 5 et 10 ans à aboutir !

Une fois le projet livré, les membres du groupe s'approprient l'espace qu'ils ont pensé collectivement. Après avoir passé des mois, et même des années, à discuter des plans de leur futur habitat, à partager les tourments de sa mise en œuvre, ils deviennent voisins et font enfin l'expérience du vivre-ensemble. Chaque ménage est responsable de l'entretien de son propre logement mais la logique d'autonomie et de mutualisation implique une organisation de l'ensemble en autogestion. Les tâches sont nombreuses (administration, bilans budgétaires, travaux d'entretien, aménagements, etc.) et les modes d'organisation varient d'un projet à l'autre. On retrouve néanmoins des principes constants en ce qui concerne la gouvernance, la prise de décision ou les règles de conduite. Premièrement, l'idéal démocratique prôné dans l'habitat participatif amène les groupes à prendre les décisions selon le principe coopératif « une personne = une voix », qui vise l'égalité des responsabilités de chacun,

quelle que soit sa part dans la copropriété. Deuxièmement, dans la plupart des groupes, les décisions ne sont pas prises à la majorité, mais à l'unanimité. La recherche du consensus se fonde sur une volonté de reconnaître l'intérêt de tous les points de vue, même les plus divergents, et de trouver des solutions qui satisfassent la pluralité des opinions émises sans forcément passer par le vote. Enfin, troisièmement, l'ensemble des modes de fonctionnement choisis par le groupe est consigné dans une charte (ou un « règlement de maison »), qui n'a pas de vertu juridique mais qui formalise l'identité et les valeurs du collectif. Sur le temps long, cette charte, bien qu'elle ne soit pas figée et puisse évoluer, sert de référentiel, en particulier pour les nouveaux arrivants desquels il est attendu une adhésion à l'esprit du projet. Le renouvellement de la population se fait donc le plus souvent par cooptation sociale, « selon des modalités plus ou moins formalisées qui reposent sur des logiques d'affinités personnelles, sociales et politiques au travers de réseaux amicaux et militants » (Biau et Bacqué, 2010, 128).

Dans la pratique, les principes liés à la coproduction et à l'autogestion des ensembles d'habitations ne sont pas appliqués sans difficultés, ni sans désaccords. La mise en œuvre d'un projet d'habitat participatif est souvent éprouvante et chronophage. Mais pour les groupes les plus anciens que nous avons rencontrés, comme le PasSage à Grenoble, dont les habitants cohabitent depuis près de vingt ans, il semblerait que les contraintes s'amenuisent avec le temps et que les activités collectives se renouvellent en fonction de l'évolution du groupe.

Les limites de la participation

Du côté des collectivités, l'habitat participatif permet de « *responsabiliser les habitants* »¹⁶ en leur donnant la possibilité de devenir collectivement maître d'ouvrage et de participer de manière plus directe à la fabrique de la ville. Cependant, la complexité des projets d'habitat participatif pose la question des catégories de population prêtes à s'investir. Les expériences que nous avons observées à Strasbourg ou à

16 Selon les dires du directeur de projets « autopromotion et habitat participatif » de la ville de Strasbourg, entretien du 29 juin 2012.

Grenoble montrent que ce sont le plus souvent les catégories sociales bien pourvues culturellement qui prennent part à ces expériences. À l'inverse, les populations les plus défavorisées y sont mal représentées. Plusieurs facteurs peuvent être en cause et expliquer cette limite. D'abord, l'implication dans de tels projets requiert beaucoup de temps, or certains habitants ont des contraintes dont ils ne peuvent se défaire pour des raisons économiques (horaires de travail, gardes d'enfants, etc.). Il existe également un décalage important entre les temporalités des projets urbains et les temporalités habitantes (9 ans de gestation pour Eco-Logis et 7 ans pour la Salière), ce qui contribue à exclure les citadins qui se trouvent dans l'urgence de se loger. Enfin, la question des « compétences à participer » est également essentielle. Sur ce point, le niveau d'instruction est déterminant : la capacité à s'exprimer en groupe, à saisir les enjeux face au poids des expertises professionnelles, à se familiariser avec les procédures administratives, etc., s'avèrent de puissants atouts pour les collectifs d'habitants. Nos enquêtes révèlent que les individus les plus engagés dans l'habitat participatif disposent de compétences techniques ou de ressources culturelles pour faire valoir leur démarche et véhiculer un discours audible auprès des institutions. Les initiatives, en apparence portées par des « citadins ordinaires », bénéficient en réalité de « savoirs professionnels diffus » (Sintomer, 2008), qui montrent que « les frontières ne sont pas toujours étanches entre les différents types d'acteurs et de savoirs » (Nez, 2011, 389). Le projet Eco-logis, par exemple, a été en grande partie porté par un des habitants urbaniste de métier ; plusieurs habitants de Greenobyl sont architectes et maîtres d'œuvre de leurs futurs logements ; La Salière compte aussi des professionnels de la ville : « *Dans le groupe il y a des individus qui ont des compétences ou qui sont dans des domaines professionnels proches voire très proches de la maîtrise d'œuvre, donc ça a aidé forcément dans l'avancement du projet !* »¹⁷.

La tendance qui consiste pour les collectivités à s'appuyer sur les ressources des classes entrepreneuriales ou l'imaginaire

17 Extrait d'entretien avec un habitant de la Salière, 25 juin 2012.

des populations culturellement favorisées pour développer la ville est une critique importante faite à l'autopromotion (Fezer et Heyden, 2007). On pourrait légitimement craindre que le recours à l'habitat participatif devienne pour les responsables politiques un outil de « régénération par la culture » et de gentrification, qui écarterait les catégories sociales déjà exclues du marché immobilier dans les centres urbains. Certaines municipalités, comme Strasbourg, tentent de corriger cette limite en encourageant les montages avec des bailleurs sociaux. De même, le service dédié à l'habitat participatif à Strasbourg a tiré des enseignements de sa première consultation et privilégie désormais le projet de vie présenté par les futurs cohabitants, plutôt que le projet architectural qui requiert des ressources et/ou des compétences techniques que la plupart des ménages ne peuvent pas mobiliser :

« Lors de la première consultation on se rendait bien compte que les gens qui avaient des capacités techniques ou financières ou de gestionnaires, etc., étaient favorisés par rapport à ceux qui ne les avaient pas, et on a absolument voulu sortir de ça. D'ailleurs dans la deuxième consultation on a rendu l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) obligatoire et ça a fait réagir les gens qui avaient des capacités, qui disaient : « attendez, nous on est archi, on est sociologue, on n'a pas besoin d'AMO, on sait faire tout seul ! », mais on n'a pas été d'accord et on a appliqué la même règle à tout le monde »¹⁸.

Pour faciliter l'organisation des groupes et faire avancer les projets plus vite, la ville de Strasbourg est donc désormais plus attentive à l'accompagnement des autopromoteurs. Elle a non seulement imposé l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, mais encore développé un partenariat avec Eco-Quartier Strasbourg, en conventionnant l'association pour qu'elle accompagne et forme les groupes sélectionnés. Cette idée d'une professionnalisation de l'habitat participatif, amplement partagée par le réseau associatif, pose question, car c'est une manière d'ordonner la participation citoyenne et de réintégrer des intermédiaires entre habitants, professionnels et élus. De plus, ce double rôle de « citoyen professionnel », que jouent les responsables associatifs ou les accompagnateurs de projets, entre habitants-

¹⁸ Extrait d'entretien avec le directeur de projets « autopromotion et habitat participatif » de la ville de Strasbourg, 29 juin 2012.

militants et consultants, est ambigu dans un domaine où la coopération et le partage sont sensés restreindre les rapports marchands (Roux, 2012).

Conclusion

C'est très largement la crise économique, en particulier l'augmentation spéculative des prix de l'immobilier et l'installation d'une situation chronique de précarité professionnelle dans des milieux sociaux jusque-là épargnés, qui est le socle du développement de l'habitat participatif en France. Ce moment de déclin des classes moyennes est concomitant d'une montée en puissance des mouvements en faveur de la préservation de l'environnement et de la participation citoyenne, que les groupes les plus favorisés culturellement ont investis comme contrepoids symbolique à leur déclassé social. C'est donc bien en résistance aux crises économique, écologique, politique et sociale que ces populations s'engagent dans des projets d'habitat participatif. En se réappropriant les conditions de production et de gestion de leurs espaces de vie, ils tendent à s'écarter du modèle néolibéral de fabrique de la ville et remédient ce faisant à leur difficulté d'accès à un logement de qualité en zone urbaine.

Pour les auteurs du mouvement convivialiste, qui vise à synthétiser toutes les forces alternatives au système dominant (Caillé et Chaniel, 2014), la « crise » peut être source de renaissance et stimuler la recherche de nouveaux équilibres sociaux, réaffirmant la responsabilité des citoyens face aux défis du XXI^e siècle (Morin et Viveret, 2010). Cependant, cette vision positive de la « crise » se heurte à la question des inégalités sociales et culturelles et à la capacité des différents groupes sociaux à se prendre en charge ou à résister aux contraintes socio-économiques. De ce point de vue, l'habitat participatif est un exemple éclairant : s'il présente une alternative indéniable en permettant de dépasser les aspirations individuelles et de renforcer les liens sociaux à l'échelle du logement, voire du quartier, le « coût social » qu'il implique, en termes de ressources culturelles, d'engagement et de temps, exclut presque mécaniquement les populations les plus fortement affectées par les crises.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Bacqué M.-H., Biewener C. (2013), *L'empowerment une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte.
- Bacqué M.-H. et Carriou C. (2011), « Participation et politiques du logement en France. Un débat qui traverse le XX^e siècle », in Bacqué, M.-H. et Sintomer, Y. (dir.), *La Démocratie participative. Histoire et généalogie*, Paris, La Découverte, 155-174.
- Bacqué M.-H. et Vermeersch S. (2007), *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier.
- Béal V. et Rousseau M. (2014), « Alterpolitiques! », *Métropoles*, n°15 [En ligne] URL : <http://metropoles.revues.org/4948>
- Biau V. et Bacqué M.-H. (dir.) (2010), *Habitats alternatifs : des projets négociés ?*, Rapport de recherche, Paris, PUCA.
- Bosc S. (2008), *Sociologie des classes moyennes*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- Bresson S. (2012), « La participation des habitants dans la production du logement en France. L'exemple des projets d'habitat coopératif de l'agglomération Lilloise », in Fajardo-Garcia, G. y Senent-Vidal, M.-J. (dir.), *Economía social: identidad, desafíos y estrategias*. Valencia : Ed. CIRIEC-España, 125-140.
- Bresson S. et Denèfle S. (2015), "Diversity of self-managed co-housing initiatives in France", *Urban Research & Practice*, Special Issue, février.
- Bresson S. et Tummers L. (2014), « L'habitat participatif en Europe », *Métropole*, n°15 [En ligne] URL : <http://metropoles.revues.org/4960>
- Caillaud S. et al. (2010), « Penser la crise écologique : représentations et pratiques franco-allemandes », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, n°87, 621-644.
- Caillé A. et Chanial P. (dir.) (2014), « Du convivialisme comme volonté et comme espérance », *Revue du MAUSS*, n°43.
- Chauvel L. (2006), *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Le Seuil.
- Collectif (2010), Dossier « Habitat coopératif: une troisième voie pour l'accès au logement ? », *Territoires*, n°508, mai, 23-37.
- Collectif (2011), *Guide pratique de l'autopromotion*, Strasbourg : Eco-quartier Strasbourg, CAUE du Bas-Rhin.
- Collectif (2011), *Le livre blanc de l'habitat participatif*, Strasbourg, Strasbourg : Eco-quartier Strasbourg.
- Collectif (2012), Dossier « Ecoquartiers : des aspirations individuelles à l'intérêt collectif », *La Revue Durable*, n°45, avril-juillet.
- Cusin F. (2012), « Le logement, facteur de sécurisation pour des classes moyennes fragilisées ? », *Espaces et sociétés*, n°148-149, 17-36.
- D'Orazio A. (2012), « La nébuleuse de l'habitat participatif. Radiographie d'une mobilisation », *Métropolitiques*, [En ligne] URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-nebuleuse-de-l-habitat.html>.
- Debarre A. et Steinmetz H. (2012), « L'invention de l'autopromotion à Strasbourg », *Métropolitiques*, [En ligne] URL : <http://www.metropolitiques.eu/L-invention-de-l-autopromotion-a.html>.
- Fezer J. et Heyden M. (2007), « L'ambivalence de la participation et l'urbanisme situationnel », *Multitudes*, n°31, 83-90.
- Iorio A. (2011), « Habitat et participation. Une approche anthropologique de projets d'habitat alternatif dans les contextes italien et français », Actes de la Journée doctorale, GIS Démocratie et Participation, Paris, 18 octobre, [En ligne] URL : <http://www.participation-et-democratie.fr/content/habitat-et-participation-une-approche-anthropologique-de-projets-dhabitat-alternatif-dans-le>
- Jaillet M.-C. (2013), « Peut-on encore vivre en ville ? », *Esprit*, numéro thématique « Tous périurbains ! », n°303, 68-82.
- Lallement E. (2010), « Ruptures, abandons, déplacements. Ethnologie des pratiques alternatives de consommation et d'échange », *Sociologies pratiques*, n°20 (1), 23-36.
- Lerousseau N. (dir.) (2014), *L'habitat coopératif*, Paris : Michel Houdiard Editeur.

- Lietaert M. (2012), *Le Cohabitat. Reconstituons des villages en ville !*, Bruxelles : Couleur Livres.
- Maury Y. (2009), *Les coopératives d'habitants*, Bruxelles : Editions Bruylant.
- MHGA (1983), *Habitats autogérés*, Paris : Éditions Alternatives/Syros.
- Morin E. et Viveret P. (2010), *Comment vivre en temps de crise ?*, Paris, Bayard.
- Muller B., Barbier J.C. et Bresson, M. (dir.) (2012), *Les Solidarités à l'épreuve des crises*, Paris : L'Harmattan.
- Nez H. (2011), « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris ». *Sociologie*, 2011/4, Vol. 2, 387-404.
- Roux N. (2012), « La dynamique de réseaux pour le développement et la reconnaissance de l'habitat coopératif/groupé en France », Communication VII Congreso Internacional Rulescoop, Université de València (Espagne), 5-7 septembre, [En ligne] URL : <http://www.congresorulescoop2012.es/comunicaciones/?search-by=autor&search-tema=0&search-keyword=0&search-string=roux>
- Sintomer Y. (2008), « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, n° 31, 115-133.
- Vorms B. (2014), « Vers un monde de propriétaires ? Politique du logement et statuts d'occupation en France et à l'étranger », *Revue d'économie financière*, n°115, 69-86.



Marginalité liée au logement et réponses par le bas. Résistance ou résilience ? Le cas de Turin

*Marginalità abitativa e risposte « dal
basso ». Resistenza o resilienza ?*

Il caso di Torino

Elisabetta ROSA

Post doctorante Université Aix-Marseille,
CNRS, UMR 7303 Telemme, LabexMed*

There is no place like home.
«The Wizard of Oz», film, 1939

*Torino è una città che invita al rigore,
alla linearità. Allo stile. Invita alla logica,
e attraverso la logica apre la via alla follia.*
Italo Calvino, inédit, 1960

Résumé : *Le phénomène des squats résidentiels à Turin est assez récent et de plus en plus important, souvent expliqué en se référant à l'actuelle période de crise financière, économique et sociale, de plus qu'à la faiblesse et inefficacité des politiques publiques. Le nombre croissant des familles sous expulsion et en condition de marginalité due à la perte du logement témoigne de l'aggravation de cette situation, malgré les mesures d'urgence mises en place par l'administration communale. Dans ce cadre, le squat devient la seule possibilité pour les familles expulsées de trouver un nouveau logement, soutenues par les activistes politiques d'extrême gauche. Opposition à l'exclusion et à la pauvreté, ré-action à la crise, revendication*

*Ce travail a été réalisé dans le cadre du laboratoire d'excellence LabexMed-Les sciences humaines et sociales au cœur de l'interdisciplinarité pour la Méditerranée, portant la référence 10-LABX-0090. Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence nationale de la recherche au titre du projet Investissements d'avenir A*MIDEX portant la référence n°ANR-11-IDEX-0001-02.

du droit au logement, recherche d'une nouvelle condition ordinaire : cet article analyse les réponses « par le bas » à la marginalité liée au logement en montrant ses aspects à la fois résistants et résilients ainsi que sa complexité.

Mots clés : Logement, marginalité, résistance, résilience, Turin

Riassunto: *Il fenomeno delle occupazioni abitative a Torino è recente e sovente spiegato in relazione all'attuale periodo di crisi finanziaria, economica e sociale oltre che alla debolezza e inefficacia delle politiche pubbliche. L'aumento del numero di famiglie sotto sfratto e delle situazioni di marginalità dovute alla perdita della casa testimoniano l'aggravarsi di questa situazione, nonostante le misure emergenziali adottate dall'amministrazione comunale. In questo quadro, l'occupazione illegale di un edificio rappresenta spesso l'unica soluzione praticabile per le famiglie sfrattate che, sostenute dagli attivisti politici di estrema sinistra, trovano nello "squat" una nuova casa. Opposizione all'esclusione e alla povertà, reazione alla crisi, rivendicazione del diritto alla casa, ricerca di una nuova ordinarietà: l'articolo analizza le risposte "dal basso" alla marginalità abitativa mostrandone gli aspetti resistenti e resilients e restituendone la complessità.*

Parole chiave : abitare, marginalità, resistenza, resilienza, Torino

[Retour sommaire](#)

Cette réflexion est inspirée d'une étude portant sur les squats résidentiels à Turin¹ et s'inscrit dans un plus vaste parcours de recherche sur la marginalité urbaine dans les villes d'Europe du Sud. La marginalité due au manque de logement et les questions d'inégalité et de pauvreté qui y sont liées, sont à la base de nombreuses discussions qui animent les *housing studies* et qui s'interrogent sur l'accessibilité, la capacité d'intégration et d'inclusion des villes (McKee et Muir, 2013). La crise actuelle (économique, financière, sociale) donne un nouvel élan à ces débats, comme le montre le titre de la conférence annuelle de la Housing Studies Association, *Housing in Hard Times* (Le logement en temps de crise), en 2011².

Comparé à d'autres villes italiennes (par exemple Rome ou Milan), le phénomène des squats résidentiels est à Turin assez récent et sûrement lié à cette période de crise qui investit la ville à partir des années 2007-2008, de plus qu'à la faiblesse et inefficacité qui caractérisent les politiques publiques depuis toujours. Le nombre croissant des familles sous expulsion et des conditions de marginalité dues à la perte du logement témoignent de l'aggravement de cette situation. Dans ce cadre, le squat devient très souvent la seule possibilité pour ces personnes de trouver un nouveau logement. Le cas de Turin nous semblant pourtant un révélateur pertinent des problématiques liées au logement en temps de crise, nous souhaitons développer dans ce texte les questions suivantes :

1. Quels sont les caractéristiques de la marginalité liée au logement aujourd'hui à Turin ? Comment se produit-elle et quels sont celles et ceux qui en sont affectés ?

1 Les réflexions proposées sont les résultats d'une enquête de terrain conduite entre 2013 et 2014, comprenant : l'observation directe des expulsions de squats résidentiels ; la participation aux moments de rencontre des squatteurs politiques ; une série d'entretiens semi-directifs avec les responsables des guichets *Prendo Casa* et *Diritto alla Casa* des squats d'activité politique *Askatasuna* et *Gabrio* ; des entretiens non-structurés avec des personnes expulsés ; un reportage photo. Tout cela a été réalisé en collaboration avec Sara Medici, anthropologue, et Francesca Cirilli, photographe (Turin).

2 Le titre a été ensuite repris dans un numéro spécial de la revue *Housing, Theory and Society*, en 2013.

2. Quels sont les réponses « par le bas » mises en place pour faire face à cette marginalité ? Quels sont les acteurs engagés ?
3. Peut-on interpréter les pratiques de squat résidentiel comme des pratiques résistantes ? Ou bien s'agit-il plutôt de pratiques de résilience ?

À travers l'analyse des squats résidentiels à Turin, l'article tente de mettre en lumière les limites des interprétations acritiques des squats comme lieux de résistance et soutient l'adoption d'une perspective hybride, qui permet de mieux saisir les aspects complexes qui se croisent autour de la marginalité liée au logement.

1 - Du logement à la marginalité, à travers Turin

Si la « question du logement » (*questione abitativa* en italien) ne constitue pas une nouveauté d'aujourd'hui, ni dans les sciences sociales ni dans un cadre politique, ses caractéristiques ont beaucoup changé au cours du temps, complexifiant les défis qu'elle pose. Une définition claire et nette de cette question demeure ainsi très difficile. Cependant et compte tenu des spécificités propres à chaque contexte national, dans le cadre européen ses contours peuvent être tracés à partir de certains éléments communs, notamment : une fragmentation extrême de la demande, provenant de groupes sociaux très divers ; une interaction croissante entre les problèmes liés au logement et d'autres enjeux politiques et sociaux (augmentation des flux migratoires, précarisation du travail, changements dans les structures familiales) ; le changement du rapport entre *welfare* et politique du logement et la réduction progressive des investissements publics et du rôle de l'État dans la régulation de l'offre (Gibb, 2002 ; Doherty, 2004 ; Malpass, 2008).

Aujourd'hui, quand on parle de marginalité liée au logement, on se réfère à une condition aux multiples facettes (Rabaiotti, 2004 ; Edgar et Meert, 2005 ; Tosi, 2006), à « un phénomène qui se développe par des parcours différents et qui met en place des relations variées avec les systèmes d'intervention » (Tosi, 2007, 74).

Elle embrasse non seulement la possibilité de disposer d'un toit sur la tête, mais aussi les « conditions d'habitat » dans le sens le plus large du terme, y compris la possibilité d'accéder à la ville, à ses services, la qualité de l'environnement, les possibilités sociales, relationnelles (Tosi, 1994). Ce qui nous intéresse de mettre en évidence ici est que la marginalité n'indique pas une manque de ressources tout court, mais se manifeste également dans la difficulté d'y accéder, de les utiliser en terme de choix de vie et d'habitat (Olagnero, 1998). De plus, l'un des aspects les plus importants de la marginalité est son caractère temporaire. Se produisant sous différentes formes et à différents moments, selon des parcours multiples, il s'agit d'une condition qui change dans l'espace et dans le temps. Ainsi, les relations et les interactions qui se forment et se reforment autour d'elle peuvent, à un moment donné, laisser une ouverture, une fissure parfois minimale permettant « un élan de l'action individuelle qui, opportunément soutenue, peut interrompre le cercle vicieux » (Olagnero, 1998, 56).

À Turin, comme par ailleurs dans le reste d'Italie, la politique du logement a toujours été assez faible. À un manque chronique de logements sociaux qui s'aggrave (en 2013 sur un total de 500 000 logements seulement 3,6 % sont des logements sociaux, voir Comune di Torino, 2014)³, il faut aujourd'hui ajouter d'autres éléments qui expliquent la persistance d'un besoin de plus en plus complexe et diversifié, y compris la forte expansion des constructions résidentielles, l'extrême faiblesse du rôle des pouvoirs publics dans les politiques du logement, la demande de la part des groupes les plus vulnérables, alimentée par les changements sociaux et économiques et notamment par l'augmentation des flux migratoires (Governa et Saccomani, 2009). En particulier, une multiplication des constructions résidentielles a eu lieu au cours de la dernière décennie grâce aux prévisions du Plan local d'urbanisme qui autorise de bâtir dans les anciens sites industriels désaffectés. Cette dynamique a été accélérée par l'attribution à la ville de Turin des Jeux Olympiques d'Hiver en 2006. Ainsi, entre 2002 et 2004, pour

3 Sur toute l'Italie, cette pourcentage n'est que de 5,3 %, contre 17 % en France, 18 % en Angleterre et 32 % aux Pays Bas (source : CECODHAS, 2011).

ne donner qu'un exemple, les bâtiments résidentiels ont augmenté de 29 % (Comune di Torino, 2004). Cette tendance, inversée au cours des dernières années et notamment depuis 2008, a entraîné une surproduction de logements qui finalement sont restés invendus, allant de pair avec la diminution du pouvoir d'achat des familles et la hausse des taux d'intérêt hypothécaires (Governa et Saccomani, 2009).

Néanmoins, en ce qui concerne les politiques du logement, on ne peut pas nier une certaine variété et hétérogénéité qui caractérisent le cas de Turin et lui donnent des contours différents par rapport à la manière traditionnelle de gérer la demande en logements. Dans la continuité des nouvelles tendances qu'on retrouve à l'échelle internationale (voir par exemple Gibb, 2002 ; Priemus et Dieleman, 2002 ; Malpass et Cairncross, 2006), les politiques turinoises sont allées vers une adaptation des réponses à la diversité des besoins avancés par les différents groupes sociaux, la réduction des inefficacités liées à la gestion publique, la compensation du manque de fonds publics à travers l'ouverture aux marchés financiers, l'investissement dans le soutien au loyer (Governa et Saccomani, 2009)⁴. Mais malgré tout, comme le notent F. Governa et S. Saccomani, ces politiques restent encore marquées par la prévalence d'éléments qui s'alignent avec les tendances « néolibérales » dominantes (Dodson, 2006), à savoir : la dérèglementation du secteur public ; la centralité du marché privé et du régime propriétaire ; l'expansion des intérêts privés (Doling et Ford, 2007 ; Kennet, Forrest et Marsh, 2013).

Esprit novateur et continuité avec le passé semblent donc coexister dans le panorama turinois, de sorte qu'il n'est pas aisé de dire si les signes de changement constitueront une réelle alternative aux approches traditionnelles. Par ailleurs, certaines questions restent non résolues, notamment le manque d'attention portée aux situations les plus graves : les personnes qui habitent de manière illégale ou irrégulière, les personnes qui demandent un logement

4 C'est dans ce cadre qu'on retrouve des programmes de soutiens aux loyers, l'augmentation des logements publics, des programmes expérimentaux de cohabitation et *social housing*.

social, les individus ou familles avec un revenu supérieur à celui requis pour accéder au logement social mais qui, cependant, n'arrivent pas à rentrer dans le marché privé de la location (De Luca et Lancione, 2010).

2 - Le squat comme lieu de résistance ? Remise en question d'un paradigme

Face à la marginalité liée au logement, le squat peut représenter une alternative à la précarisation extrême de l'habitat, car il apporte « une sécurité, une stabilité et un confort qui, quoique relatifs, s'opposent à l'occupation éphémère et risquée de l'abri sauvage » (Pichon, 2002, 17). Cette opposition, autrement traitée comme résistance, est l'élément le plus abordé dans l'analyse des situations de squat (voir par exemple Péchu, 2006 ; Aguilera, 2011 et 2012 ; Bouillon, Fourquemin et Louey, 2012).

Au niveau juridique, le dénominateur commun à tout type de squat⁵ est l'illégalité de l'occupation : en effet, le squatteur est un « occupant sans droit ni titre ». Le terme « squat » étant assez général, il peut être associé à des formes diversifiées d'occupation, y compris l'occupation de terrains dans des abris de fortune ou des véhicules (caravanes, mobil homes, etc.). Par contre, le champ d'observation de cette recherche a été limité à l'occupation illégale d'un appartement ou d'un bâtiment vacant (Bouillon, 2003).

En dehors de ce dénominateur commun, tous les squats ne sont pas les mêmes, comme l'ont bien montré F. Bouillon et C. Péchu dans leurs nombreux ouvrages sur ce sujet. Sans oublier les différences dans les approches de l'une et de l'autre, et compte tenu des limites et des risques liés à toute tentative de classification (comme le fait noter T. Aguilera, 2011), ce qui mérite d'être retenu ici est la grande hétérogénéité des squats et de leurs habitants. Cette hétérogénéité se retrouve dans les diverses manières d'articuler – vivre

5 Dans le *Dictionnaire Etymologique, Lexicologique et Historique des Anglicismes et des Américanisms* (Kurtz, 2013) à l'entrée « squat » on lit : « formé à partir de squatter, ou emprunté à l'anglo-américain squat, attesté au 19^e siècle, au sens de « lieu occupé par un squatter » et plus précisément « habitation occupée illégalement » au 20^e siècle ».

et interpréter – la résistance : on squatte pour résister au dénuement, à la ségrégation, à la discrimination, à la dépendance (Bouillon, 2003).

Néanmoins, si l'on s'éloigne pour un instant de ces catégorisations, il paraît évident que le squat ne se limite pas à une opposition, voire à une résistance. Et cela notamment quand on s'approche des squats résidentiels qui donnent une réponse alternative au manque de logement pour les plus démunis. En effet, dans ces cas on a plutôt affaire au squat en tant que réaction au moment choquant de l'expulsion, et qui représenterait ainsi la recherche d'un nouveau « chez soi », une « normalité » retrouvée pour nombre de familles qui ont dû quitter leur appartement. On serait donc plus proche de la résilience, entendue ici comme capacité de gérer et réagir aux changements et aux incertitudes (Weichselgartner et Kelma, 2014). Comment aborder alors cette (apparente) contradiction, sans par ailleurs vouloir tout simplement éclipser le paradigme de la résistance en le substituant par un autre paradigme, celui de la résilience ? Cette question s'impose, si on ne veut pas rester enfermé dans des catégories qui ne suffisent pas (ou plus) à expliquer des phénomènes de plus en plus complexes.

En abordant le sujet des squats, il nous semble en effet que le risque le plus insidieux est de rester prisonniers d'interprétations dichotomiques – résistance vs résilience, les pauvres urbains vs les acteurs dominants. En même temps, il faut se méfier des représentations homologuantes et stigmatisantes, réunissant sous un seul terme une pluralité de phénomènes différents (Depaule, 2006). Ces phénomènes sont étiquetés *a priori* et ne correspondent pas toujours à la complexité des réalités qu'ils prétendent représenter. La perspective que nous avons adoptée dans ce texte cherche donc expressément à éviter « une division morale simpliste entre « l'État » d'un côté et les « pauvres urbains » de l'autre, [tout comme] la tendance romantique dominante à conceptualiser les squatteurs comme un groupe sociale organique, unis par leurs luttes communes contre l'État » (Datta, 2013, 521).

Il nous semble que pour aller plus loin dans ces questions il faut reconsidérer d'abord la notion de résistance, en interrogeant les relations qu'elle entretient avec d'autres notions, notamment la résilience, pour voir ensuite si, comment et dans quels cas elle est (encore) utile pour expliquer des situations de squat.

Photo 1 : *La casa è di chi l'abita/La maison c'est à qui y habite*



@Silvia Ughetto

3 - De la résistance ...

Remettre en question la lecture des squats en termes de lieux de résistance s'avère donc être un passage presque obligatoire si l'on adopte une perspective d'analyse critique. La négation de toute résistance n'est pas non plus le but de cette réflexion : il s'agit plutôt de ne pas nous arrêter aux représentations et interprétations monodirectionnelles, qui finissent par réifier les squats.

Du latin *sistere*, « s'arrêter » et *re-* « arrière », littéralement « se ré-arrêter », revenir à une position « statique » après l'avoir quittée pour un mouvement (à l'avant, à l'arrière, à côté), l'origine étymologique de la résistance ne la rend pas synonyme d'opposition. De fait, résister impliquerait un dynamisme et en même temps une idée de conservation de l'état atteint après le mouvement et menacé par un facteur intérieur ou extérieur, ce qui n'est pas loin de certaines interprétations de la résilience. Dans le domaine des sciences physiques, où la résistance touche un vaste champ d'application (mécanique, électricité, acoustique, sciences des matériaux, écologie, pour en citer quelques-uns), elle indique généralement l'opposition

qu'une entité met en place pour prévenir une certaine action à atteindre son but. En écologie, c'est la capacité d'un système de supporter une perturbation. Dans cette discipline, elle ne s'éloigne pas trop de la résilience, qui décrit « la capacité de se remettre après une perturbation, même si les processus écologiques et de biote ont diminué » (Lake, 2013, 20). Les deux notions renvoient donc à deux manières de réagir à une perturbation qui détermine une modification de l'état initial dans lequel un certain système se trouve. De plus, selon le type de perturbation, soit la résistance soit la résilience peuvent être traitées en tant que fonctions de probabilité et de l'intégralité du rétablissement, mais avec une différence importante : si la résistance peut être mesurée tout de suite après la fin de la perturbation, l'évaluation de la résilience est progressive et apparaît longtemps après la perturbation. Cependant, en est-il ainsi dans tous les champs disciplinaires de la recherche ?

En effet, en s'approchant de phénomènes plus strictement sociaux, on ne peut éviter de se confronter à la relation entre résistance et pouvoir, voire – ici très schématiquement – à l'opposition entre « dominants » et « dominés » (Pile et Keith, 2009). On se retrouve alors face aux Résistants lors du conflit mondial de 1939-1945 ; ou aux protestations des chômeurs contre leur détresse ; ou à d'autres types de résistance telle que la résistance passive du Mahatma Gandhi, etc. Là, toute tentative d'exemplification risque de devenir absurde sinon ridicule. Or, si l'on ne veut pas à nouveau retomber dans le piège des dichotomies, la résistance doit être considérée dans ses propres termes, et non pas, simplement, comme la face cachée de la domination ou de toute relation sociale, comme l'effet inévitable des relations de pouvoir. Ainsi, la réinterprétation et la réévaluation de cette notion implique sa « mise en contexte », c'est-à-dire la compréhension (dans le sens multiple du terme : appréhender, se rendre compte, et faire entrer – dans le cadre interprétatif) de la manière dont elle est mobilisée dans un espace-temps spécifique. Cela « ne signifie pas que la résistance devient « n'importe quoi » ou « n'importe où », mais précisément que la résistance

est comprise où elle se réalise, et non pas à travers des théories abstraites qui soulignent le mécanisme insidieux, les stratégies et les technologies de domination » (Pile et Keith, 2009, 3).

4 - ... à la résilience

Resilire, en latin, signifie « re-bondir » où le préfixe re- est « à l'arrière ». Dans le *Dictionnaire des Sciences Physiques* (Treccani, 1996) pour le mot résilience on lit « résistance d'un matériau à la rupture par une sollicitation dynamique »⁶. Et encore, « capacité d'un matériau à absorber l'énergie de manière élastique lorsqu'il est soumis à une charge ou un impact, avant d'arriver à la rupture » (Treccani, 2008)⁷. Toutefois, ces champs disciplinaires décrivent une résilience pour ainsi dire préalable à la phase de rupture, sans qu'aucune mention du rétablissement de l'équilibre compromis ne soit faite. Pour dépasser ces limites, il faut que la notion soit investie par d'autres domaines. C'est notamment au cours des années 1970 qu'elle fait son apparition en écologie, introduite par Crawford Stanley Holling, un écologiste canadien qui la définit comme la mesure de la capacité des systèmes à persister et à absorber les changements, tout en maintenant les mêmes relations entre les populations (Holling, 1973). Plus le système est résilient, plus grand est le stress auquel il peut être soumis sans risquer l'effondrement ou se transformer dans un régime alternatif. De la même façon, ce concept trouve son application dans d'autres domaines académiques, tels la psychologie ou la psychiatrie.

En ce qui concerne les disciplines spatiales, la résilience a été utilisée dans des branches diverses : outre dans la géographie des risques (Klein *et al.*, 2003), on la retrouve dans la géographie spatialiste, et notamment dans les études sur l'auto-organisation et les systèmes dynamiques (Pumain, Sanders et Saint-Julien, 1989 ; Lepetit et Pumain, 1993), ainsi que dans les réflexions sur les perturbations dans les sciences sociales (Bessin, Bidart et Grossetti, 2010). On peut

⁶<http://www.treccani.it/enciclopedia/resilienza> (Dizionario-delle-Scienze-Fisiche)

⁷<http://www.treccani.it/enciclopedia/resilienza> (Enciclopedia-della-Scienza-e-della-Tecnica)

aussi citer l'analyse historique-étymologique du terme fournit par Alexander (2013) ; la relation entre résilience, vulnérabilité et capacité adaptative (Gallopain, 2006) ; la critique des politiques et activismes résilients (MacKinnon et Derickson, 2012). Ce qui est intéressant à noter ici est que : « selon les corpus, la résilience fera référence à des notions plus ou moins connectées : résistance, capacité à faire face, capacité d'adaptation, capacité de réponse, retour à l'équilibre, absorption du choc (système), reconstruction (bâtiments), reconstruction (politique et sociale), reconstruction (symbolique), bifurcation, auto-organisation, transition, trajectoire, durabilité, pérennité... » (Djament-Tran *et al.*, 2011, 12).

De plus en plus à la mode, la notion de résilience enregistre un succès remarquable dans les études urbaines, et non pas seulement au sujet des réactions aux risques environnementaux. Force est en effet de constater que, avec la crise économique et financière actuelle, la crise des systèmes urbains induit la capacité des villes d'y faire face, de la surmonter, d'évoluer. La résilience est partout. Or, pour éviter qu'elle devienne un concept vidé de toute signification, une *buzzword* (Davoudi, 2012 ; Weichselgartner et Kelman, 2014), il est indispensable de préciser le cadre de cette réflexion, notamment en reprenant deux aspects qui nous paraissent fondamentaux dans le débat : la question de l'équilibre et l'implication politique.

On retrouve la question de l'équilibre, entendu comme but ultime de la résilience, dans plusieurs domaines disciplinaires. En particulier, dans les études des catastrophes, elle désigne la « capacité d'une ville à rebondir après la destruction » (Vale et Campanella, 2005), à préserver ce qui reste et à reconstruire ce qu'il y avait avant (Folke *et al.*, 2010). Le retour (*bounce back* en anglais) à une situation « normal » serait donc le but souhaité, sans par ailleurs s'interroger sur ce que « normal » signifie, et sans mettre en question la désirabilité de l'ordre de départ (Pendall *et al.*, 2010 ; MacKinnon et Derickson, 2012). Le risque que la résilience soit elle aussi traitée de manière acritique et devienne un paradigme-refuge autour duquel l'analyse des crises

se façonne pour en affirmer, finalement, le caractère restructurant à l'intérieur d'un ordre établi n'est pas lointain. C'est en effet à partir de cette contradiction qu'on s'aperçoit de la portée politique du terme. En revanche, nous entendons plutôt la résilience comme la capacité de changer, s'adapter et se transformer en réponse aux stress et aux contraintes (Carpenter, Westley et Turner, 2005), après lesquels on revient très rarement aux situations initiales telles qu'elles étaient. Cette interprétation permet en effet d'inclure l'imprévisibilité, la complexité, le caractère chaotique et incertain des systèmes sociaux et des spatialités, où il n'existe pas de lien direct entre les éléments mais plutôt des trajectoires multiples et simultanées (Massey, 2005). Suivant cette perspective, la résilience est ici comprise comme un processus en constante évolution, comme un devenir, avec l'accent mis sur l'incertitude inhérente aux systèmes socio-spatiaux, sur la discontinuité et l'interaction dynamique entre persistance, adaptabilité et mutabilité.

La portée politique et la non-neutralité de la notion de résilience fait également référence aux tentatives récentes de « redéfinir la résilience » (*reframing resilience*), notamment à partir de ses implications politiques, idéologiques et normatives (Shaw, 2012). Une telle approche permet de focaliser l'attention sur des questions fondamentales qui ont été souvent occultées par d'autres approches plus traditionnelles, en se focalisant plutôt sur la question suivante : « résilience de quel point de vue et dans quel but ? ». Dans cette perspective, la résilience est reconnue en tant que discours politiquement chargé, « enveloppée par les relations de pouvoir » (Leach, 2008, 13). Redéfinir la résilience implique alors de comprendre, dans son interprétation, l'identification des valeurs, les choix à faire, les parcours politiques à suivre. On peut alors distinguer deux types de discours. Le premier se présente comme un discours de « survie », centré sur l'incertitude, la vulnérabilité et la capacité de se rétablir, de restituer la situation de départ. C'est le *bounce back* déjà mentionné. Dans le deuxième discours, par contre, la résilience implique le déroulement des possibilités de vie, plutôt que de survie (Leach, 2008). On passe ainsi au *bounce forward*, aux réactions

à la crise à travers le changement « vers l'avant » et l'atteinte d'un nouveau état d'équilibre (à ce propos voir Manyena *et al.*, 2011). Dans cette perspective, la résilience acquiert le potentiel de développer une intention de transformation plus radicale, ouverte aux expressions politiques, résistantes, et qui met au défi les structures de pouvoir et la pensée établie (Bay Localize, 2009).

Il nous paraît donc que si du côté de la résistance la mise en discussion du paradigme implique l'abandon – temporaire ou définitif – d'une interprétation liée au pouvoir, du côté de la résilience, au contraire, une reformulation du concept qui échappe à toute généralisation et vacuité, doit forcément passer par la reconnaissance de sa portée politique.

Evidemment, le cadre qu'on vient de tracer n'est pas pour soutenir l'abandon du paradigme interprétatif de la résistance et l'adoption de celui de résilience pour la lecture des phénomènes des squats. Au contraire, l'hybridation critique de paradigmes nous paraît plus apte et féconde à explorer afin de poursuivre une réflexion autour de la marginalité liée au logement et aux réponses fournies par le bas. Par cette voie, on revient donc au sujet principal du texte et au cas de Turin.

5 - Turin et les squats résidentiels : entre rupture et recomposition ?

5.1. L'expulsion (la rupture)

L'augmentation du nombre de personnes qui se trouvent en condition de risque lié à la perte du logement est l'un des aspects qui caractérisent la situation actuelle à Turin, et qui affecte aussi des individus et des familles stratégiquement et socialement dotés (Heinz, 1991). Dans une perspective processuelle, le passage de la marginalité latente à la marginalité réelle se produit par des « ruptures », « des discontinuités, des connexions manquées ou des connexions trop faibles » (Olagnero, 1998, 56), après lesquelles les personnes se trouvent dans une condition d'exclusion. L'expulsion (en italien *sfratto*) est l'une des causes principales de ces ruptures, ce qui constitue un vrai

« stress ». On peut lire cela à la fois au niveau macro, comme le résultat d'une croissante polarisation dans le marché du logement qui se manifeste par une radicalisation du conflit entre locataires et propriétaires, et au niveau micro, comme une stratégie de réappropriation du logement de la part des propriétaires. Dans ce deuxième cas, l'expulsion peut par fois représenter une ressource pour les familles qui perdent leur logement car, le cas échéant, c'est le moment qui leur permet d'accéder au système d'assistance publique. Néanmoins, si cela pouvait effectivement se produire dans le passé, au présent ce mécanisme est mis en crise par les difficultés du public à répondre aux situations d'urgence. Il devient alors intéressant d'observer et d'analyser les ressources que ces personnes sont en mesure d'activer et de mobiliser pour y faire face, « des stratégies plus ou moins innovantes, conservatives, coopératives ou opportunistes, ce qui dépend du caractère contingent et imprévisible de l'apparition du risque » (Olagnero, 1998, 67).

Les données sur l'augmentation des expulsions au cours des trois dernières années à Turin montrent en effet une situation assez grave. Les arrêtés d'expulsions étaient au nombre de 3 581 en 2010, 3 473 en 2011, 3 859 en 2012, et 3 600 en 2013, dont 1 000 exécutés. De plus, 97 % de ces arrêtés sont dus au non-paiement du loyer. En total il y a eu dans la Région Piémont, en 2011, 3 492 arrêtés et 190 expulsions effectuées, et en 2012, 6 312 arrêtés et 1 647 expulsions (source: Tribunal de Turin).

Ce cadre peut être complété par les données concernant les demandes de logement social. En 2012, la Ville de Turin a ouvert un nouvel appel pour leur attribution. En janvier 2014, 11 478 demandes ont été présentées, contre 7 619 en 2004 et 9 965 en 2007 (Comune di Torino, 2014), ce qui apparaît encore plus frappant si l'on considère les 9 595 attributions faites entre 1996 et 2012. En 2011, 13 648 demandes de ménages qui avaient les conditions nécessaires pour y accéder, sont restées sans réponse.

Pour gérer de manière directe les situations d'urgence, les institutions turinoises ont mis en place en 2011 un

service spécifique d'assignation de logement social, le Guichet Habitat d'Urgence (*Sportello Emergenza Abitativa*), expressément adressé aux familles sous expulsion, quelle que soit la cause. Face à l'augmentation des demandes (696 en 2001, 830 en 2013), l'assignation ne s'est produite que dans 32 % des cas. Plus récemment (en novembre 2013), la ville de Turin a introduit le Fond contre les expulsions (*Fondo Salva Sfratti*), une mesure de soutien économique destinée aux familles qui se trouvent sous menace d'expulsion à cause de l'impossibilité de payer leur loyer. Un accord entre la Ville, la Préfecture, les associations de locataires et les deux fondations bancaires les plus importantes de la ville (Compagnia di San Paolo et Fondazione CRT), qui participent à la hauteur d'un million d'Euros, auquel s'ajoutent 400 000 € élargis par un consortium intercommunal, permet la réalisation concrète de cette mesure. Cependant, les expulsions ne s'arrêtent pas. De plus, il faut noter que normalement les expulsions étaient exécutées toutes au même moment, notamment le troisième mardi de chaque mois, ce qui correspondait à une pratique consolidée des forces de l'ordre et de la Préfecture, pour réduire l'impact des actions résistantes organisées par les groupes de militants d'extrême gauche extraparlimentaires qui s'opposent physiquement aux expulsions (voir plus loin). Ces actions arrivaient tout de même à être efficaces, de sorte que depuis le printemps 2014 la stratégie a changé et les expulsions sont exécutées sans préavis. En même temps, une loi nationale a permis de prolonger jusqu'à la fin 2014 la suspension des expulsions pour les familles les plus vulnérables (revenus annuels inférieurs 27 000 €, présence d'une personne âgée de 65 ans ou plus, d'enfants à charge ou d'une personne invalide). Par contre, cette même prolongation a été révoquée en janvier 2015.

Tout cela a fini par engendrer un « vide » que les squats permettent en partie de remplir.

5.2. Occupy (Résistance ou recomposition ?)

Le phénomène des squats résidentiels à Turin est assez récent. Les premières occupations sans droit ni titre de bâtiments vides pour des raisons liées au manque de

logement datent de 2010 (via Soana 31, 2010, 20 familles ; via Monte Rosa 6, 2011, 10 personnes ; corso Vercelli 440, 4 familles ; via Santhià 39, occupé en janvier 2014 ; corso Novara 9, six familles ; corso Traiano 128, occupé en juillet 2013 et expulsée en juin 2014 ; corso Giulio Cesare 45, 60 personnes, en juin 2014...). Arrêtés d'expulsion-résistance-expulsion-occupation illégale d'un logement vide : ce processus n'implique pas seulement les familles concernées mais aussi les militants d'extrême gauche, qui jouent un rôle essentiel dans la mobilisation politique. En effet, les guichets *Prendo Casa* et *Diritto alla casa*, gérés par deux squats d'activité politique (Askatasuna et Gabrio), offrent aux familles sous expulsion un vrai service de soutien et d'accompagnement à la gestion de la crise⁸.

Dans les deux cas, le service est organisé comme un vrai guichet, ouvert à certaines heures et jours de la semaine, et s'articule autour de trois types d'interventions. D'abord, il s'agit d'analyser la situation de la personne ou de la famille et de vérifier la possibilité d'une action légale envers le ou la propriétaire, afin d'éviter l'expulsion ou pour avoir accès au logement social. Si cela n'est pas possible, par exemple si l'expulsion est déjà exécutive, la stratégie prévoit une opposition physique au moment de l'expulsion, en passant la nuit chez la personne qui en fait la demande car d'habitude les expulsions ont lieu au matin très tôt. Quand l'huissier de justice arrive, on l'empêche d'accéder au bâtiment et au logement. Ce type d'action est organisé quelques jours à l'avance, et prévoit aussi la sensibilisation des riverains et des résidents à travers la distribution d'affiches qui revendiquent le droit au logement. Enfin, il existe l'occupation elle-même de bâtiments vides ou abandonnés, une action qui est organisée et réalisée en secret, et revendiquée encore une fois en nom du droit au logement. C'est à ce moment-là que les familles destinataires sont contactées et introduites dans leurs

⁸ Ces deux squats d'activité politique mettent en place des activités sociales et culturelles diverses, ouvertes au quartier et à la population en général et offrent des services variés et gratuits, y compris, par exemple, les soins médicaux et l'assistance au logement. Il s'agit d'activités conçues comme une alternative aux services institutionnels et toujours accompagnées par une critique du système politique et des manières de gérer la ville par les pouvoirs publics.

nouveaux appartements. Ce soutien est complètement gratuit. En outre, les bâtiments à squatter sont choisis en fonction de certaines caractéristiques, en particulier la possibilité d'avoir des espaces en commun pour les moments collectifs, ainsi que des espaces qui puissent être ouverts au quartier. En effet, le but n'est pas seulement de donner un toit à ceux qui n'en ont plus, mais surtout d'offrir une possibilité d'habiter (pratiquer, accéder à) la ville, au sens décrit précédemment.

Les ressources relationnelles, sociales, matérielles et immatérielles qui permettent aux familles menacées d'expulsion de trouver une nouvelle maison sont mobilisées⁹ grâce aux compétences que ces personnes sont en mesure de développer et de mettre en œuvre. Ces compétences se croisent avec celles offertes par les militants des squats d'activité politique. En suivant F. Bouillon, on peut les qualifier de « compétences précaires, développées dans des cadres fortement contraints et peu reconnus socialement » (Bouillon, 2007). Cela comprend des compétences spatiales, qui indiquent la capacité de qualifier les lieux et la ville, d'être capable de se déplacer, de s'approprier des lieux (Rouilleau-Berger, 1999) : une attitude qui se traduit par la capacité à identifier les bâtiments à occuper, d'être en mesure d'évaluer les riverains qui sont plus tolérants et ceux qui ne le sont pas. Les ressources sont aussi des compétences pratiques, qui incluent le savoir-faire technique lié à l'ouverture, la gestion et la réparation d'un immeuble, des compétences qui sont généralement partagées avec les bénéficiaires qui vont ensuite se charger de rendre le squat habitable (assainissement,

⁹ On entend ici les ressources comme une construction sociale, dans la mesure où elles n'existent pas sans ou avant leur qualification et leur mobilisation par des individus (Khan, 2007). Tout objet – que ce soit matériel ou immatériel : une connaissance, une compétence, une représentation, mobilisées dans un certain but – a alors la potentialité de devenir une ressource. Son activation dépend de la qualification des acteurs, ainsi que de la valeur qu'ils lui donnent et de leur intentionnalité, dans un certain contexte social, spatial, temporel, culturel, politique. En tant que telles, les ressources ont donc un caractère relatif (Corrado, 2007) : le même objet qui était perçu comme une contrainte, une limite, une faiblesse, peut révéler ses potentialités dans un espace-temps différent. La mobilisation est précisément ce qui rend les ressources visibles et les met en action.

lumière et eau, aménagement intérieur). La « débrouillardise » (Anderson, 1995) renvoie à ce propos à la sphère des stratégies individuelles de survie, le savoir « s'en sortir », par exemple à travers la récupération d'objets abandonnés (mobilier, objets pour le bricolage) et leur réutilisation. Cependant, dans notre réflexion ces compétences ne sont pas comprises en tant que « stratégies créatives des pauvres » : la valeur qu'on leur reconnaît n'est pas morale, mais plutôt d'analyse et d'interprétation (Chatel et Soulet, 2002). Ainsi entendues, ces compétences nous permettent en effet de souligner comment les personnes plus ou moins marginales sont en mesure de co-construire la ville, de l'utiliser et la transformer à travers leurs pratiques quotidiennes. Enfin, il y a les compétences interactionnelles, relatives à la manière de se mettre en relation et de se présenter aux voisins, aux institutions, aux médias. Ces compétences s'articulent de manière différente selon les sujets : d'une part, elles donnent aux familles la possibilité d'ouvrir des relations/des interactions avec les résidents, et d'autre part elles permettent aux militants de construire un discours qui justifie leur action, un discours lié à l'inefficacité du public à donner des réponses aux besoins de logement (le « droit au logement », le « logement pour tous »).

Photo 2 : Angela et photo 3 Fernando



©Francesca Cirilli

Conclusion. Entre résistance et résilience

Ce qui nous intéresse de mettre en évidence dans cet article est le croisement, l'interaction entre des notions qui sont souvent présentées comme alternatives, tout comme leur caractère pluriel. On voit en effet qu'autour des squats résidentiels se construisent des résistances et des résiliences multiples. Si pour les militants la résistance et la revendication politique sont le moteur de l'action, la raison de l'activation des compétences et de la construction des mouvements d'opposition sociale, pour la plupart des personnes qui finissent par habiter dans des bâtiments occupés, le squat représente la recherche de la normalité, l'adaptation à une nouvelle condition d'habitat ordinaire. À travers les actions organisées par les guichets *Prendo Casa* et *Diritto alla Casa*, une pratique illégale devient pour les familles expulsées de l'ancien « chez eux » la manière de retrouver une condition d'habitat « normal », non pas légal mais légitime ou au moins perçu comme tel¹⁰.

D'une part, les résistances aux expulsions sont présentées comme des résistances au système néolibéral et aux pouvoirs publics, de la part des militants ; d'autre part, les résiliences des familles se déclinent comme capacités à réagir au stress de l'expulsion et à recréer une situation de normalité d'habitat. C'est ici que la multiplicité des ressources mobilisées par les uns et par les autres (les relations sociales, les bâtiments non utilisés, etc.) joue son rôle. De plus, le squat, le bâtiment occupé illégalement, est lui-même un lieu de résistances multiples : résistance explicite, car les militants politiques lui donnent un contenu en dénonçant le manque de logement ; résistance à la misère, car il protège les familles de l'exposition totale de la rue ; résistance à la ségrégation, à la

¹⁰ C'est par exemple ce que dit Fernando : « Je ne pense pas que quelqu'un va nous expulser car nous avons fait les choses de la bonne façon. En dessous, nous avons créé un espace pour les enfants, nos enfants et ceux du quartier, on leur offre un espace pour jouer, pour faire des choses ensemble [...] Et nous nous intégrons progressivement dans le quartier. On leur montre qu'on n'est pas de criminels. Nous sommes des gens normaux, qui ont subi une expulsion et qui ne savaient pas où aller habiter, et nous sommes ici » (entretien janvier 2013).

discrimination ; résistance à la spéculation immobilière (Bouillon, 2003).

Il s'agit aussi de « résiliences ordinaires », qu'on peut lire dans l'appropriation quotidienne des espaces – la maison qui est aménagée, décorée, mise au propre – de la part des personnes ou familles qui jusque-là étaient loin de toute mobilisation sociale, ce qui leur permet de recréer leurs pratiques, leurs habitudes quotidiennes, bien que dans une condition d'illégalité. Des résiliences quotidiennes, qui se croisent avec d'autres formes de résistance organisées et deviennent ainsi des formes de résistance politique, en prenant la forme d'une action collective qu'on devrait enfin reconnaître en tant que telle (Scott, 1989). Après la crise – l'expulsion est le moment central – comment peut-on revenir à une condition de « nouvelle » normalité ? De notre point de vue et à partir de ce qu'on a pu observer jusqu'à présent, la capacité d'agir (ou réagir) dans une situation de vulnérabilité est construite sur une variété de micro-ressources qui sont créées et recrées mutuellement, qui se reproduisent en constante interaction les unes avec les autres. La résilience nous semble alors un processus continu dans lequel c'est l'ensemble des interactions entre les différentes formes d'action et de pensée qui détermine les formes du changement. C'est la résilience en tant qu'« interaction entre persistance, adaptabilité et transformation à travers des délais et des échelles multiples » (Davoudi, 2012, 304). Des dimensions qui se croisent à travers les pratiques et les interactions développées par les différents acteurs prenant part à l'occupation : les militants, les familles et même les institutions. Il arrive en effet, parfois, que certaines familles se rendent aux guichets des squatteurs politiques du Gabrio et Askatasuna seulement après avoir demandé le logement social au Guichet Habitat d'Urgence de la Ville et – ce qui est le plus intéressant – sur la recommandation du personnel qui y travaille. Ce personnel, étant donnée la faiblesse des réponses institutionnelles, se retrouve à faire recours à des ressources « autres », développées et mises à disposition par des groupes autrement considérés antagonistes ou marginaux par rapport au système public, institutionnel et juridique. Dans ce cas, faire appel à la mise en œuvre d'un processus de résilience

serait mettre l'accent sur les dynamiques de recomposition face à la difficulté d'assumer les ruptures, sur la résolution de la crise et non pas sur ses origines, ses causes et ses développements. Tout cela se réalise d'une façon qui ne paraît pas très « orthodoxe » de la part des institutions publiques, de sorte qu'on se retrouve confronté au caractère contradictoire des politiques et des stratégies publiques, prises entre le maintien de l'ordre public, le contrôle du territoire, la défense du droit des propriétaires et le soutien au droit au logement¹¹.

Résistance et résilience nous semblent alors deux notions fertiles à explorer davantage dans leurs interactions multiples, utiles pour expliquer certains aspects de ce phénomène de réponse par le bas à la crise du logement, où des pratiques, des motivations et des acteurs très différents interagissent et se rapportent les uns aux autres en permanence.

RÉFÉRENCES

Aguilera T. (2011), « Les squats, entre contestation et résistance », *Métropolitiques*, 1-4, <hal-01045191>.

Aguilera T. (2012), « Gouverner les illégalismes » *Les politiques urbaines face aux squats à Paris*,

Gouvernement et action publique, vol.3, n°3, 101-124.

Anderson N. (1995), *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris : Nathan, coll. Essais et recherches.

Alexander D.E. (2013), « Resilience and disaster risk reduction : An etymological journey », *Natural Hazards and Earth System Sciences*, vol.13, n°11, 2707–2716.

Bay Localize, (2009), *Community Resilience Toolkit: A Workshop Guide for Community Resilience Planning*, Oakland, CA : Bay Localize.

11 « Le droit au logement touche à la dignité de toute personne et bénéficie de la protection du système juridique, même s'il s'agit de ressortissants étrangers ou des apatrides, sur le territoire italien ; ce droit est considéré en tant que droit social inviolable de l'homme », selon la Cours Constitutionnelle Italienne, jugement du 7 avril 1988, n°404.

- Bessin M., Bidart C., Grossetti M. (dir.) (2010), *Bifurcations : les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris : Éd. la Découverte.
- Bouillon F. (2003), « Des migrants et des squats : précarités et résistances aux marges de la ville », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 19, n°2, 18 pages, consulté le 13 janvier 2013. <http://remi.revues.org/440>.
- Bouillon F. (2007), « Les compétences précaires en question : réflexions à partir des squats marseillais », in Berry-Chikhaoui, I. et al. (dir.), *Villes internationales*, Paris : La Découverte, 189-206.
- Bouillon F., Fourquemin R., Louey, C. (2012), « Le squat, lieu et promesse de résistances », *VST – Vie sociale et traitements*, vol.1, n°113, 79-85.
- Carpenter S.R., Westley, F., Turner, G. (2005), « Surrogates for resilience of social-ecological systems », *Ecosystems*, vol.8, n°8, 941–944.
- Chatel, V., Soulet M.H. (dir.) (2002), *Faire face et s'en sortir. Volume 2: Développement des compétences et action collective*, Fribourg : Editions Universitaires Fribourg Suisse.
- Comune di Torino (2014), Osservatorio sulla condizione abitativa, *X Rapporto*. Torino.
- Comune di Torino (2004), Osservatorio sulla condizione abitativa di Torino – *I Rapporto*. Torino.
- Corrado F. (2007), « Le traitement des ressources dans la politique du développement local : le cas de la ville de Caserta », *XLIII colloque de l'ASRDLF « Les dynamiques territoriales débats et enjeux entre les différentes approches pluridisciplinaire »*. Grenoble-Chambéry, 11-13 juillet 2007.
- Datta A. (2013), « Encounters with law and critical urban studies », *City*, vol.17, n°4, 517-522
- Davoudi S. (2012), « Resilience : A Bridging Concept or a Dead End ? », *Planning Theory & Practice*, vol.13, n°2, 299-307.
- De Luca A., Lancione M. (2010), « La nuova questione abitativa : disagio, politiche e territorio urbano », in Santangelo, M., Vanolo, A. (dir.), *Di capitale importanza. Immagini e trasformazioni urbane di Torino*, Roma : Carocci, 139-163.
- Depaule J.C. (dir.) (2006), *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, UNESCO : Éd. de la MSH.
- Djament-Tran G., Le Blanc A., Lhomme S., Rufat S., Reghezza-Zitt, M. (2011), « Ce que la résilience n'est pas, ce qu'on veut lui faire dire ». Version française d'un article en anglais soumis à évaluation, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00679293>.
- Dodson J. (2006), *Rolling the state? Government, neoliberalism and housing assistance in four advanced economies*, Urban Research Program, Research Paper 7.
- Doherty J. (2004), « European Housing Policies: Bringing the State Back in ? », *European Journal of Housing Policy*, vol.4, n°3, 253-260.
- Doling J., Ford J. (2007), « A union of home owners », *European Journal of Housing Policy*, vol.7, n°2, 113–127.
- Edgard B., Meert H. (2005), *Fourth Review of Statistics on Homelessness in Europe. The ETHOS Definition of Homelessness*, Brussels : Feantsa.
- Folke C., Carpenter S., Walker B., Scheffer M., Chapin T., Rockstrom J. (2010), « Resilience thinking: Integrating resilience, adaptability and transformability », *Ecology and Society*, vol.15, n°4, 20–28.
- Gallopin G.C. (2006), « Linkages between vulnerability, resilience, and adaptive capacity », *Global Environmental Change*, vol.16, n°(3), 293–303.
- Gibb K. (2002), « Trends and change in social housing finance and provision within the European Union », *Housing Studies*, vol.17, n°2, 325–336.
- Governa F., Saccomani S. (2009), « Housing and Urban Regeneration Experiences and Critical Remarks dealing with Turin », *European Journal of Housing Policy*, vol.9, n°4, 391-410.
- Heinz W. R. (1991), « Status Passages. Social Risks and the Life Course » In *Theoretical Advances in Life Course Research*, Weinheim: Deutscher Studien Verlag.
- Holling C.S. (1973), « Resilience and stability of ecological systems », *Annual Review of Ecological Systems*, vol. 4, 1–23.

- Kahn R. (2007), « Une approche pluridisciplinaire de la dimension culturelle du développement territorial », *XLIII^e colloque de l'ASRDLF « Les dynamiques territoriales débats et enjeux entre les différentes approches pluridisciplinaire »*, Grenoble-Chambéry, 11-13 juillet 2007.
- Kennett P., Forrest R., Marsh A. (2013), « The Global Economic Crisis and the Reshaping of Housing Opportunities, Housing », *Theory and Society*, vol.30, n°1, 10-28.
- Klein R.J.T., Nicholls R.J., Thomalla F. (2003), « Resilience to natural hazards : How useful is this concept ? », *Global Environmental Change Part B : Environmental Hazards*, vol.5, n°1-2, 35-45.
- Kurts J.P. (2013), *Dictionnaire Etymologique, Lexicologique et Historique des Anglicismes et des Américanismes*.
- Lake P.S. (2013), « Resistance, Resilience and Restoration », *Ecological Management & Restoration*, vol. 14, n°1, 20-24.
- Leach M. (2008), *Re-framing Resilience: A Symposium Report*, Brighton : STEPS Centre.
- Lepetit B., Pumain D. (1993), *Temporalités urbaines*, Paris : Économica.
- MacKinnon D., Derickson K.D. (2012), « From resilience to resourcefulness: A critique of resilience policy and activism », *Progress in Human Geography*, vol.37, n°2, 253-270.
- Malpass P. (2008), « Housing and the New Welfare State : Wobbly Pillar or Cornerstone ? », *Housing Studies*, vol.23, n°1, 1-19.
- Malpass P., Cairncross L. (2006), *Building on the Past. Visions of the Housing Futures*, Bristol : The Policy Press.
- Massey D. (2005), *For Space*, London : Sage.
- Mayena S.B., O'Brien G., O'Keefe P. et al. (2011), « Disaster resilience : A bounce back or a bounce forwards ability ? », *Local Environment*, vol.16, n°5, 417-424.
- McKee K., Muir J. (2013), « An Introduction to the Special Issue – Housing in Hard Times: Marginality, Inequality and Class », *Housing, Theory and Society*, vol.30, n°1, 1-9.
- Olagnero M. (1998), « I muri e le barriere. Il disagio abitativo tra crisi del welfare, crisi del mercato e trasformazioni della famiglia », *Rassegna italiana di sociologia*, XXXIX, vol.1, 43-73.
- Péchu C. (2006), « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action », in *Travaux de science politique de l'Université de Lausanne*, n° 24, 3-51.
- Péchu C. (2010), *Les squats*, Paris, Presses de Sciences Po, 127 p.
- Pendall R., Foster, K.A. Cowell, M. (2010), « Resilience and regions: Building understanding of the metaphor », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol.3, n°1, 71-84.
- Pichon P. (2002), « Vivre sans domicile fixe : l'épreuve de l'habitat précaire », *Communications*, 73, 11-29.
- Pile S., Keith M. (2009), « Preface », In Pile, S., Keith, M. (dir.), *Geographies of Resistance*, New York : Routledge, p. xi-xiv.
- Priemus H., Dieleman, F. (2002), « Social housing policy in the European Union : past, present and perspectives », *Urban Studies*, vol.39, n°2, 191-200.
- Pumain D., Sanders, L., Saint-Julien, T. (1989), *Villes et auto-organisation*, Paris, Économica.
- Rabaiotti G. (2004), « La ripresa della questione abitativa. Il senso di una domanda », *Territorio*, vol.29-30.
- Rouleau Berger L. (1999), *Le Travail en friche. Les mondes de la petite production urbaine*, La Tour-d'Aigues : L'Aube.
- Scott J.C. (1989), « Everyday Forms of Resistance », *The Copenhagen Journal of Asian Studies*, vol.4, 33-62.
- Shaw K. (2012), « "Reframing" Resilience : Challenges for Planning Theory and Practice », *Planning Theory & Practice*, vol.13, n°2, 307-312.
- Tosi A. (1994), *Abitanti. Le nuove strategie dell'azione abitativa*, Bologna : Il Mulino.
- Tosi A. (2006), « Povertà e domanda sociale di casa: la nuova questione abitativa e le categorie delle politiche », *La rivista delle politiche sociali*, vol.3, 61-78.
- Tosi, A. (2007), *Case, quartieri, abitanti, politiche*, Milano : Libreria CLUP.

Vale L.J., Campanella, T.J. (2005), *The Resilient City: How Modern Cities Recover from Disaster*, New York : Oxford University Press.

Weichselgartner J., Kelman I. (2014), « Geographies of resilience : Challenges and opportunities of a descriptive concept », *Progress in Human Geography*, 1-19.



Mobilizzazioni dei cittadini per il territorio: analisi testuale dei social network e delle comunicazioni istituzionali

Mobilisations citoyennes pour le territoire : analyse de discours des réseaux sociaux et des communications institutionnelles

**Mary FRAIRE, Francesca SESSA,
Sabrina SPAGNUOLO, Serenella STASI**
Università di Roma 'La Sapienza'

Sonia MARINO

Integronomia - Ricerca in ergonomia e sostenibilità

Résumé : À partir de deux études de cas (Burgos, en Espagne, et Falcognana, en Italie), l'article montre en quoi les conflits d'usages sont un instrument de participation et d'appropriation des espaces urbains par les citoyens. Dans le cas de Burgos, la Municipalité souhaitait aménager une rue avec des garages de stationnement, pour résoudre les problèmes de circulation et de pollution. À Burgos, préexiste une forte communauté solidaire qui s'est rapidement mobilisé pour faire bloquer le projet, contestant le coût de l'aménagement, la difficulté à trouver une place de stationnement près des logements, le ralentissement du trafic, les changements d'usages et la spéculation immobilière qui aboutirait à l'expulsion des résidents les moins aisés. Dans le second cas (Falcognana, Italie), le conflit porte sur le choix d'un nouveau site de déchetterie pour Rome à Malagrotta. Là encore, les protestataires ont fait bloquer le projet. Dans les deux cas, la mobilisation via les réseaux sociaux a pris une importance particulière, en ouvrant un canal de diffusion de l'information à l'échelle internationale et en augmentant la pression sur l'opinion publique. À partir de l'analyse de données textuelles (via le logiciel SPAD-T) portant sur les échanges entre militants à travers les réseaux sociaux, mais aussi les communiqués de presse et les avis émis par les autorités publiques, nous étudions le développement des mobilisations et

la volonté réelle des autorités à mettre en place un dispositif de participation. Cette analyse permet de se demander dans quelle mesure ces situations révèlent une crise de légitimité des autorités publiques urbaines.

Mots clés : conflits, mobilisation territoriale, réseaux sociaux, analyse textuelle, démocratie participative

Riassunto: A partire da due casi: (Burgos, in Spagna e Falcognana, in Italia) nell'articolo si mostra come i conflitti urbani per la gestione del territorio sono uno strumento di partecipazione/appropriazione per i cittadini dello spazio urbano. A Burgos il comune vuole realizzare, un viale con parcheggi sotterranei per risolvere il problema inquinamento, parcheggi e viabilità. I cittadini contestano: il costo dell'opera a fronte di problemi più urgenti. La preesiste forte comunità solidaire di vicinato protesta in modo compatto e rapido e ferma l'opera. A Falcognana, individuata come sito alternativo a Malagrotta per i rifiuti di Roma, i cittadini creano un gruppo di protesta nell'emergenza e il progetto viene bloccato. In entrambi i casi è importante per la mobilitazione la comunicazione tramite social network per l'organizzazione, per il coinvolgimento dei cittadini e per aumentare la pressione sulla

opinione pubblica. Si è studiato se e in che misura ci troviamo di fronte ad una crisi di legittimità dei poteri pubblici urbani e l'apertura verso modello partecipativo tramite l'analisi dei dati testuali (SPAD-T) dei post degli attivisti.

Parole chiave: Conflitto, mobilitazione territoriale, social network, analisi dati testuali, progettazione partecipata

Nell'articolo sono studiati due conflitti territoriali al fine di collocare questa tipologia di conflitto nella società contemporanea. Secondo Bobbio esistono sei narrazioni/interpretazioni attraverso cui gli stessi attivisti o anche i loro avversari diretti narrano/illustrano l'azione conflittuale. Analizzando i due casi a partire dalle interpretazioni di Bobbio (2011) notiamo delle differenze tra i due conflitti a livello di narrazioni esplicitate dagli attori. La mobilitazione di Burgos (Gamonal) assume fin da subito un carattere generalizzato visibile nelle narrazioni inerenti l'oggetto del contendere. Il conflitto, in breve, assume rilevanza nazionale ed internazionale e diviene simbolo di una protesta generalizzata che comprende la gestione del territorio. Le narrazioni degli attivisti sono relative alla ricerca di un nuovo modello di sviluppo e gestione delle risorse pubbliche, in cui riconosciamo la 6° narrazione di Bobbio e alla sproporzione tra i costi (economici e di impatto sulla qualità della vita dei residenti del quartiere) ed i benefici, (3° narrazione). Non mancano temi legati al movimento indignados. Le controparti sono le istituzioni locali, nazionali e gli imprenditori che identificano gli attivisti come sobillatori, violenti. Nel secondo caso, Falcognana, la mobilitazione appare circoscritta ed ha caratteristiche equiparabili ai No-Lulu. La narrazione degli attivisti è legata alla percezione del rischio dovuto alla discarica (4° narrazione). Le istituzioni tendono a stigmatizzare la mobilitazione come Nimby (1° narrazione). Nel corso dell'articolo si cercherà di chiarire, attraverso l'ascolto delle voci degli attivisti sui social network quali sono le motivazioni e l'oggetto del contendere e le caratteristiche che differenziano le due mobilitazioni.

1. Movimenti sociali e conflitti territoriali

Secondo Bobbio i conflitti territoriali si distinguono dalle altre azioni collettive per *“essere costituite da comunità che difendono il loro territorio da aggressioni esterne...”* (Bobbio, 2011, 79). Una domanda a cui è importante dare risposta è perché *“queste azioni si sono diffuse solo negli ultimi venti anni, mentre erano praticamente sconosciute nei decenni precedenti malgrado le opere invasive non mancassero”* (Bobbio, 2011). La risposta potrebbe derivare dal cambiamento del modello mondiale di modernizzazione/gestione socio-economica, in cui il conflitto è dato dall'opposizione tra il soggetto ed il potere del sistema globale/impersonale di dominio, ed è per questo che parliamo di movimenti culturali (Touraine, 2009). L'oggetto del contendere sono i modelli culturali e personali ed il conflitto verte intorno alla difesa del locale vs il globale. L'attore rivendica i suoi diritti e le modalità in cui devono essere rispettati, riprendendo la riflessione della Weil, possiamo affermare che cerca un punto di equilibrio tra un atteggiamento volto al collettivismo sociale (movimenti totalitari) e l'individualismo fine a se stesso (individuo interessato solo alla difesa dei suoi desideri). Tra questi due poli secondo l'autrice si esplica la libertà dell'attore che di volta in volta potrà tendere verso l'interesse collettivo o il proprio/della sua cerchia. Sempre la Weil segnala come parte dell'equilibrio dell'individuo sia il bisogno di radicamento anche territoriale. La riscoperta del soggetto (equilibrio in Weil) per Touraine rende possibile la resistenza. La riscoperta del territorio e del locale e l'azione conflittuale si legano con il conflitto della nostra società e con la costruzione dell'identità degli attori sociali che vi partecipano, muovendosi sul continuum citato. Tale modellizzazione è utile per comprendere quando le mobilitazioni territoriali sono espressioni di un movimento generale o proteste isolate¹. Un esempio di movimento culturale sono i NO TAV. Il movimento, nasce in Val di Susa²,

¹ Ma sempre inserite nella post modernità. Questo spiega la loro diffusione, la loro capacità di mobilitazione ed a volte la loro inclusione in temi più ampi.

² Primi anni '90.

prima della protesta alter global, da: gruppi di residenti e sezioni locali di associazioni ambientaliste³, accomunati dall'opposizione alla realizzazione della TAV, considerata simbolo della gestione inadeguata dei beni comuni da parte di una classe politica corrotta e non democratica. Dal 2000 si è assistito all'ingresso nei reticoli della protesta di attivisti dei movimenti globali soprattutto centri sociali⁴ con contaminazione reciproca e inserimento della lotta nella battaglia contro la globalizzazione. Questo evidenzia la tendenza alla generalizzazione del conflitto di un movimento a radicamento locale con aspirazione globale. Gli elementi di novità sono la struttura reticolare che consente maggiore reattività ed efficacia nei momenti più intensi del conflitto, la capacità di attori differenti e reciprocamente diffidenti di condividere risorse e l'adozione di metodi decisionali di tipo assembleare determinati dal dover garantire il consenso delle diverse anime No TAV.

2. Il Caso di Burgos

Gamonal De Rio Pico era un antico municipio della provincia di Burgos. Il paese sorgeva vicino al cammino di Santiago ed era sede del monastero di San Juan de Ortega i cui monaci avevano il compito di raccogliere i cadaveri dei pellegrini. Il paese restò indipendente da Burgos nonostante le pressioni della città fino al maggio del '54, sotto il regime franchista, quando venne raggiunto l'accordo di fusione, dopo una negoziazione fittizia. Gamonal diviene un quartiere operaio ed in breve tempo vengono costruiti palazzi e strade che stravolgono il territorio ed il paesaggio. La presenza di una identità precedente, rende Gamonal differente dalla maggioranza dei quartieri popolari che si sono sviluppati a

3 Lega Ambiente, Italia Nostra, WWF, assemblee dei residenti. Queste nelle prime fasi della mobilitazione, raccolgono, diffondono informazioni sensibilizzando i residenti costruendo delle proposte alternative.

4 La presenza di attivisti dei centri sociali è dovuta a caratteristiche quali il radicamento territoriale; l'attenzione alla costruzione di culture alternative e da un percorso di coinvolgimento nella politica del territorio considerata come una possibilità per mutare dal basso i rapporti politici e sociali dominanti per interagire con quella parte della società che considerano i loro referenti; i ceti disagiati o i cittadini che subiscono imposizioni dall'alto.

partire dagli anni '50 ed è anche su questa base che, nonostante la forte immigrazione, non ci sono mai stati problemi di integrazione ma un'identità condivisa rafforzata⁵ dalla lunga storia di conflitti e mobilitazioni del quartiere.

2.1 - Le Asociaciones de vecinos (AAVV) le radici del movimento

I principali attori dei conflitti urbani a Gamonal ed in Spagna sono le *asociaciones de vecinos*⁶ basate sulle reti di vicinato e sul ruolo politico che nel tempo hanno acquisito⁷. È importante notare come dalla storia di questo movimento urbano si possa intravedere il *terreno di coltura* per la formazione del movimento culturale oggi presente di cui Gamonal diviene simbolo. Le AAVV possono essere considerate predecessori dei nuovi movimenti culturali descritti da Touraine, sia nell'oggetto del contendere-relazionato con la qualità della vita, il consumo e la democratizzazione della vita sociale -attraverso una apertura alla partecipazione attiva e informata dei residenti alla vita civile-che nella tipologia organizzativa e di azione. Se guardiamo all'organizzazione e tipologia di mobilitazione le AAVV hanno modelli organizzativi e partecipativi informali, spesso discontinui e non gerarchici. Le reti sociali tessute da queste organizzazioni all'interno dei diversi quartieri e il rafforzamento delle reti di vicinato e dell'identità sono un aspetto fondamentale, insieme all'azione di democratizzazione e la richiesta di partecipazione alla vita civile svolto dalle AAVV.

2.2 - Il conflitto per la calle vitoria

Il conflitto di cui ci occupiamo verrà ricordato per il livello di tensione e la risonanza sul piano nazionale/internazionale.

5 Da una parte i conflitti rafforzano l'identità, l'appartenenza e le relazioni, come affermato da Simmel (*Soziologie*, 1908) e dall'altra l'identità rende possibile i conflitti.

6 Le AAVV si svilupparono a partire dalla Ley de Asociaciones 1964, la loro piena espansione si ebbe dal 1975 stimolata dalla trasformazione politica in corso in parte per far fronte all'incapacità dei governi locali di dare risposta alla crescente domanda di servizi urbani determinati dal processo di urbanizzazione di massa.

7 L'importanza delle AAVV è stata quella di ricostituire il terreno per l'azione politica democratica e offrire ai cittadini la possibilità e la capacità di organizzarsi/mobilizzarsi su problemi specifici.

L'oggetto dichiarato del contendere nasce dalla decisione del governo locale presieduto dall'*alcalde* J. Lacalle di costruire un *bulevar* nella calle Vitoria, uno degli assi principali della città. Gli attivisti protestano per la mancanza di trasparenza e democraticità della decisione e della gestione delle risorse-territoriali, proponendo anche progetti di riqualificazione e gestione alternativi. Forme e repertori della protesta seguono un percorso classico in crescendo, dalle azioni definite da Dalton (1988) non convenzionali meno estreme quali le petizioni (novembre/dicembre 2013), alle azioni dirette di occupazione pacifiche del territorio (9 e 10/01/2014 apertura dei lavori), fino ad azioni illegali/violente indirizzate verso il cantiere, le forze dell'ordine e i simboli della finanza (notte tra il 10 e 11/01/2014). L'11 un corteo⁸ si dirige verso il commissariato di polizia nazionale per ottenere la liberazione dei manifestanti arrestati. Gli scontri proseguono il 12, nel pomeriggio un corteo⁹ va alla sede del gruppo Promecal (Diario di Burgos¹⁰). Il 13 si instaura un presidio per impedire la riapertura del cantiere. Il 14 arriva la *Unidad de Intervención Policial* che mette il quartiere sotto coprifuoco. Nel pomeriggio il sindaco annuncia la sospensione dei lavori. Il 17 la Giunta Comunale¹¹ vota l'interruzione dei lavori ed il ripristino della situazione precedente¹², la sera *Lacalle* dichiara la chiusura dei lavori. Dal 17 in tutta la Spagna vengono indette manifestazioni di solidarietà¹³ verso Gamonal e di protesta contro il partito di governo. L'avvenimento ha avuto risonanza nell'intera Europa e non solo. Nell'intero paese si sviluppa attraverso la comune partecipazione alle diverse lotte territoriali, sulla base del movimento indignados un movimento strutturato a rete (i cui nodi sono le diverse proteste locali ed i diversi gruppi di attivisti che vi partecipano), che vede in Gamonal e nell'azione dei suoi residenti un'ispirazione e comunica in tempo reale sui social network. Questo movimento-ancora attivo lotta nel locale contro la corrotta gestione del territorio e

8 Circa 1000.

9 Circa 3500.

10 Giornale locale proprietà dell'imprenditore del Pozo

11 Su proposta del PSOE e degli altri partiti di opposizione.

12 Vota contrario solo il PP.

13 Alcune si erano già tenute nei giorni precedenti.

delle opere pubbliche, per una trasparenza della gestione del territorio e della cosa pubblica. Sul piano nazionale contro leggi ritenute dittatoriali e lesive dei diritti civili (revisione legge sull'aborto, privatizzazione energia, riduzione del welfare, dei diritti sul lavoro e dello stato sociale, progetto di riforma della Legge sulla Sicurezza dei Cittadini ecc...), sul piano internazionale contro l'azione dell'alta finanza. La struttura "liquida" a rete del movimento, le multi-appartenenze dei diversi attivisti, l'assenza di una leadership (sia locale che nazionale) e il contemporaneo forte ancoraggio alle diverse realtà territoriali rimanda l'immagine di un movimento culturale innovativo.

2.3 - Analisi dei post

Abbiamo effettuato un'analisi di contenuto sui post dal 9 al 20/01/2014¹⁴, per comprendere se il conflitto era generalizzato ed ascoltare le narrazioni degli attivisti attraverso alcune parole significative¹⁵ e suddividendo le corrispondenze in base alla presenza di discorsi generali o locali¹⁶. I temi sono sia legati al locale, aperti al confronto/solidarietà con le altre realtà, che generali. Il linguaggio utilizzato è a metà tra il parlato e lo scritto, a volte frutto di dialogo, altre studiato per proiettare una lettura dei fatti. Il codice linguistico è ristretto, concreto, semplice con ampio utilizzo di simboli non verbali¹⁷ e lascia pensare (Bernstein, 1971) ad un'identità condivisa che supera i confini di Burgos e della stessa Spagna. Il codice linguistico/simbolico è condiviso ma a differenza di quanto avveniva nei movimenti del passato, le differenze personali e di gruppo vengono sottolineate. Le corrispondenze della parola "*contra*", ci aiuteranno a vedere quali sono "gli avversari" degli attivisti e a cosa si oppongono. Nei giorni che vanno dal 9 al 15, in relazione con organizzazione di

14 I post si riferiscono ai seguenti gruppi: Bulevar C/Vitoria NO, #EfectoGamonal#Gamonal#GamonalResiste, A.V. LAS ERAS DE GAMONAL, www.asociaciondevecinos.es/?p=3911, Federación Aavv de Burgos, #GamonalResistepic.twitter.com/6XRJNE6Sqi e al loro interno si trovano post condivisi anche da gruppi esterni a Gamonal Sui post dal 9/01/2014 al 20/01/2014.

15 Contra (contro) barrio (quartiere), obra (opera), bulevar, Gamonal, lucha/luchando (lotta lottando) pueblo (popolo o paese) somos (siamo).

16 Vedi allegato.

17 Immagini e video.

eventi/manifestazioni o inviti ai cittadini a partecipare alla protesta, troviamo in corrispondenza alla parola *contra* le parole *bulevar* o *obra*.

Negli altri post troviamo invece dei collegamenti a temi più generali. Gli attivisti riprendono temi presenti nel movimento 15-M ed in generale a temi appartenenti alla sinistra antagonista ripresi dai movimenti contemporanei.

Questi sono o “postati” dai residenti di Gamonal ed in seguito condivisi da attivisti di altre città o al contrario postati da altre città e condivisi dai gruppi di Gamonal. Sia da Huelva, città in cui vi sono stati altri disordini che da altre città l'appoggio a Burgos viene dato con ammirazione, tanto che i *Burgaleses* vengono spesso presi come esempio incoraggiante (*alentar*, incoraggiare è un verbo spesso presente nei post degli altri gruppi così come la frase *que nos animan*). Il *barrio* viene preso come esempio e guida per la lotta “*Esta canción se la dedico al barrio de Gamonal, su ejemplo debe guiar nuestra praxis en el futuro*. Le corrispondenze a *movilizar/movilizaciones* sono relative o a Gamonal o a mobilitazioni di solidarietà nell'intero paese. La frase più utilizzata è *No te quedes en casa. Movilízate*.

Anche dalle parole *lucha/luchando* si evidenziano i temi scelti dal movimento. La lotta viene definita una causa giusta che viene condotta da tutti non solo per il *bulevar* ma per far valere i propri diritti.

La lotta per il territorio viene vista come una lotta generale indirizzata contro le speculazioni e la conduzione di una politica ingiusta ed è considerata un'arma legittima a cui ognuno deve partecipare. La parola *pueblo* riprende una canzone degli Intillimani (che ha ed ha avuto forti funzioni simboliche per la sinistra a partire dagli anni '70) “*El Pueblo Unido Jamas será vencido*¹⁸”, rigirato in un post dopo la rinuncia dell'*alcalde* all'opera in “*El Gamonal* (ricordiamo che *pueblo* è sia popolo che paese) *unido jamas será vencido*. Ricorre inoltre in frasi dirette al potere centrale e ai vari poteri locali “*y se darán cuenta de que el pueblo se esta uniendo*”.

¹⁸ Oggi inno del partito *Podemos*.

A sostegno di quanto detto molti sono i post che dichiarano *todos somos gamonal* mostrando un'identità condivisa dall'intero movimento. Per quanto riguarda la gente di Gamonal, forte è la percezione di essere un *barrio obreros* (frase che utilizzano anche in risposta ad accuse di un giornale locale che li vede come delinquenti o come manovrati da qualcun altro). Al fine di richiamare la loro identità/storia di paese e quartiere che non si è mai arreso e che lotta in modo giusto dichiarano *Somos descendientes del Cid, no nos vamos a amilantar*. Venendo alle occorrenze, legate più strettamente al territorio, alla parola *bulevar* si legano parole quali *resistencia, movilízate, demostración, contra* o frasi quali *la gente no quiere...* Molto spesso *l'obra/bulevar* è messa in relazione in modo conflittuale con il nome dell'*alcalde* (J. Lacalle).

In ultimo possiamo vedere il livello di conflittualità verso l'autorità locale tramite le due parole *Alcalde/Alcaldesa* (citata nei post provenienti dal gruppo di Huelva) ed *Ayuntamiento*.

Il termine *Ayuntamiento* viene legato o al luogo fisico, dove manifestare o viene considerato come gruppo/insieme di politici che rappresentano l'autorità locale e che nell'insieme (perché in realtà anche l'opposizione non viene considerata vicina agli attivisti, nonostante in parte li sostenessero) non da ascolto né risposte adeguate ai bisogni ed alle proteste del quartiere. Verso l'*Alcalde* i toni sono duri, se ne chiedono le dimissioni e viene ritenuto il principale artefice dell'opera. Viene citata la decisione dello stesso di fermare l'opera, a seguito delle proteste, decisione presa, secondo chi posta, senza convinzione, per le pressioni dei cittadini, delle opposizioni locali e dei rappresentanti nazionali del suo partito che temevano l'allargamento delle proteste.

Emerge forte sfiducia nei partiti che diviene conflitto nei confronti del PP accusato di proporre leggi “*Franchiste*”. Vengono usati simboli/discorsi relativi ai conflitti del passato in una nuova ottica, che afferma il soggetto e i suoi diritti attraverso la resistenza ad istanze neoliberaliste.

3 - Il Caso di Falcognana e la Mobilitazione contro la Discarica del Divino Amore

3.1 - Lo scenario degli eventi: una breve storia

La borgata della Falcognana è situata a km 15 della via Ardeatina¹⁹. La mobilitazione nasce a seguito della dichiarazione del Commissario Straordinario ai rifiuti²⁰ che individua Falcognana come area idonea per raccogliere per due anni i rifiuti trattati di Roma, consigliando l'affidamento alla società proprietaria del sito: la Ecofer²¹ Ambiente S.r.l. nonostante sia stata censita come località di interesse pubblico. Questo spinge, alcuni cittadini ad attivarsi per diffondere informazioni tra i residenti e nelle zone limitrofe²² sul rischio ambientale, per la salute dei cittadini di oggi e delle generazioni future. La prima manifestazione in cui bloccano l'Ardeatina²³ è tenuta il 30 luglio 2013. Durante i primi giorni di contestazione, la partecipazione sale grazie al diffondersi della informazione: face to face, sui social network e l'attenzione delle Tv locali/regionali e dei giornali. L'indignazione dei residenti, la paura di diventare la nuova Malagrotta li spinge a creare un presidio permanente attivo 24 ore su 24 proprio all'entrata della discarica. Il presidio crea una organizzazione interna²⁴, gli attivisti provengono da diverse estrazioni

19 In prossimità del Santuario del Divino Amore e vicinissima ai confini del Parco Regionale dell'Appia Antica e del Parco dei Castelli.

20 Goffredo Sottile.

21 L'Ecofer sita in via Ardeatina Km15.300. è una discarica di Fluff. La Ecofer nel 2003 a seguito dell'autorizzazione dell'assessore all'ambiente della regione Verzaschi realizza e mette in esercizio una discarica per rifiuti speciali. I cittadini dopo alcuni mesi, organizzatosi nel Comitato Difesa Territorio Divino Amore, chiedono ed ottengono dall'Assessore di revocare, attraverso il Decreto 25 marzo 2004 n. 36, l'autorizzazione precedentemente concessa, ma l'Ecofer ricorre al TAR che gli dà ragione sospendendo la revoca dell'autorizzazione.

22 Castel di Leva, Divino Amore, Santa Maria delle Mole.

23 Blocchi pacifici che continuano anche nei giorni successivi.

24 Con un presidente, un direttivo e delle regole ben strutturate.

sociali ed economiche²⁵, protestano²⁶: contro le discariche (per il riciclo) vedendo la spazzatura come risorsa economica, per i problemi alla mobilità mancando infrastrutture adeguate (via Ardeatina ha una carreggiata strettissima, un ponte ferroviario logorato ed inadeguato al passaggio dei camion). Le proteste avvengono sempre nel rispetto dell'ordine pubblico attraverso azioni legali, petizioni popolari al Parlamento europeo²⁷. La lotta comincia nel mese di agosto attraverso manifestazioni²⁸ e blocchi della circolazione²⁹. Non ottenendo nulla organizzano il 21 settembre "la Primavera di Roma", un corteo che riesce a calamitare le molteplici vertenze ambientali dell'area romana³⁰. Il 30 settembre³¹ scendono

25 Una protesta trasversale, in cui partecipano famiglie intere, giovani, mamme con bambini, anziani, politici di destra e di sinistra. Un'azione di contrasto portata avanti dalla popolazione locale, dai comitati di quartiere, dalle associazioni, con le istituzioni locali, come il presidente del municipio IX e del municipio VIII, di politici come Brunetta.

26 Per la tutela paesaggistica nonché la tutela della salute dei cittadini in quanto vi è una mancata attivazione di procedure di bonifica, dell'accertamento della tenuta del sistema di impermeabilizzazione, del collaudo e del monitoraggio e si troverebbe a 200 metri dalle abitazioni molte delle quali sono prive di allacci per l'acqua potabile ed usano pozzi artesiani, da aziende vinicole, molte delle quali conosciute a livello internazionale, e cooperative agricole.

27 Producendo numerosi documenti (esposti, istanze, ecc.) elaborati in maniera particolareggiata sia nella forma che nel contenuto.

28 Il 3 agosto manifestano durante la festa per la pedonalizzazione dei Fori imperiali organizzata dal Comune di Roma, al fine di farsi ascoltare da un pubblico più ampio, per dare visibilità e denunciare l'accaduto alle personalità competenti. Il 7 agosto manifestano sotto il Ministero dell'Ambiente per chiedere audizione al ministro.

29 Continui blocchi della circolazione sull'Ardeatina, sull'Appia con il comitato di Santa Maria delle Mole, spingendosi fino a pochi metri dal Grande Raccordo Anulare. Scrivono al MiBAC e a tutti gli organi competenti per richiedere una verifica urgente sulla compatibilità rispetto alla disciplina vincolistica del territorio in quanto Falcognana rientra nell'area qualificata "Ambito Meridionale dell'Agro Romano compreso tra le vie Laurentine e Ardeatine" con decreto del 25.01.2010 del Ministero per i Beni e le Attività Culturali e nelle autorizzazioni rilasciate all'Ecofer non si fa cenno al nulla osta ambientale per il superamento del vincolo.

30 Una giornata definita dal presidio "fantastica", piazza Santissimi Apostoli era gremita, e il Presidio lancia l'idea di una Costituente per l'Ambiente.

31 Data ultima perché la discarica di Malagrotta doveva essere chiusa quel giorno, quindi dal primo ottobre sarebbero potuti arrivare i camion.

nuovamente in corteo sull'Ardeatina³², il presidio si trasforma in Associazione³³ e il 21 ottobre nasce il giornale online del Presidio³⁴. Il 26 novembre i comitati³⁵ sono al Parlamento europeo per l'audizione pubblica sull'emergenza rifiuti a Roma. Il 28 la soprintendenza per i beni architettonici e paesaggistici di Roma chiede agli uffici di Roma Capitale di sospendere i lavori, bloccati all'inizio di dicembre. Il 7 febbraio 2014 viene postata una lettera del Ministero dell'Ambiente in cui si dichiara che non essendoci più i presupposti di urgenza che ne giustificavano l'individuazione il ministro non approva la discarica.

L'importanza avuta dai social network per organizzare, diffondere e sostenere il gruppo di protesta ci ha spinto ad analizzarlo attraverso i testi dei post scambiati dagli attivisti, e a proporre qui anche se a titolo puramente indicativo, data l'esiguità dei dati, un'analisi statistica dei dati 'testuali' tramite l'impiego di apposite metodologie e software. L'interesse della proposta rientra nella convinzione che *oggi e per gli anni a venire* si stanno sviluppando 'nuove fonti di dati' con possibili ripercussioni interessanti anche per l'evoluzione della lingua 'scritta' e dei suoi 'utenti', dovute alla 'telematica di testi scritti', ossia lo sviluppo dei *network* 'di testi' riguardanti gli argomenti più disparati³⁶.

3.2 - L'analisi automatica dei dati testuali (AADT) e il caso esaminato

Lo sviluppo dell'informatica e del trattamento automatico dei dati sono stati essenziali sia per lo sviluppo delle analisi statistiche multivariate³⁷ che per la gestione di grandi masse di dati come è anche il caso dei dati testuali che oltre ad essere di natura complessa³⁸ sono spesso di notevoli

dimensioni. In particolare lo sviluppo dei *network* 'di testi'³⁹ rappresentano nuove fonti di dati già disponibili su supporti informatici. È da notare che l'approccio lessicometrico prevalente dell'AADT, che la rende differente dalla classica analisi del contenuto, è quello *strutturalista sintattico*⁴⁰ ossia dell'analisi delle possibilità combinatorie dei vari simboli (segni, significante) *prescindendo* inizialmente dal senso (valore, significato) che essi o le loro combinazioni presentano per la persona/dispositivo che trasmette l'informazione. Non mancano però nell'approccio dell'AADT, che è *anche sistemico*, tentativi di spingerlo verso il livello semantico⁴¹ ossia della descrizione di unità linguistiche nell'ambito di un sistema che assegna dei valori diversi a ciascuna delle unità che lo costituiscono, con potenzialità diacroniche oltreché sincroniche. In via del tutto generale si può dire che molteplici sono gli scopi e le applicazioni, attuali e 'potenziali', dell'AADT qui in particolare vogliamo metterne in evidenza due:

a) svelare/osservare regolarità, organizzazioni linguistiche, 'mondi lessicali' nel *confronto di testi*⁴² oppure discorsi⁴³ e così via;

b) individuare tipologie e sintesi statistiche delle *risposte 'libere' a domande di un questionario* date da un campione di *n* individui a seconda delle loro caratteristiche socio-demografiche, economiche. Il caso esaminato, come si vedrà più dettagliatamente in seguito, si presenta subito come caso 'particolare', diciamo 'intermedio' ed in questo senso sperimentale, perché trattandosi dei dati derivanti dai *post* scritti dai cittadini possono essere considerati come risposte 'libere' a domande di un questionario ma in cui in realtà la domanda è rappresentata dal soggetto-tema-motivazione che in questo caso è abbastanza circoscritta (no alla Discarica). In particolare per gli esempi di applicazione di analisi statistiche testuali ci occuperemo delle seguenti due analisi: a) alcune prime analisi *statistiche elementari di base*, in SPADT

da telerilevamento spaziale ecc.

39 Quali: Internet, la e-mail, le 'chats', i 'news group' ecc.

40 Sincronico nel senso di Saussure.

41 Relazioni tra simboli e loro contenuto, tra *significante* e *significato*.

42 Che possono essere ad es. scritti su libri collettanei su un dato argomento.

43 Ad es. dei nostri parlamentari alla camera o al senato.

32 In 15000 persone per impedire ai camion dall'AMA di sversare rifiuti nella discarica.

33 Associazione Ambiente Bene Comune (AM.BE.COM).

34 www.laprimaveradiroma.org no discarica Divino Amore "LA PRIMAVERA DI ROMA"

35 Di Falcognana, Cupinoro e Ama Salaria.

36 Notizie di giornali, testi tecnici, avvisi pubblicitari, chiacchiere, forum di dibattiti, organizzazione di movimenti su interessi specifici, biblioteche on-line, e informazioni di qualsiasi altro tipo ecc.

37 Eseguiti solo tramite computer.

38 Come i dati ambientali- ecologici, quelli provenienti

attraverso la procedura PROC NUMER. Tali statistiche consentono un primo esame dei *testi* dei post ad es. per *valutare la frequenza* delle parole più 'significative' del contenuto dei testi rispetto a quella delle parole meno significative come le preposizioni, congiunzioni ecc... Ciò si ottiene tramite il BILANCIO DEL TRATTAMENTO DEL TESTO (BILAN DU TRAITEMENT) e le forme lessicali in ordine di frequenza (FORMES LEXICALES PAR ORDRE DE FREQUENCE); *b) i 'mondi lessicali'* tramite un'analisi multidimensionale in SPADT tramite le procedure PROC MOCAR e PROC RECAR. A causa della scarsa dimensione del corpus File A-Cittadini dell'esempio considerato non si è voluto applicare l'analisi multidimensionale classica (qui in particolare l'analisi delle corrispondenze e la cluster analysis) perché non sarebbe risultata sufficientemente significativa essendo bassa l'inerzia totale spiegata dai vari fattori, ma come si vedrà qui di seguito ugualmente significativa è risultata l'analisi statistica testuale non multidimensionale. In particolare il tipo di analisi qui impiegato è stato quello della selezione delle *'risposte caratteristiche'*⁴⁴ sia in generale che scegliendo se possibile, alcune variabili di fondo⁴⁵. In SPADT si hanno due procedure : PROC MOCAR e PROC RECAR di cui si riporteranno alcuni risultati a titolo di esempio. Infine un accenno ai software indispensabili per questo tipo di analisi. Esistono diversi *software* adatti all'AADT⁴⁶ qui si impiegherà il software SPAD.T (*Système Portable pour l'Analyse des Données Textuelles*) integrato versione 1.5 (1996) per personal computer⁴⁷.

44 Denominate anche SEGMENTI ossia frasi, insiemi di parole, generalmente da min 3 a max 10, che si ripetono in associazione con altre.

45 Ad es. nel caso considerato è stato possibile ricavare, con un'apposita ricerca via internet, il genere, il titolo di studio, la condizione occupazionale e il numero dei post scritti.

46 Quali: SPAD.T, SPHYNX, DBT, LIZ, LEXICO, IRAMUTEQ ecc.

47 Predisposto da L. Lebart, A. Morineau, M. Becue, L. Haeusler e distribuito dal CESIA (Centre International de Statistique et d'Informatique Appliquée, Saint-Mandé, Francia). La versione impiegata richiede almeno 8 Mb di memoria HD e 2 Mb di memoria RAM. La soglia massima dei dati creati o importati è di circa 1200 Kb. È da osservare che in SPAD.T vers. 1.5 il numero massimo di parole distinte del file di testo è di 5000.

3.2.1 - Criteri di scelta dei post

In generale nell'AADT una delle questioni preliminari più importanti è quella *della scelta delle unità statistiche* sulle quali effettuare il conteggio lessicometrico ed essa non ha criteri unici, regole fisse. *Parole singole (=forme grafiche) o parole impiegate in associazione con altre, e ripetute almeno 3 volte - max 10 (=segmenti)* sono i due diversi possibili approcci nella scelta delle unità di analisi che presiede alla segmentazione del testo (Salem, 1995). Piuttosto che scegliere all'inizio queste unità di analisi, è oggi possibile, tramite metodi statistici ed appositi programmi⁴⁸ effettuare analisi preliminari osservate simultaneamente su diversi tipi di unità di analisi ossia considerando, ad es., il *file di testo originale* e una sua forma ridotta ('segmentata'). Nel caso di studio considerato sono stati esaminati N=.96 post scritti tramite social network⁴⁹ dal 27 luglio 2013 al 17 gennaio 2014 e data l'eterogeneità dei contenuti si è ritenuto indispensabile individuare dei *criteri di classificazione* dei post rilevati. Il corpus integrale dei testi dei 96 post non sono qui riportati per sintesi. La mono- motivazione del movimento di Falcognana, "no alla discarica dei rifiuti di Roma - Capitale nella zona di Falcognana", ha facilitato l'individuazione dei criteri di classificazione dei post e si è deciso, dopo aver esaminato il materiale di classificare i 96 post in tre diversi tipi di *file* dei dati testuali (*corpora*) e di immagini⁵⁰:

File A: corpus dei post inviati-scambiati dai cittadini ; *File B: corpus* dei post basati prevalentemente su comunicazioni-informazioni inerenti le Istituzioni (soprintendenze, regioni, comuni, nonché le associazioni che sono state create ad hoc)⁵¹. *File C: Immagini* del

48 Ad es. la procedura PROC SEGME di SPADT.

49 Fonte dei dati Facebook:

www.facebook.com/groups/492985177434215/?fref=ts

www.facebook.com/presidiono.discarica?fref=ts

www.facebook.com/groups/564500106976015/?fref=ts

www.facebook.com/infopointdivinoamorenodiscarica?fref=ts

www.facebook.com/pages/NO-alla-Discarica-di-Roma-al-Santuario-della-Madonna-del-Divino-Amore/281452768662991?fref=ts

50 Le immagini contenute nel File C saranno utilizzate in un secondo momento, proiettate eventualmente durante il convegno, insieme alle immagini più significative dell'altro conflitto, Burgos.

51 Il Presidio No Discarica Divino Amore e altre organizzazioni collegate-in appoggio al movimento.

movimento con documenti. Nel presente paper si focalizzerà l'attenzione sull'analisi statistica del corpus *File A - Cittadini* (mentre si impiegherà il file B per trarre informazioni sulla storia, sullo scenario del movimento (di cui si è detto nel par.3.1) sottolineando sin d'ora, come già accennato, il carattere specifico e non multidimensionale delle analisi statistiche effettuate sul corpus '*File A - Cittadini*' data la sua ridotta dimensione .

3.2.2 - Le analisi statistiche del corpus *File A-Cittadini*

Il file A-Cittadini dopo aver 'pulito' i post⁵² ed editato i testi impiegando l'editing richiesto dal software è risultato di *N.46 post*. La scelta ridotta rispetto al numero iniziale di *N =96* è dovuta all'aver scelto solo quelli per i quali si è potuto risalire ad alcune caratteristiche di fondo dei cittadini, in particolare è stato possibile individuare: il *genere*, il *titolo di studio*, la *condizione occupazionale*, il *numero dei post scritti da ciascuno nel periodo considerato*. È da osservare che in molti casi non è stato possibile risalire a tali dati in quanto non obbligatori e non necessariamente veritieri⁵³. Con tali dati è stato possibile creare⁵⁴, il cosiddetto *file numerico associato ai 46 post* e tracciare un primissimo quadro delle caratteristiche dei 46 cittadini di cui si analizzeranno i post. Nella *Tab.1* si riportano le distribuzioni semplici delle caratteristiche ricavate dal file numerico associato ai dati testuali suddetti mentre nel *Prosp.1* si riporta un esempio di *file numerico associato ai dati testuali* così come viene costruito con il software impiegato⁵⁵ con riferimento alle quattro variabili di fondo suddette.

Prosp. 1 :File numerico associato al file di dati testuali:file.dad

File.DAD	File.LAD
'01' 1 3 2 3	Sex
'02' 2 3 2 1	1. M Maschio
'03' 1 3 1 1	2. F Femmina
'04' 1 1 1 3	Istr
'05' 1 3 1 1	1.Dip Dip Lic
'06' 2 2 1 3	2.Lau Laurea
'07' 2 2 1 3	3.NoRe NoResp
'08' 2 2 1 3	Occ
'09' 2 2 1 3	1.Occ Occupato
'10' 2 2 1 3	2.NesR Nessuna Risp.
.....	Freq. Post
'45' 1 1 1 2	1. Una volta
'46' 2 1 2 1	2. 2-4 da 2 a 4 volte
	3. 5-22 da 5a 22

Tab. 1: Cittadini che hanno scritto post secondo il genere, titolo di studio, occupazione, n° post scritti nel periodo

	considerato		TITOLO DI STUDIO	considerato		CONDIZ. OCCUPAZIONALE	considerato		FREQUENZA SCRITTURA POST	considerato	
	N	%		N	%		N	%		N	%
1.Maschi	21	45,6	1.Dipl. o Liceo	9	19,6	1.Occupato/a	26	56,5	1.Una sola volta	11	23,9
2.Femmine	25	54,4	2.Laurea	18	39,1	2.Nessun dato	20	43,5	2.Da 2 a 4 volte	17	36,9
Totale	46	100	3.Nessun dato	19	41,3			100	3.Da 5 e più	18	39,2
			Totale	46	100	Totale	46		Totale	100	100

Al file numerico (*Prosp. 1*) si assoceranno quindi le due analisi statistiche di cui si è detto nel par.3.2: a) Per le analisi più strettamente lessicali, in particolare, si riporta molto sinteticamente *un'analisi lessicale semplice* (tramite il bilancio del trattamento) sul totale dei 46 testi : *N° parole diverse*, *frequenza parole uguali*,ecc. (v. *Tab. 2*)

b) Per individuare tipologie e sintesi statistiche dei 46 testi si analizzeranno invece i *segmenti* (frasi, insiemi di parole che si ripetono almeno due volte) *più caratteristici* secondo le caratteristiche rilevate con il file numerico associato di cui si è detto

52 Eliminato le frasi poco chiare, i simboli non recepibili dal software, malgrado la loro crescente importanza e utilità, i testi riportati quindi non effettivamente scritti dall'autore del post e corretto eventuali errori di ortografia ecc.

53 Infatti si ricorda che la registrazione ad un social network non implica l'effettiva veridicità dei dati personali inseriti nel proprio profilo utente.

54 tramite il software SPADT

55 file.LAD e file.DAD

sopra. In particolare qui ci si limiterà alla variabile genere. Questa analisi darà già una prima valutazione dei contenuti del movimento contro la discarica, del livello di generalizzazione della lotta, del grado di partecipazione-coesione ecc.

3.2.3. Analisi lessicale semplice dei 46 post

Dall'analisi statistica risulta il seguente bilancio del trattamento dei dati testuali dal quale si può notare che se calcoliamo da tale bilancio l'indicatore di ricchezza lessicale [(parole diverse/numero di parole) x 100] qui risulta uguale al 46,3% indicando appunto la ridotta dimensioni del corpus (risultando maggiore del 20%) sul quale tuttavia si possono avanzare significativamente le analisi statistiche semplici. Le ridotte dimensioni del corpus qui analizzato non ha consentito, come già osservato, di applicare ulteriori analisi statistiche multidimensionali come la cluster analysis e l'analisi delle corrispondenze assai utili ed efficaci qualora si debbano trattare corpus di medie o grandi dimensioni. Generalmente per medie dimensioni si intendono da 15.000 a 45.000 occorrenze; grandi: da 45.000 a 100.000 e oltre occorrenze; per corpus di tali dimensioni sarebbe infatti impossibile e comunque assai difficoltosa una pur minima classificazione manuale.

Tab. 2: Bilancio del trattamento
(Bilan du traitement)

GENERE	NUMERO DI RISPOSTE	NUMERO DI PAROLE	PAROLE DIVERSE	
			NUMERO	%
M	21	1035	551	53,2
F	25	934	508	54,4
TOTALE	46	1969	913	46,4

Nella Tab. 3 e solo per le prime 12 si sono riportate le parole più frequenti che consentono di individuare quindi immediatamente le parole più significative.

Tab. 3: Parole più frequenti (da 18 a 6)

N°	PAROLE USATE	FREQUENZA	LUNGHEZZA
1	DISCARICA	18	9
2	RIFIUTI	10	7
3	ROMA	10	4
4	TUTTI	9	5
5	CITTADINI	8	9
6	PRESIDIO	8	8
7	MARINO	8	6
8	PRESIDENTE	8	10
9	FALCOGNANA	7	10
10	ECOFER	7	6
11	DIFFERENZIATA	6	13
12	SINDACO	6	7

Mentre nella Tab. 4 si riportano i cosiddetti hapax ossia le parole usate solo una volta (considerate singolarmente ossia non in combinazione di segmenti).

Tab. 4: Hapax (Parole con frequenza 1)

N°	PAROLE USATE	FREQUENZA	LUNGHEZZA
1	TEMO	1	4
2	VIVERE	1	6
3	UNIRE	1	5
4	UMORE	1	5
5	RIUSCIRANNO	1	11
6	PARROCO	1	7
7	RESTEREMO	1	9
8	NOSTRACAUSA	1	11
9	RUBATI	1	6
10	MORIREMMO	1	9
11	MOLLEREMO	1	9
12	MANIFESTAZIONE	1	14
13	PROMOTORI	1	9
14	LOTTIAMO	1	8
15	PARTECIPA	1	9
16	ORGANIZZARE	1	11
17	TACCIONO	1	8
18	INTERVENIRE	1	11
19	INSIEME	1	7
20	GRIDARE	1	7
21	VIOLAZIONE	1	10
22	GAJARDIII	1	9
23	FURBACCHIONI	1	12
24	VENITE	1	6
25	DIAMOCIDAFARE	1	13
26	DENUNCIAMO	1	10
27	LOTTA	1	5
28	COMMENTI	1	8

Da una prima visione delle tabelle suddette si può rilevare come le parole scelte con frequenza fino a 6 (v.Tab. 3) riguardino

termini relativi alla comunicazione istituzionale (informativo) e al problema vero e proprio della discarica, mentre negli Hapax (v.Tab. 4) predomina l'aspetto della coesione, della partecipazione e del supporto emotivo tra i partecipanti.

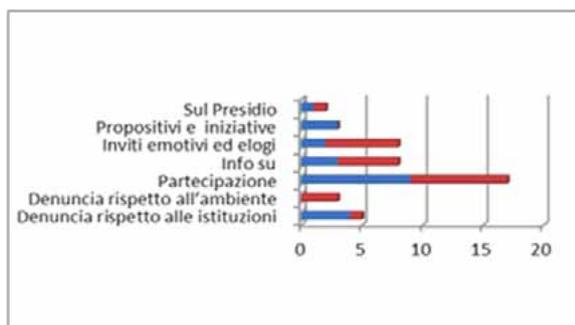
3.2.4 - Analisi lessicale dei post secondo il contenuto: le frasi più caratteristiche secondo alcune variabili di fondo

Infine per l'analisi lessicale dei 46 testi, trattati come *segmenti più caratteristici*⁵⁶ secondo le caratteristiche rilevate con il file numerico associato di cui si è detto sopra si riportano alcuni risultati, in particolare nella Tab. 5 l'analisi dei segmenti per il totale dei rispondenti e secondo il genere.

Tab. 5: Analisi dei segmenti secondo il tipo di contenuto, la frequenza per il totale dei rispondenti e secondo il genere

N°	Tipo di contenuto	Frequenza		
		M	F	Totale
1	Denuncia rispetto alle istituzioni (u.s. 01,02,27,28,39)	4	1	5
2	Denuncia rispetto all'ambiente (u.s.15,11,30)	0	3	3
3	Partecipazione (u.s.04,05,08,18,20,22,24,26,31,32,33,36,38,40,42,44,45)	9	8	17
4	Info su (u.s.03,06,09,10,14,25,35,43)	3	5	8
5	Inviti emotivi ed elogi (u.s.12,13,16,17,21,34,41,46)	2	6	8
6	Propositivi e iniziative (u.s. 23,29,37)	3	0	3
7	Sul Presidio (u.s.07,18)	1	1	2
		22	24	46

Grafico 1: Tipologia dei contenuti in base al genere



Esaminando le frasi proposte è emerso come le denunce rispetto alle istituzioni hanno una frequenza prevalentemente maschile, mentre sono principalmente femminili quelle rispetto l'ambiente: probabilmente perché vi trascorrono la maggior parte del loro tempo! Non c'è differenza di genere invece nei post riferiti alla partecipazione. Infine da notare

⁵⁶ Per segmenti come già osservato si intendono frasi, insiemi di parole che si ripetono uguali almeno due volte e di lunghezza non meno di 3 parole - max 10 parole

che nei contenuti anche 'emotivi' dei vari post traspare una forte coesione forse dovuta al peculiare carattere urbanistico della zona (IX Municipio).

3.3 - Alcune considerazioni tratte dall'analisi dei post e sulla loro rilevanza-efficacia per il movimento

Si rileva dal contenuto dei post esaminati il carattere strettamente locale, basato su uno scopo preciso e delimitato, e altro dato, anche questo interessante, l'interesse a non connotare politicamente tramite partiti, l'organizzazione e i contenuti del movimento. L'assenza di gerarchie, e il fatto che sia imperante l'orizzontalità sono caratteristiche peculiari di queste mobilitazioni dei cittadini, prevalentemente riferite al territorio e che, se vogliamo, potremmo definire di 'globalizzazione territoriale' in quanto movimenti simili si stanno verificando in molte zone del pianeta.

4 - Progetto e pianificazione partecipata

L'origine moderna della pianificazione partecipata è individuabile nel pensiero di Geddes, che teorizzò un nuovo tipo di progettazione della città in cui generatori fossero il "luogo", la "gente" e il "lavoro"⁵⁷. La partecipazione richiede una gestione politica democratica e oggi ancora rimane una pratica diffusa soprattutto in Paesi dai processi decisionali trasparenti, propensi ad una democrazia deliberativa⁵⁸. Aprire alla consultazione cittadina la visione di un progetto non realizza una progettazione partecipata, ma soddisfa solo dei parametri di legge. L'urbanistica partecipata prevede l'attuazione di metodologie complesse,

⁵⁷ www.integronomia.it/articoli/ergobio.pdf

⁵⁸ "Il concetto di democrazia deliberativa comprende due aspetti distinti. Esso si riferisce a un processo decisionale condotto sulla base di argomenti imparziali fondati sul bene comune (e questo è l'aspetto *deliberativo*), cui partecipano, in condizioni di parità, tutti coloro che sono coinvolti dalle conseguenze della decisione stessa (e questo è l'aspetto *democratico*) (Elster 1998b, 8). I due aspetti sono tra loro indipendenti: una deliberazione può non essere democratica (p.es. se condotta tra un gruppo di esperti) e una scelta democratica può non essere deliberativa (p.es. una valutazione non preceduta da alcuna discussione)" (Bobbio, 2002)

da applicare sin dall'inizio del processo pianificatorio. I cittadini dell'area interessata sono coinvolti con modalità creative e apportano i loro contributi progettuali, frutto di un sapere pratico e derivante dalla conoscenza quotidiana del territorio. L'obiettivo è la realizzazione di un progetto largamente condiviso che relazionandosi al contesto culturale soddisfi le esigenze reali dei cittadini, determinante per una positiva risoluzione nei progetti di riqualificazione.

A Burgos le Istituzioni hanno aperto una consultazione popolare, senza attuare nessuna metodologia di urbanistica partecipata. La consultazione aperta a tutta Burgos raccoglieva il consenso di cittadini che non avevano conoscenza delle esigenze degli abitanti di Gamonal. Nel quartiere, un'area degradata a causa di una indiscriminata urbanizzazione, per mancanza di risorse economiche si sono ridotti dei servizi⁵⁹, eppure l'amministrazione riteneva economicamente sostenibile la realizzazione di un *boulevard* con parcheggi a pagamento. L'approccio ricorda l'avvio di un processo di *gentrificazione*⁶⁰ che avrebbe portato alla nascita di attività e servizi per le classi medio-alte di Burgos, fino alla ristrutturazione delle unità abitative e il conseguente aumento dei prezzi del mercato immobiliare con l'espulsione degli autoctoni a favore di alloctoni con maggiori capacità economiche. I fenomeni di espulsione/sradicamento delle popolazioni motivate da riqualificazioni necessarie per il bene dei cittadini non sono una novità. Le differenze sostanziali tra gli storici sradicamenti e le *gentrificazioni* è che a volte l'avvio della riqualificazione è anche concertato e voluto dai cittadini⁶¹, e i residenti si rendono conto di quello che sta avvenendo solo quando il mercato immobiliare della zona inizia a raggiungere valori per loro proibitivi. Nel caso della discarica a Falcognana osserviamo la riproposizione di modalità operative non partecipative. Le

59 Dagli asili nido ai trasporti pubblici.

60 Termine coniato nel 1964 da R. Glass, e che si concretizza con un rinnovamento fisico, sociale ed economico delle aree urbane nella società post-industriale.

61 La High line a New York è uno dei più rapidi esempi di gentrificazione bottom-up, ideazione di alcuni residenti e appoggiata dalle Istituzioni – New York Times, *Disney World on the Hudson*, Jeremiah Moss, August 21, 2012.

Istituzioni impongono la realizzazione di un impianto per utilità pubblica e non avviano alcuna consultazione⁶² e, quindi, si attiva la mobilitazione⁶³. Secondo L-Lucchetti e Leroux (2007) la reazione di opposizione è determinata dalla percezione dell'iniustizia, in quanto i benefici sono per tutta la società ma i costi solo per la comunità locale. NIMBY⁶⁴ diventerebbe una sindrome nel momento in cui la comunità locale si opponesse a un'opera i cui benefici apportati superassero i costi (Lober, 1996). È evidente che le compensazioni assumono grande rilievo e con esse la percezione di correttezza nel processo decisionale (discussione pubblica, fiducia nelle autorità), nell'organizzare e nel mantenere l'opera, nel monitorare e nel contenere eventuali problematiche che potrebbero insorgere nel tempo. In Italia, inoltre, la sfiducia nelle Istituzioni è cronica e cade automaticamente uno dei parametri necessari per l'accettazione dell'opera.

Qui di seguito (Tab. 6) riportiamo una sintesi riepilogativa dei due conflitti.

62 "Tirate fuori i documenti, i progetti e le relazioni tecniche" è la richiesta del comitato verde urbano datata all'aprile 2014. Inoltre il comitato cittadino ha evidenziato che sono emerse gravi carenze e/o omissioni nei prescritti controlli sull'attività di gestione del sito da parte dei soggetti preposti.

63 A seguito della dichiarazione del Commissario Straordinario ai rifiuti che individua nella borgata l'area idonea per la discarica e segnala la società che idonea all'affidamento del servizio. "La gente accetta e adotta la tecnologia solo se la percepisce vantaggiosa per sé e, in una situazione competitiva, svantaggiosa per gli altri." (Borrelli, 2012).

64 NIMBY - *Not In My Back Yard*; NIABY - *Not In Anyone's Back Yard*; BANANA - *Build Absolutely Nothing Anywhere Near Anyone*; NOPE - *Not On Planet Earth*. Nimby è il primo dei numerosi acronimi, formulato negli anni ottanta del secolo scorso, di attribuzione incerta. Queste presunte *sindromi* sono in realtà tipiche manifestazioni delle società post-industriali, in cui le comunità locali non hanno la necessità di accettare incondizionatamente una tecnologia svantaggiosa per il proprio territorio. Max Shulman, scrittore e umorista americano, ci offre già nel 1956 una divertente descrizione della sindrome Nimby in *Rally Round the Flag, Boys!*

65 Nel 1981 Popper conia il termine LULU - *Locally Unwanted Land Use* che sposta l'attenzione dalla popolazione locale all'utilizzo del territorio.

Tab. 6: Sintesi dei due conflitti

Luogo	Oggetto	Attori	Azioni	Durata	Narrazione (Bobbio)	Esito per gli attivisti
Gamonal Burgos	Riqualificare area "bulevar" con parcheggi a pagamento	Autorità locali Attivisti (cittadini) Asociaciones de vecinos Asociaciones comerciantes Indignados Attivisti di tutto il paese	Petizioni proposte alternative occupazioni pacifiche del territorio azioni/proteste violente	2 mesi	3°- 6°	Positivo
Falcognana Roma	Discarica rifiuti urbani solidi	Istituzioni: Municipio IX Comune Regione Parlamento Parlamento Europeo Cittadini Comitati di quartiere Associazioni	manifestazioni pacifiche blocco strade presidio 24/24 h azioni legali petizioni	7 mesi	4°-1°	Positivo

5. Conclusioni

Le città, i suoi spazi, i suoi quartieri li possiamo considerare come "una formazione sociale costituitasi dalla dialettica tra costruzione e sviluppo della città materiale (nei luoghi di residenza, di produzione e di consumo), e della sua popolazione (nelle attività economiche, nelle relazioni sociali, nei comportamenti, nella costruzione giuridica e nella cultura)"⁶⁶. La trasformazione dello spazio, la riqualificazione di un'area o la riconversione d'uso di un territorio non lo si può considerare "un semplice intervento di rimodellamento fisico-urbanistico in cui si possa prescindere dal rapporto spazio-tempo, dagli interessi consolidati del cittadino come singolo e come comunità"⁶⁷.

La governance territoriale, quindi, dovrebbe utilizzare processi decisionali democratici e meccanismi di partecipazione per evitare il verificarsi di una serie di conflitti, come nei due casi presentati, e il conseguente fallimento degli interventi.

La Comunità Europea, già nel 2001 con il Libro Bianco sul Sistema di Governo europeo (Commissione Europea) e la raccomandazione del Comitato dei Ministri agli stati membri sulla partecipazione dei cittadini alla vita pubblica a livello locale (Consiglio d'Europa), dichiara l'importanza del principio della partecipazione attraverso la consultazione aperta dei cittadini e alle loro associazioni parlando, sia di forum di quartieri che di siti web interattivi.

66 Martinelli F. (a cura di), 2004, Città e scienze umane, Napoli, Liguori, pag.46

67 Montani A.R., 2000, "Teorie e ricerche sulle comunità locali" Franco Angeli Milano pag154

L'elemento che accomuna i due conflitti è proprio l'utilizzo efficace dei nuovi media per comunicare, organizzarsi, partecipare, scambiare informazioni, denunciare sotterfugi da parte delle istituzioni, esprimere proprie opinioni e sentimenti.

L'uso dei social network è stato importante per partecipare/organizzare il conflitto, dando forza e visibilità alle due mobilitazioni. L'occupazione degli spazi urbani si è intrecciata con la continua presenza nello spazio virtuale del web. In entrambi i casi vi è stata un'ampia partecipazione al conflitto: a Falcognana⁶⁸ la mobilitazione è esclusivamente legata all'evento; a Gamonal il conflitto ha dato vita ad un movimento culturale che vede in alcuni interventi di pianificazione il simbolo di un modello di crescita e di organizzazione politica, sociale ed economica⁶⁹ fortemente avversata dalla cittadinanza.

La diversa evoluzione dei due conflitti la si può comprendere meglio attraverso la differenza che la Montani (1993) delinea tra comunità di quartiere attive o passive basata sulla presenza o meno di capacità di azione comune. A Gamonal la comunità si trova nella fase di vita⁷⁰ di piena espansione, nell'area della attività, mentre, a Falcognana la comunità è nella fase di contrazione, nell'area di passività.

L'emergenza rifiuti porta ad una inversione di tendenza, la comunità

68 Conflitto che è inserito come già detto nella post modernità e che fa capo ad un nuovo modo di sentire.

69 Sia a livello nazionale e internazionale, sia locale e urbano.

70 Si rimanda al testo di Montani A.R. "Le comunità locali urbane. Quartieri e centro di Roma" per approfondimenti sulla fase di vita della comunità

indifferente si “risveglia” e si mobilita contro la localizzazione della discarica di rifiuti solidi urbani nel territorio che ora, riconoscono come proprio. L’agire comunitario in senso weberiano è determinato da un obiettivo comune “No discarica”, una mobilitazione a temi locali, e anche se alcuni membri aspirano ad un allargamento della protesta sulle tematiche ambientali non essendo questi temi “goal” comuni a tutti rimangono latenti. La mobilitazione di per sé determina un coinvolgimento attivo dei cittadini che dà linfa vitale alla vita di comunità di un quartiere.

La mobilitazione di Gamonal invece riesce a raggiungere un livello di azione più alto toccando l’area socio-culturale dell’intera Spagna e non solo, diventando un vero e proprio movimento.

La genesi in ambedue i casi è spontanea, legata a “una scintilla di indignazione”(Castells, 2012) per un determinato evento, congiunto alla grande delusione per l’incapacità dei propri politici di comprendere le reali necessità e i desideri dei cittadini con conseguente perdita di legittimazione della loro autorità politica.

In conclusione in termini di pianificazione entrambe le situazioni soffrono di una scarsa trasparenza dei rapporti tra le Istituzioni e i cittadini e di una mancata attuazione di metodologie partecipative e/o deliberative. I limiti maggiori sono dunque: il non apportare benefici alle comunità locali, o almeno non sufficienti rispetto ai costi percepiti, e la sostanziale e atavica sfiducia che esse hanno nei confronti delle Istituzioni.

Una progettazione partecipata probabilmente avrebbe potuto consentire all’autorità locali e nazionali di comprendere le esigenze reali dei residenti e di pianificare adeguati interventi.

RIFERIMENTI BIBLIOGRAFICI

- Beck U. (2000), *La società del rischio. Verso una seconda modernità*, Roma, Carocci.
- Bernstein B. (1971), *Class, Codes and Control*, Routledge & Kegan Paul, London

- Bobbio L. (1999), “Un processo equo per una localizzazione equa”, in L. Bobbio e A. Zeppetella (a cura di), *Perché proprio qui?* Grandi opere e opposizioni locali, Milano, Franco Angeli, 185-237.
- Bobbio L. (2002), “Come smaltire i rifiuti. Un esperimento di democrazia deliberativa”, *Stato e Mercato*, n.64, aprile 2002, 101-141.
- Bobbio, L. (2010), “Il dibattito pubblico sulle grandi opere. Il caso dell’autostrada di Genova”, *Rivista italiana di politiche pubbliche*, n.1, 119-146.
- Bobbio L., Zeppetella A. (a cura di) (1999), *Perché proprio qui?* Grandi opere e opposizioni locali, Milano, Franco Angeli, 185-237.
- Bobbio L. (2011), “Mobilità e conflitti” trimestrale del Laboratorio Territorio Mobilità e Ambiente – TeMALab Volume 4, Numero 4 dicembre 2011, 79-88.
- Bobbio L. (2000), *Crisi urbane: che cosa succede dopo? Le politiche per la gestione della conflittualità legata ai problemi dell’immigrazione*, IRES, Working paper n. 135.
- Bolasco S., Lebart L., Salem A. (1995), *Analisi Statistica dei Dati Testuali*, JADT 1995, Ed. CISU Roma.
- Borrelli G. (2008), La sociologia dell’ambiente tra analisi dei conflitti e studio delle realtà locali, in AA.VV., a cura di Angelini A., *Il Battito d’ali di una farfalla. Beni comuni e cambiamenti climatici*, Atti del Sesto Convegno Nazionale dei sociologi dell’ambiente, 585-587, Edizioni Fotograf, Palermo.
- Castells M. (1977), *La question Urbaine*, F. Maspero, Paris.
- Castells M. (2002), *L’età dell’informazione : economia, società, cultura*, Milano, EGEA Università Bocconi.
- Castells M. (2012), *Reti di indignazione e speranza. Movimenti sociali nell’era di internet*, Milano, EGEA Università Bocconi.
- Chomsky N., (1969), *L’analisi formale del linguaggio*, Boringhieri, 1969.
- Dalton R.G. (1988), *Citizen Politics in Western Democracies: Public Opinion and Political Parties in the United States, Great Britain, west Germany and France*, Chatham House, Chatham.

- Dalton R.G. (1993), *Citizen, Protest and Democracy*, in the Annals of the American Academy of political and Social Science, 528 July.
- De Mauro T., Mancini F., Vedovelli M., Voghera M. (1993), *Lessico di frequenza dell'italiano parlato*, Milano, Etas Libri.
- De Saussure F. (1972), *Cours de linguistique générale*, ed. con le note di T. De Mauro, Payot.
- Della Porta D., Piazza G. (2008), "Le ragioni del no". *Le campagne di protesta contro la TAV in Val di Susa e il ponte sullo Stretto*, Milano, Feltrinelli.
- Della Porta D., Diani M., (1997), *I Movimenti Sociali*, Carocci Roma
- Fraire M. (2000), "Analisi dei Dati a Tre-Vie delle Risposte a Domande Aperte e Indicatori Empirici". In: JADT 2000. Lausanne (Suisse), JADT2000, Losanna 9-11 marzo 2000, vol. 2, 415-424, Lausanne: M. Rajman & J-C Chappelier editeur; anche in *Sociologia e Ricerca Sociale* Anno XXI, n.61, 2000 FrancoAngeli Ed.
- Fraire M., Rizzi A. (2011), *Analisi dei dati per il Data Mining*, Carocci Ed. Roma
- Gai1 Bier A. (1979), "El Desarrollo de las asociaciones de vecinos en espana", *Revista de Sociologia*, 11, 169-183
- Glass R., (1964), *London: aspects of change*. London: MacGibbon & Kee
- Larana E. Gusfield J. (a cura di), *Los Nuevos Movimentos sociales*, Madrid, CIS 1994
- Laurent-Lucchetti J., Leroux J., (2007), "Why Me? Sitting a Locally Unwanted Public Good", in *Cahiers de recherche*, 07-14, HEC, Institut d'économie appliqué, Montréal.
- Lebart L., (1995), *Analyse statistique des données textuelles: quelques problèmes actuels et futurs* - in JADT 1995, Roma Ed. CISU
- Lebart L. Salem A., (1994), *Statistique textuelle*, Paris, Dunod
- Lober D.J., (1996), "Why Not Here? The Importance of Context, Process, an Outocme on Public Attitudes Toward Siting of Waste Facilities", in *Society and Natural Resorurces*, n. 9, Sept 1996
- Marino S., Stasi S., (2014), *Urban-kitchen. Ergonomics and sustainability to the social complexity*, 5th International Conference on Applied Human Factors and Ergonomics AHFE Kraków, Poland 19-23 July 2014, in corso di stampa
- Marino S., Stasi S., Spagnuolo S., (2014), *Smart cities: Una proposta teorico metodologica per una valutazione partecipata. Ergonomia e sostenibilità come fattori di Valutazione*, XVII Convegno nazionale Associazione Italiana Valutatori, Napoli, 10/11 aprile.
- Martinelli F. (a cura di) (2004), *Città e scienze umane*, Napoli, Liguori
- Montani A.R. (1993), *Le comunità locali urbane. Quartieri e centro di Roma*, Bulzoni, Roma.
- Montani A.R. (2000), *Teorie e ricerche sulle comunità locali*, Franco Angeli, Milano.
- Nistal Tomás Alberich (2007), "Asociaciones y Movimientos Sociales en España: Cuatro Décadas de Cambios", *Revista de estudios de Juventud*, marzo 07, n°76.
- Pellizzoni L. (a cura di) (2005), *La deliberazione pubblica*, Roma, Meltemi.
- Pellizzoni L. (a cura di) (2011), *Conflitti ambientali*, Bologna, Il Mulino.
- Popper F. J. (1981), "Siting LULUs", in *Planning*, 47:4, 12-15
- Roccatò M., Rovere A., Bo G. (2008), "Interessi particolari e interessi generali", in Fedi, A. e Mannarini, T. (a cura di), *Oltre il Nimby. La dimensione psico-sociale della protesta contro le opere sgradite*, Milano, Franco Angeli, 43-66.
- Salem A. (1995), *Les unités lexicométriques*, in JADT 1995, Roma Ed.CISU
- Sessa F. (2005), *Il blog fra narrazione e informazione: un'analisi sociolinguistica*, Roma, Facoltà di Lettere e Filosofia, Tesi di laurea in Scienze della Comunicazione, LUMSA(tesi di laurea)
- Sessa F., (2014), *Uso delle nuove ICT nelle 20 regioni italiane: indicatori e indici sintetici ottimali per un'analisi statistica su dati ISTAT-Cittadini e Nuove Tecnologie*, Università degli Studi di Roma La Sapienza, Facoltà di Scienze Politiche, Sociologia, Comunicazione, Corso di laurea in Sociologia, Tesi di laurea, aa..
- Simmel. G. (1998), *Sociologia ed Comunità Roma*
- SPAD.T (1993), *Introduction à SPAD.T intégré. Version 1.5P.C.*, CISIA, Saint-Mandé, France

Touraine A. (2009), *Il pensiero Altro*, Roma Armando

Touraine A., (2005), *Critica della Modernità*, Milano, Il Saggiatore,

Touraine A. (2006), *Un Nouveau Paradigme Parigi* Fayard.

Weil Simone (1983), *Riflessioni sulle cause della libertà*, Milano Adelphi.

Weil Simone Weil S (1990), *La prima radice. Preludio a una dichiarazione dei doveri verso l'essere umano*, traduzione di Franco Fortini, con uno scritto di Giancarlo Gaeta, Milano Adelphi.

Wieviorka M., (1996), (a cura di), *Une société fragmentée*, Parigi, La Découverte.

Wieviorka M., (2004), *La Violence*, Parigi, Balland.

www.facebook.com/infopointdivinoamorenodis carica?fref=ts

www.facebook.com/pages/NO-alla-Discarica-di-Roma-al-Santuario-della-Madonna-del-Divino-Amore/281452768662991?fref=ts

www.ilfattoquotidiano.it

www.marino24ore.it

www.laprimaveradiroma.org

<http://roma.repubblica.it/cronaca/2013/07/30/news/rifiuti-64004674/>

www.romatoday.it

www.senato.it/japp/bgt/showdoc/frame.jsp?tipodoc=Resaula&leg=17&id=00752269&part=doc_dc-allegatob_ab-sezionetit_icdrds&parse=no&stampa=si&toc=no

<https://twitter.com/GamonalResistepic.twitter.com/6XRJNE6Sqi>

www.urbanistica.comune.roma.it/zoneo-elenco/zoneo-mun-xii/zoneo-49-casteldileva.html

www.urbanistica.comune.roma.it/zoneo-elenco/zoneo-mun-xii/zoneo-80-divinoamore.html

www.urbanistica.comune.roma.it/zoneo-elenco/zoneo-mun-xii/zoneo-50ab-falcognana.html

www.urloweb.com

www.wfroma11.it/documenti/rifiuti/falcognana%20ott%2006.htm#CRONOLOGIA

Cacciapuoti M., Esattore P., Galdo G., Massa A., Procino E., Spagnuolo S. (2012), "Le Briciole di Pollicino" in www.isppref.it/files/File/Le_briciole_di_pollicino.pdf

Integronomia, Ergonomia e Bioarchitettura, Marino S., (2007) : www.integronomia.it/articoli/ergobio.pdf

New York Times, Disney World on the Hudson, Moss J., August 21, (2012) : www.nytimes.com/2012/08/22/opinion/in-the-shadows-of-the-high-line.html?_r=0

Allegato sottoparagrafo 2.3 Analisi dei post:

Corrispondenze più frequenti di alcune parole significative nei blog analizzati

SITOGRAFIA

http://archiviostorico.corriere.it/2004/marzo/11/Discarica_Divino_Amore_consiglio_regionale_co_10_040311026.shtml

www.asociaciondevecinos.es/?p=3911

www.camera.it/leg17/1132?shadow_primapagina=3149

www.castellinotizie.it

www.eur.roma.it/il-quartiere/news/articolo/eur-e-dintorni/discarica-falcognana-pollak-pdl-presidente-santoro-pubblici-su-sito-municipio-relazione-commis.html?no_cache=1

www.facebook.com/pages/Bulevarc/Vitoria

www.facebook.com/hashtag/EfectoGamonal#Gamonal#GamonalResiste

www.facebook.com/pages/A.V.LASERASDEGAMONAL

www.facebook.com/favburgos?FederaciónAavvdeBurgos

www.facebook.com/groups/492985177434215/?fref=ts

www.facebook.com/presidiono.discarica?fref=ts

www.facebook.com/groups/564500106976015/?fref=ts

LUCHA-LUCHANDO

- Por fin se termina la lucha del bulevar!
- Después de una semana de dura lucha y mucha unión, Gamonal ha ganado su primera batalla
- Por nosotrxs, vosotrxs, Gamonal sigue en lucha
- A LOS BURGALÉSES QUE NOS ANIMAN A SEGUIR LUCHANDO CON EL CORAJE QUE ESTÁN DEMOSTRANDO.
- Lo mismo para todos vosotros. A seguir luchando
- LOS DETENIDOS, Y A LOS VECINOS QUE ESTAN LUCHANDO POR UNAS CAUSAS JUSTAS Y DIGNAS
- 19% de paro. Los barrios obreros en lucha por sus derechos, por su dignidad
- LOS VECINOS QUE ESTAN LUCHANDO POR UNAS CAUSAS JUSTAS Y DIGNAS
- para continuar luchando por nuestros derechos.
- PERO TAMBIÉN QUEREMOS QUE TODA ESPAÑA SE ENTERE DE NUESTRA SITUACIÓN Y NOS AYUDE A LUCHAR CONTRA EL ABUSO DE PODER DEL GOBIERNO LOCAL DE HUESCA
- Si todavía no te parecen suficientes motivos (hay muchos más) para organizarte y luchar, es que definitivamente formas parte de lo que quieren que seas.
- Organízate y lucha.
- ...aki se lucha por el derrocamiento del capitalismo
- La lucha es el único camino
- La lucha del Gamonal es la lucha contra el capital, contra el estado burgués, contra la especulación (de vidas humanas), contra la represión, contra los recortes en gastos sociales, contra las violaciones de los derechos humanos y las libertades
- En definitiva, es la lucha contra el sistema social-político-económico.
- Exigimos el derecho de organización y lucha con los medios de los que disponemos
- En cualquier lucha donde estén implicados sectores sociales que cuestionan el poder, la solidaridad es un arma imprescindible
- apoyando, tanto a Gamonal, cómo a cualquier lucha obrera
- HAY QUE ESTAR ALLI, ELLOS HAN LUCHADO , AL IGUAL QUE LUCHAMOS
- Post
- SEGUIR LUCHANDO CON EL CORAJE QUE ESTÁN DEMOSTRANDO.
- Y NOS AYUDE A LUCHAR CONTRA EL ABUSO DE PODER DEL GOBIERNO LOCAL DE HUESCA
- TODA ESPAÑA SE ENTERE DE NUESTRA SITUACIÓN Y NOS AYUDE A LUCHAR

BULEVAR

- Por fin se termina la lucha del bulevar!
- CONTRA EL BULEVAR AHORA O NÚNCA
- Gamonal resiste ante la construcción del Bulevar
- Paremos el bulevar
- manifestacion en contra de la construccion del bulevar
- HAY QUE DEMOSTRARLES QUE GAMONAL NO QUIERE ESTE BULEVAR
- GRAN MANIFESTACIÓN NO AL BULEVAR
NO AL BULEVAR!!
- Que no te pare ni el frío ni la pereza, tienes que decir no al bulevar y solo lo conseguiremos saliendo a "LACALLE" y diciéndole ¡¡¡NO
- Unas 200 personas se concentran en Burgos para impedir que sigan las obras del bulevar
- El alcalde de Burgos, Javier Lacalle, anunció este viernes que paraliza definitivamente las obras de reconversión de la calle Vitoria en un bulevar.

BARRIO

- Esta canción se la dedico al barrio de Gamonal
- Es muy importante que la decisión genere unidad en el barrio
- porque les jode que un barrio les lleve la contraria y porque ya no saben como desacreditarnos!!!!
- Le recuerdo Señor Presidente del Consejo de Barrio de Gamonal que tanto ustedes como zona G a la que usted pertenece se oponían al Estudio de Viabilidad
- propuesta ya hay Consejos de Barrio que están de acuerdo
- Los barrios obreros en lucha por sus derechos, por su dignidad. Por el futuro. Y lo cambian. Con dos pares la gente del Norte
- Hemos de organizarnos todos los barrios y pueblos de forma urgente
- Video inedito de querabiada, donde podemos ver como un furgon policial se tiene que retirar del barrio de Gamonal (Burgos) al ser objetos de una "lluvia de piedras
- Esta canción se la dedico al barrio de Gamonal, su ejemplo debe guiar nuestra praxis en el futuro "No, no, no nos vamos a dejar
- una concentración en apoyo al barrio burgalés en la Puerta del Sol
- Los madrileños han programado dos actos, por una parte una concentración en apoyo al barrio burgalés
- marchar en favor de las reivindicaciones del barrio burgalés.

PUEBLO

- El pueblo unido jamás será vencido
- quejas ante el defensor del pueblo
- convencido que les llegará el mensaje a ellos y se darán cuenta de que el pueblo se está uniendo
- Con esto decir que lo que es del pueblo se lo queda el pueblo

AYUNTAMIENTO/ALCALDE

- Por la tarde también se podía ir al ayuntamiento
- Ayer tras la manifestación los vecinos como ya avisamos al ayuntamiento y tras no recibir ninguna noticia
- Qué bien manipulan la información desde nuestro Ayuntamiento
- Por razones económicas, hoy debe este Ayuntamiento aproximadamente unos 500 millones de €, entre la deuda que tiene y los consorcios del desvío del ferrocarril y Villalonquejar
- Públicas, en sus informes, el Proyecto que usted escogió, el Anteproyecto en su memoria y el estudio de movilidad del Ayuntamiento, así como el Plan Director Gamonal-Capiscot e incluso, el informe del Secretario General del Ayuntamiento y algunas declaraciones del Sr Ángel Ibáñez
- NOSOTROS, Y SU UNION ESTA CONSIGUIENDO QUE EL AYUNTAMIENTO DE BURGOS Y LA ADMINISTRACION DE MARCHA ATRAS EN EL PROYECTO
- Hemos conseguido que el alcalde del Burgos, Javier Lacalle, dé su brazo a torcer y por eso, no vamos a parar.
- Ayúdanos a movilizar Gamonal contra las obras faraónicas del Alcalde!
- El alcalde ha detenido PROVISIONALMENTE las obras para intentar frenar la respuesta en la calle
- 2014 El alcalde de Burgos, Javier Lacalle, anunció este viernes que paraliza definitivamente las obras
- Te parece bien que el alcalde de Burgos haya paralizado las obras de Gamonal? 79% Sí

[Retour sommaire](#)